

Département de Meurthe-et-Moselle



COMMUNE D'UGNY

REVISION N°2 DU **PLAN LOCAL D'URBANISME**

DOSSIER



Document conforme à celui annexé
à la délibération du Conseil Municipal

en date du 14 JANVIER 2023

approuvant
La révision n°2 du
Plan Local d'Urbanisme

P/ LE MAIRE
Le premier adjoint
Alain SCHMITZ

Département de Meurthe-et-Moselle



COMMUNE D'UGNY

REVISION N°2 DU
PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION

A



Document conforme à celui annexé
à la délibération du Conseil Municipal

en date du 14 janvier 2023

approuvant
la révision n°2 du Plan Local d'Urbanisme

p/ LE MAIRE
Le premier adjoint
Alain SCHMITZ



SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
I. CONTEXTE DE LA COMMUNE ET OBJECTIFS DE LA REVISION	7
A. Contexte communal.....	7
B. Le Plan Local d'Urbanisme actuel de la commune d'Ugny.....	8
C. Objectifs de la révision.....	10
1. Rappel du cadre réglementaire	10
2. Justification de la procédure de révision du PLU d'Ugny	11
3. Les changements apportés au Plan Local d'Urbanisme	11
II. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE	12
A. Le cadre géographique.....	12
B. Le milieu physique.....	12
1. Relief et Géologie.....	12
2. Hydrologie-Hydrogéologie	14
C. L'occupation du sol et le paysage.....	16
D. Les éléments naturels.....	18
1. Les sites d'intérêt écologique	18
E. Les contraintes et les risques.....	24
1. La qualité de l'air	24
2. Le bruit	25
3. Les risques.....	26
F. Les équipements de sport et de loisirs.....	37
G. Transport et déplacement.....	37
1. Les voies de communications.....	37
2. Les transports	39
3. Le stationnement.....	40
III. CONTRAINTES TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES	41
A. Les contraintes techniques et réglementaires :.....	41
1. Les dispositions législatives et réglementaires	41
2. La Directive Territoriale d'Aménagement (D.T.A.)	42
3. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).....	44
4. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.)...46	
5. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) du bassin ferrière lorrain.	46
6. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)	47
7. Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)	48
8. Le Plan climat Air Energie Territorial (PCAET)	48
B. Les servitudes	48
IV. JUSTIFICATIONS DE LA REVISION DU PLU	50
A. Évolution du zonage	50
1. Le zonage du PLU en vigueur approuvé en 2015.....	50
2. Le projet de révision du zonage.....	51
B. Évolution du règlement écrit	51
C. Évolution de l'orientation d'aménagement et de programmation	52
1. L'OAP actuellement en vigueur	52
2. Le projet de révision	54
3. Justification de la révision de l'Orientation d'Aménagement et de program- mation.....	55
D. Évolution du périmètre du droit de préemption urbain.....	56
V. INCIDENCES POTENTIELLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVISION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	57

INTRODUCTION

La commune d'Ugny fait partie de la Communauté d'Agglomération du Grand Longwy et est située au nord du département de la Meurthe-et-Moselle, à proximité des frontières belge et luxembourgeoise.

Elle a approuvé la révision de son Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme le 24 novembre 2015.

Par délibération en date du 3 mars 2020, la commune a pris l'initiative de réviser le PLU pour permettre la réalisation d'une zone de loisirs. Cette révision a été approuvée le 21 septembre 2021.

Le projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme et ne comporte pas de graves risques de nuisance.

Cette révision donne lieu à un examen conjoint des personnes publiques associées et fait l'objet d'une enquête publique portant à la fois sur le projet et la révision du PLU. Elle nécessite également une concertation préalable de la population.

I. CONTEXTE DE LA COMMUNE ET OBJECTIFS DE LA REVISION

A. Contexte communal

La commune d'Ugny se situe dans la partie Nord du département de la Meurthe et Moselle. Elle appartient à la région naturelle du « Pays-Haut », vaste plateau entaillé par de nombreuses vallées. Administrativement, Ugny est rattachée à l'arrondissement de Briey et fait partie du canton de Longuyon et du Grand Longwy.

En outre, elle est incluse dans le périmètre de la Directive Territoriale d'Aménagement des Bassins Miniers Nord lorrains et est couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale Nord meurthe-et-mosellan approuvé le 11 juin 2015 et modifié le 2 juillet 2019.

Ugny bénéficie d'une situation avantageuse, se trouvant à proximité du Grand-Duché de Luxembourg et de la Belgique. Son ban communal est traversé par la RD18, axe routier important qui relie Longuyon à Longwy.

Le ban communal est constitué de 3 entités agglomérées : la ferme de la Caure (au Sud de la commune), le hameau de Praucourt (au Sud-Est de la commune, directement au Sud de la RD18) et le village d'Ugny.

D'après les données du recensement de l'INSEE, la population municipale s'élevait à 703 habitants en 2018. Elle a gagné 24 habitants depuis 2008, soit une augmentation de 3,5% (+4,2% pour la Communauté d'Agglomération de Longwy, +2,5% territoire SCoT nord 54). Entre 2013 et 2018, on note toutefois une diminution de la population (-5,5 %) qui contraste avec la dynamique enregistrée à l'échelle de la CAL (+3,4%) ou du territoire du SCoT (+1,2%).

Parallèlement, la commune gagne 34 ménages entre 2008 et 2018 pour compter 275 ménages en 2018. Cette évolution est due à la croissance démographique mais également au phénomène de décohabitation et de vieillissement de la population.

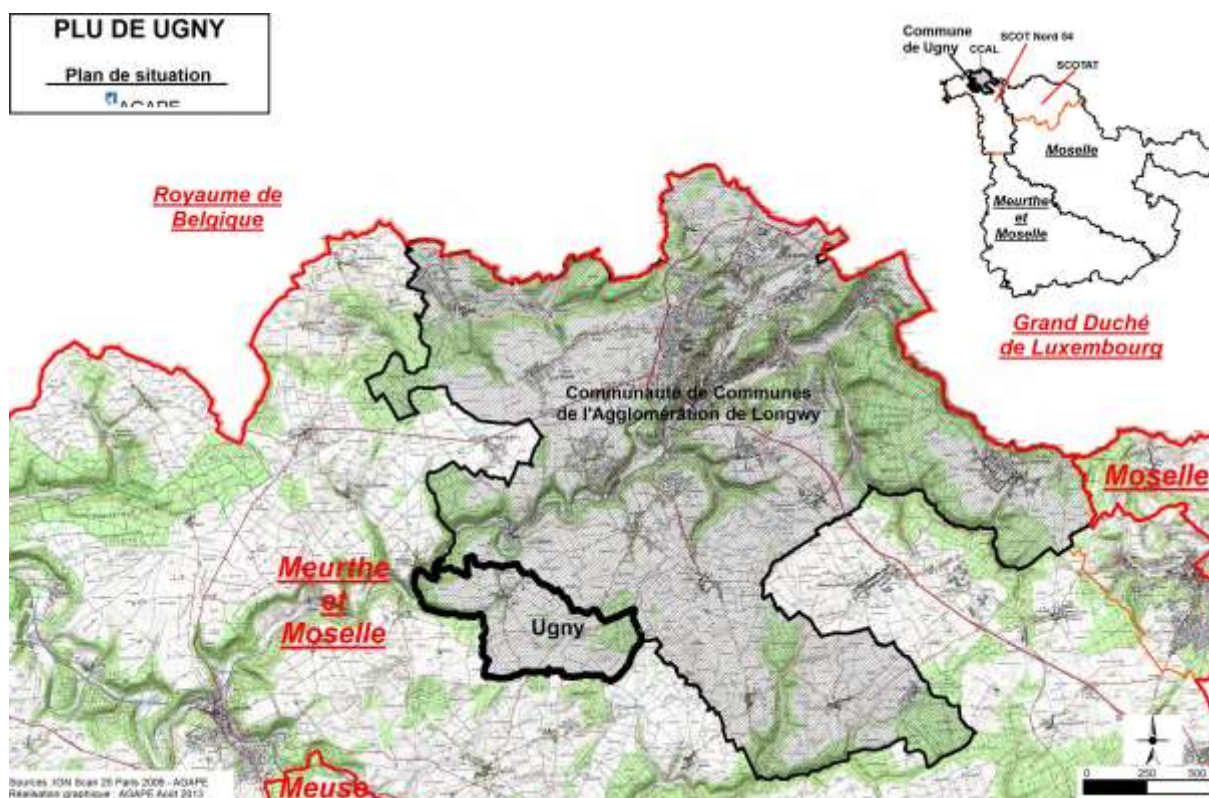
En termes de logements, elle compte 291 logements en 2018, dont 95,2% de résidences principales. Le taux de vacance est très faible (3,6 %).

Au niveau économique, le territoire communal recense 24 emplois en 2018 pour 14 établissements actifs. L'activité agricole est encore bien représentée sur le ban communal avec 5 exploitations agricoles.

Le territoire d'Ugny est majoritairement agricole et forestier (respectivement 71 % et 19 % de la surface du territoire). Le tissu urbain représente environ 3,4 %. Il est marqué par une certaine richesse environnementale et écologique à travers la présence d'une Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF de type 1) et la présence de plusieurs zones humides prioritaires. Les cours d'eaux, les espaces forestiers, végétaux et agricoles présents sur le territoire constituent les supports de cette richesse environnementale qu'il faut protéger.

En termes de risques, certains secteurs de la commune sont concernés par des aléas chute de blocs, retrait gonflement d'argiles, risques d'inondation et aléa sismique très faible (zone

1). 10 cavités sont également présentes sur le ban communal. Ces risques sont liés à la nature géologique du sous-sol.



B. Le Plan Local d'Urbanisme actuel de la commune d'Ugnny

La commune d'Ugnny a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 24 novembre 2015.

Le projet politique décliné dans le **Projet d'Aménagement et de développement Durables** s'articule autour de 4 grands axes :

1 - Optimiser le développement de la commune :

La municipalité souhaite poursuivre sa croissance démographique. Pour cela, la commune s'appuie sur les objectifs du PLH et du SCoT Nord 54. Le potentiel de construction de logements sur la commune a été estimé à environ 55 logements sur la période 2014-2030

Pour lui permettre d'atteindre son objectif de développement démographique, la commune souhaite favoriser le comblement des terrains vacants au sein de son tissu urbain (potentiel foncier estimé à près de 1 hectare). Parallèlement à ce potentiel de densification, la commune envisage l'ouverture à l'urbanisation d'une surface de 2,7 hectares (zone 1AU)

La commune souhaite poursuivre sa politique de diversification de l'habitat et favoriser la mixité sociale sur son territoire

2 – Pérenniser et conforter les activités, les services et les équipements de la commune

Les objectifs de développement démographique et de diversification de l'habitat doivent permettre de pérenniser les équipements périscolaires de la commune et de favoriser la mixité générationnelle. La commune souhaite par ailleurs permettre le développement et l'accueil de nouveaux services (santé, commerces...) au sein de son tissu urbain. Elle veillera à la bonne intégration et à la qualité des nouvelles installations.

Elle souhaite également maintenir l'activité agricole encore fortement présente sur le territoire

3 - Assurer la protection des milieux naturels et participer au renforcement de la biodiversité et des richesses environnementales et écologiques

La municipalité souhaite à la fois prendre en compte les différents inventaires naturels et paysagers existants et participer à l'amélioration de la richesse environnementale du territoire. Elle se fixe comme objectifs de préserver les espaces forestiers et leur lisière, de protéger les vergers et la ceinture verte autour du village et renforcer la trame verte et bleue. Enfin la commune souhaite protéger la ressource en eau et favoriser les énergies renouvelables

4 – Valoriser le cadre de vie communal :

La municipalité souhaite protéger le patrimoine architectural, renforcer la qualité paysagère, agir contre le risque d'inondation du Royat et favoriser les mobilités douces et optimiser le stationnement

Les orientations du PADD ont été traduites dans le **règlement graphique et écrit**.

Le **document graphique** découpe le territoire en plusieurs zones distinctes :

- la zone urbaine comporte deux zones : la zone UA correspondant au vieux village d'Ugny et la zone UB correspondant aux extensions récentes. Il s'agit d'une zone mixte vouée essentiellement à l'habitat comprend également des commerces, services, bureaux, équipements. La zone UB comprend 3 secteurs spécifiques (UBa, UBb et UBI)
- la zone à urbaniser 1AU
- la zone agricole A correspond à des espaces, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Il comprend un secteur Ai soumis à des risques d'inondation.
- La zone N correspond aux espaces forestiers et naturels : elle comprend 3 secteurs spécifiques (Ns pour protéger les vallées de la Chiers et du Royat ainsi que leurs versants, mais également les zones humides identifiées par le SAGE, Nj pour conserver les jardins et les vergers qui entourent le tissu urbanisé ; NI correspond aux zones de loisirs, en particulier les terrains de sports en plein-air (city-stade et stade Jean-Claude Valetti).

Le zonage identifie également les espaces boisés classés, les sentiers et cheminements à conserver ainsi que les éléments du patrimoine architectural et paysager à préserver.

Pour chaque zone, des règles ont été édictées pour tenir compte des caractéristiques de chaque zone. **Le règlement** prend en compte les dispositions du projet d'aménagement et de développement durables et les différentes contraintes qui affectent le territoire (risques d'inondation, servitudes, etc...).

Deux **orientations d'aménagement et de programmation** sur le secteur UBc de la Volette et sur la zone d'urbanisation 1AU « Pontigny » déclinent des principes d'aménagement permettant d'intégrer ces deux secteurs dans leur environnement.

Par ailleurs, le dossier du PLU compte par ailleurs plusieurs **annexes**, notamment : les réseaux d'assainissement et d'eau potable, les servitudes d'utilité publique, les éléments patrimoniaux et paysagers à protéger, le périmètre du droit de préemption urbain.

C. Objectifs de la révision

1. Rappel du cadre réglementaire

Le code de l'urbanisme en vigueur à ce jour (**article L 153-31**) dispose que le recours à la **procédure de révision** du Plan Local d'Urbanisme est possible dès lors que l'EPCI ou la commune décide :

- « - *Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;*
- *Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;*
- *Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.*
- *Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.*
- *Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ».*

L'article 153-32 du même code stipule que « *La révision est prescrite par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.* ».

L'article L 153-34 concerne un projet de révision qui a pour objet de ne pas modifier les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables et qui a :

- « - *uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;*
- *uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;*
- *uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;*
- *La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance ».*

Cet article stipule par ailleurs que le projet de révision arrêté : « *fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées* ».

Le code de l'urbanisme stipule par ailleurs que « *le projet de révision arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire* » (L 153-19)

A l'issue de l'enquête, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par le conseil municipal.

2. Justification de la procédure de révision du PLU d'Ugny

La municipalité d'Ugny souhaite engager une procédure de révision du PLU pour permettre la réalisation d'un projet d'aménagement de 4 logements. Pour cela, la commune veut :

- Rectifier la limite de la zone UBc au lieu-dit « La Volette » pour que les futures constructions puissent respecter l'alignement des façades par rapport à la RD17A et aux constructions voisines. La zone concerne la parcelle ZC 06 (qui a fait l'objet d'une division parcellaire en quatre parcelles non encore répertoriées sur le plan cadastral), classée pour partie en zone UBc et pour partie en zone naturelle N. Il s'agit de rectifier la limite du tracé de la zone UBc pour qu'elle soit dans le prolongement de la zone UB adjacente ;
- Prolonger la zone Nj derrière ces parcelles pour assurer une transition entre les 4 futurs logements, l'espace boisé classé et le cours d'eau du Royat classés en zone N ;
- Modifier l'article 7.3 concernant le recul des constructions par rapport aux limites séparatives d'au moins à 3 m minimum du règlement de la zone UBc pour faciliter la desserte incendie.

Le choix de la procédure de révision se justifie au regard de l'objet et des dispositions du Code de l'urbanisme car les modifications :

- ne remettent pas en cause les orientations politiques inscrites dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
- réduisent une zone agricole
- impactent le paysage

3. Les changements apportés au Plan Local d'Urbanisme

Les modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme d'Ugny portent sur le zonage, le règlement écrit, les OAP et le périmètre du DPU.

Les changements concernent :

- Le **règlement graphique** : le projet de révision prévoit de rectifier la limite de la zone UBc pour qu'elle soit dans le prolongement de la zone UB adjacente et permettre la construction des 4 logements. Il prévoit le prolongement de la zone Nj derrière ces 4 parcelles pour assurer une transition entre les 4 futurs logements et l'espace boisé classé en zone N ;
- Le **règlement écrit** : le projet de révision prévoit la modification de l'article 7.3 concernant le recul des constructions par rapport aux limites séparatives d'au moins à 3 m minimum du règlement de la zone UBc ;
- L'**OAP « La Volette »** : le projet de révision prévoit la modification de son périmètre ;
- Le **périmètre du Droit de Préemption Urbain** : le projet de révision prévoit la modification de son périmètre pour l'ajuster au nouveau zonage ;

II. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE

A. Le cadre géographique

La commune se situe au sud du territoire du Grand Longwy.
Elle appartient à la région dite du « Pays-Haut » et du bassin sidérurgique et ferrifère lorrain.

Le site du projet est situé à l'est du village, rue de la Croix Sainte Agathe (RD17A en direction de la commune de Cutry).

Carte de situation de la commune d'Ugny



B. Le milieu physique

1. Relief et Géologie

1.1. Relief

Le territoire d'Ugny fait partie de la région naturelle du Pays-Haut qui se présente comme un vaste plateau agricole entaillé par des vallées étroites.

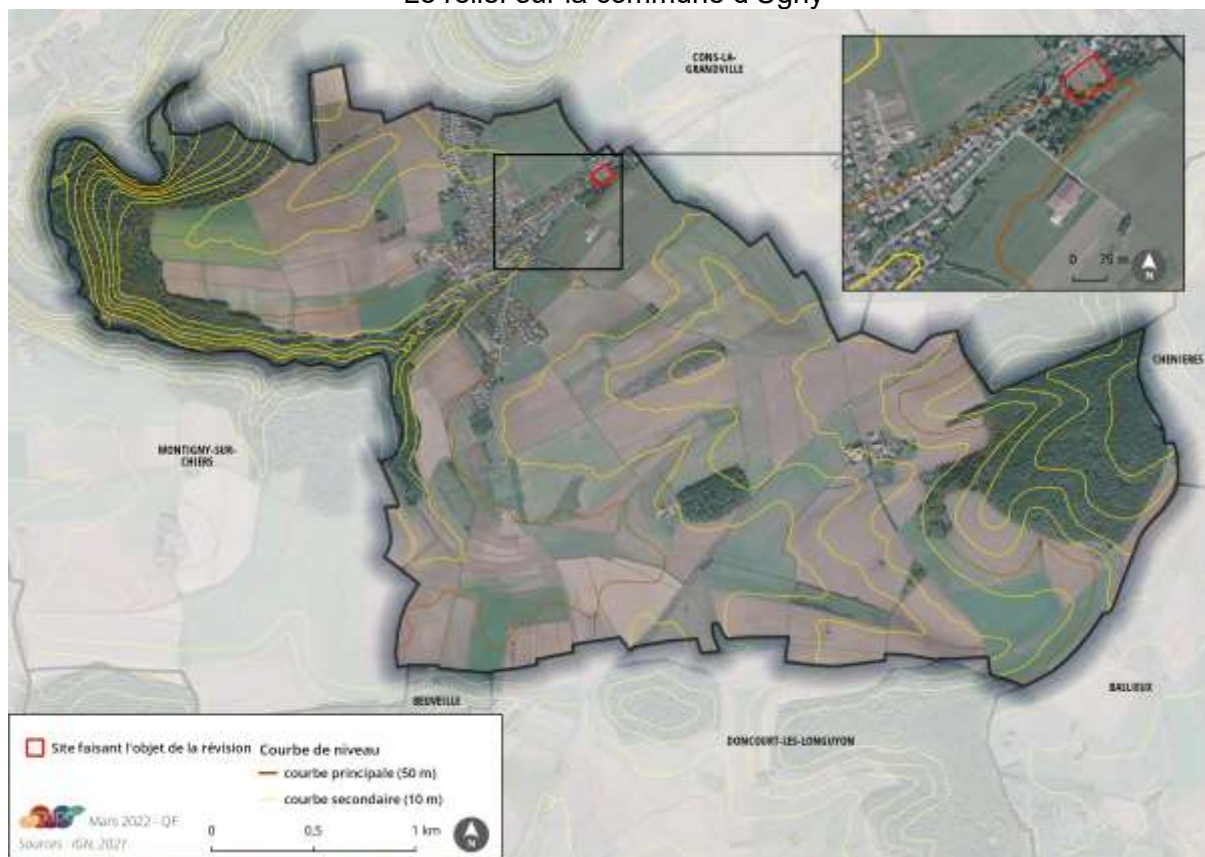
Le Pays-Haut correspond à un plateau modelé par des vallonements plus ou moins prononcés et entaillés par des vallées souvent profondes et localement par de petits vallons comme le ruisseau du Royat qui traverse le cœur du ban communal d'Est en Ouest.

Le point le plus haut (397 mètres) se trouve à l'extrémité Est de la commune au niveau de la limite communale avec Chenières tandis que le point le plus bas (228 mètres) se situe à l'extrême Nord-Ouest et correspond au lit mineur de la Chiers.

Le ban communal correspond principalement à un plateau peu accidenté, dont les altitudes s'inclinent globalement du Nord-Est vers le Sud-Ouest (lié au pendage des couches géologiques).

Les eaux de ruissellement de la zone s'écoulent selon l'orientation des pentes, soit du Nord-Est vers le Sud-Ouest. Le terrain du projet n'est donc pas contraint par les eaux de ruissellement.

Le relief sur la commune d'Ugny

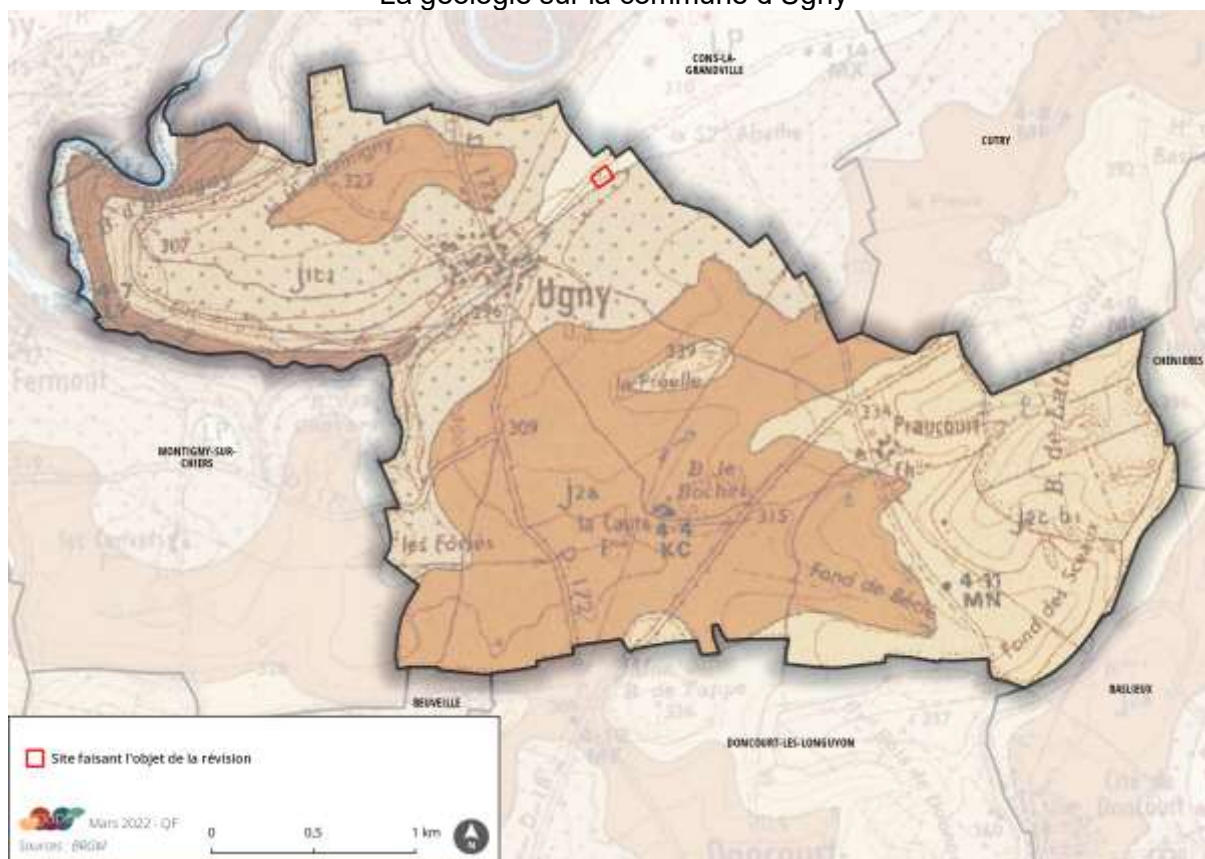


1.2. Géologie

La structure géologique du Pays Haut correspond au plateau du Bajocien

La couche des limons de plateaux (LP) constitue l'unique soubassement géologique sur le site du projet.

La géologie sur la commune d'Ugny



2. Hydrologie-Hydrogéologie

2.1. Les eaux superficielles

Le territoire communal d'Ugny est compris dans le bassin versant de la Chiers (2.222 km² pour 112 km de long).

La Chiers traverse la partie communale située à l'extrême Nord-Ouest. Son tracé correspond à la limite communale avec Montigny-sur-Chiers.

Le ruisseau du Royat correspond à un affluent de rive gauche de la Chiers. Il traverse les communes de Cutry, de Cons-la-Grandville et se jette dans la Chiers à Ugny. Il s'agit d'un ruisseau intermittent dont le bassin versant s'étend sur 15,9 km².

Le Royat se met en charge lors de forts épisodes pluvieux, par ruissellement des eaux sur les plaines agricoles amont, occasionnant d'importants débordements et désordres hydrauliques sur la commune d'Ugny ¹.

Une étude hydrologique a été effectuée en 2007 sur ce ruisseau, le SIAC et la commune d'Ugny souhaitent mener des actions d'aménagements de lutte en cas d'évènement décennal. Ces études ont été affinées. Le Grand Longwy a repris la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations dite GEMAPI et a décidé de commencer des travaux de plantation afin de réduire les risques. Ces travaux de plantation

¹ Source : Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers

ont démarré en décembre 2020. 1,4 kms de haies seront replantés dans cette opération qui améliorera par ailleurs la trame verte et bleue.

Il existe par ailleurs de nombreux cours d'eaux intermittents dans la partie Sud de la commune, dont deux rejoignant le ruisseau du Royat dans sa partie aval (à la sortie du village), il s'agit du ruisseau « des Aisances » et du ruisseau des « Convers ».

Le réseau hydrographique sur la commune d'Ugny



Le site est situé au nord du cours d'eau du Royat, qui le sépare de 50 m, avec une légère pente de la route départementale jusqu'au ruisseau. A ce jour, le site n'est pas concerné par les débordements du Royat. A savoir qu'une zone Nj fera zone tampon entre le Royat et l'espace boisé classé situés en zone N et la zone UBc où se situeront les 4 maisons d'habitations.

2.2. Les eaux souterraines

Les Caillasses à Anabacia et les Marnes de Longwy alimentent des nappes indigentes qui ont justifié l'implantation des villages et des fermes. C'est particulièrement le cas à Ugny avec la présence du Royat et de 3 fontaines situées à la base de l'Oolithe de Doncourt (fontaine St Georges, fontaine aux Oies et fontaine proche du village). La nappe la plus importante est celle du Bajocien. Par ailleurs, il existe un karst important au voisinage du bassin ferrifère.

Aucun périmètre de protection de captage d'eau potable ne s'étend sur le site étudié.

C. L'occupation du sol et le paysage

Le territoire d'Ugny est constitué majoritairement de terres agricoles qui couvrent plus des 2/3 de la superficie communale, les forêts représentent près d'un cinquième du territoire tandis que le tissu urbain couvre environ 3 % du ban communal.

Le site du projet, d'une superficie de près de 0,33 ha est actuellement occupé par de la prairie.



1. Photo du site



Source : AGAPE, 2022

2. Photo du site



Source : AGAPE, 2022

Au niveau foncier, la parcelle a été divisée en 4 parcelles distinctes.

D'un point de vue paysager, le site s'inscrit dans une dent creuse en périphérie immédiate du village. Entouré d'éléments naturels boisés, le site dispose d'une bonne transition entre l'espace bâti, l'espace agricole et l'espace boisé classé au second plan.

D. Les éléments naturels

1. Les sites d'intérêt écologique

1.1. Les zones d'intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF°

Une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) est une zone d'Inventaire du Patrimoine Naturel, particulièrement intéressante sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I sont définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.

Une ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes.

- les ZNIEFF de type II sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II incluent une ou plusieurs zones de type I, formant des zones-tampons.

Une ZNIEFF de type de II est un grand territoire correspondant à une combinaison d'unités écologiques présentant des caractéristiques homogènes.

Il n'y a aucune ZNIEFF de type 1 ou 2 sur le site étudié. Seule une partie du ban communal est couverte par une ZNIEFF de type 2 correspondant à la vallée de la Chiers et de la Crusnes.

La ZNIEFF de type 1 la plus proche de la commune se trouve au Sud du ban communal, il s'agit du « Vallon du Nanhoul », situé à 1,5 kilomètre de la limite communale. Sur le tracé de la Chiers, la ZNIEFF de type 1 la plus proche correspond à « *la Crusnes en aval de Boismont* » (6 kms au Sud-Ouest d'Ugny).

1.2. Les sites NATURA 2000

Le site Natura 2000 le plus proche de la commune se situe à Charency-Vezin « *Pelouses et milieux cavernicoles de la vallée de la Chiers et de l'Othain, buxaie de Montmédy* ». Il s'agit d'une Zone Spéciale de Conservation de 314 hectares.

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur le ban communal ou sur les communes limitrophes.

1.3. Les zones humides

Il existe plusieurs zones humides et plans d'eau sur le ban communal d'Ugny situées dans la vallée de la Chiers mais **aucun n'est situé sur le site du projet.**

1.4. La trame verte et bleue

La Trame Verte et Bleue communale s'appuie, de manière générale, sur les différentes cartographies existantes (Conseil Régional de Lorraine, Conseil Général 54, SCoT Nord 54). Elle prend en compte également le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Lorraine.

Ces cartographies s'appuient sur :

- les réservoirs de biodiversité qui sont des espaces reconnus pour leur richesse environnementale et écologique, comme par exemple les sites Natura 2000, les Espaces Naturels Sensibles ou les ZNIEFF) ;
- les continuums écologiques sont les milieux favorables à une ou plusieurs espèces animales, parfois interrompues physiquement on parle alors d'obstacles plus ou moins franchissables) ;
- les corridors écologiques, correspondant à des liaisons fonctionnelles permettant des échanges entre les réservoirs de biodiversité.

La Trame Verte et Bleue se décline en plusieurs sous-trames, chacune de ses sous-trames correspond à un grand type de milieu naturel (forêt, cours d'eaux, agricole...).

Sur la commune d'Ugny, on distingue cinq sous-trames constitutives de la Trame Verte et Bleue locale :

- la sous-trame forestière (forêts, boisements) ;
- la sous-trame agricole (prairies permanentes et temporaires) ;
- la sous-trame aquatique (cours d'eaux permanents et intermittents) ;
- la sous-trame des milieux humides (zones humides, mares...) ;
- la sous-trame thermophile (terrains calcaires, pentus et disposant de conditions d'ensoleillement intéressantes).

Ces trames sont les supports d'une faune et d'une flore particulière dont la commune souhaite protéger les caractéristiques.

Pour cela, une déclinaison locale des cartographies existantes de la Trame Verte et Bleue est nécessaire afin d'identifier plus finement les différentes sous trames ainsi que de mieux cerner, à travers la mémoire et la connaissance locale le fonctionnement des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Le PLU affine donc les Trames Vertes et Bleues supra-communal en s'appuyant à la fois sur leurs cartographies et sur un travail de terrain (relevé des haies, historique des disparitions, mouvement des espèces animales, études existantes, écoulement des eaux...) durant lequel la commune a associé des riverains et l'association de chasse.

A Ugny, un réservoir de biodiversité a été identifié, il s'agit de la vallée de la Chiers ainsi que la partie aval du vallon du Royat, qui constitue un réservoir de biodiversité continu caractérisé par la présence de forêts de versants (trame forestière), de prairies humides (trame espaces agricoles ouverts et milieux humides), de cours d'eaux et de sources (Chiers, Royat, fontaines) et de milieux thermophiles (partie centrale du Royat aux lieux dits « Aisances » et « Bataille »).

Ce réservoir s'inscrit dans une continuité écologique à l'échelle du Pays Haut (vallée de la Chiers).

L'identification des corridors et des continuités s'appuient sur plusieurs éléments :

- sur les continuités établies par les cartographies des Trames Vertes et Bleues supra-communales (définies à partir de déplacements théoriques d'espèces cibles) ;
- sur les éléments naturels locaux et ponctuels, tels que les bandes enherbées près des cours d'eaux intermittents, les haies, les boisements et arbres isolés, les lisières forestières, les mares et étangs, les jardins et vergers... Ces éléments constituent des supports locaux de la Trame Verte et Bleue ;
- sur le recueil d'informations locales (chasseurs, promeneurs, agriculteurs) permettant de connaître d'une part plus précisément les déplacements observés (couloirs de gibiers par exemple) et d'autre part les évolutions constatées et ressenties (modification des déplacements, des zones de chasse, disparition d'espèces et de haies, accidentologie)...

Plusieurs continuités ont été identifiées :

- Les boisements et forêts de plateau correspondent à des continuités de la trame forestière et constituent des supports importants pour le déplacement d'espèces animales (renards, blaireaux, chevreuils, sangliers...). A ce titre, la RD18 apparaît comme un obstacle important pour les déplacements des espèces animales terrestres (🚧 n°2 sur la carte, passage de gibier sur la route source d'accidents).
- Les prairies permanentes et temporaires constituent des continuités de la trame des milieux prairiaux. On y trouve de nombreuses espèces animales particulières (lièvres, insectes, oiseaux...). On trouve ces prairies permanentes à proximité des zones urbaines et des versants de la vallée de la Chiers. Cette proximité avec un réservoir de biodiversité renforce l'importance écologique de ces prairies.

Ces espaces identifiés permettent aux espèces de se déplacer vers d'autres réservoirs de biodiversité situés en dehors de la commune (Vallée de la Crusnes et du Nanheul par exemple).

Les haies et les arbres isolés présentes sur le ban communal participent au renforcement et à la richesse de la biodiversité et contribuent à l'interpénétration de ces deux trames sur le territoire.

Les couverts forestiers et les prairies permanentes jouent également un rôle important en termes de régulation, de rétention et d'infiltration des écoulements d'eaux en limitant et en ralentissant la concentration des eaux de ruissellement.

L'étude réalisée par le SIAC préconise la plantation de haies sur certains secteurs de la commune (📍 n°3 sur la carte page 21) liés à des dysfonctionnements (🚧 n°3 et n°4) en matière d'écoulements générant des risques d'inondation à l'aval dans les zones urbaines du village. Les problèmes rencontrés sont liés en partie aux pratiques agricoles locales (disparition de haies et de chemins, comblement de cavités, convergence de canaux de drainage, disparition de sources...). Le Grand Longwy a commencé des travaux de plantations en 2020 afin de réduire les risques d'inondation. A noter que les actions sur ce secteur sortent du cadre communal et englobent l'ensemble du bassin versant du ruisseau du Royat (communes de Cutry et de Cons-la-Grandville).

Au niveau de la rue de la source (🚧 n°7), des dysfonctionnements liés aux écoulements des eaux sont identifiés. Ils sont précisés dans le chapitre relatif au risque d'inondation. La commune envisage de mener des actions (fossés de drainage, haies) pour favoriser à la fois une meilleure retenue ainsi qu'une meilleure évacuation des eaux, tout en prenant soin d'éviter d'impacter les constructions existantes et d'augmenter le débit d'écoulement à l'exutoire.

La commune envisage des actions de renforcement de la trame verte à proximité du terrain de football (📍 n°1 sur la carte) par la plantation d'arbres et d'arbustes. Par ailleurs, elle a organisé avec l'association des Croqueurs de Pomme des formations pour les habitants (plantation, taille et greffe d'arbres fruitiers) et a participé par une aide financière à l'achat d'arbres fruitiers pour retrouver la ceinture verte d'arbres fruitiers autour du village. Ces actions permettront également d'améliorer la qualité paysagère du secteur.

- La transition entre les versants boisés du vallon du Royat et du village correspond à une zone thermophile au sein de laquelle la présence d'espèces animales particulières est avérée, notamment des reptiles (couleuvres², lézards) ou différentes espèces de lépidoptères (papillons) et d'autres insectes. La commune souhaite veiller à la protection de cet espace (📍 n°2) qui fait office de prolongement des versants boisés du Royat au sein de l'espace urbains. Les vergers, jardins, murets ainsi que le lit du Royat participent au maintien de cette biodiversité.
- Les milieux humides et aquatiques présents sur Ugny correspondent à ceux identifiés par le SAGE (voir chapitre sur les zones humides). La commune souhaite poursuivre

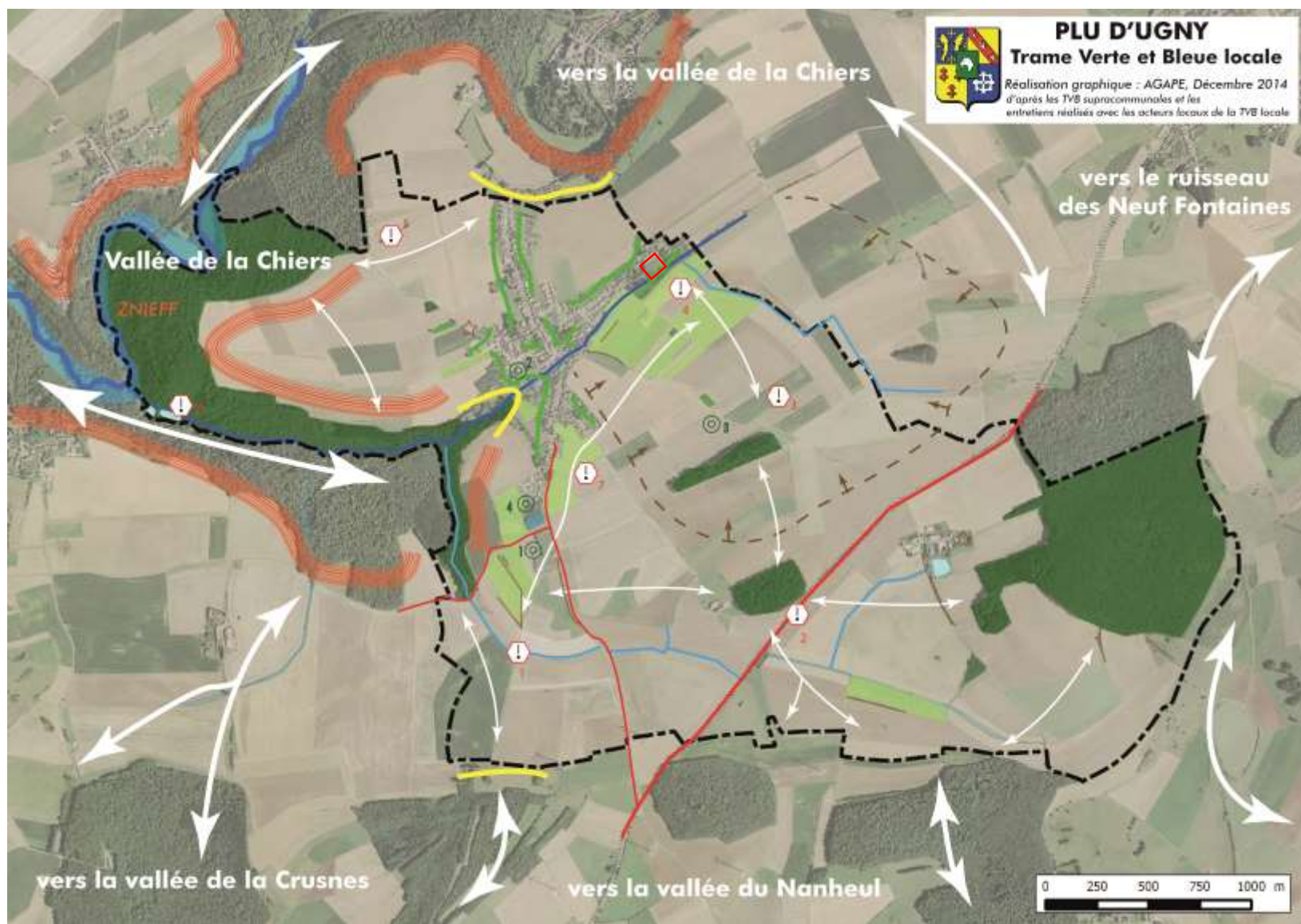
² Couleuvre lisse ou Coronelle lisse (*Coronella austriaca*), inoffensive pour l'Homme

les actions de protection et d'amélioration de la lande humide située au Nord du terrain de football (⊙ n°4) et d'établir éventuellement des connexions avec les trames forestières et des prairies proches. Plusieurs dysfonctionnements ont été constatés ces dernières années :

- la disparition d'un espace dans lequel était présent des batraciens (ⓘ n°5)
- la superposition d'un chemin rural avec un canal de drainage (ⓘ n°1). A noter que ce canal est occasionnellement fréquenté par des sangliers.

Par ailleurs les étangs de Juminel (identifiés par le SAGE) constituent des obstacles à la circulation piscicole (ⓘ n°6).





La Trame Verte et Bleue Locale sur la commune d'Ugny

Le site du projet surplombe le cours intermittent du Royat. Les eaux pluviales s'écoulent selon un sens Est –Ouest.
Au niveau paysager, la transition entre l'espace agricole et les 4 futures constructions est assurée.
Le site se situe dans la continuité prairiale de la TVB sans créer de rupture de la continuité écologique.

1. La qualité de l'air

24

Une vigilance reste toutefois nécessaire. Les valeurs de concentration de polluants sont encore dépassées, certaines zones étant exposées à une pollution atmosphérique importante.

Cette vigilance est répertoriée au sein du Schéma Régional Climat Air et Energie (SRCAE) qui identifie au sein de la CAL 15 communes dites sensibles à la qualité de l'air situées au nord-est du territoire (depuis Gorcy à Tiercelet)

Les principaux secteurs à enjeux concernent les transports routiers et le résidentiel. L'industrie et le secteur agricole sont les deux autres secteurs émetteurs du territoire.

La commune d'Ugny n'est pas répertoriée parmi les 15 communes dites sensibles à la qualité de l'air. La qualité de l'air peut être considérée comme bonne. Elle est à l'écart des grands axes de circulation et n'a pas d'industrie polluantes sur son ban communal.

2. Le bruit

2.1. Les voies bruyantes

La route est clairement identifiée par les habitants comme source majeure de bruit dans l'environnement urbain avec l'activité industrielle et le voisinage.

La réglementation en vigueur dispose que les cartes de bruit stratégiques doivent être réalisées pour les routes dont le trafic est supérieur ou égal à 3 millions de véhicules par an, à savoir supérieur ou égal à 8 200 véhicules par jour, et pour les grandes infrastructures ferroviaires de plus de 30 000 passages de train par an.

Pour le département de Meurthe-et-Moselle, les cartes de bruit des routes départementales ont été approuvées par le préfet par arrêté DDT- BRUIT 2018-026 en date du 31 octobre 2018 : arrêté préfectoral portant publication de la carte de bruit de la troisième échéance des routes départementales. Cet arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral du 08 septembre 2014 portant publication de la carte de bruit de la deuxième échéance des routes départementales.

Pour le réseau communal, les cartes de bruit du réseau communal ont été approuvées par le préfet par arrêté DDT- BRUIT 2018-025 en date du 31 octobre 2018.

Ces cartes de bruit sont mises à disposition du public au siège de l'autorité compétente et sur le site internet des services de l'Etat et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à l'adresse suivante : <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr>. – rubrique : Politiques publiques/Environnement/Bruit des transports terrestres routiers et ferroviaires

Au regard de ces documents, aucune route traversant la commune n'est concernée par ce classement.

2.2. Les autres sources de bruit

Aucune autre source de bruit n'a été identifiée sur la commune.

Le site du projet n'est touché par aucune source de bruit.

3. Les risques

3.1. Les risques naturels

3.1.1. *Les risques d'inondation*

La commune d'Ugny est concernée par le risque d'inondation de la Chiers, l'atlas des zones inondées montre que l'extrémité de la partie Nord-Ouest de la commune se caractérise par la présence de 3 zones d'aléas (fort, moyen et faible).

Ces zones correspondent aux lits mineurs et majeurs de la rivière au sein desquels aucune construction n'est présente. Ces terrains sont occupés par des espaces naturels.

Le site n'est pas concerné par le PPRI de la Chiers.

Le risque inondation sur la commune d'Ugny



Concernant le ruisseau du Royat situé à proximité du site, il n'existe aucune cartographie des événements relatifs aux débordements du Royat.

Depuis 2013, la commune s'est engagée dans l'élaboration d'un « programme d'orientations d'aménagements de lutte contre les inondations au centre d'Ugny ». Ce programme s'appuie sur une étude menée par le SIAC³ en 2013 sur le Royat et son bassin versant.

Le diagnostic du programme d'orientations d'aménagements de lutte contre les inondations du Royat précise, à partir d'une enquête auprès des riverains qu'aucune maison n'a été

touchée par les crues du Royat, les riverains ont déclaré que les dégâts causés par les crues n'ont affectés que leurs jardins, ou pour certains leurs caves.

Les constructions situées le long de la rue de la Croix Sainte Agathe sont situées à une distance de 40 à 70 mètres du lit mineur du Royat et n'ont jamais été impactées de mémoire d'homme. Par ailleurs, elles se trouvent à une altitude de 2 à 4 mètres au-dessus du lit mineur du ruisseau.

Le diagnostic définit des enjeux (en matière de risque) différents selon les tronçons du cours d'eau :

- La partie amont, caractérisée par un lit discontinu, une confluence avec le fossé de drainage. Sur ce tronçon, les enjeux sont jugés forts ;
- La partie au centre d'Ugny, marqué par la canalisation du ruisseau avec la présence de zones d'érosion, de déchets et d'une espèce invasive (renouée du Japon). Les enjeux sur cette partie sont jugés moyens ;
- La partie aval concerne une zone naturelle marquée par la présence de forêts, d'affluents, d'étangs et de la confluence avec la Chiers. Les enjeux sur ce secteur sont faibles voire inexistantes.

L'étude s'appuie également sur une phase de concertation avec les riverains et les propriétaires concernés qui a permis de dresser un bilan des événements liés au Royat :

- Aucune maison n'a été touchée ;
- Une dizaine de personnes ont été impactées ;
- De nombreux dégâts ont été occasionnés (revêtement de la voirie, caves inondées, jardins et routes inondées, noyade de bétail, porte de garage...) ;
- Crainte de nouveaux événements, attentes d'une amélioration de la situation.

Plusieurs éléments pouvant expliquer les dysfonctionnements sur le bassin versant ont été identifiés :

- Le remembrement agricole et les travaux connexes
- La discontinuité du lit du ruisseau ;
- La capacité très limitée en termes de débit de certaines sections du ruisseau (spécialement en amont) ;
- L'arrivée simultanée dans le ruisseau des eaux de ruissellements des plaines agricoles, des fossés de drainage, des ruissellements des surfaces imperméabilisées du village d'Ugny et de la surverse du déversoir d'orage lors du débordement du réseau d'assainissement.

En termes d'actions envisagées, plusieurs scénarios ont été proposés à la commune. Ceux-ci présentent les différents aménagements potentiellement nécessaires pour remédier aux dysfonctionnements évoqués ci-dessus :

- Plantation de haies ;
- Création de fascine ;

³ Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers

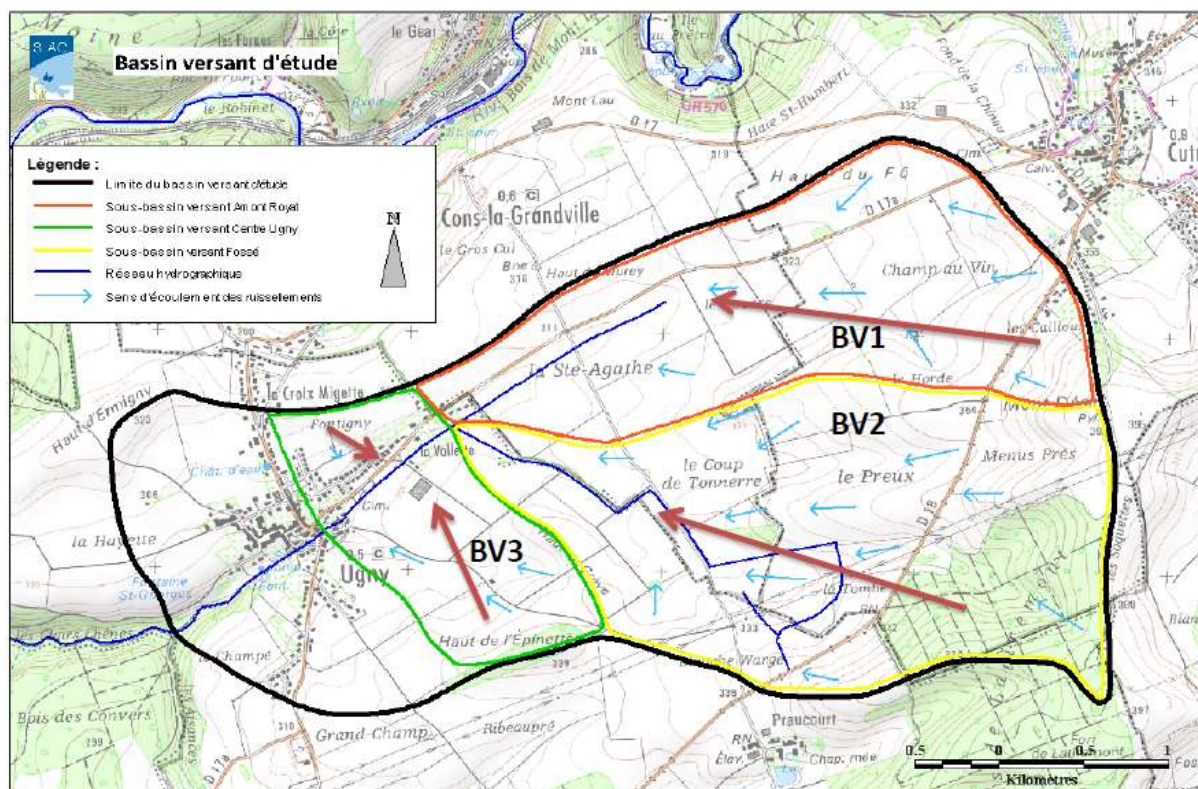
- Bandes enherbées ;
- Création/renforcement de zones humides ou mares ;
- Création de noues ;
- Reméandrage d'un ruisseau.

Ce type d'aménagements présentent plusieurs avantages :

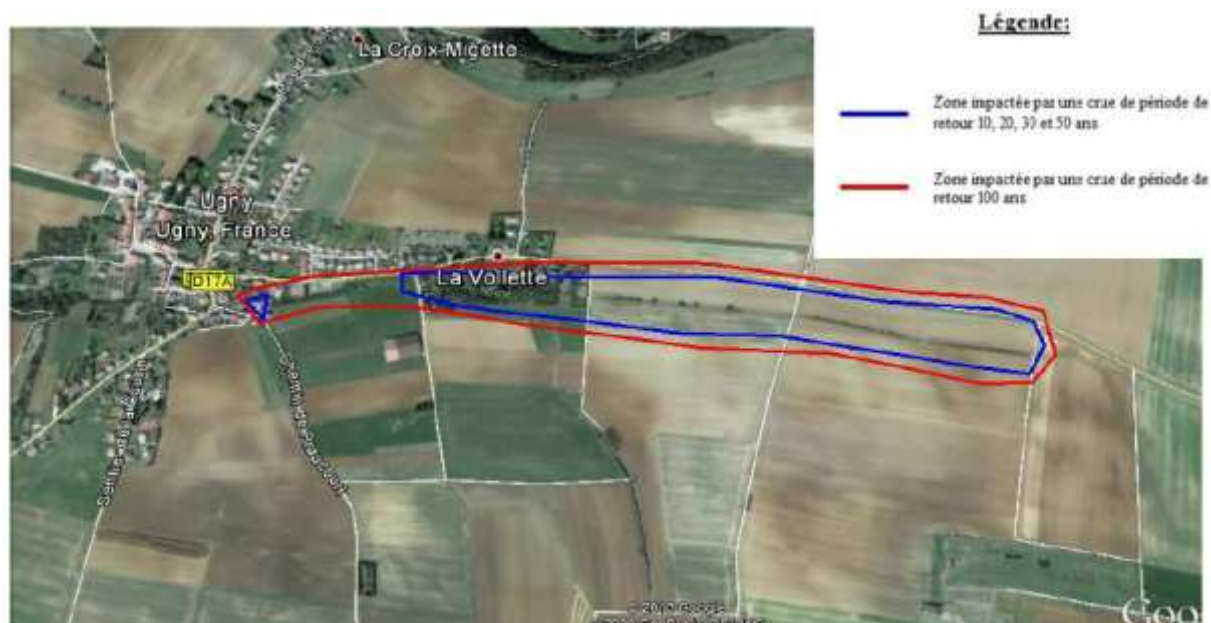
- Ralentissement du ruissellement ;
- Réduction de la vitesse d'écoulement dans les cours d'eau ;
- Protection locale ;
- Réponse réglementaire pour la protection des cours d'eau ;
- Atout paysager et écologique (corridors écologiques, Trame Verte et Bleue...)

Les études ont été affinées. Le Grand Longwy a pris à la compétence GEMAPI, a décidé de commencer des travaux de plantation afin de réduire les risques. Ces travaux ont démarré en décembre 2020 : 1,4 km de haies sont plantés dans cette opération, ce qui améliorera la trame verte et bleues et contribuera à limiter le ruissellement et la réduction de l'écoulement des eaux dans le cours d'eau. La commune a aussi pour planté en décembre 2021, 80 ares de feuillus à proximité du terrain de football.

L'étude s'appuie sur les épisodes de crues importantes survenus en 1994-1995, 1998 et 2009 mais également sur une étude réalisée en 2007.



Source : SIAC, Comité de pilotage, 13/09/2013



Source : SIAC, Comité de pilotage, 13/09/2013

La cartographie présentée ci-dessus est une esquisse des zones potentiellement impactées par les crues du Royat. Il ne s'agit en aucun cas d'une cartographie précise car elle ne tient pas compte de la topographie particulière du site. Le site est en légère pente de la route départementale jusqu'au Royat réduisant l'impact d'une éventuelle crue avec une sortie du ruisseau de son lit mineur.

Comme l'indique l'étude, le risque d'inondation est limité car les constructions situées le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe sont situées à une distance de 40 à 70 mètres du lit mineur du Royat et n'ont jamais été impactées de mémoire d'homme. De plus, elles se trouvent à une altitude de 2 à 4 mètres au-dessus du lit mineur du ruisseau de la Royat. Le site surplombe donc le Royat.

Les constructions situées le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe ne sont pas inondées lors de forts épisodes de crues, seule la partie arrière des jardins est impactée. Sur le site étudié, la zone UBc sera séparée du Royat par une zone N (dans lequel le Royat et l'espace boisé classé se situent) et d'une zone Nj à l'arrière des 4 futures constructions de la zone UBc. La zone N et Nj joueront un rôle de zone tampon en cas de crues exceptionnelles.



1.Photo prise depuis l'arrière du site du projet en zone N



Source : AGAPE, 2022

2.Photo montrant l'encaissement du Royat



Source : AGAPE, 2022

Les zones d'expansion des crues du Royat n'impactent donc pas le site étudié.

3.1.2. *L'aléa retrait-gonflement des argiles*

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), à la demande du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables a réalisé une cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles pour les départements français les plus exposés au regard du contexte géologique et du nombre de catastrophe naturelle. Ces cartes ont pour but de délimiter les zones à priori sujettes au phénomène et de les hiérarchiser selon quatre degrés d'aléa : à priori nul, faible, moyen et fort.

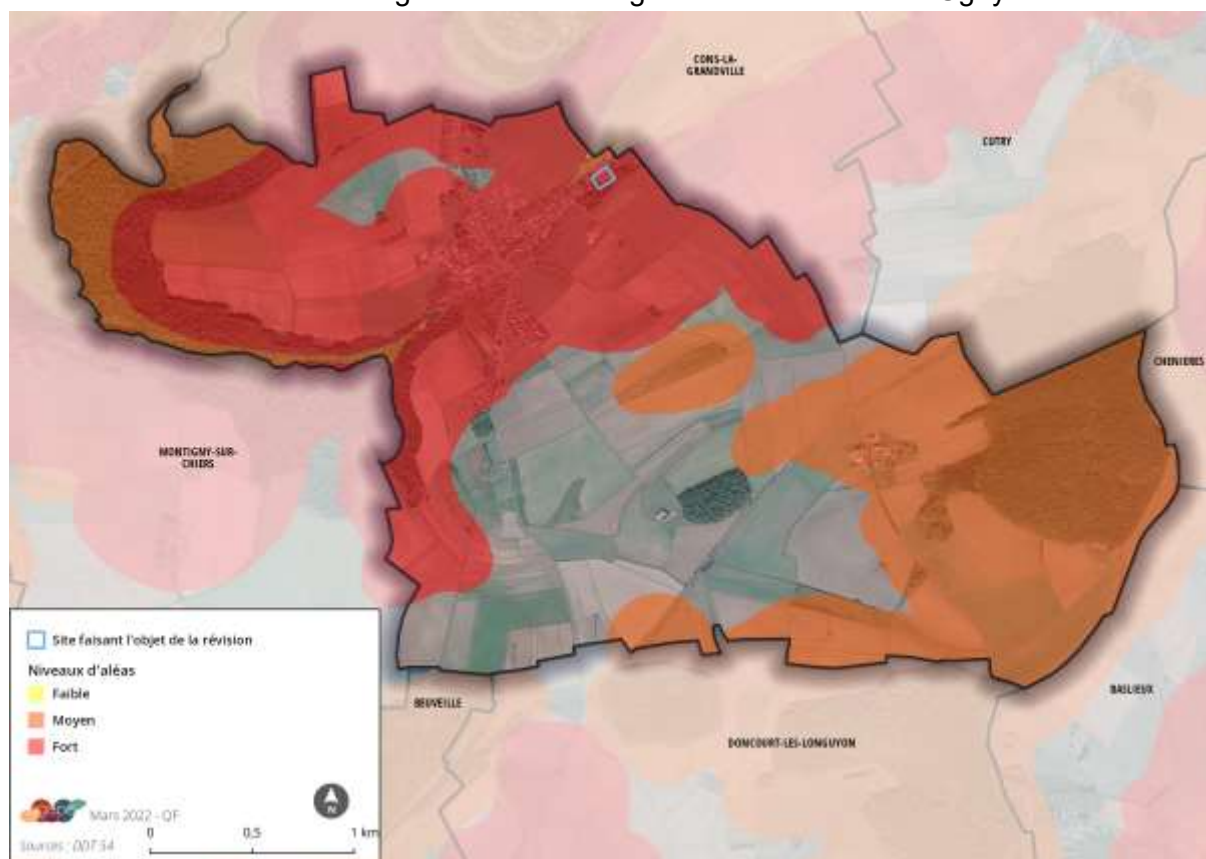
Le but de cette cartographie est de diminuer le nombre de sinistres causés à l'avenir par ce phénomène.

Comme le montre la carte de la page suivante, la commune d'Ugny est quasiment entièrement concernée par cet aléa, à l'exception du lieu-dit « Haut d'Hermigny ». Hormis la vallée de la Chiers qui est en aléa moyen, le reste du territoire est en aléa fort.

Le site du projet se trouve dans une zone concernée par un aléa fort.

L'aléa retrait-gonflement des argiles n'entraîne pas une interdiction de construire. Il convient cependant aux maîtres d'ouvrage et aux futurs constructeurs de respecter un certain nombre de mesures afin de réduire l'ampleur du phénomène.

L'aléa retrait-gonflement des argiles sur la commune d'Ugny



La carte de cet aléa est disponible sur le site Géorisques (<http://www.georisques.gouv.fr/>)

3 arrêtés ont été publiés le 22 juillet 2020 définissant notamment le contenu des études géotechniques à réaliser dans les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols ainsi que sur les techniques particulières de construction.

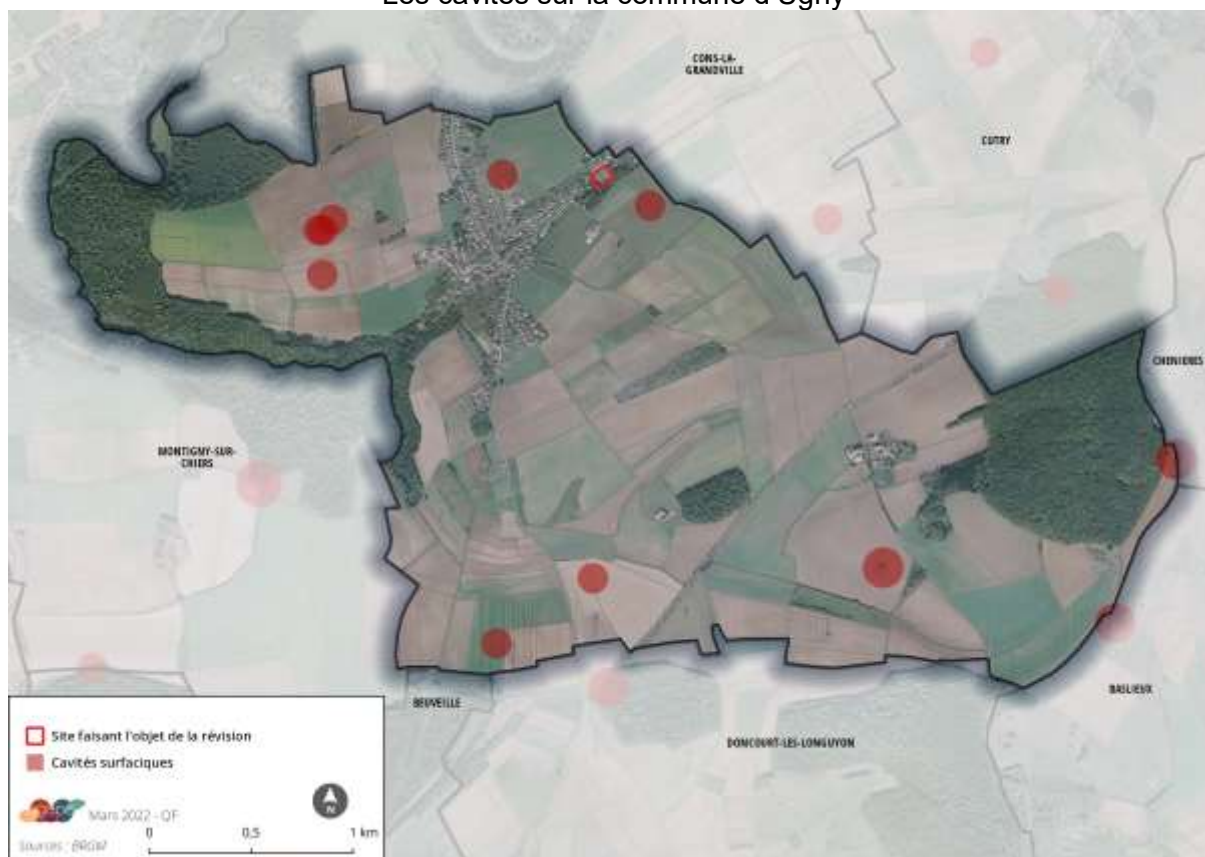
3.1.3. Les cavités

D'après les informations situées sur le site Géorisques⁴, 10 cavités ont été identifiées sur le ban communal. Elles sont situées exclusivement en zone agricole et naturelle

Identifiant	Nom de la cavité	Type de cavité	Repérage géographique
LORAW0001011	Ouvrage militaire anonyme	ouvrage militaire	orifice supposé
LORAW0003086	Perte de la Charmoise	naturelle	orifice supposé
LORAW0003087	Anonyme (doline-perle)	naturelle	orifice supposé
LORAW0003238	Casemate Ouest du bois de Tappe	ouvrage militaire	orifice supposé
LORAW0039969	Mardelle. Ikare 54537003	naturelle	orifice visible
LORAW0039970	Mardelle. Ikare 54537004	naturelle	orifice visible
LORAW0039971	Doline. Ikare 54537005	naturelle	orifice visible
LORAW0039972	Doline. Ikare 54537006	naturelle	orifice visible
LORAW0039973	Doline. Ikare 54537007	naturelle	orifice visible
LORAW0041040	Effondrement n°65400407	indéterminé	orifice visible

Le site du projet n'est concerné par aucune cavité.

Les cavités sur la commune d'Ugny



⁴ <https://www.georisques.gouv.fr/risques/cavites-souterraines/donnees#/dpt/54/com/54537/page/1>

3.1.4. *L'aléa chute de blocs*

Dans le cadre de la gestion des risques naturels du département de Meurthe-et-Moselle, la Direction Départementale des Territoires a missionné le BRGM afin d'identifier les zones à aléa « chute de blocs » à l'échelle du 1/50 000 par bassins de risque sur ce département.

Cette étude, qui date de septembre 2008, ne porte que sur les chutes de masses rocheuses. Elle doit servir de « Porter à connaissance » relatif à ce phénomène et permettre par la suite de hiérarchiser les secteurs en aléa fort relativement aux études ponctuelles dont ils doivent faire l'objet.

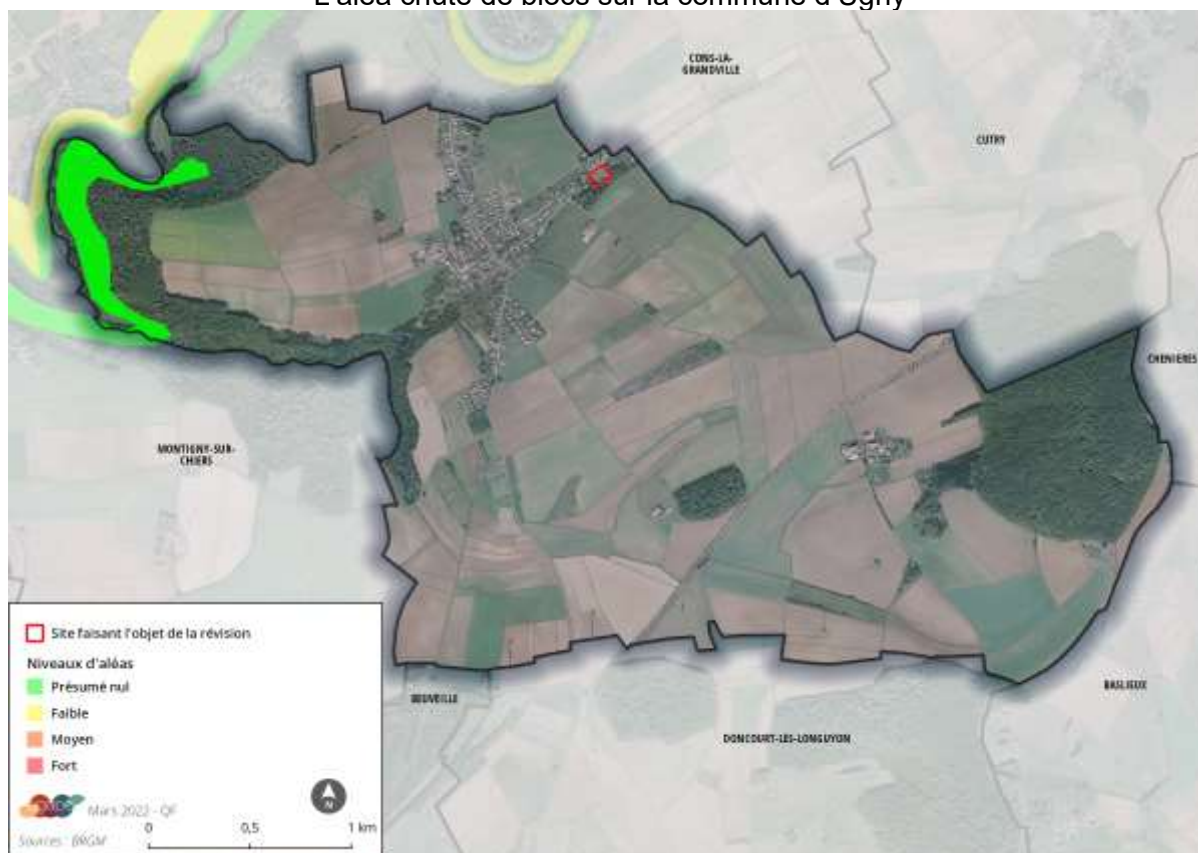
Quatre niveaux d'aléas ont été définis (fort, moyen, faible et très faible ou présumé nul) sachant que d'une part, l'aléa de référence est d'intensité forte et que d'autre part l'intensité des phénomènes peut être évaluée en fonction de l'importance et de l'ordre de grandeur du coût des mesures qu'il pourrait être nécessaire de mettre en œuvre pour s'en prémunir.

Les chutes de blocs se produisent le plus souvent dans les formations jurassiques du Bajocien et dans les formations triasiques des grès et conglomérats du Buntsandstein moyen, en tête de versant, mais aussi dans les pentes fortes (supérieure ou égale à 40 °). En grande majorité les blocs mobilisés ont un volume inférieur à 0,25 m³.

D'après le BRGM, la commune d'Ugny est concernée par cet aléa. Cet aléa est localisé à l'ouest de la commune dans la vallée de la Chiers : les aléas sont jugés « présumé nul »

Le site du projet n'est pas concerné par cet aléa.

L'aléa chute de blocs sur la commune d'Ugny



3.1.5. Le risque sismique

D'après la carte de délimitation des zones de sismicité du territoire français du 22 octobre 2010 (décrets n°2010-1254 et 2010-1255), en vigueur depuis le 1er mai 2011, la commune d'Ugny est concernée par un aléa très faible (zone 1), pour laquelle aucune contrainte en matière de construction ou d'urbanisme n'est imposée par la nouvelle réglementation.

3.2. Les risques liés aux installations classées

Une seule installation classée est identifiée sur le ban communal et est localisée à plus de cent mètres au nord-est du site du projet. Il s'agit d'un bâtiment agricole qui appartient à l'exploitant Monsieur DEGLIN Jean-Marie. Ce bâtiment comprenait encore il y a 3 ans un cheptel de 70 vaches allaitantes. Aujourd'hui, il abrite des bovins et du fourrage. Le bétail occupe une partie du bâtiment en hiver côté du chemin de la Volette et le fourrage est situé à l'opposé.

La présence du bâtiment agricole n'a aucune incidence sur le site étudié puisqu'il est à une distance de 200 m environ de la zone UBc.

L'ICPE agricole sur la commune d'Ugny



3.3. Les sites pollués

Aucun site pollué n'est présent sur le ban communal.

3.4. Les risques technologiques et miniers

Il n'existe pas de risque technologique ou minier sur le ban communal.

A RETENIR

Ugny s'est développé sur une géologie caractéristique d'une structure de revers de cuesta. Le relief présente des formes karstiques.

Les risques présents sur la commune d'Ugny sont liés à cette géologie ainsi qu'au relief qui a été façonné par l'érosion notamment par la présence d'un réseau hydrographique important.

Le site est situé en surplomb du cours d'eau du Royat, il n'est donc pas affecté par un risque d'inondation.

Le site du projet est concerné par l'aléa retrait gonflement des argiles et est en limite d'un bâtiment agricole. Ce dernier n'a aucune incidence sur le projet.

F. Les équipements de sport et de loisirs

En termes d'équipements, la commune dispose de quelques équipements sportifs et de loisirs :

- le city-stade situé dans le prolongement de l'école primaire ;
- le terrain de tennis, situé en continuité du city-stade ;
- le stade communal « Jean-Claude Valetti » situé au Sud du village ;
- la salle du Jet d'Eau, situé au cœur du village, à proximité de l'Eglise St Georges ;
- la mairie dispose également de salles permettant d'accueillir des activités de loisirs (entre autre la gymnastique dans la salle d'accueil périscolaire) ;
- la bibliothèque communale située dans la mairie ;
- un terrain de pétanque situé à l'arrière de la mairie ;
- d'un chemin de randonnée pédestre.

Le site étudié n'a aucun impact sur les équipements de loisirs et de sport.

G. Transport et déplacement

1. Les voies de communications

1.1. La voirie

Le territoire d'Ugny est traversé par la RD18, axe important du Nord du Pays-Haut qui relie notamment Longuyon au Sud de l'agglomération de Longwy. Cet axe ne traverse pas le village et permet la desserte de la ferme de la Caure et du hameau de Praucourt

Deux autres axes desservent la commune il s'agit de :

- La RD172 qui relie la RD18 à Gorcy et à la Belgique via Ugny, Cons-la-Grandville et Cosnes-et-Romain ;
- La RD17A qui relie Longuyon à Cutry via Ugny.

Le réseau communal complète la voirie existante sur la commune.

A l'échelon local, la RD18 qui passe à 1km au Nord de la commune, dessert l'agglomération de Longwy.

Le site du projet est situé le long de la RD17A à la sortie du village d'Ugny en direction de la commune de Cutry. Un ralentisseur est présent pour ralentir la circulation en entrée de village.

1.2. Les chemins et sentiers pédestres

La commune d'Ugny est reliée aux sentiers cyclopédestres partant de Cons-la-Grandville à Longwy par le tronçon Cons-la-Grandville/Ugny réalisé en 2020. Il permettra après la réalisation du tronçon Réhon/Longwy de rejoindre en mobilité douce à partir d'Ugny la Belgique, le Luxembourg mais aussi Hussigny-Godbrange. Ce tronçon Cons-la-Grandville/Ugny rejoint le sentier cyclopédestre créé par la commune en 2018. D'autre part la boucle classée au PDIPR (plan départemental des itinéraires de promenade) réalisée par la commune, partant d'Ugny, traversant la forêt le long de la Chiers, longue de 6 kms pour revenir à Ugny est reliée à Juminel au sentier de Terres Lorraine du Longuyonnais qui remonte sur Vers pour aller rejoindre Longuyon.

La commune dispose également de nombreux chemins ruraux qui sont fréquentés par les habitants (promenade, VTT, course à pied...). Ils participent au cadre de vie des habitants de la commune et à sa valorisation.

Le site du projet est accessible à pied depuis le centre du village mais la sécurité doit être renforcé avec la création de trottoirs.

Les sentiers pédestres sur la commune d'Ugny



1.3. Le réseau ferroviaire

Il n'y a aucune desserte ferroviaire sur la commune.

La voie ferrée de Longuyon à Longwy traverse la partie nord du ban communal. Il n'y a pas de desserte ferroviaire directe sur la commune. Les gares de Longuyon et de Longwy sont les plus proches (à environ 10 minutes en voiture)

2. Les transports

2.1. Les transports en commun

La commune d'Ugny fait partie du Syndicat Mixte Intercommunal des Transports de l'Agglomération de Longwy (SMITRAL) depuis 2017. Celui-ci a confié dans le cadre d'une délégation de service public, la réalisation de ces transports au Transport du Grand Longwy (TGL).

A ce jour aucune ligne TGL régulière ne dessert la commune. Toutefois elle est desservie par le service Liberty Séniors et le transport adapté pour les handicapés. Des transports scolaires desservent la commune, il s'agit de lignes quotidiennes (matin et soir) vers le collège Emile Gallé de Lexy et le Lycée Alfred Mézières de Longwy.

Le bus SNCF reliant Longuyon à Ugny passe par Ugny chaque samedi matin pour emmener les habitants au marché de Longwy-bas faire leurs courses ou prendre le train à Longwy ou Longuyon.

2.2. Le transport ferroviaire

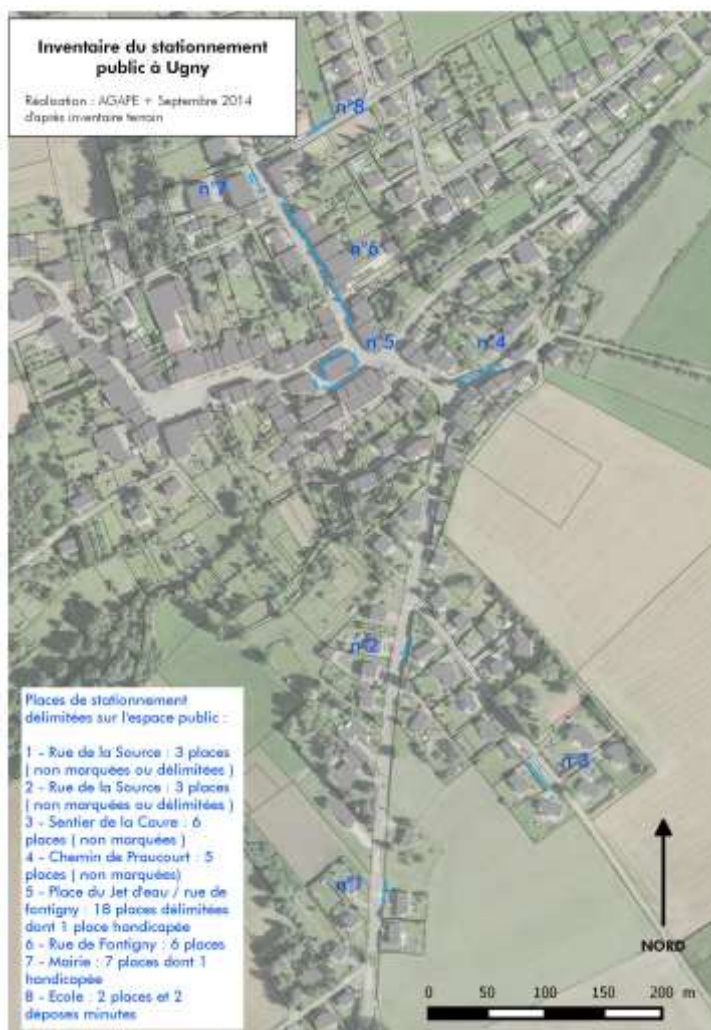
Pour prendre le train, les habitants se rendent soit à la gare de Longuyon ou à celle de Longwy. Les gares TGV les plus proches de la commune sont celles de Metz et de Meuse TGV (respectivement à 1h et 1h10 de route).

3. Le stationnement

La carte des zones de stationnement montre qu'environ 50 places de stationnement public existent au sein du village d'Ugny. Ce total englobe uniquement les placettes plus ou moins bien délimitées sur l'espace public.

Les espaces de stationnement « spontané » sur les anciens usoirs (espace public également) ne sont pas comptabilisés dans ce total car ce type stationnement reste assez aléatoire et difficilement chiffrable, faute de délimitation précise sur le terrain. Toutefois ces usoirs permettent un stationnement important dans chaque rue.

L'aménagement et la délimitation sur les espaces publics de placettes de stationnement a été entrepris progressivement par la commune au gré de travaux d'aménagement ou de réfection des trottoirs et des espaces publics (rue de fontigny, mairie, école...).



Les places de stationnement les plus proches du site du projet se situent au cimetière.

A retenir :

Le site du projet est facilement accessible depuis la RD17A mais la commune a mené une réflexion pour renforcer les liaisons douces inter-quartier et a créé des trottoirs pour sécuriser l'accès piéton du site du projet jusqu'au centre du village. Tous les quartiers sont reliés au centre village par un trottoir.

III. CONTRAINTES TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES

A. Les contraintes techniques et réglementaires :

1. Les dispositions législatives et réglementaires

Les articles L 101-1 et L 101-2 du code de l'urbanisme définissent le cadre général dans lequel les collectivités locales agissent sur leur cadre de vie.

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie ».

L'article L 101-2. réunit l'ensemble des principes fondamentaux qui s'imposent aux documents d'urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des

communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales ».

2. La Directive Territoriale d'Aménagement (D.T.A.)

La Directive Territoriale d'Aménagement des Bassins Miniers Nord Lorrains a été approuvée par le Conseil d'Etat par décret en date du 2 août 2005. Elle couvre les secteurs du bassin ferrifère et du bassin houiller, soit environ 4000 km² pour 488 communes et 800 000 habitants en 1999.

Cette directive s'appuie sur les dispositions de la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire du 4 février 1995, modifiée par la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 juin 1999 puis par la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000.

Les orientations de la DTA des Bassins Miniers Nord Lorrains portent à la fois sur le développement économique, les transports, l'amélioration du cadre de vie, le réaménagement et la constructibilité des bassins miniers compte tenu des risques d'affaissements, et sur la coopération transfrontalière.

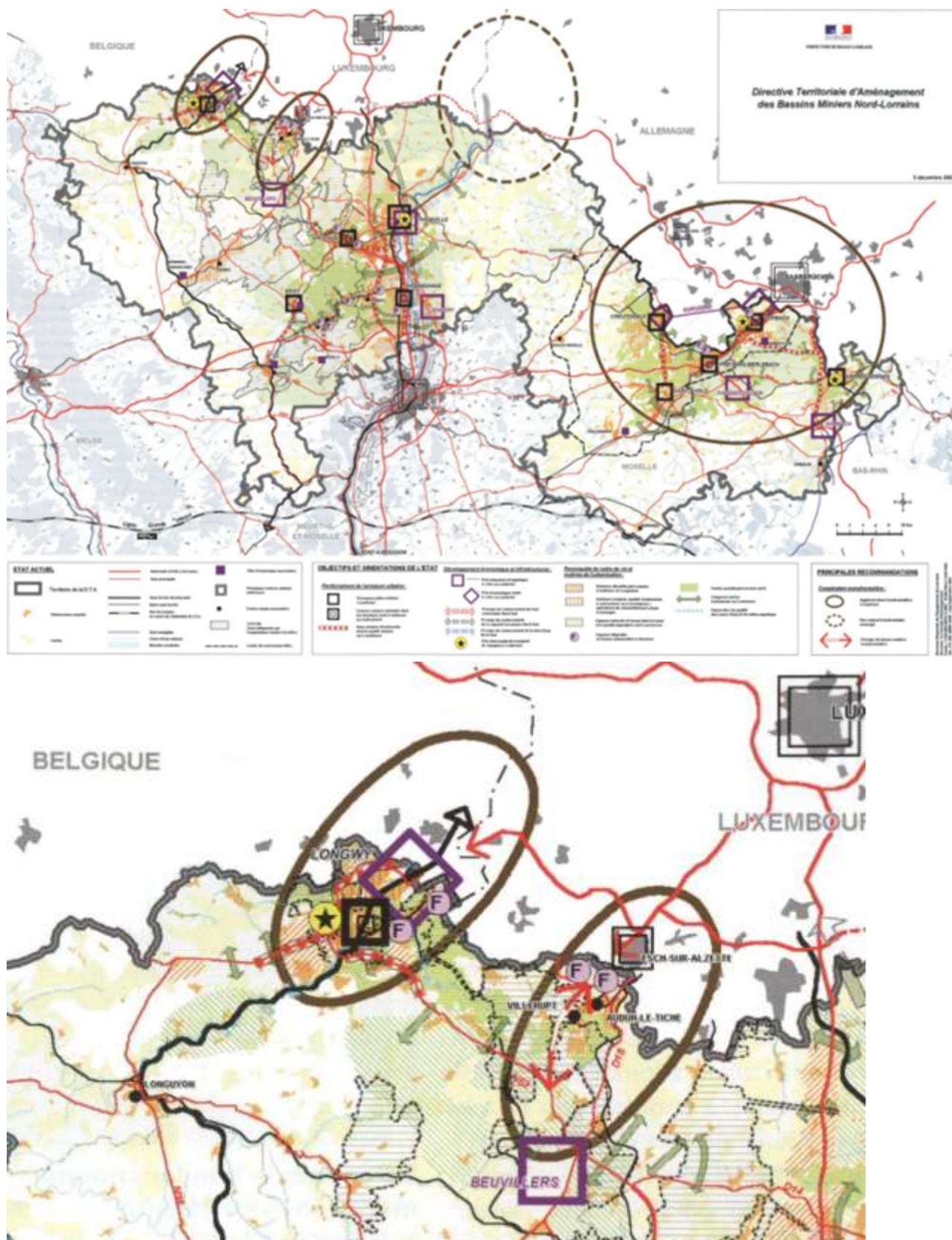
Pour le secteur d'Ugny, les objectifs et les orientations proposés dans la DTA concernent notamment :

La préservation des espaces naturels, des sites et des paysages :

- il est préconisé de respecter les dernières continuités rurales et forestières subsistant entre les deux versants du sillon mosellan et de maintenir la qualité des ceintures forestières en périphérie des zones urbanisées ;
- le document propose de maintenir la qualité des espaces ruraux en périphérie des zones urbanisées
- La protection des espaces naturels et ruraux, notamment la trame verte et la qualité paysagère ;

La gestion de l'eau :

Il est préconisé de prévenir les inondations par des travaux de restauration des cours d'eau et de protéger la ressource en eau potable.



3. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

La commune est située dans le périmètre du SCOT Nord meurthe-et-mosellan, dont le syndicat mixte de gestion prévu à l'article L-122-4 du Code de l'Urbanisme a été créé par arrêté inter préfectoral du 7 août 2009. Ce périmètre a été modifié par arrêté préfectoral du 7 juillet 2011.

Le SCoT est un document de planification qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement du territoire. C'est un document d'aide à la décision, un projet pour les vingt prochaines années. Il détermine les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser, et les espaces naturels, agricoles et forestiers. Il doit également permettre de satisfaire les besoins en logements, activités économiques, équipements publics, en veillant à la desserte en moyens de transports, à la préservation des ressources naturelles et à l'utilisation économe et équilibrée des sols. Enfin, il doit assurer la cohérence des politiques d'habitat, de déplacements, d'équipement d'environnement ou commercial des différentes collectivités.

Le SCoT Nord 54 a été approuvé le 11 Juin 2015

3 grands objectifs prioritaires ont pu être dégagés afin de construire une ambition et un schéma d'aménagement partagés :

1) Se doter d'agglomérations fortes, rayonnantes et « mobiles », arrimées aux dynamiques métropolitaines (« Pour un territoire connecté et solidaire »)

2) Engager une nouvelle dynamique économique pour une démographie confortée (« Pour un territoire tourné vers l'avenir »)

3) Renouveler notre identité en améliorant le cadre de vie (« Pour un territoire désirable »)

Pour répondre à ces objectifs, la philosophie du Projet d'Aménagement et de Développement Durables se décline en 3 parties, positionnant le SCoT à 3 échelles :

- **Le pilier « économique » est celui du Grand Territoire, c'est-à-dire celui du SCoT et de son positionnement territorial.** Il vise à renforcer l'attractivité territoriale et à identifier son positionnement vis-à-vis des territoires environnants. Il s'attache aux questions de développement économique, de grandes infrastructures et grands équipements, de tourisme et d'agriculture.
- **Le pilier « social » est celui des bassins de vie, à savoir les bassins de Longwy et de Briey.** Il fixe les choix qui vont garantir l'équilibre et l'équité territoriale, et aborde les questions de démographie, logements, de transports et d'intermodalité, d'équipements et services, et d'infrastructure numérique.
- **Le pilier « environnemental » est celui de la proximité.** Il va influencer sur les choix écologiques et sur le cadre de vie au niveau local. Il aborde les questions d'économie d'espaces, de patrimoine écologique et de ressources naturelles, de patrimoine paysager, de santé et de risques.

Le PADD est accompagné par le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) qui a pour objectifs de mettre en œuvre la stratégie du PADD par des objectifs d'aménagement et d'urbanisme juridiquement opposables aux documents et autorisations hiérarchiquement subordonnés (PLU, PDU, PLH, ZAC...).

Celui-ci définit les principaux principes, orientations et objectifs suivants :

Concernant l'organisation du territoire et les grands équilibres entre espaces :

- Les objectifs relatifs au développement économique (organiser l'émergence de filières d'excellence autour d'espaces économiques privilégiés et hiérarchiser et conforter l'armature économique pour économiser l'espace) ;
- Les grands projets d'infrastructures de transport pour favoriser l'attractivité ;
- Les objectifs de développement touristique ;
- Les objectifs de développement de l'activité agricole ;
- Les objectifs relatifs à l'équipement commercial et artisanal et aux localisations préférentielles des commerces.

Concernant l'équilibre et l'équité territoriale :

- L'organisation d'une armature urbaine et rurale garante de l'équité territoriale.

Concernant la politique de l'habitat :

- Assurer une offre en logements équilibrée et durable ;
- Produire une offre d'habitat diversifiée pour favoriser les parcours résidentiels et assurer une meilleure cohésion sociale ;
- Réhabiliter et valoriser le parc existant public et privé.

Concernant l'organisation de la mobilité par la cohérence entre urbanisme et déplacements :

- Construire un système de mobilité performant et durable ;
- S'appuyer sur le réseau de transports en commun pour développer l'urbanisation.

Concernant les grands projets d'équipements et de services :

- Offrir un accès haut-débit et très haut-débit de qualité pour tous ;
- Organiser l'offre de services et d'équipements.

Concernant la revitalisation des centres urbains et ruraux et des espaces urbanisés :

- Favoriser l'émergence de centres-villes / centres-villages attractifs ;
- Développer l'économie résidentielle dans les tissus urbains.

Concernant la réduction de l'empreinte écologique et l'amélioration du cadre de vie :

- La restructuration des espaces urbanisés par l'optimisation du tissu existant ;
- Les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ;
- Protéger les espaces et sites naturels, agricoles ou forestiers et les ressources naturelles.

Concernant la mise en valeur des entrées de ville et de valorisation des paysages naturels et urbains :

- Préserver et valoriser les paysages et patrimoines emblématiques et identitaires ;
- Garantir la qualité urbaine pour un cadre de vie agréable ;
- Travailler sur les transitions notamment entre les espaces urbanisés (villes, villages, infrastructures) et les espaces naturels et agricoles ;

Concernant la prévention des risques et la réduction des nuisances :

- La prévention des risques miniers ;
- La prévention des risques naturels ;

- La prévention des risques technologiques et industriels ;
- La prévention des risques pour la santé publique.

Le PLU devra être compatible aux orientations du SCoT une fois approuvé.

Le projet s'inscrit et respecte les prescriptions du SCoT Nord 54.

4. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.)

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et les programmes de mesures 2016-2021 sont le fruit d'une mise à jour du document du cycle de gestion 2010-2015 selon les priorités prédéfinies par le comité de bassin et le préfet coordonnateur de bassin.

Le PLU doit être compatible avec les orientations du SDAGE du bassin sur lequel se situe la commune ou sur l'EPCI.

Afin d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par le SDAGE et de préserver ou améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, sur le bassin Rhin-Meuse, 6 enjeux ont été identifiés :

- Améliorer la qualité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et à la baignade ;
- Garantir la bonne qualité de toutes les eaux tant superficielles que souterraines ;
- Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques ;
- Encourager une utilisation raisonnable de la ressource en eau sur l'ensemble des bassins du Rhin et de la Meuse ;
- Intégrer les principes de gestion équilibrée de la ressource en eau dans le développement et l'aménagement des territoires ;
- Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire et transfrontalière.

Ces enjeux ont été déclinés dans le SDAGE sous forme de 32 orientations fondamentales, 99 sous-orientations et 279 dispositions.

5. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) du bassin ferrifère lorrain.

L'arrêt progressif de l'exploitation minière ces deux dernières décennies a conduit à des modifications profondes du régime des eaux souterraines et superficielles dans les territoires concernés ainsi qu'à l'altération de leur qualité ; il en résulte des impacts lourds vis-à-vis des usages (alimentation en eau), des risques naturels (variation du débit des cours d'eau) et des conditions d'alimentation des cours d'eau en période d'étiage.

Ce constat a conduit les pouvoirs publics à initier l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), nouvel outil de planification de la gestion de l'eau issu de la loi sur l'eau du 02 janvier 1992, permettant de décliner au niveau local les orientations du SDAGE.

Le SAGE fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eaux superficielles et souterraines et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation de la continuité écologique et des zones humides (cf. articles L.210-1, L.211-1 et L.430-1 du code de l'environnement).

Le SAGE comporte deux documents (cf. articles L.210-1, L.211-1, L.212-3 et L.212-5 et L.430-1 du code de l'environnement) :

- Le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) : il fixe les orientations et les dispositions pouvant être opposables aux décisions de l'Etat et les collectivités locales. Le PAGD relève du principe de compatibilité. Cela signifie que tout projet développé sur le bassin versant ne doit pas aller à l'encontre des enjeux et des objectifs du SAGE déclinés dans le PAGD.
- Le règlement du SAGE, opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activités (IOTA) mentionnées à l'article L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

Le projet de PAGD du SAGE du bassin ferrifère contient 68 dispositions, réparties en 47 recommandations et 21 actions de la structure porteuse pour la mise en œuvre, permettant la mise en œuvre des objectifs.

Le SAGE du bassin ferrifère a été approuvé par arrêté inter-préfectoral 54-55-57 en date du 27 mars 2015. Le PLU devra être compatible à ce document.

Le projet n'impacte pas les milieux aquatiques ou les cours d'eau existants sur le ban communal.

6. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Afin d'enrayer la perte de la biodiversité notamment "ordinaire" sur l'ensemble du territoire, le Grenelle de l'environnement a mis en place un ensemble d'outils permettant de construire d'ici 2012 la trame verte et bleue assurant les continuités et les proximités entre milieux naturels, permettant aux espèces de circuler et d'interagir et aux écosystèmes de fonctionner.

S'appuyant sur les "Orientations nationales pour la préservation et la restauration des continuités écologiques", les schémas régionaux de cohérence écologique déclineront à l'échelle régionale la trame verte et bleue nationale.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a été adopté le 20 novembre 2015. Il définit 3 axes prioritaires :

- Axe A : Intégrer les continuités écologiques dans les plans et projets.
- Axe B : Mettre en œuvre les actions en faveur de la TVB dans les territoires et favoriser les initiatives locales.
- Axe C : Accompagner la mise en œuvre du SRCE.

Onze enjeux ont été développés en réponse aux problématiques identifiées dans le diagnostic du SRCE et pour chacun d'entre eux, une ou plusieurs orientations font l'objet d'une fiche détaillée.

Le site du projet se situe dans une continuité prairiale de la TVB locale Lorraine Nord (outil développé par l'AGAPE) sans toutefois créer une rupture de la continuité écologique.

7. Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Le SRADDET a été confié aux Régions par la loi NOTRe. Il a été adopté le 22 novembre 2019. Il fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants (schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire dit SRADDT, Plan Déchet, Schéma régional intermodalité, SRCE et SRCAE)

Ce schéma intégrateur propose une vision stratégique à horizon 2050 de l'aménagement du territoire régional dans le respect des principes du développement durable et avec une ambition de plus grande égalité et attractivité des territoires. Il fixe des objectifs et des règles sur les thématiques de l'égalité des territoires et le désenclavement des territoires ruraux, les infrastructures de transport, l'intermodalité et le développement des transports, l'énergie, la lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air, la protection et la restauration de la biodiversité, la prévention et la gestion des déchets, l'habitat et la gestion économe de l'espace.

Le SRADDET fixe 30 règles opposables avec 30 mesures d'accompagnement.

Le SCoT devra prendre en compte les objectifs de la stratégie du SRADDET, avec un rapport de « prise en compte » et les règles générales du fascicule, avec un rapport de « compatibilité » Le PLUi-H le prendra en compte au travers du SCoT le moment venu.

8. Le Plan climat Air Energie Territorial (PCAET)

Conformément au code de l'Urbanisme, le PLU doit prendre en compte directement le plan climat air-énergie territorial.

Le Plan Climat Energie Territorial (PCAET) est un projet territorial de développement durable qui a pour finalité la lutte contre le changement climatique. Institué par le Plan Climat national et repris par les lois Grenelle, et la loi de transition énergétique pour la croissance verte, c'est un cadre d'engagement pour le territoire.

Le PCAET vise deux objectifs :

- l'atténuation : limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- l'adaptation : réduire la vulnérabilité du territoire.

Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 1er janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants adoptent un plan climat-air-énergie territorial au plus tard le 31 décembre 2018.

Le PCAET comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un programme d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation.

Le Grand Longwy a approuvé le 27 février 2020 son PCAET.

Le projet (avec la construction des 4 maisons d'habitations) n'a pas d'impact sur le PCAET.

B. Les servitudes

La commune d'Ugny est concernée par les servitudes d'utilité publique suivantes :

- Les lignes RTE 63 kV Longuyon-Moulaine et 2 x 400 KV LONNY Moulaine 1 et 2
- La liaison hertzienne de Longwy-Bois de Châ – Verdun-Moulaine ;
- La ligne SNCF Longwy- Paris
- La forêt communale de Ugny soumise au régime forestier

A retenir :

Le site du projet ne va pas à l'encontre des documents cadres et supra-communaux.

Aucune de ces servitudes n'affecte le site du projet.

IV. JUSTIFICATIONS DE LA REVISION DU PLU

A. Évolution du zonage

Afin de permettre les constructions en zone UBc, tout en respectant l'alignement des façades voisines ainsi que le recul par rapport à la RD17A, la profondeur de la zone UBc doit être modifiée afin de s'aligner sur les limites de la zone UB.

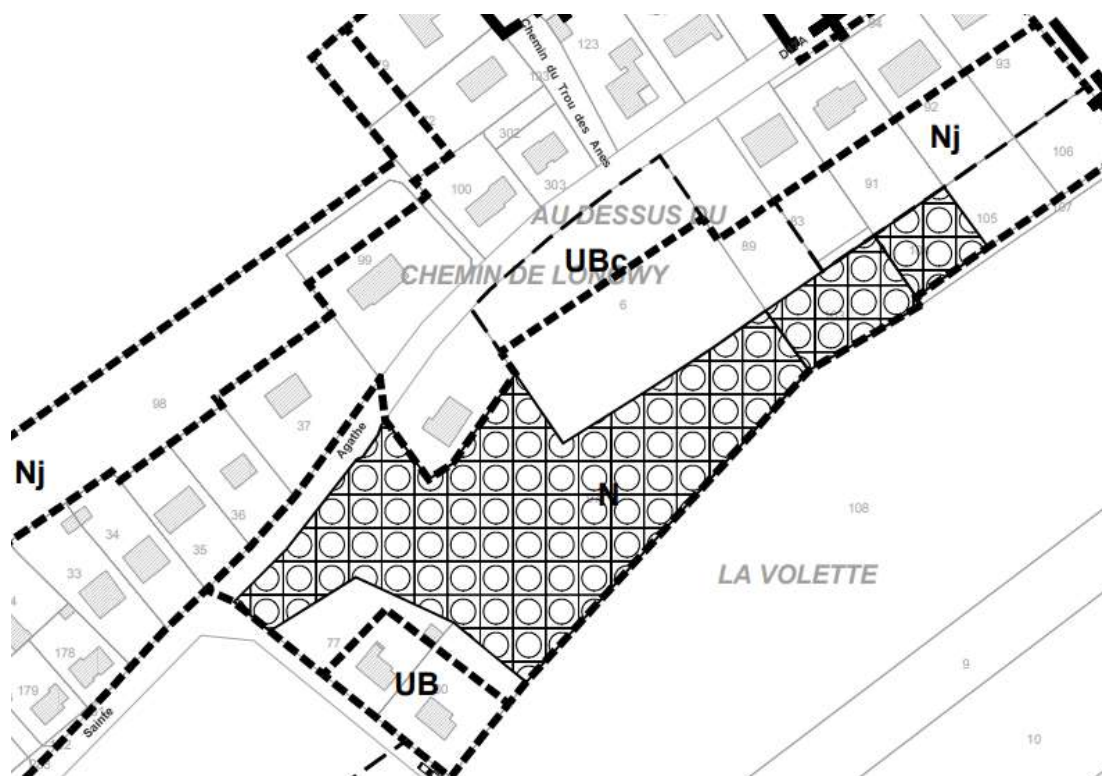
Une bande de 0,09 ha de la parcelle ZC 006, qui est actuellement en zone N passe en zone UBc.

Le reste de la parcelle ZC 006 actuellement en N passe en Nj. Cette zone correspond aux jardins des futures constructions. Elle permet de faire une transition entre la zone N et la zone UBc. Cela représente une surface de 0,29 ha.

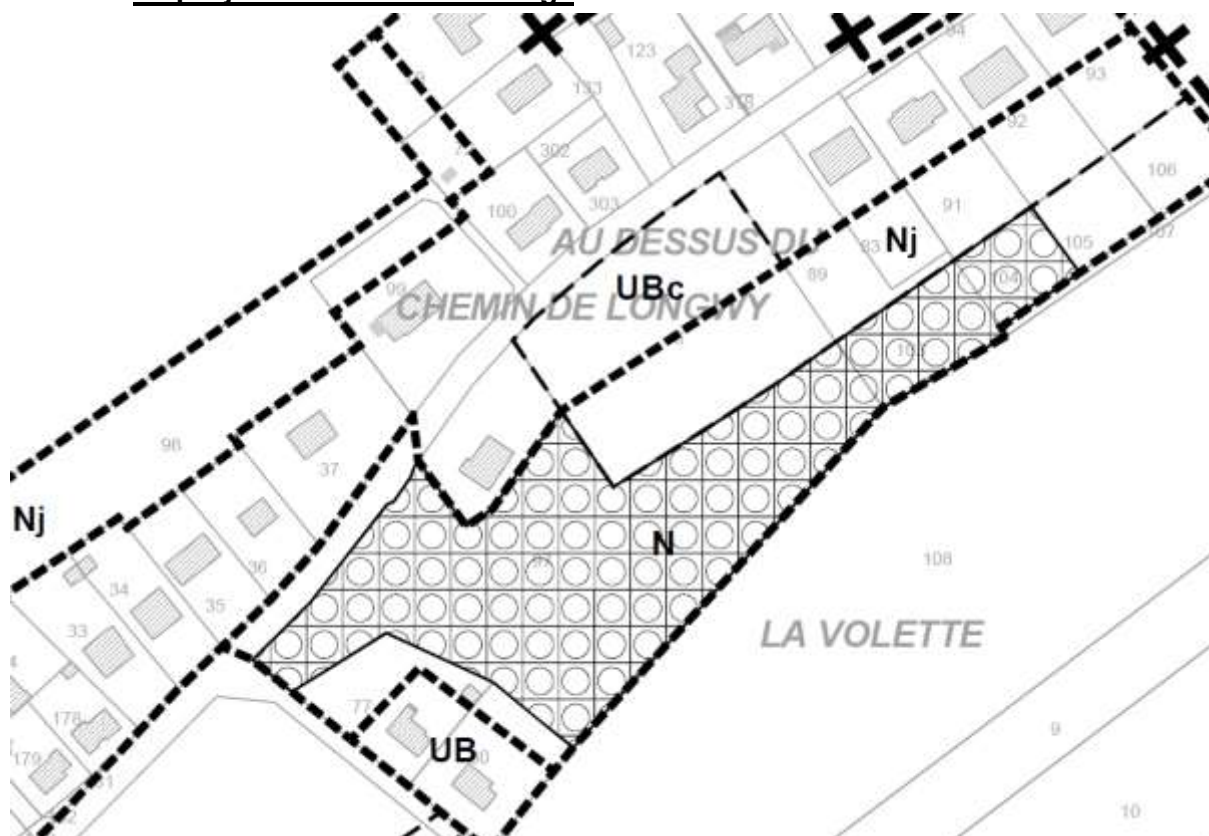
La superficie de la zone naturelle N diminue de 0,09 ha soit -0,04 %. La consommation d'espace naturelle est donc très limitée.

L'espace boisé classé à proximité de la zone UBc n'est pas impacté par cette évolution de zonage.

1. Le zonage du PLU en vigueur approuvé en 2015



2. Le projet de révision du zonage



Source : Extrait du projet de PLU d'Ugny révisé

B. Évolution du règlement écrit

Le règlement de la zone UB est révisé comme suit sur les 2 points suivants :

PLU actuellement en vigueur	Projet de révision	Justification de la révision
Article 4 Desserte par les réseaux 4.5. Ordures ménagères <ul style="list-style-type: none"> Pour le secteur UBc, l'aménagement de la zone doit prévoir la création d'un local à ordures ménagères intégrant le tri sélectif. 	Article 4 Desserte par les réseaux 4.5. Ordures ménagères <ul style="list-style-type: none"> Pour le secteur UBc, l'aménagement de la zone doit prévoir la création d'un local à ordures ménagères intégrant le tri sélectif. 	La municipalité a souhaité supprimer cette règle puisque le seul sous-secteur UBc du PLU (faisant l'objet de la présente révision) est équipé d'un dépôt d'ordures ménagères intégrant le tri sélectif.
Article 7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives 7.3. Pour le secteur UBc : <ul style="list-style-type: none"> Les constructions nouvelles devront s'implanter soit en limite soit en recul des limites séparatives, sans que ce recul n'excède 3 mètres. 	Article 7 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives 7.3. Pour le secteur UBc : <ul style="list-style-type: none"> Les constructions nouvelles devront s'implanter soit en limite soit en recul des limites séparatives, à minimum 3 mètres. 	La municipalité a souhaité revoir et améliorer l'écriture du règlement sur l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives afin de faciliter et répondre à la défense incendie.

Deux modifications sont apportées au règlement.

C. Évolution de l'orientation d'aménagement et de programmation

1. L'OAP actuellement en vigueur

- Contexte et situation

Le site est localisé au Nord-Est de la commune. Il correspond à une dent creuse (0,33 ha) située le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe, à 100 mètres de l'entrée du village depuis Cutry. Les terrains sont occupés par des surfaces enherbées marquées par la présence de quelques arbres fruitiers. Le site est entouré par des habitations individuelles de type pavillonnaire et est desservi par les réseaux. Le découpage de la zone ainsi que l'implantation des nouvelles constructions (en alignement avec l'existant) visent à limiter l'impact de l'urbanisation sur l'arrière de la parcelle, qui se trouve à proximité du ruisseau intermittent du Royat.

- Enjeux

La commune souhaite urbaniser cette dent creuse afin d'une part de répondre aux objectifs de densification du tissu urbain et d'autre part pour poursuivre le développement démographique de la commune.

L'enjeu de diversification des logements est également important pour la commune. Pour cela elle envisage la construction de petits logements collectifs sur ce site. La densité résidentielle envisagée est de 20 à 27 logements à l'hectare (soit 5 à 6 logements).



- Principes d'aménagement

Le projet prévoit l'aménagement d'une superficie de 0,24 hectare. Il est envisagé d'y construire plusieurs constructions (5 à 6 logements). Les logements doivent répondre à une forme urbaine originale (petits collectifs ou habitat groupé) afin d'optimiser la densité bâtie du site. Les règles de construction (alignement sur les constructions voisines, volumétrie et hauteur) visent à reprendre les caractéristiques des constructions voisines existantes, dans le but d'obtenir un développement urbain du secteur en harmonie avec l'agencement urbain actuel.

- Desserte, déplacements et stationnement

L'accès se fera directement depuis la rue de la Croix Sainte-Agathe. Une ou des voies seront créées pour accéder aux constructions. Les espaces dédiés au stationnement devront veiller à limiter l'imperméabilisation des sols.

Environnement

La délimitation de cette dent creuse vise à limiter l'impact environnemental des futures constructions sur le milieu. Le site se trouve à proximité d'un ruisseau intermittent (le Royat) caractérisé par des épisodes de débordements fréquents. L'aménagement du site vise à limiter l'impact des constructions sur le milieu, puisque les futurs logements se situeront à 40 mètres du lit mineur du ruisseau. Aucune mesure environnementale particulière n'est prévue pour compenser la disparition des pelouses présentes puisqu'elles seront en partie remplacées par des jardins particuliers

2. Le projet de révision

L'orientation d'aménagement et de programmation est modifiée comme suit : (les modifications apparaissent en rouge dans le texte)

- Contexte et situation

Le site est localisé au Nord-Est de la commune. Il correspond à une dent creuse (0,33 ha) située le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe, à 100 mètres de l'entrée du village depuis Cutry. Les terrains sont occupés par des surfaces enherbées marquées par la présence de quelques arbres fruitiers. Le site est entouré par des habitations individuelles de type pavillonnaire et est desservi par les réseaux. Le découpage de la zone ainsi que l'implantation des nouvelles constructions (en alignement avec l'existant) visent à limiter l'impact de l'urbanisation sur l'arrière de la parcelle, qui se trouve à proximité du ruisseau intermittent du Royat.

- Enjeux

La commune souhaite urbaniser cette dent creuse afin d'une part de répondre aux objectifs de densification du tissu urbain et d'autre part pour poursuivre le développement démographique de la commune.

L'enjeu de diversification des logements est également important pour la commune. Pour cela elle envisage la construction ~~de petits logements collectifs~~ d'un habitat mixte sur ce site. La densité résidentielle envisagée avoisine 20 à 27 15 logements à l'hectare (soit environ 4 à 5 à 6 logements).

- Principes d'aménagement

Le projet prévoit l'aménagement d'une superficie de ~~0,24~~ 0,33 hectare. Il est envisagé d'y construire plusieurs constructions (5 à 6 logements). ~~Les logements doivent répondre à une forme urbaine originale (petits collectifs ou habitat groupé)~~ Il s'agit de développer un habitat individuel dense pouvant associer plusieurs formes architecturales (maisons individuelles, jumelées, en bande...) afin d'optimiser la densité bâtie du site.

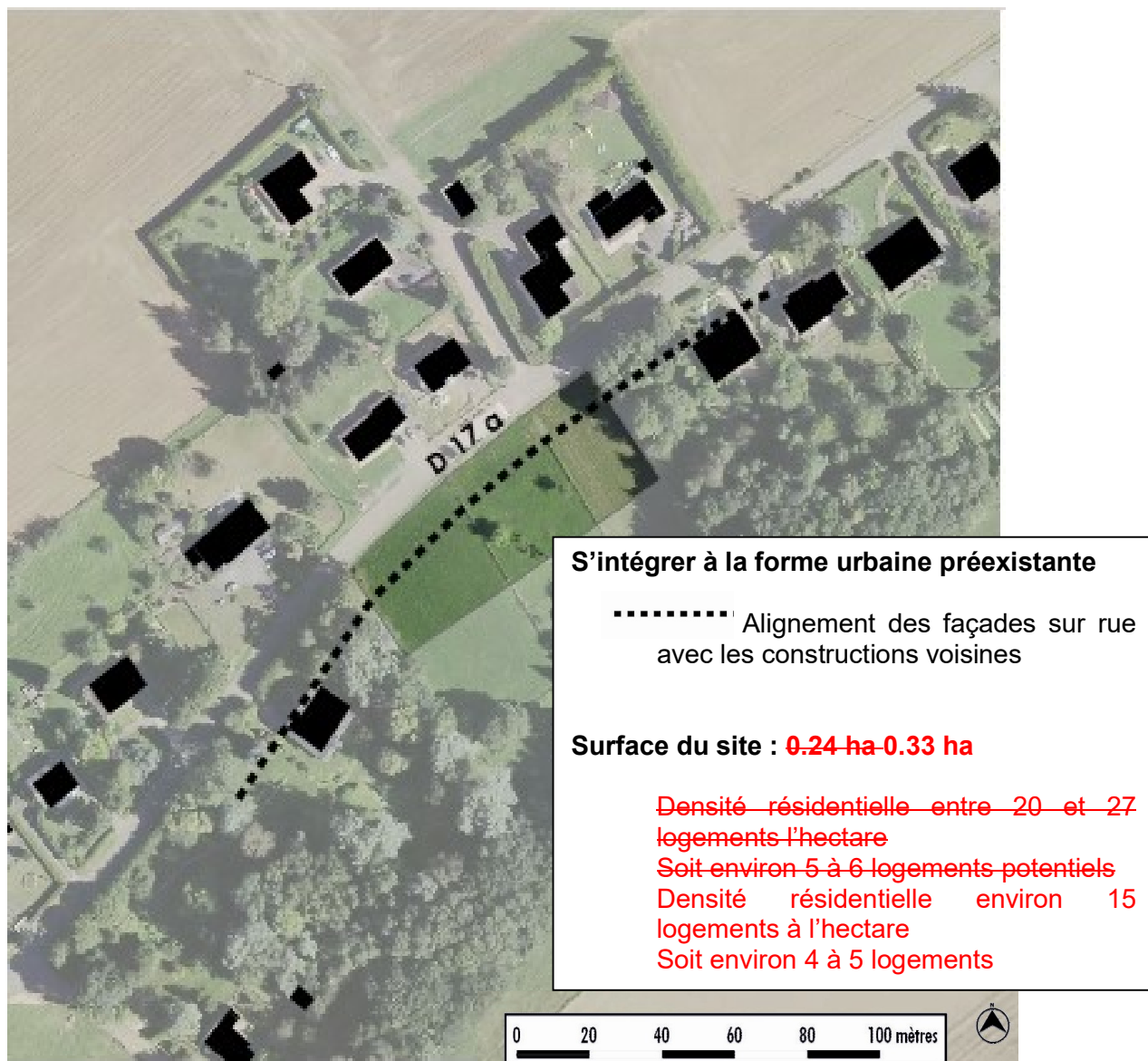
Les règles de construction (alignement sur les constructions voisines, volumétrie et hauteur) visent à reprendre les caractéristiques des constructions voisines existantes, dans le but d'obtenir un développement urbain du secteur en harmonie avec l'agencement urbain actuel. Afin de renforcer la défense incendie du secteur, une bâche à incendie de 30 m³ a été créée à proximité en 2021.

- Desserte, déplacements et stationnement

L'accès se fera directement depuis la rue de la Croix Sainte-Agathe. Une ou des voies seront créées pour accéder aux constructions Les espaces dédiés au stationnement devront veiller à limiter l'imperméabilisation des sols

Environnement

La délimitation de cette dent creuse vise à limiter l'impact environnemental des futures constructions sur le milieu. Le site se trouve à proximité d'un ruisseau intermittent (le Royat) caractérisé par des épisodes de débordements fréquents. L'aménagement du site vise à limiter l'impact des constructions sur le milieu, puisque les futurs logements se situeront à 40 mètres du lit mineur du ruisseau. Aucune mesure environnementale particulière n'est prévue pour compenser la disparition des pelouses présentes puisqu'elles seront en partie remplacées par des jardins particuliers



3. Justification de la révision de l'Orientation d'Aménagement et de programmation

L'aménagement de la dent creuse au lieu-dit « La Volette » prévoit la réalisation de plusieurs habitations. Afin de favoriser l'urbanisation de ce secteur, la municipalité a souhaité réaliser quelques rectifications et ajustements dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Il s'agit de rectifier la superficie du site dans l'OAP qui est de 0,33 ha pour la mettre en cohérence à la superficie de la zone UBc dans le zonage.

Une autre modification porte sur la réécriture de la densité (logements/hectare) sur le site, qui avoisine les 15 logements/hectare soit environ 4 à 5 logements (0.33 ha x 15 logements). En tenant compte de l'implantation d'une bâche à incendie pour renforcer la défense incendie du secteur, la densité du site répond à l'objectif de densité moyenne minimale brute défini par le Schéma de Cohérence Territoriale pour le niveau de polarité « village »

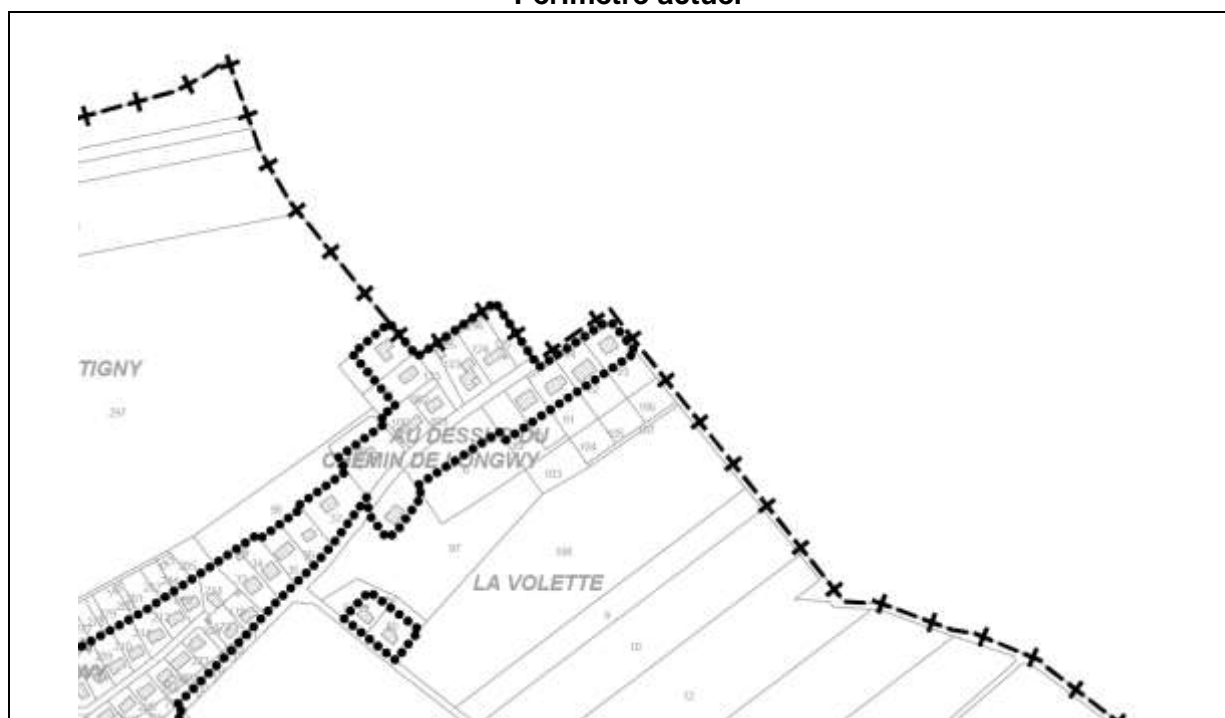
Enfin la municipalité souhaite favoriser un habitat mixte individuel dense pouvant associer plusieurs formes architecturales à la place de petits collectifs, ceci afin de mieux s'intégrer dans le contexte urbain (habitat pavillonnaire) et environnemental du site.

Ces modifications s'inscrivent dans les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui visent notamment à limiter l'étalement urbain et à combler les dents creuses et à renforcer la diversité de l'habitat et maintenir une offre résidentielle.

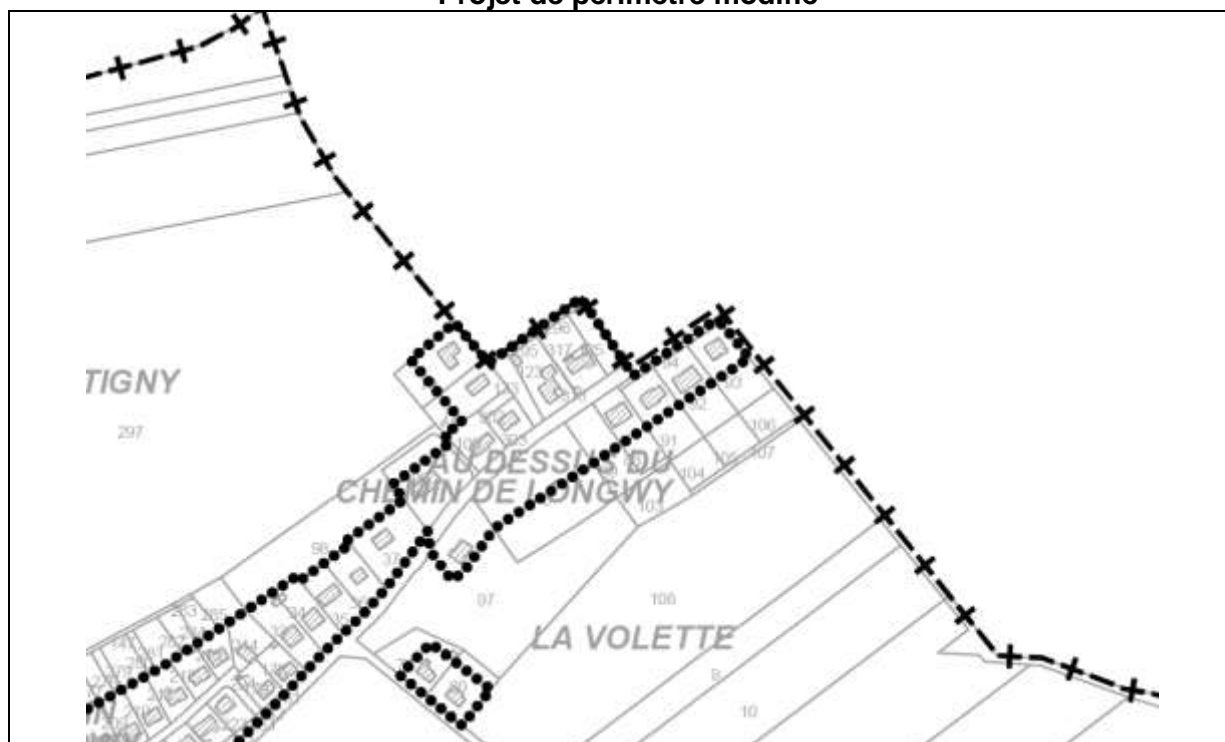
D. Évolution du périmètre du droit de préemption urbain

La limite du périmètre du droit de préemption urbain figurant en annexe est mis en cohérence avec le plan de zonage, puisqu'il s'applique sur l'ensemble des urbaines et à urbaniser.

Périmètre actuel



Projet de périmètre modifié



V. INCIDENCES POTENTIELLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA REVISION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

La révision telle qu'elle est édictée dans le présent rapport de présentation ne viennent pas porter atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et auront une très faible incidence sur l'environnement.

- **Concernant les espaces naturels et la biodiversité :**

Les modifications projetées dans la révision n'affectent pas de site naturel remarquable ou d'espace agricole ou naturel présentant un intérêt écologique particulier. Le projet va s'intégrer dans son environnement. Les plantations arbustives dans la zone N et le long du du Royat seront maintenus. Ils renforceront la trame verte et bleue. L'artificialisation du site se limitera à la zone Ubc pour la construction des 4 maisons d'habitations et à la zone Nj pour du bâti léger de type abris de jardin de 20 m² par unité foncière.

- **Concernant l'activité agricole**

Le site du projet représente 0.09 ha soit -0.04 % de la surface agricole de la commune. Le terrain a été divisé en 4 parcelles. Le terrain sera éloigné de plus 60 m de la zone agricole.

La présence du bâtiment agricole au Sud-Ouest du site n'a pas d'impact sur le projet.

- **Concernant la gestion de l'eau**

Aucun périmètre de protection de captage d'eau potable ne s'étend sur la zone d'étude. Au regard du pendage du site, une attention particulière devra être apportée à la gestion des eaux pluviales à la parcelle et à la limitation de l'imperméabilisation du site.

Diverses prescriptions existent dans le règlement actuel du PLU en matière de desserte des réseaux (eaux usées et eaux pluviales). Les annexes du PLU comprennent le règlement d'assainissement et de gestion des eaux pluviales du Grand Longwy.

Toutes ces prescriptions vont dans le sens d'une diminution des rejets et de gestion des eaux pluviales à la parcelle.

En respectant le recul des 10 m par rapport aux abords du Royat le projet respecte les prescriptions du PLU. Par ailleurs la préservation de la végétation arbustive et la contribue à limiter le ruissellement des eaux et le risque d'inondation.

L'impact du projet concernant la gestion des eaux peut être considéré comme très faible.

- **Concernant les risques et les nuisances**

Le site du projet est concerné par l'aléa retrait gonflement des argiles et est en retrait de plus de 100 m d'un bâtiment agricole. L'aléa retrait-gonflement des argiles n'entraîne pas une interdiction de construire. Il convient cependant aux maîtres d'ouvrage et aux futurs constructeurs de respecter un certain nombre de mesures afin de réduire l'ampleur du phénomène.

Le risque d'inondation est limité car les constructions situées le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe sont situées à une distance de 40 à 70 mètres du lit mineur du Royat et n'ont jamais été impactées de mémoire d'homme. De plus, elles se trouvent à une altitude de 2 à 4 mètres au-dessus du lit mineur du ruisseau de la Royat. Le site surplombe donc le Royat.

Les constructions situées le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe ne sont pas inondées lors de forts épisodes de crues, seule la partie arrière des jardins est impactée. Sur le site étudié, la zone UBc sera séparée du Royat par une zone N (dans lequel le Royat et l'espace boisé classé se situent) et d'une zone Nj à l'arrière des 4 futures constructions de la zone UBc. La zone N et Nj joueront un rôle de zone tampon en cas de crues exceptionnelles.

En matière de nuisances sonores, la présence et le maintien de l'espace boisé classé et de la végétation arbustive permettront d'atténuer les nuisances notamment agricoles.

- **La qualité de l'air**

L'augmentation de la mobilité et l'usage de la voiture a des conséquences sur l'environnement, notamment en termes de pollution atmosphérique. Il en est de même pour la consommation énergétique.

L'émission de gaz à effet de serre est directement liée à la consommation énergétique et donc par le domaine des déplacements aux distances parcourues, aux vitesses pratiquées. Les politiques de déplacement et de consommation d'énergie nécessitent une prise en compte à toutes les échelles, y compris dans le PLU.

Le développement de nouvelles zones s'accompagne toujours par une augmentation des déplacements.

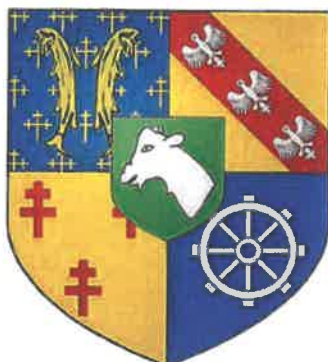
La réalisation du projet de zone de loisirs aura peu d'impact sur la qualité de l'air. L'accès du site se fera peut se faire à pied ou en voiture. Il n'est pas prévu de stationnement supplémentaire aux abords du site.

- **Paysage et patrimoine**

L'aménagement du site va modifier le paysage. La prairie va laisser place à 4 maisons d'habitations. La zone Nj à l'arrière des 4 constructions et et la zone N avec la végétation arbustive feront office de zone tampon avec le cours d'eau du Royat. L'espace boisé classé derrière le site le sera maintenu et assurera la transition avec la zone agricole. L'aménagement de la zone UBc ne sera pas perceptible dans le paysage lointain depuis le village ou la zone agricole.

En termes de patrimoine, le projet d'implantation n'aura aucun impact sur le patrimoine urbain existant.

Département de Meurthe-et-Moselle



COMMUNE D'UGNY

REVISION N°1 DU **P**LAN **L**OCAL D'**U**RBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION

A



Document conforme à celui annexé
à la délibération du Conseil Municipal
en date du 21/09/2021

approuvant
la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme

P/ LE MAIRE

Le premier adjoint
Alain SCHMITZ



SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
I. CONTEXTE DE LA COMMUNE ET OBJECTIFS DE LA REVISION	6
A. Contexte communal.....	6
B. Le Plan Local d'Urbanisme actuel de la commune d'Ugny.....	7
C. Objectifs de la révision.....	10
1. Rappel du cadre réglementaire	10
2. Justification de la procédure de révision du PLU d'Ugny	11
3. Les changements apportés au Plan Local d'Urbanisme	11
II. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE	12
A. Le cadre géographique.....	12
B. Le milieu physique.....	12
1. Relief et Géologie.....	12
2. Hydrologie-Hydrogéologie	15
C. L'occupation du sol et le paysage	16
D. Les éléments naturels.....	18
1. Les sites d'intérêt écologique	18
E. Les contraintes et les risques.....	24
1. La qualité de l'air	24
2. Le bruit	25
3. Les risques.....	26
F. Les équipements de sport et de loisirs.....	36
G. Transport et déplacement.....	36
1. Les voies de communications.....	36
2. Les transports	38
3. Le stationnement.....	39
III. CONTRAINTES TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES	40
A. Les contraintes techniques et réglementaires :	40
1. Les dispositions législatives et réglementaires	40
2. La Directive Territoriale d'Aménagement (D.T.A.)	41
3. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).....	43
4. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.)...45	
5. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) du bassin ferrière lorrain.	45
6. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)	46
7. Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)	46
8. Le Plan climat Air Energie Territorial (PCAET)	47
B. Les servitudes	48
IV. LE PARTI D'AMENAGEMENT	49
V. JUSTIFICATION DE LA REVISION DU PLU.....	51
A. Justification et évolution du zonage	51
B. Les règles d'urbanisme	51
C. L'orientation d'aménagement et de programmation	54
VI. INCIDENCES POTENTIELLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MODIFICATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT.	54

INTRODUCTION

La commune d'Ugny fait partie de la Communauté d'Agglomération de Longwy et est située au nord du département de la Meurthe-et-Moselle, à proximité des frontières belge et luxembourgeoise.

Elle a approuvé la révision de son Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme le 24 novembre 2015.

Par délibération en date du 3 mars 2020, la commune a pris l'initiative de réviser le PLU pour permettre la réalisation d'une zone de loisirs.

Le projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme et ne comporte pas de graves risques de nuisance.

Cette révision donne lieu à un examen conjoint des personnes publiques associées et fait l'objet d'une enquête publique portant à la fois sur le projet et la révision du PLU. Elle nécessite également une concertation préalable de la population.

I. CONTEXTE DE LA COMMUNE ET OBJECTIFS DE LA REVISION

A. Contexte communal

La commune d'Ugny se situe dans la partie Nord du département de la Meurthe et Moselle. Elle appartient à la région naturelle du « Pays-Haut », vaste plateau entaillé par de nombreuses vallées. Administrativement, Ugny est rattachée à l'arrondissement de Briey et fait partie du canton de Longuyon et de la Communauté d'Agglomération de Longwy.

En outre, elle est incluse dans le périmètre de la Directive Territoriale d'Aménagement des Bassins Miniers Nord lorrains et est couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale Nord meurthe-et-mosellan approuvé le 11 juin 2015 et modifié le 2 juillet 2019.

Ugny bénéficie d'une situation avantageuse, se trouvant à proximité du Grand-Duché de Luxembourg et de la Belgique. Son ban communal est traversé par la RD18, axe routier important qui relie Longuyon à Longwy.

Le ban communal est constitué de 3 entités agglomérées : la ferme de la Caure (au Sud de la commune), le hameau de Praucourt (au Sud-Est de la commune, directement au Sud de la RD18) et le village d'Ugny.

D'après les données du recensement de l'INSEE, la population municipale s'élevait à 715 habitants en 2017. Elle a gagné 77 habitants depuis 2007, soit une augmentation de 12 % (+6,1 % pour la Communauté d'Agglomération de Longwy, +2,6 % territoire SCoT nord 54). Entre 2012 et 2017, on note toutefois une diminution de la population (-4,5 %) qui contraste avec la dynamique enregistrée à l'échelle de la CAL (+3,4 %) ou du territoire du SCoT (+0,9%).

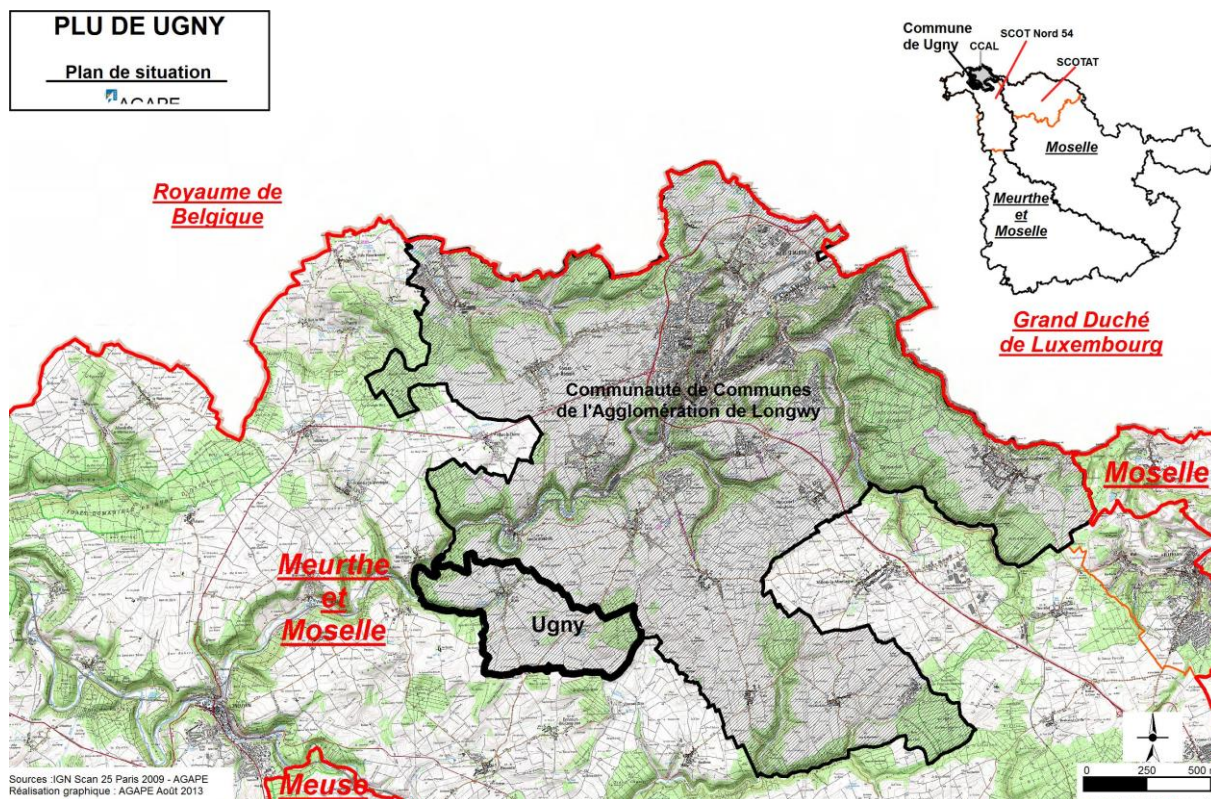
Parallèlement, la commune gagne 50 ménages entre 2006 et 2016 pour compter 276 ménages en 2016. Cette évolution est due à la croissance démographique mais également au phénomène de décohabitation et de vieillissement de la population.

En termes de logements, elle compte 283 logements en 2016, dont 96,5 % de résidences principales. Le taux de vacance est très faible (2,3 %). En 2020, 20 logements ont été réalisés, ce qui devrait permettre de retrouver le niveau de la population de 2012 (environ 750 habitants).

Au niveau économique, le territoire communal recense 31 emplois en 2016 pour 21 établissements actifs. L'activité agricole est encore bien représentée sur le ban communal avec 5 exploitations agricoles.

Le territoire d'Ugny est majoritairement agricole et forestier (respectivement 71 % et 19 % de la surface du territoire). Le tissu urbain représente environ 3,4 %. Il est marqué par une certaine richesse environnementale et écologique à travers la présence d'une Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF de type 1) et la présence de plusieurs zones humides prioritaires. Les cours d'eaux, les espaces forestiers, végétaux et agricoles présents sur le territoire constituent les supports de cette richesse environnementale qu'il faut protéger.

En termes de risques, certains secteurs de la commune sont concernés par des aléas chute de blocs, retrait gonflement d'argiles, risques d'inondation et aléa sismique très faible (zone 1). 10 cavités sont également présentes sur le ban communal. Ces risques sont liés à la nature géologique du sous-sol.



B. Le Plan Local d'Urbanisme actuel de la commune d'Ugny

La commune d'Ugny a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 24 novembre 2015.

Le projet politique décliné dans le **Projet d'Aménagement et de développement Durables** s'articule autour de 4 grands axes :

1 - Optimiser le développement de la commune :

La municipalité souhaite poursuivre sa croissance démographique. Pour cela, la commune s'appuie sur les objectifs du PLH et du SCoT Nord 54. Le potentiel de construction de logements sur la commune a été estimé à environ 55 logements sur la période 2014-2030

Pour lui permettre d'atteindre son objectif de développement démographique, la commune souhaite favoriser le comblement des terrains vacants au sein de son tissu urbain (potentiel foncier estimé à près de 1 hectare). Parallèlement à ce potentiel de densification, la commune envisage l'ouverture à l'urbanisation d'une surface de 2,7 hectares (zone 1AU). La commune souhaite poursuivre sa politique de diversification de l'habitat et favoriser la mixité sociale sur son territoire

2 – Pérenniser et conforter les activités, les services et les équipements de la commune

Les objectifs de développement démographique et de diversification de l'habitat doivent permettre de pérenniser les équipements périscolaires de la commune et de favoriser la mixité générationnelle. La commune souhaite par ailleurs permettre le développement et l'accueil de nouveaux services (santé, commerces...) au sein de son tissu urbain. Elle veillera à la bonne intégration et à la qualité des nouvelles installations.

Elle souhaite également maintenir l'activité agricole encore fortement présente sur le territoire

3 - Assurer la protection des milieux naturels et participer au renforcement de la biodiversité et des richesses environnementales et écologiques

La municipalité souhaite à la fois prendre en compte les différents inventaires naturels et paysagers existants et participer à l'amélioration de la richesse environnementale du territoire. Elle se fixe comme objectifs de préserver les espaces forestiers et leur lisière, de protéger les vergers et la ceinture verte autour du village et renforcer la trame verte et bleue. Enfin la commune souhaite protéger la ressource en eau et favoriser les énergies renouvelables

4 – Valoriser le cadre de vie communal :

La municipalité souhaite protéger le patrimoine architectural, renforcer la qualité paysagère, agir contre le risque d'inondation du Royat et favoriser les mobilités douces et optimiser le stationnement

Les orientations du PADD ont été traduites dans le **règlement graphique et écrit**.

Le **document graphique** découpe le territoire en plusieurs zones distinctes :

- la zone urbaine comporte deux zones : la zone UA correspondant au vieux village d'Ugny et la zone UB correspondant aux extensions récentes. Il s'agit d'une zone mixte vouée essentiellement à l'habitat comprend également des commerces, services, bureaux, équipements. La zone UB comprend 3 secteurs spécifiques (UBa, UBb et UBI)

- la zone à urbaniser 1AU

- la zone agricole A correspond à des espaces, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Il comprend un secteur Ai soumis à des risques d'inondation.

- La zone N correspond aux espaces forestiers et naturels : elle comprend 3 secteurs spécifiques (Ns pour protéger les vallées de la Chiers et du Royat ainsi que leurs versants, mais également les zones humides identifiées par le SAGE, Nj pour conserver les jardins et les vergers qui entourent le tissu urbanisé ; NI correspond aux zones de loisirs, en particulier les terrains de sports en plein-air (city-stade et stade Jean-Claude Valetti).

Le zonage identifie également les espaces boisés classés, les sentiers et cheminements à conserver ainsi que les éléments du patrimoine architectural et paysager à préserver.

Pour chaque zone, des règles ont été édictées pour tenir compte des caractéristiques de chaque zone. **Le règlement** prend en compte les dispositions du projet d'aménagement et de développement durables et les différentes contraintes qui affectent le territoire (risques d'inondation, servitudes, etc...).

Deux **orientations d'aménagement et de programmation** sur le secteur UBc de la Volette et sur la zone d'urbanisation 1AU « Pontigny » déclinent des principes d'aménagement permettant d'intégrer ces deux secteurs dans leur environnement.

Par ailleurs, le dossier du PLU compte par ailleurs plusieurs **annexes**, notamment : les réseaux d'assainissement et d'eau potable, les servitudes d'utilité publique, les éléments patrimoniaux et paysagers à protéger, le périmètre du droit de préemption urbain.

C. Objectifs de la révision

1. Rappel du cadre réglementaire

Le code de l'urbanisme en vigueur à ce jour (**article L 153-31**) dispose que le recours à la **procédure de révision** du Plan Local d'Urbanisme est possible dès lors que l'EPCI ou la commune décide :

- « - *Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;*
- *Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;*
- *Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.*
- *Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.*
- *Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ».*

L'article 153-32 du même code stipule que « *La révision est prescrite par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.* ».

L'article L 153-34 concerne un projet de révision qui a pour objet de ne pas modifier les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables et qui a :

- « - *uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;*
- *uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;*
- *uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;*
- *La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance ».*

Cet article stipule par ailleurs que le projet de révision arrêté : « *fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées* ».

Le code de l'urbanisme stipule par ailleurs que « *le projet de révision arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire* » (L 153-19)

A l'issue de l'enquête, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par le conseil municipal.

2. Justification de la procédure de révision du PLU d'Ugny

La municipalité d'Ugny souhaite engager une procédure de révision du PLU pour permettre la réalisation d'un projet d'aménagement à vocation de loisirs sur une parcelle de 0,97 ha à l'est du village, afin de proposer aux habitants un lieu convivial et de loisirs.

Le choix de la procédure de révision se justifie au regard de l'objet et des dispositions du Code de l'urbanisme car les modifications :

- ne remettent pas en cause les orientations politiques inscrites dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
- réduisent une zone agricole
- impactent le paysage

3. Les changements apportés au Plan Local d'Urbanisme

Les modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme d'Ugny portent sur le zonage et permettront le développement d'une zone de loisirs.

Les changements concernent :

- Le **plan de zonage** : le projet prévoit le reclassement d'une parcelle de 0,97 ha située en partie en zone agricole A et zone Ai (zone agricole concernée par l'aléa inondation) en partie en zone NI (naturelle de loisirs) et en partie en zone N, ce qui permettra l'aménagement du secteur concerné.

Le Pays-Haut correspond à un plateau modelé par des vallonnements plus ou moins prononcés et entaillés par des vallées souvent profondes et localement par de petits vallons comme le ruisseau du Royat qui traverse le cœur du ban communal d'Est en Ouest.

Le point le plus haut (397 mètres) se trouve à l'extrémité Est de la commune au niveau de la limite communale avec Chenières tandis que le point le plus bas (228 mètres) se situe à l'extrême Nord-Ouest et correspond au lit mineur de la Chiers.

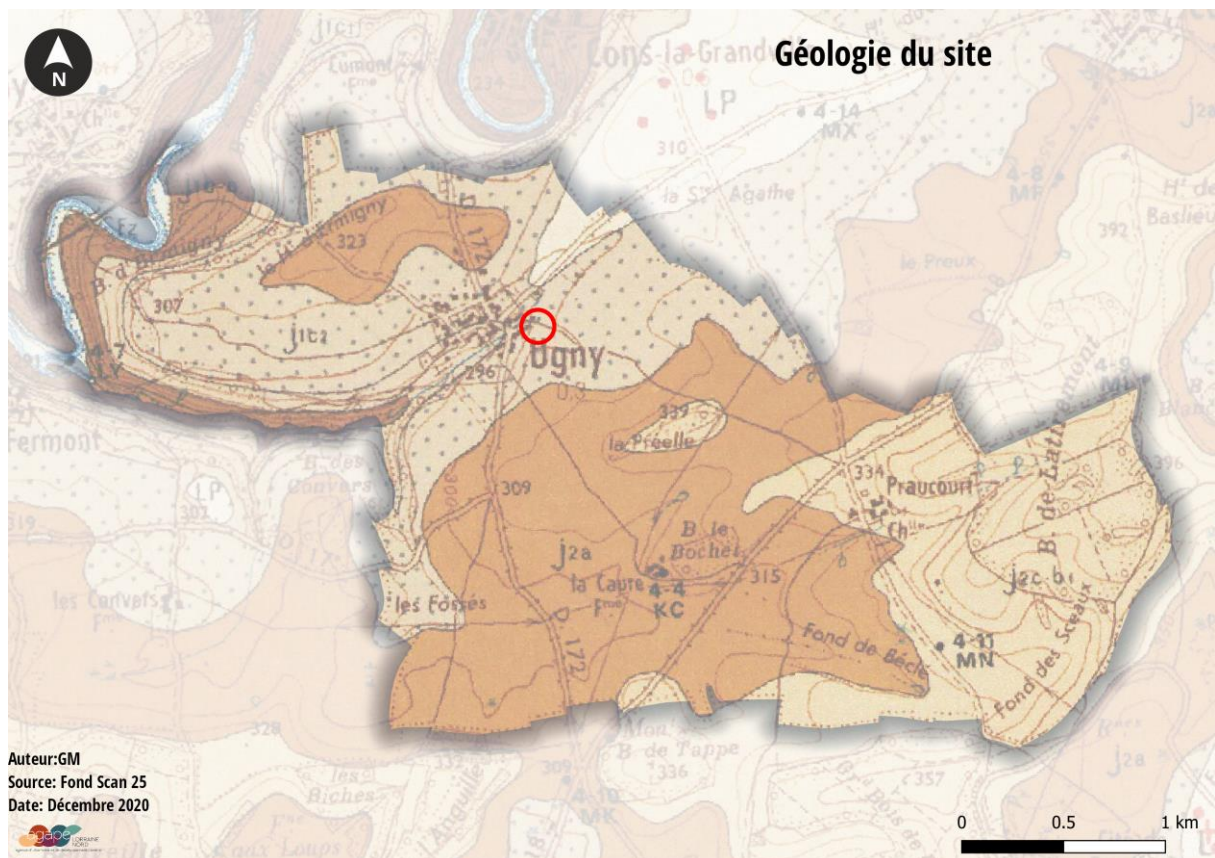
Le ban communal correspond principalement à un plateau peu accidenté, dont les altitudes s'inclinent globalement du Nord-Est vers le Sud-Ouest (lié au pendage des couches géologiques).

Le site du projet surplombe de plus de 5 m le ruisseau intermittent du Royat (surtout la partie qui servira aux aménagements sportifs et de loisirs). Des plantations d'arbres et de haies et un verger partagé seront réalisés entre le ruisseau et les terrains aménagés, ce qui contribuera que la zone d'équipements de loisirs ne soit pas inondée. Le terrain du projet et n'est pas contraignant pour l'aménagement du site.

1.2. Géologie

La structure géologique du Pays Haut correspond au plateau du Bajocien

La couche du Bajocien moyen et inférieur (11b-a) constitué de calcaire à polypiers inférieurs constitue l'unique soubassement géologique sur le site du projet.



2. Hydrologie-Hydrogéologie

2.1. Les eaux superficielles

Le territoire communal d'Ugny est compris dans le bassin versant de la Chiers (2.222 km² pour 112 km de long).

La Chiers traverse la partie communale située à l'extrême Nord-Ouest. Son tracé correspond à la limite communale avec Montigny-sur-Chiers.

Le ruisseau du Royat correspond à un affluent de rive gauche de la Chiers. Il traverse les communes de Cutry, de Cons-la-Grandville et se jette dans la Chiers à Ugny. Il s'agit d'un ruisseau intermittent dont le bassin versant s'étend sur 15,9 km².

Le Royat se met en charge lors de forts épisodes pluvieux, par ruissellement des eaux sur les plaines agricoles amont, occasionnant d'importants débordements et désordres hydrauliques sur la commune d'Ugny ¹.

Une étude hydrologique a été effectuée en 2007 sur ce ruisseau, le SIAC et la commune d'Ugny souhaitent mener des actions d'aménagements de lutte en cas d'évènement décennal. Ces études ont été affinées. La Communauté d'Agglomération de Longwy a repris la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations dite GEMAPI et a décidé de commencer des travaux de plantation afin de réduire les risques. Ces travaux de plantation ont démarré en décembre 2020. 1,4 kms de haies seront replantés dans cette opération qui améliorera par ailleurs la trame verte et bleue.

Il existe par ailleurs de nombreux cours d'eaux intermittents dans la partie Sud de la commune, dont deux rejoignant le ruisseau du Royat dans sa partie aval (à la sortie du village), il s'agit du ruisseau « des Aisances » et du ruisseau des « Convers ».

Le site est situé à l'Est du cours d'eau du Royat, qu'il surplombe, A ce jour il n'est pas concerné par les débordements du Royat. Les eaux de ruissellement de la zone s'écoulent selon l'orientation des pentes, soit Est vers l'Ouest.

2.2. Les eaux souterraines

Les Caillasses à Anabacia et les Marnes de Longwy alimentent des nappes indigentes qui ont justifié l'implantation des villages et des fermes. C'est particulièrement le cas à Ugny avec la présence du Royat et de 3 fontaines situées à la base de l'Oolithe de Doncourt (fontaine St Georges, fontaine aux Oies et fontaine proche du village). La nappe la plus importante est celle du Bajocien. Par ailleurs, il existe un karst important au voisinage du bassin ferrière.

Aucun périmètre de protection de captage d'eau potable ne s'étend sur la zone d'étude

¹ Source : Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers

C. L'occupation du sol et le paysage

Le territoire d'Ugny est constitué majoritairement de terres agricoles qui couvrent plus des 2/3 de la superficie communale, les forêts représentent près d'un cinquième du territoire tandis que le tissu urbain couvre environ 3 % du ban communal.

Le site du projet, d'une superficie de près d'un hectare est actuellement occupé par de la prairie. Trois haies délimitent le site respectivement à l'Est au Sud le long du chemin de Praucourt et à l'Ouest le long du ruisseau du Royat. Un bâtiment agricole est situé à une centaine de mètres au Nord-Est du site.



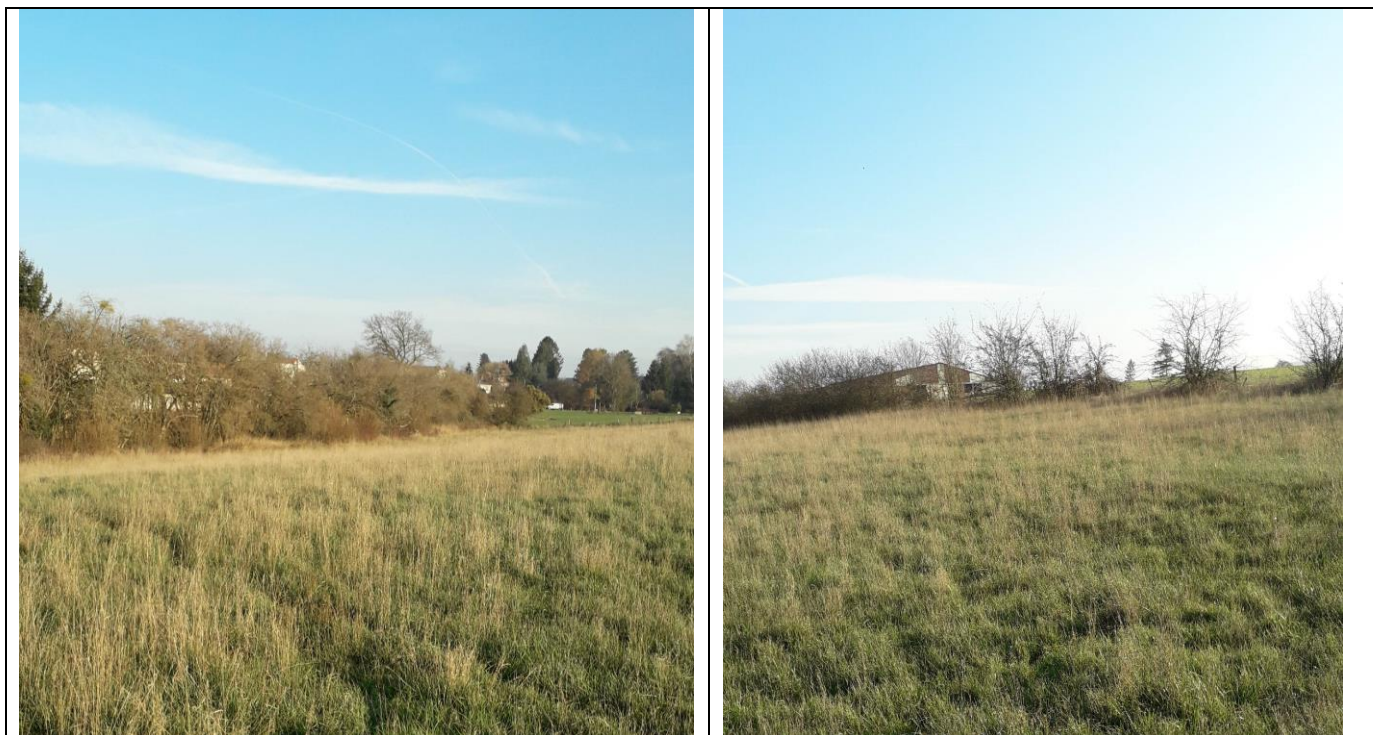
Occupation des sols du site du projet



Auteur:GM
Source:BD Ortho
Date: Décembre 2020

Au niveau foncier, la parcelle concernée par le projet appartient avec la SAFER et est loué à un particulier. Le comité technique de Meurthe-et-Moselle réuni le 17 novembre 2020 a donné son accord pour vendre la parcelle à la commune d'Ugny. L'accord des Commissaires du Gouvernement a été obtenu.

D'un point de vue paysager, le site s'inscrit dans un cadre agricole en périphérie immédiate du village. Entouré de haie, le site n'est pas visible depuis le bourg et la Rue Sainte Agathe.



Site du projet : photos AGAPE décembre 2020

D. Les éléments naturels

1. Les sites d'intérêt écologique

1.1. Les zones d'intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF°)

Une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) est une zone d'Inventaire du Patrimoine Naturel, particulièrement intéressante sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I sont définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.

Une ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes.

- les ZNIEFF de type II sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II incluent une ou plusieurs zones de type I, formant des zones-tampons.

Une ZNIEFF de type de II est un grand territoire correspondant à une combinaison d'unités écologiques présentant des caractéristiques homogènes.

Il n'y a aucune ZNIEFF de type 1 sur Ugny, Seule une partie du ban communal correspondant à la vallée de la Chiers et de la Crusnes ainsi qu'à une partie du vallon du Royat est intégrée dans le périmètre d'une ZNIEFF de type 2.

Le site du projet est intégré dans le périmètre de la ZNIEFF de type 2, il est couvert de prairie et ne présente pas un intérêt naturel particulier. Une attention devra cependant être portée à la présence des haies sur le site, qui présente à la fois un intérêt paysager, écologique et environnemental.

La ZNIEFF de type 1 la plus proche de la commune se trouve au Sud du ban communal, il s'agit du « Vallon du Nanhoul », situé à 1,5 kilomètre de la limite communale. Sur le tracé de la Chiers, la ZNIEFF de type 1 la plus proche correspond à « *la Crusnes en aval de Boismont* » (6 kms au Sud-Ouest d'Ugny).

1.2. Les sites NATURA 2000

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur le ban communal ou sur les communes limitrophes.

Le site Natura 2000 le plus proche de la commune se situe à Charency-Vezin « *Pelouses et milieux cavernicoles de la vallée de la Chiers et de l'Othain, buxaie de Montmédy* ». Il s'agit d'une Zone Spéciale de Conservation de 314 hectares.

1.3. Les zones humides

Il existe plusieurs zones humides et plans d'eau sur le ban communal d'Ugny situées dans la vallée de la Chiers mais **aucun n'est situé sur le site du projet**.

1.4. La trame verte et bleue

La Trame Verte et Bleue communale s'appuie, de manière générale, sur les différentes cartographies existantes (Conseil Régional de Lorraine, Conseil Général 54, SCoT Nord 54). Elle prend en compte également le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Lorraine.

Ces cartographies s'appuient sur :

- les réservoirs de biodiversité qui sont des espaces reconnus pour leur richesse environnementale et écologique, comme par exemple les sites Natura 2000, les Espaces Naturels Sensibles ou les ZNIEFF) ;
- les continuums écologiques sont les milieux favorables à une ou plusieurs espèces animales, parfois interrompues physiquement on parle alors d'obstacles plus ou moins franchissables) ;
- les corridors écologiques, correspondant à des liaisons fonctionnelles permettant des échanges entre les réservoirs de biodiversité.

La Trame Verte et Bleue se décline en plusieurs sous-trames, chacune de ses sous-trames correspond à un grand type de milieu naturel (forêt, cours d'eaux, agricole...).

Sur la commune d'Ugny, on distingue cinq sous-trames constitutives de la Trame Verte et Bleue locale :

- la sous-trame forestière (forêts, boisements) ;
- la sous-trame agricole (prairies permanentes et temporaires) ;
- la sous-trame aquatique (cours d'eaux permanents et intermittents) ;
- la sous-trame des milieux humides (zones humides, mares...) ;
- la sous-trame thermophile (terrains calcaires, pentus et disposant de conditions d'ensoleillement intéressantes).

Ces trames sont les supports d'une faune et d'une flore particulière dont la commune souhaite protéger les caractéristiques.

Pour cela, une déclinaison locale des cartographies existantes de la Trame Verte et Bleue est nécessaire afin d'identifier plus finement les différentes sous trames ainsi que de mieux cerner, à travers la mémoire et la connaissance locale le fonctionnement des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Le PLU affine donc les Trames Vertes et Bleues supra-communal en s'appuyant à la fois sur leurs cartographies et sur un travail de terrain (relevé des haies, historique des disparitions, mouvement des espèces animales, études existantes, écoulement des eaux...) durant lequel la commune a associé des riverains et l'association de chasse.

A Ugny, un réservoir de biodiversité a été identifié, il s'agit de la vallée de la Chiers ainsi que la partie aval du vallon du Royat, qui constitue un réservoir de biodiversité continu caractérisé par la présence de forêts de versants (trame forestière), de prairies humides (trame espaces agricoles ouverts et milieux humides), de cours d'eaux et de sources (Chiers, Royat, fontaines) et de milieux thermophiles (partie centrale du Royat aux lieux dits « Aisances » et « Bataille »).

Ce réservoir s'inscrit dans une continuité écologique à l'échelle du Pays Haut (vallée de la Chiers).

L'identification des corridors et des continuités s'appuient sur plusieurs éléments :

- sur les continuités établies par les cartographies des Trames Vertes et Bleues supra-communales (définies à partir de déplacements théoriques d'espèces cibles) ;
- sur les éléments naturels locaux et ponctuels, tels que les bandes enherbées près des cours d'eaux intermittents, les haies, les boisements et arbres isolés, les lisières forestières, les mares et étangs, les jardins et vergers... Ces éléments constituent des supports locaux de la Trame Verte et Bleue ;
- sur le recueil d'informations locales (chasseurs, promeneurs, agriculteurs) permettant de connaître d'une part plus précisément les déplacements observés (couloirs de gibiers par exemple) et d'autre part les évolutions constatées et ressenties (modification des déplacements, des zones de chasse, disparition d'espèces et de haies, accidentologie)...

Plusieurs continuités ont été identifiées :

- Les boisements et forêts de plateau correspondent à des continuités de la trame forestière et constituent des supports importants pour le déplacement d'espèces animales (renards, blaireaux, chevreuils, sangliers...). A ce titre, la RD18 apparaît comme un obstacle important pour les déplacements des espèces animales terrestres (📍 n°2 sur la carte, passage de gibier sur la route source d'accidents).
- Les prairies permanentes et temporaires constituent des continuités de la trame des milieux prairiaux. On y trouve de nombreuses espèces animales particulières (lièvres, insectes, oiseaux...). On trouve ces prairies permanentes à proximité des zones urbaines et des versants de la vallée de la Chiers. Cette proximité avec un réservoir de biodiversité renforce l'importance écologique de ces prairies.

Ces espaces identifiés permettent aux espèces de se déplacer vers d'autres réservoirs de biodiversité situés en dehors de la commune (Vallée de la Crusnes et du Nanheul par exemple).

Les haies et les arbres isolés présentes sur le ban communal participent au renforcement et à la richesse de la biodiversité et contribuent à l'interpénétration de ces deux trames sur le territoire.

Les couverts forestiers et les prairies permanentes jouent également un rôle important en termes de régulation, de rétention et d'infiltration des écoulements d'eaux en limitant et en ralentissant la concentration des eaux de ruissellement.

L'étude réalisée par le SIAC préconise la plantation de haies sur certains secteurs de la commune (🕒 n°3 sur la carte page 21) liés à des dysfonctionnements (⚠ n°3 et n°4) en matière d'écoulements générant des risques d'inondation à l'aval dans les zones urbaines du village. Les problèmes rencontrés sont liés en partie aux pratiques agricoles locales (disparition de haies et de chemins, comblement de cavités, convergence de canaux de drainage, disparition de sources...). La Communauté d'Agglomération de Longwy a commencé des travaux de plantations en 2020 afin de réduire les risques d'inondation. A noter que les actions sur ce secteur sortent du cadre communal et englobent l'ensemble du bassin versant du ruisseau du Royat (communes de Cutry et de Cons-la-Grandville).

Au niveau de la rue de la source (⚠ n°7), des dysfonctionnements liés aux écoulements des eaux sont identifiés. Ils sont précisés dans le chapitre relatif au risque d'inondation. La commune envisage de mener des actions (fossés de drainage, haies) pour favoriser à la fois une meilleure retenue ainsi qu'une meilleure évacuation des eaux, tout en prenant soin d'éviter d'impacter les constructions existantes et d'augmenter le débit d'écoulement à l'exutoire.

La commune envisage des actions de renforcement de la trame verte à proximité du terrain de football (🕒 n°1 sur la carte) par la plantation d'arbres et d'arbustes. Par ailleurs, elle a organisé avec l'association des Croqueurs de Pomme des formations pour les habitants (plantation, taille et greffe d'arbres fruitiers) et a participé par une aide financière à l'achat d'arbres fruitiers pour retrouver la ceinture verte d'arbres fruitiers autour du village. Ces actions permettront également d'améliorer la qualité paysagère du secteur.

- La transition entre les versants boisés du vallon du Royat et du village correspond à une zone thermophile au sein de laquelle la présence d'espèces animales particulières est avérée, notamment des reptiles (couleuvres², lézards) ou différentes espèces de lépidoptères (papillons) et d'autres insectes. La commune souhaite veiller à la protection de cet espace (🕒 n°2) qui fait office de prolongement des versants boisés du Royat au sein de l'espace urbains. Les vergers, jardins, murets ainsi que le lit du Royat participent au maintien de cette biodiversité.
- Les milieux humides et aquatiques présents sur Ugnny correspondent à ceux identifiés par le SAGE (voir chapitre sur les zones humides). La commune souhaite poursuivre les actions de protection et d'amélioration de la lande humide située au Nord du terrain de football (🕒 n°4) et d'établir éventuellement des connexions avec les

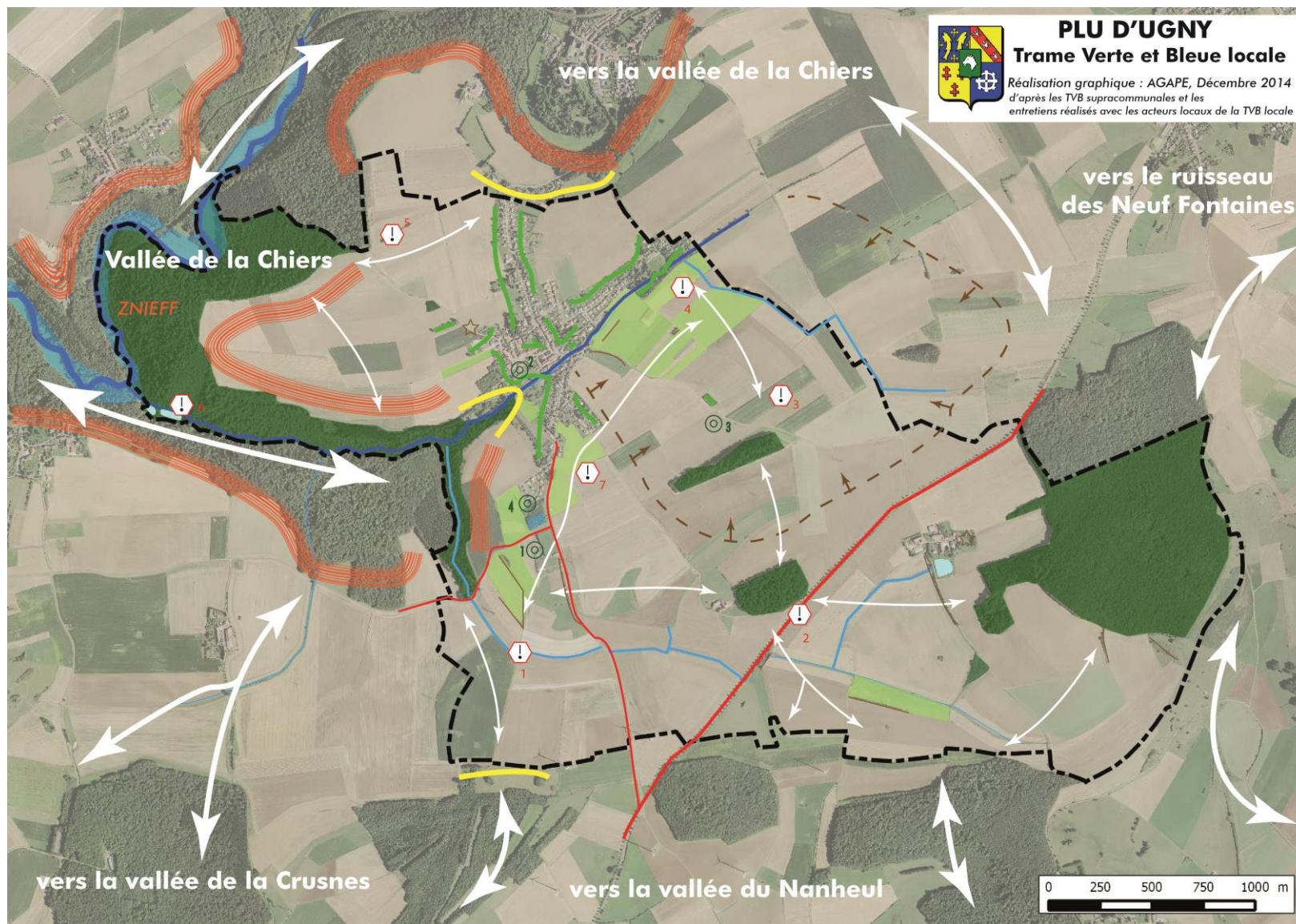
² Couleuvre lisse ou Coronelle lisse (*Coronella austriaca*), inoffensive pour l'Homme

trames forestières et des prairies proches. Plusieurs dysfonctionnements ont été constatés ces dernières années :

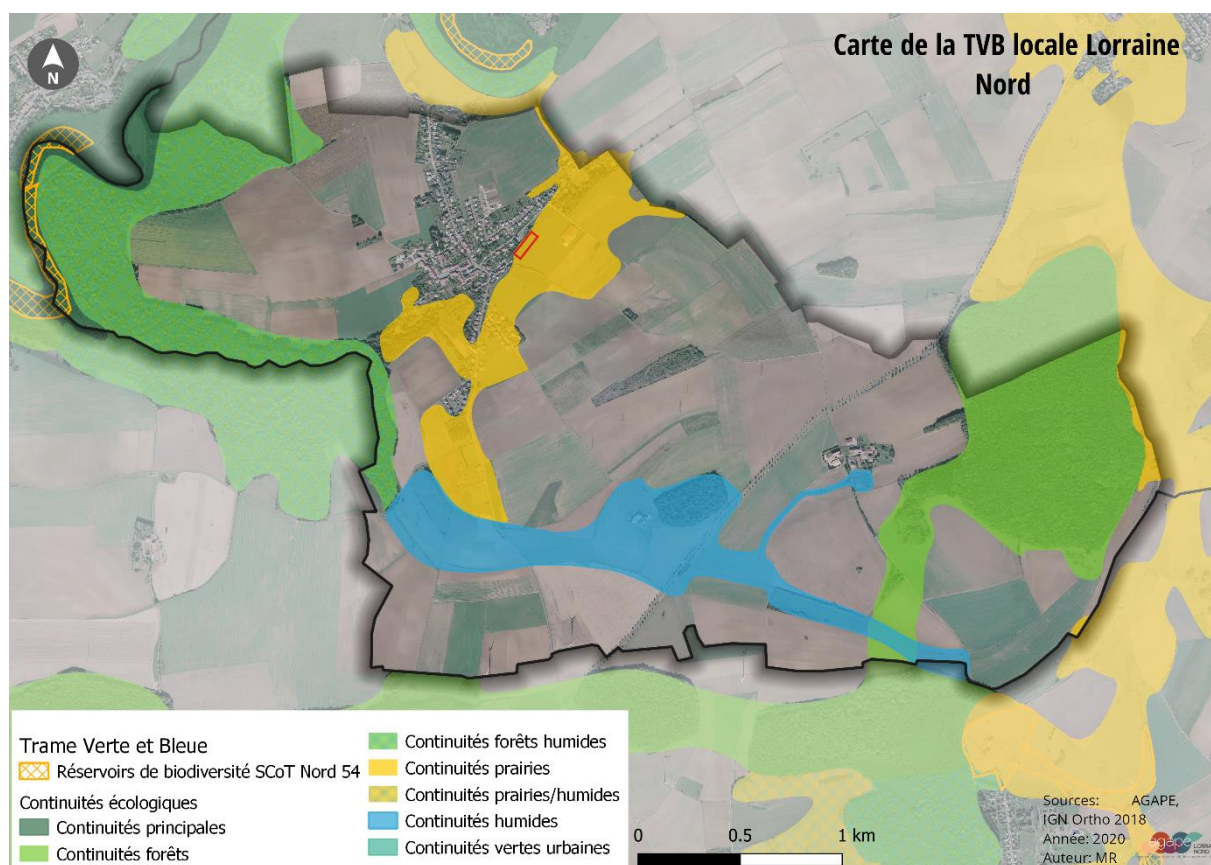
- la disparition d'un espace dans lequel était présent des batraciens (⚠ n°5)
- la superposition d'un chemin rural avec un canal de drainage (⚠ n°1). A noter que ce canal est occasionnellement fréquenté par des sangliers.

Par ailleurs les étangs de Juminel (identifiés par le SAGE) constituent des obstacles à la circulation piscicole (⚠ n°6).





Le site du projet fait partie des milieux prairiaux actuellement identifiée dans la TVB locale Lorraine Nord (outil développé par l'AGAPE) et jouxte le cours d'eau intermittent du Royat qu'il surplombe.



A retenir

Le site du projet surplombe le cours intermittent du Royat. Les eaux pluviales s'écoulent selon un sens Est –Ouest.

Le terrain fait partie des milieux prairiaux de la TVB et est délimitée par 3 haies qu'il conviendra de préserver.

Le projet de plantation d'arbres et de haies et d'un verger partagé entre le ruisseau et la zone de loisirs contribuera à renforcer la trame verte et bleue.

E. Les contraintes et les risques

1. La qualité de l'air

Selon le diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial de janvier 2020 de la Communauté d'Agglomération de Longwy (CAL), la qualité de l'air sur le territoire intercommunal s'est améliorée depuis plusieurs années. En effet depuis 2012, la pollution atmosphérique diminue

globalement, due notamment à l'évolution du tissu industriel qui s'amenuise progressivement et aux améliorations technologiques.

Une vigilance reste toutefois nécessaire. Les valeurs de concentration de polluants sont encore dépassées, certaines zones étant exposées à une pollution atmosphérique importante.

Cette vigilance est répertoriée au sein du Schéma Régional Climat Air et Energie (SRCAE) qui identifie au sein de la CAL 15 communes dites sensibles à la qualité de l'air situées au nord-est du territoire (depuis Gorcy à Tiercelet)

Les principaux secteurs à enjeux concernent les transports routiers et le résidentiel. L'industrie et le secteur agricole sont les deux autres secteurs émetteurs du territoire.

La commune d'Ugny n'est pas répertoriée parmi les 15 communes dites sensibles à la qualité de l'air. La qualité de l'air peut être considérée comme bonne. Elle est à l'écart des grands axes de circulation et n'a pas d'industrie polluantes sur son ban communal

2. Le bruit

2.1. Les voies bruyantes

La route est clairement identifiée par les habitants comme source majeure de bruit dans l'environnement urbain avec l'activité industrielle et le voisinage.

La réglementation en vigueur dispose que les cartes de bruit stratégiques doivent être réalisées pour les routes dont le trafic est supérieur ou égal à 3 millions de véhicules par an, à savoir supérieur ou égal à 8 200 véhicules par jour, et pour les grandes infrastructures ferroviaires de plus de 30 000 passages de train par an.

Pour le département de Meurthe-et-Moselle, les cartes de bruit des routes départementales ont été approuvées par le préfet par arrêté DDT- BRUIT 2018-026 en date du 31 octobre 2018 : arrêté préfectoral portant publication de la carte de bruit de la troisième échéance des routes départementales. Cet arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral du 08 septembre 2014 portant publication de la carte de bruit de la deuxième échéance des routes départementales.

Pour le réseau communal, les cartes de bruit du réseau communal ont été approuvées par le préfet par arrêté DDT- BRUIT 2018-025 en date du 31 octobre 2018.

Ces cartes de bruit sont mises à disposition du public au siège de l'autorité compétente et sur le site internet des services de l'Etat et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à l'adresse suivante : <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr>. – rubrique : Politiques publiques/Environnement/Bruit des transports terrestres routiers et ferroviaires

Au regard de ces documents, aucune route traversant la commune n'est concernée par ce classement.

2.2. Les autres sources de bruit

Aucune autre source de bruit n'a été identifiée sur la commune.

Le site du projet n'est touché par aucune source de bruit.

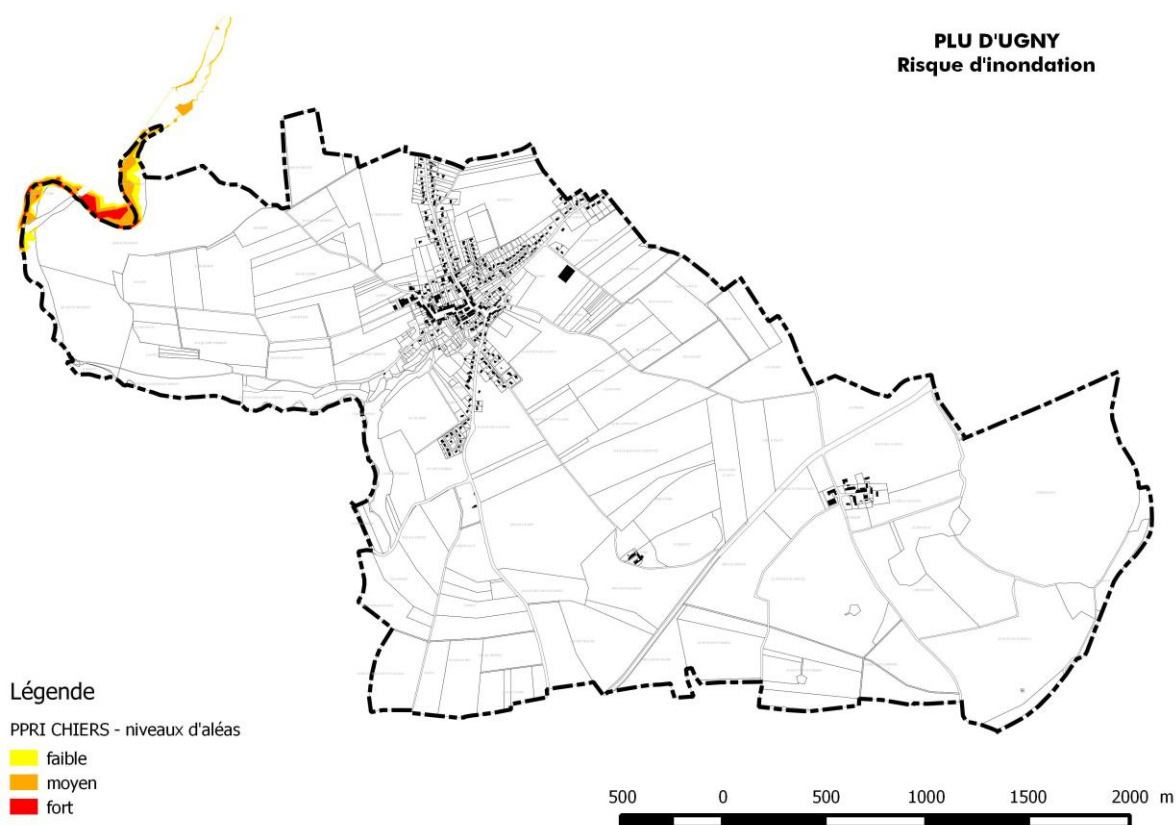
3. Les risques

3.1. Les risques naturels

3.1.1. *Les risques d'inondation*

La commune d'Ugny est concernée par le risque d'inondation de la Chiers, l'atlas des zones inondées montre que l'extrémité de la partie Nord-Ouest de la commune se caractérise par la présence de 3 zones d'aléas (fort, moyen et faible).

Ces zones correspondent aux lits mineurs et majeurs de la rivière au sein desquels aucune construction n'est présente. Ces terrains sont occupés par des espaces naturels.



Il n'existe aucune cartographie des événements relatifs aux débordements du Royat.

Depuis 2013, la commune s'est engagée dans l'élaboration d'un « programme d'orientations d'aménagements de lutte contre les inondations au centre d'Ugny ». Ce programme s'appuie sur une étude menée par le SIAC³ en 2013 sur le Royat et son bassin versant.

L'étude s'appuie sur les épisodes de crues importantes survenus en 1994-1995, 1998 et 2009 mais également sur une étude réalisée en 2007.

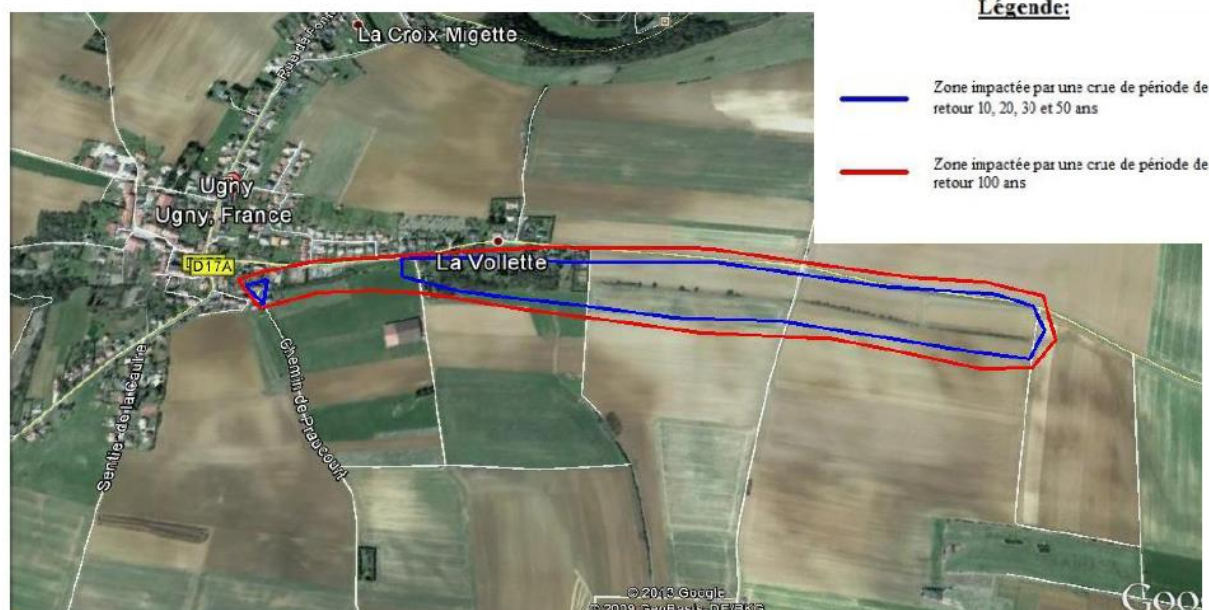
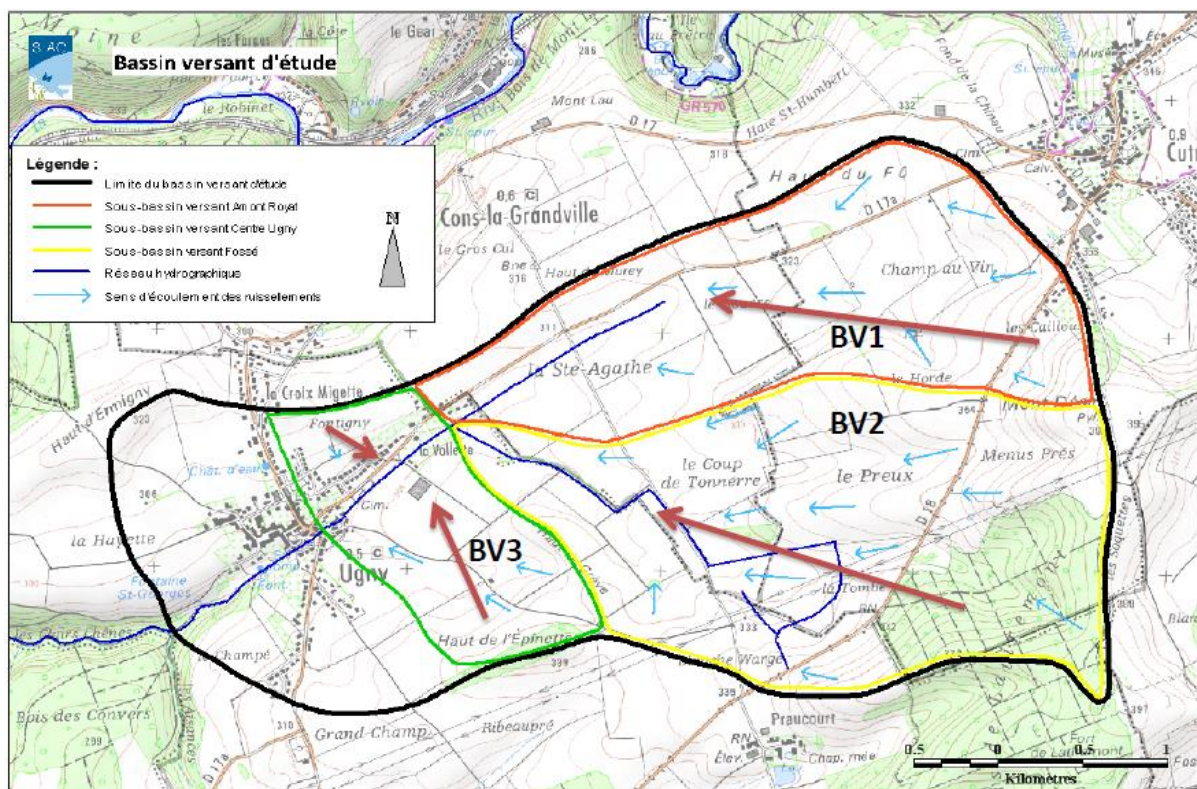
³ Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers



1 et 2) Source : étude SIAC 2013, photos prises au lieu-dit « Chemin de la Volette » (crue de 2008)



3) Source : étude SIAC 2013, cette photographie montre l'apport des écoulements provenant des terrains agricoles situés au Sud du Royat (boisement du Haut de l'Epinette à l'arrière-plan). Le terrain au premier plan correspond à la partie arrière de la parcelle constructible située le long de la rue de la Croix de Sainte-Agathe.



La cartographie présentée ci-dessus est une esquisse des zones potentiellement impactées par les crues du Royat. Il ne s'agit en aucun cas d'une cartographie précise car elle ne tient pas compte de la topographie particulière du site notamment sur le secteur du projet d'implantation de la zone de loisirs.

Le diagnostic du programme d'orientations d'aménagements de lutte contre les inondations du Royat précise, à partir d'une enquête auprès des riverains qu'aucune maison n'a été touchée par les crues du Royat, les riverains ont déclaré que les dégâts causés par les crues n'ont affectés que leurs jardins, ou pour certains leurs caves.

Comme le montre les différentes photos de la page 27, **les zones d'expansion des crues n'impactent pas le site du projet.**

Les constructions situées le long de la rue de la Croix Sainte Agathe sont situées à une distance de 40 à 70 mètres du lit mineur du Royat et n'ont jamais été impactées de mémoire d'homme. Par ailleurs, elles se trouvent à une altitude de 2 à 4 mètres au-dessus du lit mineur du ruisseau.

Les constructions situées le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe ne sont pas inondées lors de forts épisodes de crues, seule la partie arrière des jardins est impactée.

Le diagnostic définit des enjeux (en matière de risque) différents selon les tronçons du cours d'eau :

- La partie amont, caractérisée par un lit discontinu, une confluence avec le fossé de drainage. Sur ce tronçon, les enjeux sont jugés forts ;
- La partie au centre d'Ugny, marqué par la canalisation du ruisseau avec la présence de zones d'érosion, de déchets et d'une espèce invasive (renouée du Japon). Les enjeux sur cette partie sont jugés moyens ;
- La partie aval concerne une zone naturelle marquée par la présence de forêts, d'affluents, d'étangs et de la confluence avec la Chiers. Les enjeux sur ce secteur sont faibles voire inexistantes.

L'étude s'appuie également sur une phase de concertation avec les riverains et les propriétaires concernés qui a permis de dresser un bilan des événements liés au Royat :

- Aucune maison n'a été touchée ;
- Une dizaine de personnes ont été impactées ;
- De nombreux dégâts ont été occasionnés (revêtement de la voirie, caves inondées, jardins et routes inondées, noyade de bétail, porte de garage...) ;
- Crainte de nouveaux événements, attentes d'une amélioration de la situation.

Plusieurs éléments pouvant expliquer les dysfonctionnements sur le bassin versant ont été identifiés :

- Le remembrement agricole et les travaux connexes
- La discontinuité du lit du ruisseau ;
- La capacité très limitée en termes de débit de certaines sections du ruisseau (spécialement en amont) ;
- L'arrivée simultanée dans le ruisseau des eaux de ruissellements des plaines agricoles, des fossés de drainage, des ruissellements des surfaces imperméabilisées du village d'Ugny et de la surverse du déversoir d'orage lors du débordement du réseau d'assainissement.

En termes d'actions envisagées, plusieurs scénarios ont été proposés à la commune. Ceux-ci présentent les différents aménagements potentiellement nécessaires pour remédier aux dysfonctionnements évoqués ci-dessus :

- Plantation de haies ;
- Création de fascine ;
- Bandes enherbées ;
- Création/renforcement de zones humides ou mares ;
- Création de noues ;
- Reméandrage d'un ruisseau.

Ce type d'aménagements présentent plusieurs avantages :

- Ralentissement du ruissellement ;
- Réduction de la vitesse d'écoulement dans les cours d'eau ;
- Protection locale ;
- Réponse réglementaire pour la protection des cours d'eau ;
- Atout paysager et écologique (corridors écologiques, Trame Verte et Bleue...)

Les études ont été affinées. La Communauté d'Agglomération de Longwy qui a pris à la compétence GEMAPI, a décidé de commencer des travaux de plantation afin de réduire les risques. Ces travaux ont démarré en décembre 2020 : 1,4 km de haies seront plantés dans cette opération, ce qui améliorera la trame verte et bleues et contribuera à limiter le ruissellement et la réduction de l'écoulement des eaux dans le cours d'eau.

Le site du projet du projet surplombe le cours du Royat et est séparé par une ripisylve. Il n'est pas concerné par des inondations



Cours du Royat en période de crue, le site du projet se trouve en second plan et surplombe le lit du cours d'eau (photo : source Commune d'Ugny)

3.1.2. L'aléa retrait- gonflement des argiles

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), à la demande du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables a réalisé une cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles pour les départements français les plus exposés au regard du contexte géologique et du nombre de catastrophe naturelle. Ces cartes ont pour but de délimiter les zones à priori sujettes au phénomène et de les hiérarchiser selon quatre degrés d'aléa : à priori nul, faible, moyen et fort.

Le but de cette cartographie est de diminuer le nombre de sinistres causés à l'avenir par ce phénomène.

Comme le montre la carte de la page suivante, la commune d'Ugny est quasiment entièrement concernée par cet aléa, à l'exception du lieu-dit « Haut d'Hermigny ». Hormis la vallée de la Chiers qui est en aléa moyen, le reste du territoire est en aléa fort.

Le site du projet se trouve dans une zone concernée par un aléa fort.

La carte de cet aléa est **disponible sur le site Géorisques** (<http://www.georisques.gouv.fr/>

3 arrêtés ont été publiés le 22 juillet 2020 définissant notamment le contenu des études géotechniques à réaliser dans les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols ainsi que sur les techniques particulières de construction.

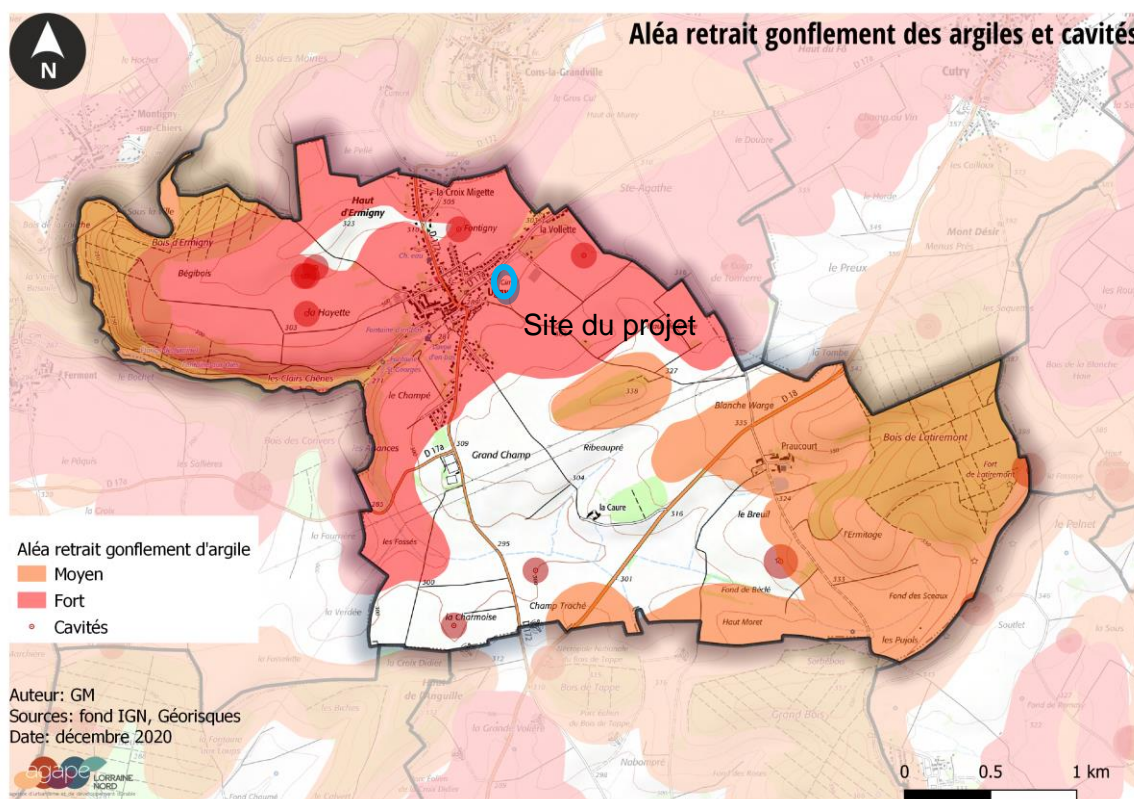
3.1.3. Les cavités

D'après les informations situées sur le site Géorisques⁴, 10 cavités ont été identifiées sur le ban communal. Elles sont situées exclusivement en zone agricole et naturelle

Identifiant	Nom de la cavité	Type de cavité	Repérage géographique
LORAW0001011	Ouvrage militaire anonyme	ouvrage militaire	orifice supposé
LORAW0003086	Perte de la Charmoise	naturelle	orifice supposé
LORAW0003087	Anonyme (doline-perte)	naturelle	orifice supposé
LORAW0003238	Casemate Ouest du bois de Tappe	ouvrage militaire	orifice supposé
LORAW0039969	Mardelle. Ikare 54537003	naturelle	orifice visible
LORAW0039970	Mardelle. Ikare 54537004	naturelle	orifice visible
LORAW0039971	Doline. Ikare 54537005	naturelle	orifice visible
LORAW0039972	Doline. Ikare 54537006	naturelle	orifice visible
LORAW0039973	Doline. Ikare 54537007	naturelle	orifice visible
LORAW0041040	Effondrement n°65400407	indéterminé	orifice visible

Le site du projet n'est concerné par aucune cavité

⁴ <https://www.georisques.gouv.fr/risques/cavites-souterraines/donnees#/dpt/54/com/54537/page/1>



3.1.4. L'aléa chute de blocs

Dans le cadre de la gestion des risques naturels du département de Meurthe-et-Moselle, la Direction Départementale des Territoires a missionné le BRGM afin d'identifier les zones à aléa « chute de blocs » à l'échelle du 1/50 000 par bassins de risque sur ce département.

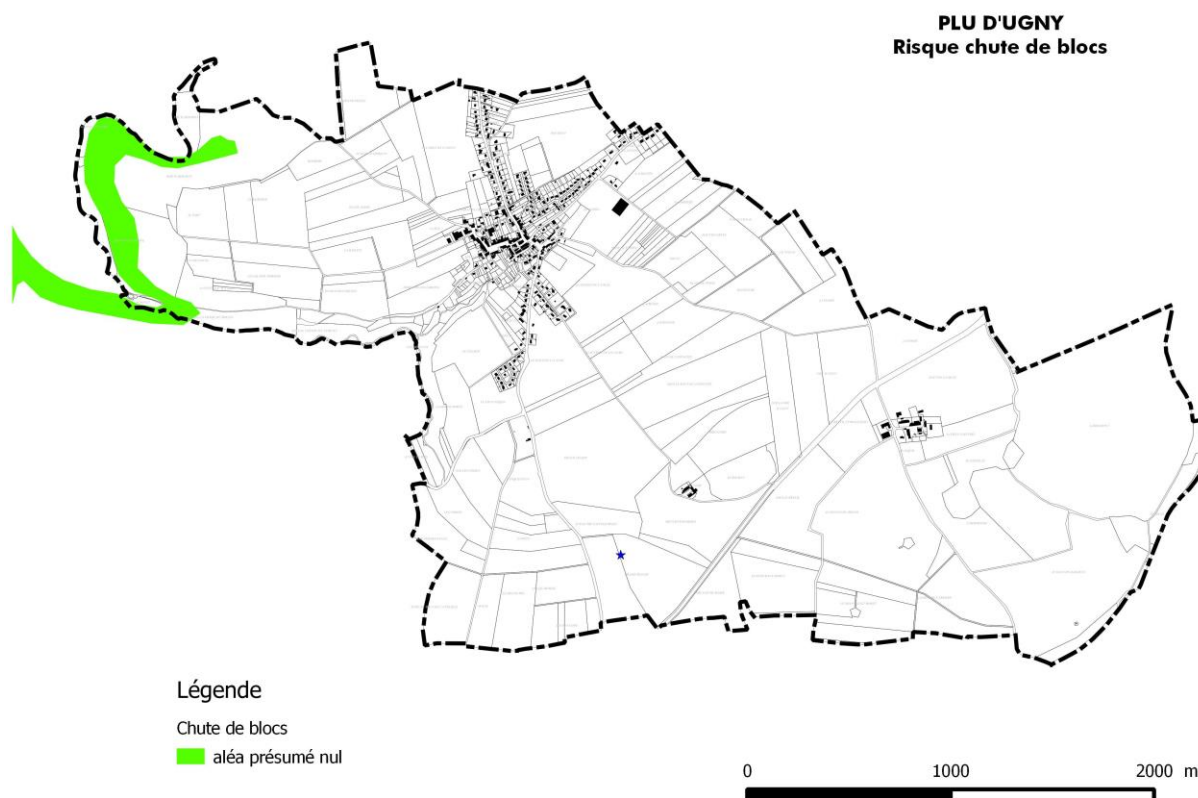
Cette étude, qui date de septembre 2008, ne porte que sur les chutes de masses rocheuses. Elle doit servir de « Porter à connaissance » relatif à ce phénomène et permettre par la suite de hiérarchiser les secteurs en aléa fort relativement aux études ponctuelles dont ils doivent faire l'objet.

Quatre niveaux d'aléas ont été définis (fort, moyen, faible et très faible ou présumé nul) sachant que d'une part, l'aléa de référence est d'intensité forte et que d'autre part l'intensité des phénomènes peut être évaluée en fonction de l'importance et de l'ordre de grandeur du coût des mesures qu'il pourrait être nécessaire de mettre en œuvre pour s'en prémunir.

Les chutes de blocs se produisent le plus souvent dans les formations jurassiques du Bajocien et dans les formations triasiques des grès et conglomérats du Buntsandstein moyen, en tête de versant, mais aussi dans les pentes fortes (supérieure ou égale à 40 °). En grande majorité les blocs mobilisés ont un volume inférieur à 0,25 m³.

D'après le BRGM, la commune d'Ugny est concernée par cet aléa. Cet aléa est localisé à l'ouest de la commune dans la vallée de la Chiers : les aléas sont jugés « présumé nul »

Le site du projet n'est pas concerné par cet aléa.



3.1.5. Le risque sismique

D'après la carte de délimitation des zones de sismicité du territoire français du 22 octobre 2010 (décrets n°2010-1254 et 2010-1255), en vigueur depuis le 1er mai 2011, la commune d'Ugny est concernée par un aléa très faible (zone 1), pour laquelle aucune contrainte en matière de construction ou d'urbanisme n'est imposée par la nouvelle réglementation.

3.2. Les risques liés aux installations classées

Une seule installation classée est identifiée sur le ban communal et est localisée à plus de cent mètres au nord-est du site du projet. Il s'agit d'un bâtiment agricole qui appartient à l'exploitant Monsieur DEGLIN Jean-Marie. Ce bâtiment comprenait encore il y a 3 ans un cheptel de 70 vaches allaitantes. Aujourd'hui, il abrite des bovins et du fourrage. Le bétail occupe une partie du bâtiment en hiver côté du chemin de la Volette et le fourrage est situé à l'opposé.

La présence du bâtiment agricole n'a aucune incidence sur le projet.

3.3. Les sites pollués

Aucun site pollué n'est présent sur le ban communal.

Localisation du bâtiment agricole



3.4. Les risques technologiques et miniers

Il n'existe pas de risque technologique ou minier sur le ban communal

A RETENIR

Ugny s'est développé sur une géologie caractéristique d'une structure de revers de cuesta. Le relief présente des formes karstiques

Les risques présents sur la commune d'Ugny sont liés à cette géologie ainsi qu'au relief qui a été façonné par l'érosion notamment par la présence d'un réseau hydrographique important.

**Le site du projet est concerné par l'aléa retrait gonflement des argiles et est en limite d'un bâtiment agricole. Ce dernier n'a aucune incidence sur le projet.
Le site est situé en surplomb du cours d'eau du Royat, il n'est donc pas affecté par un risque d'inondation**

F. Les équipements de sport et de loisirs

En termes d'équipements, la commune dispose de quelques équipements sportifs et de loisirs :

- le city-stade situé dans le prolongement de l'école primaire ;
- le terrain de tennis, situé en continuité du city-stade ;
- le stade communal « Jean-Claude Valetti » situé au Sud du village ;
- la salle du Jet d'Eau, situé au cœur du village, à proximité de l'Eglise St Georges ;
- la mairie dispose également de salles permettant d'accueillir des activités de loisirs (entre autre la gymnastique dans la salle d'accueil périscolaire) ;
- la bibliothèque communale située dans la mairie ;
- un terrain de pétanque situé à l'arrière de la mairie ;
- d'un chemin de randonnée pédestre.

La municipalité envisage de garder le city-stade derrière l'école primaire à destination des enfants scolarisés et de créer une zone de loisirs au sud du village à destination de l'ensemble de la population.

G. Transport et déplacement

1. Les voies de communications

1.1. La voirie

Le territoire d'Ugny est traversé par la RD18, axe important du Nord du Pays-Haut qui relie notamment Longuyon au Sud de l'agglomération de Longwy. Cet axe ne traverse pas le village et permet la desserte de la ferme de la Caure et du hameau de Praucourt

Deux autres axes desservent la commune il s'agit de :

- La RD172 qui relie la RD18 à Gorcy et à la Belgique via Ugny, Cons-la-Grandville et Cosnes-et-Romain ;
- La RD17A qui relie Longuyon à Cutry via Ugny.

Le réseau communal complète la voirie existante sur la commune.

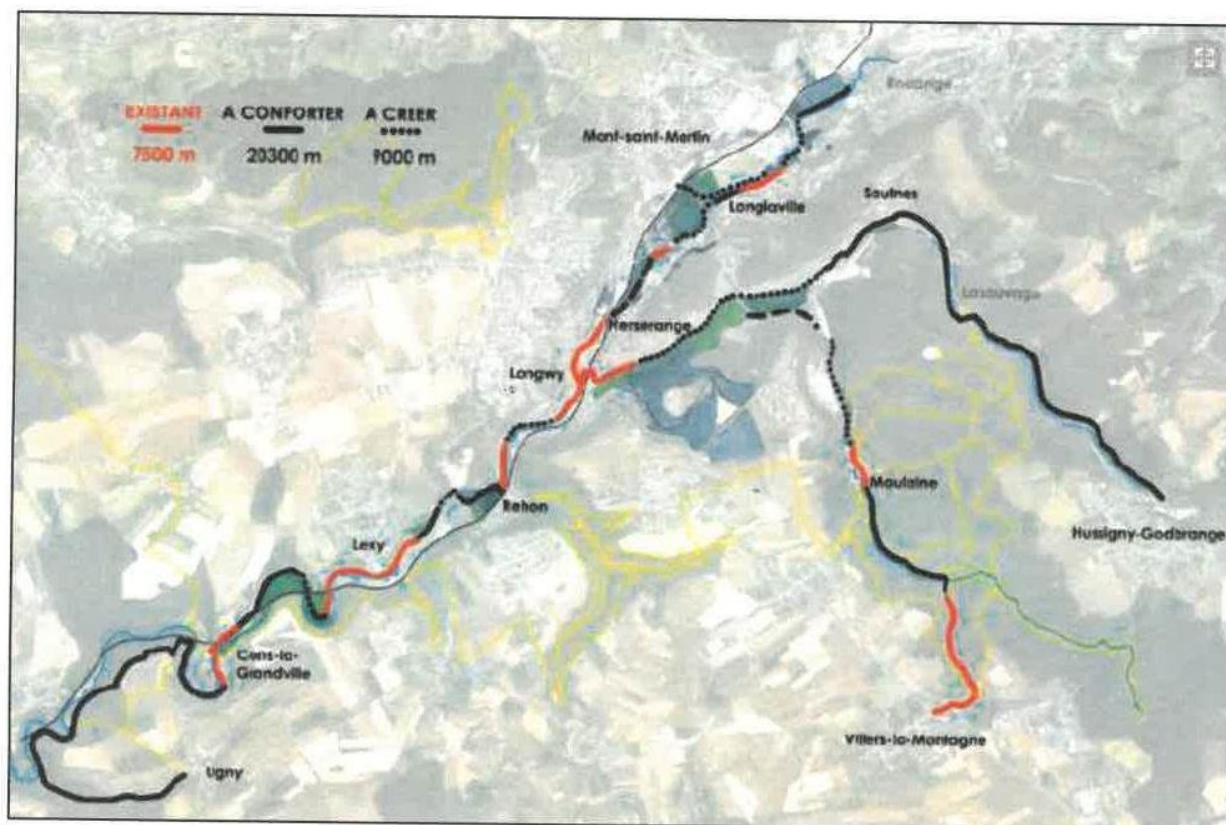
A l'échelon local, la RD18 qui passe à 1km au Nord de la commune, dessert l'agglomération de Longwy.

Le site du projet est situé au sein d'un réseau routier favorable à une telle implantation

1.2. Les chemins et sentiers pédestres

La commune d'Ugny est reliée aux sentiers cyclopédestres partant de Cons-la-Grandville à Longwy par le tronçon Cons-la-Grandville/Ugny réalisé en 2020. Il permettra après la réalisation du tronçon Réhon/Longwy de rejoindre en mobilité douce à partir d'Ugny la Belgique, le Luxembourg mais aussi Hussigny-Godbrange. Ce tronçon Cons-la-Grandville/Ugny rejoint le sentier cyclopédestre créé par la commune en 2018. D'autre part la boucle classée au PDIPR (plan départemental des itinéraires de promenade) réalisée par la commune, partant d'Ugny, traversant la forêt le long de la Chiers, longue de 6 kms pour revenir à Ugny est reliée à Juminel au sentier de Terres Lorraine du Longuyonnais qui remonte sur Vers pour aller rejoindre Longuyon.

La commune dispose également de nombreux chemins ruraux qui sont fréquentés par les habitants (promenade, VTT, course à pied...). Ils participent au cadre de vie des habitants de la commune et à sa valorisation.



Source : Communauté d'Agglomération de Longwy

Le site du projet est accessible à pied depuis le chemin de Praucourt et depuis le village par des trottoirs

1.3. Le réseau ferroviaire

Il n'y a aucune desserte ferroviaire sur la commune.

La voie ferrée de Longuyon à Longwy traverse la partie nord du ban communal. Il n'y a pas de desserte ferroviaire directe sur la commune. Les gares de Longuyon et de Longwy sont les plus proches (à environ 10 minutes en voiture)

2. Les transports

2.1. Les transports en commun

La commune d'Ugny fait partie du Syndical Mixte Intercommunal des Transports de l'Agglomération de Longwy (SMITRAL) depuis 2017. Celui-ci a confié dans le cadre d'une délégation de service public, la réalisation de ces transports au Transport du Grand Longwy (TGL).

A ce jour aucune ligne TGL régulière ne dessert la commune. Toutefois elle est desservie par le service Liberty Séniors et le transport adapté pour les handicapés.

Des transports scolaires desservent la commune, il s'agit de lignes quotidiennes (matin et soir) vers le collège Emile Gallé de Lexy et le Lycée Alfred Mézières de Longwy.

Le bus SNCF reliant Longuyon à Ugny passe par Ugny chaque samedi matin pour emmener les habitants au marché de Longwy-bas faire leurs courses ou prendre le train à Longwy ou Longuyon.

2.2. Le transport ferroviaire

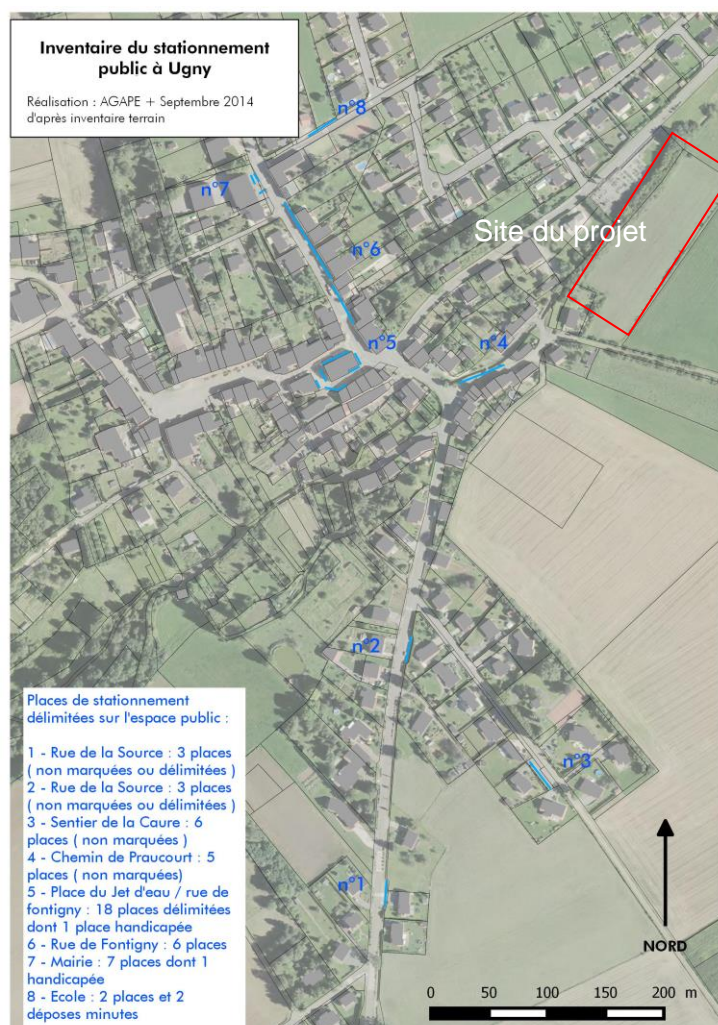
Pour prendre le train, les habitants se rendent soit à la gare de Longuyon ou à celle de Longwy. Les gares TGV les plus proches de la commune sont celles de Metz et de Meuse TGV (respectivement à 1h et 1h10 de route).

3. Le stationnement

La carte des zones de stationnement montre qu'environ 50 places de stationnement public existent au sein du village d'Ugny. Ce total englobe uniquement les placettes plus ou moins bien délimitées sur l'espace public.

Les espaces de stationnement « spontané » sur les anciens usoirs (espace public également) ne sont pas comptabilisés dans ce total car ce type stationnement reste assez aléatoire et difficilement chiffrable, faute de délimitation précise sur le terrain. Toutefois ces usoirs permettent un stationnement important dans chaque rue.

L'aménagement et la délimitation sur les espaces publics de placettes de stationnement a été entrepris progressivement par la commune au gré de travaux d'aménagement ou de réfection des trottoirs et des espaces publics (rue de fontigny, mairie, école...).



Il existe des places de stationnement à proximité du site du projet, chemin de Praucourt et Place du Jet d'eau/rue de Fontigny. Le site est facilement accessible à pied depuis le village.

A retenir :

Le site du projet est facilement accessible depuis la RD 17A et la RD172 et des voies piétonnes. Des places de stationnement existent à proximité du site

III. CONTRAINTES TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES

A. Les contraintes techniques et réglementaires :

1. Les dispositions législatives et réglementaires

Les articles L 101-1 et L 101-2 du code de l'urbanisme définissent le cadre général dans lequel les collectivités locales agissent sur leur cadre de vie.

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie ».

L'article L 101-2. réunit l'ensemble des principes fondamentaux qui s'imposent aux documents d'urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des

écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales ».

2. La Directive Territoriale d'Aménagement (D.T.A.)

La Directive Territoriale d'Aménagement des Bassins Miniers Nord Lorrains a été approuvée par le Conseil d'Etat par décret en date du 2 août 2005. Elle couvre les secteurs du bassin ferrifère et du bassin houiller, soit environ 4000 km² pour 488 communes et 800 000 habitants en 1999.

Cette directive s'appuie sur les dispositions de la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire du 4 février 1995, modifiée par la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 juin 1999 puis par la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000.

Les orientations de la DTA des Bassins Miniers Nord Lorrains portent à la fois sur le développement économique, les transports, l'amélioration du cadre de vie, le réaménagement et la constructibilité des bassins miniers compte tenu des risques d'affaissements, et sur la coopération transfrontalière.

Pour le secteur d'Ugny, les objectifs et les orientations proposés dans la DTA concernent notamment :

La préservation des espaces naturels, des sites et des paysages :

- il est préconisé de respecter les dernières continuités rurales et forestières subsistant entre les deux versants du sillon mosellan et de maintenir la qualité des ceintures forestières en périphérie des zones urbanisées ;
- le document propose de maintenir la qualité des espaces ruraux en périphérie des zones urbanisées
- La protection des espaces naturels et ruraux, notamment la trame verte et la qualité paysagère ;

La gestion de l'eau :

Il est préconisé de prévenir les inondations par des travaux de restauration des cours d'eau et de protéger la ressource en eau potable.

3. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

La commune est située dans le périmètre du SCOT Nord meurthe-et-mosellan, dont le syndicat mixte de gestion prévu à l'article L-122-4 du Code de l'Urbanisme a été créé par arrêté inter préfectoral du 7 août 2009. Ce périmètre a été modifié par arrêté préfectoral du 7 juillet 2011.

Le SCoT est un document de planification qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement du territoire. C'est un document d'aide à la décision, un projet pour les vingt prochaines années. Il détermine les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser, et les espaces naturels, agricoles et forestiers. Il doit également permettre de satisfaire les besoins en logements, activités économiques, équipements publics, en veillant à la desserte en moyens de transports, à la préservation des ressources naturelles et à l'utilisation économe et équilibrée des sols. Enfin, il doit assurer la cohérence des politiques d'habitat, de déplacements, d'équipement d'environnement ou commercial des différentes collectivités.

Le SCoT Nord 54 a été approuvé le 11 Juin 2015

3 grands objectifs prioritaires ont pu être dégagés afin de construire une ambition et un schéma d'aménagement partagés :

- 1) Se doter d'agglomérations fortes, rayonnantes et « mobiles », arrimées aux dynamiques métropolitaines (« Pour un territoire connecté et solidaire »)**
- 2) Engager une nouvelle dynamique économique pour une démographie confortée (« Pour un territoire tourné vers l'avenir »)**
- 3) Renouveler notre identité en améliorant le cadre de vie (« Pour un territoire désirable »)**

Pour répondre à ces objectifs, la philosophie du Projet d'Aménagement et de Développement Durables se décline en 3 parties, positionnant le SCoT à 3 échelles :

- **Le pilier « économique » est celui du Grand Territoire, c'est-à-dire celui du SCoT et de son positionnement territorial.** Il vise à renforcer l'attractivité territoriale et à identifier son positionnement vis-à-vis des territoires environnants. Il s'attache aux questions de développement économique, de grandes infrastructures et grands équipements, de tourisme et d'agriculture.
- **Le pilier « social » est celui des bassins de vie, à savoir les bassins de Longwy et de Briey.** Il fixe les choix qui vont garantir l'équilibre et l'équité territoriale, et aborde les questions de démographie, logements, de transports et d'intermodalité, d'équipements et services, et d'infrastructure numérique.
- **Le pilier « environnemental » est celui de la proximité.** Il va influencer sur les choix écologiques et sur le cadre de vie au niveau local. Il aborde les questions d'économie d'espaces, de patrimoine écologique et de ressources naturelles, de patrimoine paysager, de santé et de risques.

Le PADD est accompagné par le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) qui a pour objectifs de mettre en œuvre la stratégie du PADD par des objectifs d'aménagement et

d'urbanisme juridiquement opposables aux documents et autorisations hiérarchiquement subordonnées (PLU, PDU, PLH, ZAC...).

Celui-ci définit les principaux principes, orientations et objectifs suivants :

Concernant l'organisation du territoire et les grands équilibres entre espaces :

- Les objectifs relatifs au développement économique (organiser l'émergence de filières d'excellence autour d'espaces économiques privilégiés et hiérarchiser et conforter l'armature économique pour économiser l'espace) ;
- Les grands projets d'infrastructures de transport pour favoriser l'attractivité ;
- Les objectifs de développement touristique ;
- Les objectifs de développement de l'activité agricole ;
- Les objectifs relatifs à l'équipement commercial et artisanal et aux localisations préférentielles des commerces.

Concernant l'équilibre et l'équité territoriale :

- L'organisation d'une armature urbaine et rurale garante de l'équité territoriale.

Concernant la politique de l'habitat :

- Assurer une offre en logements équilibrée et durable ;
- Produire une offre d'habitat diversifiée pour favoriser les parcours résidentiels et assurer une meilleure cohésion sociale ;
- Réhabiliter et valoriser le parc existant public et privé.

Concernant l'organisation de la mobilité par la cohérence entre urbanisme et déplacements :

- Construire un système de mobilité performant et durable ;
- S'appuyer sur le réseau de transports en commun pour développer l'urbanisation.

Concernant les grands projets d'équipements et de services :

- Offrir un accès haut-débit et très haut-débit de qualité pour tous ;
- Organiser l'offre de services et d'équipements.

Concernant la revitalisation des centres urbains et ruraux et des espaces urbanisés :

- Favoriser l'émergence de centres-villes / centres-villages attractifs ;
- Développer l'économie résidentielle dans les tissus urbains.

Concernant la réduction de l'empreinte écologique et l'amélioration du cadre de vie :

- La restructuration des espaces urbanisés par l'optimisation du tissu existant ;
- Les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ;
- Protéger les espaces et sites naturels, agricoles ou forestiers et les ressources naturelles.

Concernant la mise en valeur des entrées de ville et de valorisation des paysages naturels et urbains :

- Préserver et valoriser les paysages et patrimoines emblématiques et identitaires ;
- Garantir la qualité urbaine pour un cadre de vie agréable ;
- Travailler sur les transitions notamment entre les espaces urbanisés (villes, villages, infrastructures) et les espaces naturels et agricoles ;

Concernant la prévention des risques et la réduction des nuisances :

- La prévention des risques miniers ;
- La prévention des risques naturels ;

- La prévention des risques technologiques et industriels ;
- La prévention des risques pour la santé publique.

Le PLU devra être compatible aux orientations du SCoT une fois approuvé.

4. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.)

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et les programmes de mesures 2016-2021 sont le fruit d'une mise à jour du document du cycle de gestion 2010-2015 selon les priorités prédéfinies par le comité de bassin et le préfet coordonnateur de bassin.

Le PLU doit être compatible avec les orientations du SDAGE du bassin sur lequel se situe la commune ou sur l'EPCI.

Afin d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par le SDAGE et de préserver ou améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, sur le bassin Rhin-Meuse, 6 enjeux ont été identifiés :

- Améliorer la qualité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et à la baignade ;
- Garantir la bonne qualité de toutes les eaux tant superficielles que souterraines ;
- Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques ;
- Encourager une utilisation raisonnable de la ressource en eau sur l'ensemble des bassins du Rhin et de la Meuse ;
- Intégrer les principes de gestion équilibrée de la ressource en eau dans le développement et l'aménagement des territoires ;
- Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire et transfrontalière.

Ces enjeux ont été déclinés dans le SDAGE sous forme de 32 orientations fondamentales, 99 sous-orientations et 279 dispositions.

5. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) du bassin ferrifère lorrain.

L'arrêt progressif de l'exploitation minière ces deux dernières décennies a conduit à des modifications profondes du régime des eaux souterraines et superficielles dans les territoires concernés ainsi qu'à l'altération de leur qualité ; il en résulte des impacts lourds vis-à-vis des usages (alimentation en eau), des risques naturels (variation du débit des cours d'eau) et des conditions d'alimentation des cours d'eau en période d'étiage.

Ce constat a conduit les pouvoirs publics à initier l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), nouvel outil de planification de la gestion de l'eau issu de la loi sur l'eau du 02 janvier 1992, permettant de décliner au niveau local les orientations du SDAGE.

Le SAGE fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eaux superficielles et souterraines et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation de la continuité écologique et des zones humides (cf. articles L.210-1, L.211-1 et L.430-1 du code de l'environnement).

Le SAGE comporte deux documents (cf. articles L.210-1, L.211-1, L.212-3 et L.212-5 et L.430-1 du code de l'environnement) :

- Le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) : il fixe les orientations et les dispositions pouvant être opposables aux décisions de l'Etat et les collectivités locales. Le PAGD relève du principe de compatibilité. Cela signifie que tout projet développé sur le bassin versant ne doit pas aller à l'encontre des enjeux et des objectifs du SAGE déclinés dans le PAGD.
- Le règlement du SAGE, opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activités (IOTA) mentionnées à l'article L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

Le projet de PAGD du SAGE du bassin ferrifère contient 68 dispositions, réparties en 47 recommandations et 21 actions de la structure porteuse pour la mise en œuvre, permettant la mise en œuvre des objectifs.

Le SAGE du bassin ferrifère a été approuvé par arrêté inter-préfectoral 54-55-57 en date du 27 mars 2015. Le PLU devra être compatible à ce document.

6. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Afin d'enrayer la perte de la biodiversité notamment "ordinaire" sur l'ensemble du territoire, le Grenelle de l'environnement a mis en place un ensemble d'outils permettant de construire d'ici 2012 la trame verte et bleue assurant les continuités et les proximités entre milieux naturels, permettant aux espèces de circuler et d'interagir et aux écosystèmes de fonctionner.

S'appuyant sur les "Orientations nationales pour la préservation et la restauration des continuités écologiques", les schémas régionaux de cohérence écologique déclineront à l'échelle régionale la trame verte et bleue nationale.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a été adopté le 20 novembre 2015. Il définit 3 axes prioritaires :

- Axe A : Intégrer les continuités écologiques dans les plans et projets.
- Axe B : Mettre en œuvre les actions en faveur de la TVB dans les territoires et favoriser les initiatives locales.
- Axe C : Accompagner la mise en œuvre du SRCE.

Onze enjeux ont été développés en réponse aux problématiques identifiées dans le diagnostic du SRCE et pour chacun d'entre eux, une ou plusieurs orientations font l'objet d'une fiche détaillée.

Le projet va maintenir les haies existantes sur le site. Par ailleurs, le projet prévoit outre une aire de jeux, un boulodrome et des jeux pour enfants la création d'un verger contribuant à maintenir une nature ordinaire sur le site.

7. Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)

Le SRADDET a été confié aux Régions par la loi NOTRe. Il a été adopté le 22 novembre 2019. Il fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants (schéma régional

d'aménagement et de développement durable du territoire dit SRADDT, Plan Déchet, Schéma régional intermodalité, SRCE et SRCAE)

Ce schéma intégrateur propose une vision stratégique à horizon 2050 de l'aménagement du territoire régional dans le respect des principes du développement durable et avec une ambition de plus grande égalité et attractivité des territoires. Il fixe des objectifs et des règles sur les thématiques de l'égalité des territoires et le désenclavement des territoires ruraux, les infrastructures de transport, l'intermodalité et le développement des transports, l'énergie, la lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air, la protection et la restauration de la biodiversité, la prévention et la gestion des déchets, l'habitat et la gestion économe de l'espace.

Le SRADDET fixe 30 règles opposables avec 30 mesures d'accompagnement.

Le SCoT devra prendre en compte les objectifs de la stratégie du SRADDET, avec un rapport de « prise en compte » et les règles générales du fascicule, avec un rapport de « compatibilité » Le PLUi-H le prendra en compte au travers du SCoT le moment venu.

8. Le Plan climat Air Energie Territorial (PCAET)

Conformément au code de l'Urbanisme, le PLU doit prendre en compte directement le plan climat air-énergie territorial.

Le Plan Climat Energie Territorial (PCAET) est un projet territorial de développement durable qui a pour finalité la lutte contre le changement climatique. Institué par le Plan Climat national et repris par les lois Grenelle, et la loi de transition énergétique pour la croissance verte, c'est un cadre d'engagement pour le territoire.

Le PCAET vise deux objectifs :

- l'atténuation : limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- l'adaptation : réduire la vulnérabilité du territoire.

Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 1er janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants adoptent un plan climat-air-énergie territorial au plus tard le 31 décembre 2018.

Le PCAET comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un programme d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation.

La Communauté d'Agglomération de Longwy a approuvé le 27 février 2020 son PCAET.

Le projet de zone de loisirs jouxte le village et permet ainsi aux habitants de s'y rendre à pied, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre. Aucune construction n'est envisagée sur le site.

B. Les servitudes

La commune d'Ugny est concernée par les servitudes d'utilité publique suivantes :

- Les lignes RTE 63 kV Longuyon-Moulaine et 2 x 400 KV LONNY Moulaine 1 et 2
- La liaison hertzienne de Longwy-Bois de Châ – Verdun-Moulaine ;
- La ligne SNCF Longwy- Paris
- La forêt communale de Ugny soumise au régime forestier

Aucune de ces servitudes n'affecte le site du projet.

IV. LE PARTI D'AMENAGEMENT

Le projet est situé sur la parcelle ZC 003 d'une superficie de 0,97 ha au lieu-dit « Le Clozel » à l'Est du village.

Le projet prévoit de zoner le terrain pour partie en zone naturelle N et en zone de loisirs NI.

La municipalité d'Ugny souhaite y réaliser un projet d'aménagement à vocation de loisirs.

Le terrain est délimité :

- au sud par le chemin de Praucourt et une haie ;
- à l'est par une haie qui assure la transition avec des prairies ;
- à l'ouest par des jardins et une haie assurant la transition avec le ruisseau intermittent du Royat ;
- Au nord, par des prairies.

Le choix du site et sa proximité avec le village permettront aux habitants de s'y rendre à pied. Le terrain est en légère pente et les écoulements des eaux seront facile à gérer. Aucun site remarquable n'est présent sur le site.

Le foncier sera propriété de la commune d'Ugny ; le terrain est actuellement loué à un particulier. La commune d'Ugny cèdera une superficie d'environ 1,02 ha en compensation.

L'objectif de l'aménagement d'une zone de loisirs est de proposer un terrain aménagé afin d'offrir à tous les habitants d'Ugny un lieu de détente. Des plantations arbustives et un verger assureront la transition avec le cours du Royat en contre-bas.

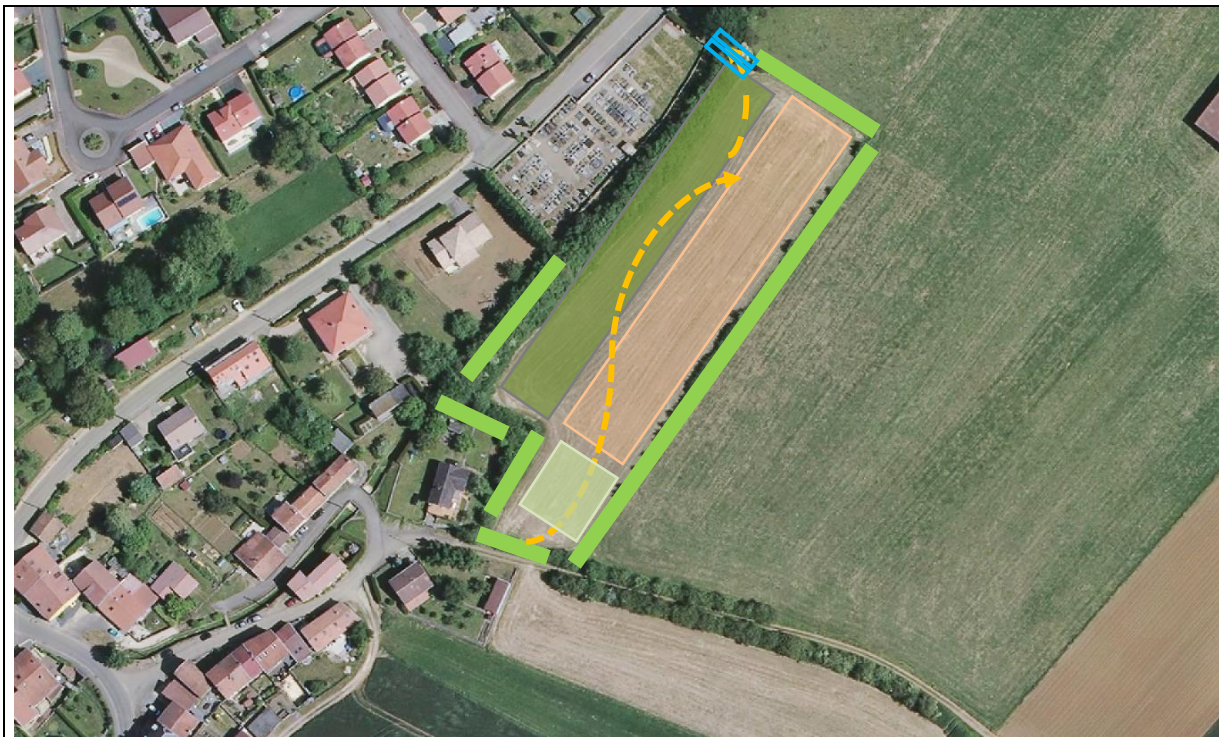
Les principes d'aménagement répondent aux orientations générales ci-dessous, à savoir :

- implantation d'équipements de loisirs (city-stade, espace de jeux pour enfants, terrain de boules...) ;
- Plantation d'un verger et de haies sur l'espace restant à l'ouest;
- un traitement paysager de qualité s'articulant avec les éléments du paysage existants, notamment la préservation des haies existantes
- aménagement de l'entrée du site.


L'implantation du city stade et de l'espace de jeux s'implanteront plutôt en fond de parcelle, éloigné des habitations existantes pour réduire les sources de nuisances induites au bruit

L'accès du site se fera uniquement à pied, de deux manières, d'une part depuis la rue de la Croix Sainte Agathe via une passerelle à créer et d'autre part depuis le chemin de Praucourt. Un cheminement piétonnier sera réalisé au sein du site pour accéder aux différents espaces (aire de jeux, terrain de boules...).




Principes d'aménagement





Principes d'implantation des équipements

-  Implantation des installations de loisirs (terrains multisports, terrains de jeux pour les enfants, terrain de pétanque)

Des transitions à créer avec les espaces voisins

-  Plantations arbustives, vergers
-  Haies à préserver et à conforter
-  Aménagement paysager de l'entrée du site (plantation, pelouses...)

Créer une liaison douce

-  Créer un cheminement piétonnier pour relier les installations et la passerelle
-  Passerelle à créer

V. JUSTIFICATION DE LA REVISION DU PLU

A. Justification et évolution du zonage

Afin de permettre la réalisation de l'opération, une partie de la parcelle ZC 003, qui est actuellement en zone Ai et pour partie en zone A est classée en secteur NI naturel de loisirs, permettant la réalisation des installations de plein air (terrain multisport, terrain de jeux pour enfants, terrain de pétanque) , l'autre partie à l'ouest est classée en zone naturelle N. Elle accueillera des plantations arbustives et un verger. Au sud, l'entrée du site est également classée en zone N et sera aménagée (plantations, cheminement...)

Au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme, les haies autour du site du projet sont préservées et confortées et identifiées par une trame sur le zonage, ce qui contribue à renforcer l'insertion paysagère du projet et à renforcer la biodiversité du secteur

La superficie de la zone agricole A diminue de 0.99 ha soit -0.15 %. Cette superficie inclut le périmètre du projet et une petite partie du chemin de Praucourt pour assurer une cohérence du zonage

B. Les règles d'urbanisme

Le règlement actuel de la zone naturelle N stipule que toutes les types d'occupation et d'utilisation du sol sont interdites dans la zone N et notamment dans le secteur NI à l'exception de ceux mentionnés dans l'article 2

L'article 2 du règlement définit les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières.

Dans la zone N et les secteurs Nj (jardins) NI (zone de loisirs) et Ns (protection des vallées de la Chiers et du Royant ainsi que leurs versants et les zones humides) sont autorisés sous conditions :

- Les équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à leur réalisation, leur entretien et leur exploitation.
- Les aménagements destinés à lutter contre le risque d'inondation sont autorisés.

Dans le secteur NI sont autorisés uniquement les constructions et extensions liées ou nécessaires à l'activité de sports et de loisirs (activités de plein-air).

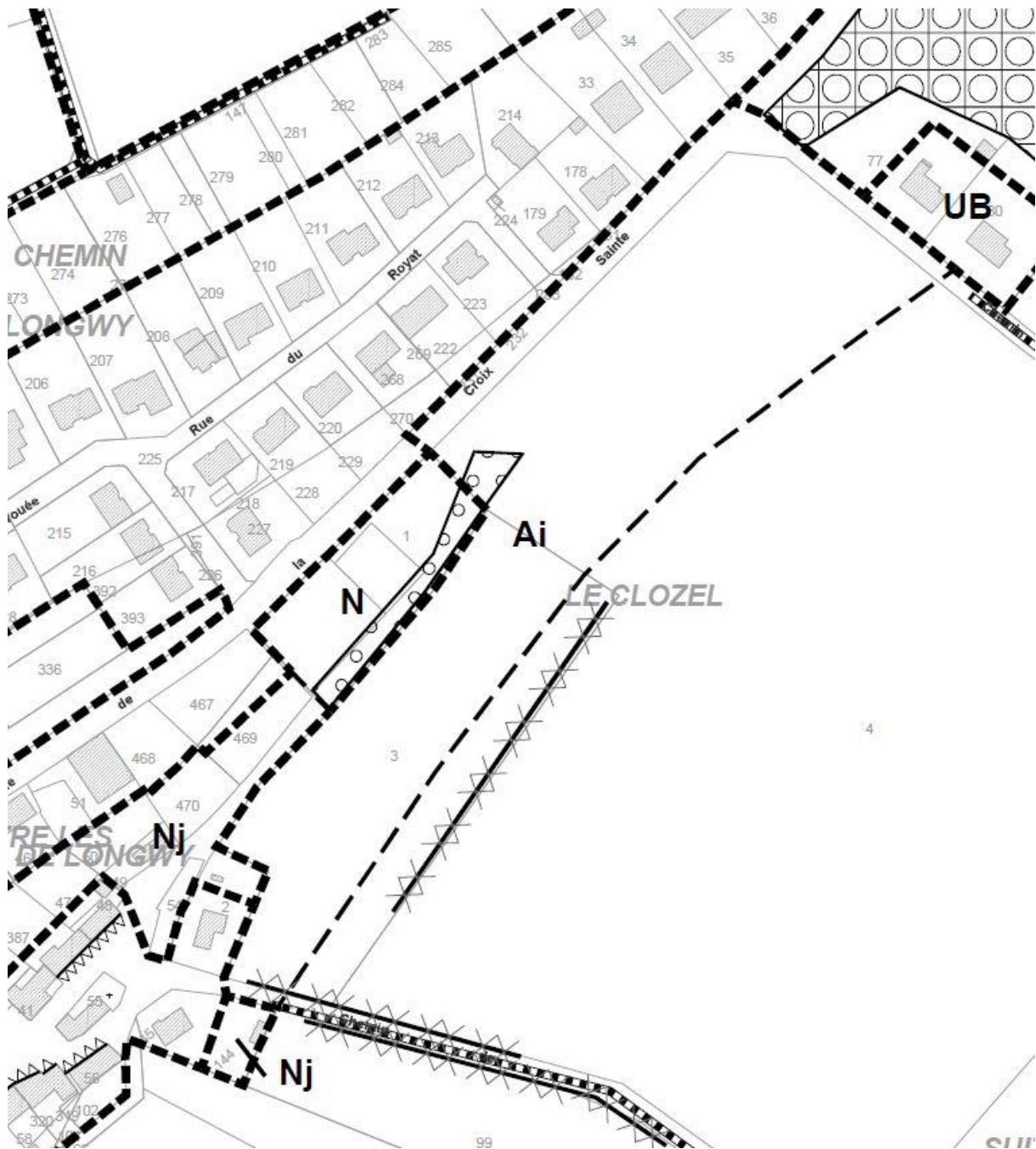
Dans les zones traversées par le Royat les occupations et utilisations autorisées devront respecter, quand cela est possible, un recul de 10 m de part et d'autre des berges du cours d'eau concerné.

Les implantations projetées sur le site (terrain multisport, aire de jeux pour enfants et terrain de pétanque) sont des installations de plein air et donc autorisées par le règlement. Les implantations auront lieu à plus de 10 m des berges du Royat.

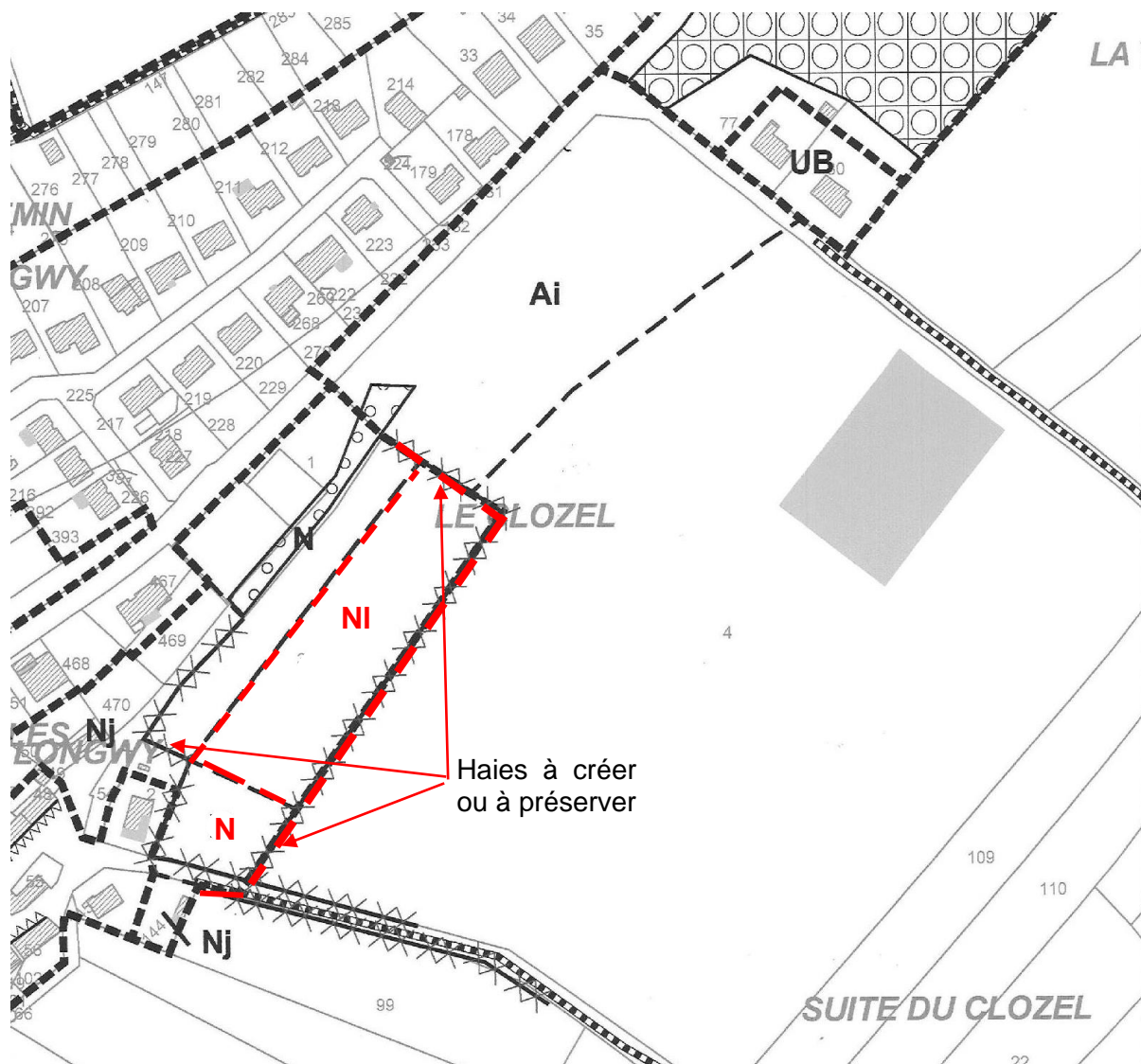
Les autres règles permettent l'implantation de ces installations.

Aucune modification n'est donc apportée au règlement.

PLU en vigueur approuvé en 2015



Projet de modification



Evolution du zonage

Zones	PLU 2015	Projet de révision 2021	Evolution	
			absolue	relative
A	676,46 ha	675,47 ha	- 0,99 ha	-0,15 %
dont Ai	2,05 ha	1,34 ha	-0,71 ha	- 34,6 %
N	205,36 ha	206,35 ha	0,99 ha	0,48 %
dont NI	1,48 ha	2,05 ha	0,57 ha	38,5 %

C. L'orientation d'aménagement et de programmation

Le document « Orientations d'aménagement et de Programmation est complété par la réalisation d'une orientation d'aménagement spécifique pour la zone de loisirs dénommé « Orientation d'aménagement et de programmation n°3 – Zone de loisirs NI lieu-dit « le Clozel ».

L'OAP reprend les grands principes d'aménagement évoqués dans le paragraphe IV – Parti d'aménagement du présent rapport.

Afin de favoriser l'intégration dans son environnement, la municipalité a défini des orientations de desserte, déplacements et stationnement qui favorise la marche à pied. Aucun stationnement complémentaire est prévu sur le site. Le projet tient compte du paysage environnant du site en définissant des prescriptions en termes de plantations et d'aménagement paysager favorisant son intégration paysagère

Les risques et les nuisances sonores potentiels sont également pris en compte en favorisant l'implantation des installations futures suffisamment éloignées du cours d'eau du Royat et des habitations voisines et en prévoyant des plantations arbustives.

VI. INCIDENCES POTENTIELLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MODIFICATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT.

Les modifications telles qu'elles sont édictées dans le présent rapport de présentation ne viennent pas porter atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et auront une très faible incidence sur l'environnement.

- Concernant les espaces naturels et la biodiversité :

Les modifications n'affectent pas de site naturel remarquable ou d'espace agricole ou naturel présentant un intérêt écologique particulier. Le projet va s'intégrer dans son environnement. Les haies existantes seront préservées et renforcées. Les plantations arbustives et un verger qui seront réalisés renforceront la haie existante le long du cours du Royat. Ils renforceront la trame verte et bleue. L'artificialisation du site devrait être très faible, avec l'utilisation de revêtement drainant. L'impact du projet sur l'environnement naturel sera donc très faible.

- Concernant l'activité agricole

Le site du projet représente 0.97 ha soit 0.14 % de la surface agricole de la commune. Le terrain appartient actuellement à la SAFER. Le terrain sera vendu à la commune d'Ugny. Celle-ci aura par ailleurs l'obligation de céder en compensation une partie de la parcelle ZK n°64 sur le ban communal pour une surface d'environ 1,02 ha. La présence du bâtiment agricole à l'Est du site n'a pas d'impact sur le projet.

- Concernant la gestion de l'eau

Aucun périmètre de protection de captage d'eau potable ne s'étend sur la zone d'étude. Au regard du pendage du site, une attention particulière devra être apportée à la gestion des

eaux pluviales à la parcelle et à la limitation de l'imperméabilisation du site. Des matériaux appropriés seront utilisés pour l'installation des aménagements prévus.

Diverses prescriptions existent dans le règlement actuel du PLU en matière de desserte des réseaux (eaux usées et eaux pluviales). Les annexes du PLU comprennent le règlement d'assainissement et de gestion des eaux pluviales de la Communauté d'agglomération de Longwy.

Toutes ces prescriptions vont dans le sens d'une diminution des rejets et de gestion des eaux pluviales à la parcelle.

En respectant le recul des 10 m par rapport aux abords du Royat le projet respecte les prescriptions du PLU. Par ailleurs la plantation d'un verger, de végétations arbustives et la préservation des haies existantes contribuent à limiter le ruissellement des eaux et le risque d'inondation.

L'impact du projet concernant la gestion des eaux peut être considéré comme très faible.

- Concernant les risques et les nuisances

Le site du projet est concerné par l'aléa retrait gonflement des argiles et est en retrait de plus de 100 m d'un bâtiment agricole. Le projet ne prévoit pas de construction, aucune disposition n'est donc prévue.

Le site surplombe le cours d'eau du Royat. Les installations futures sont situées à plus d'une vingtaine de mètres du ruisseau et ne sont donc pas concernées par un risque d'inondation.

Le projet n'a pas d'incidence sur la qualité de l'air.

En matière de nuisances sonores, la présence d'enfants peut générer des nuisances sonores ponctuelles. Le maintien des haies et la réalisation de plantations arbustives et d'un verger permettra d'atténuer ses nuisances.

- La qualité de l'air

L'augmentation de la mobilité et l'usage de la voiture a des conséquences sur l'environnement, notamment en termes de pollution atmosphérique. Il en est de même pour la consommation énergétique.

L'émission de gaz à effet de serre est directement liée à la consommation énergétique et donc par le domaine des déplacements aux distances parcourues, aux vitesses pratiquées. Les politiques de déplacement et de consommation d'énergie nécessitent une prise en compte à toutes les échelles, y compris dans le PLU.

Le développement de nouvelles zones s'accompagne toujours par une augmentation des déplacements.

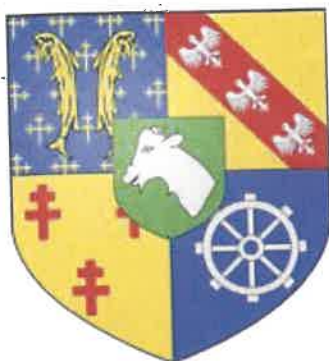
La réalisation du projet de zone de loisirs ne devrait pas avoir d'impact sur la qualité de l'air. Joutant le village, l'accès du site se fera uniquement à pied. Il n'est pas prévu de stationnement supplémentaire aux abords du site, ce qui évitera des déplacements en voiture spécifique. Les habitants s'y rendront à pied ou devront utiliser les places de stationnement existant dans le village.

- Paysage et patrimoine

L'aménagement du site va modifier le paysage. La prairie va laisser place à une zone de loisirs et à des plantations arbustives et un verger qui feront office de zone tampon avec le cours d'eau du Royat et quelques habitations. Les autres haies existantes autour du site seront maintenues et assureront la transition avec les espaces agricoles. L'aménagement de la zone de loisirs ne sera pas perceptible dans le paysage lointain depuis le village. La réalisation de plantations arbustives et un verger contribueront à l'insertion paysagère de la zone de loisirs.

En termes de patrimoine, le projet d'implantation n'aura aucun impact sur le patrimoine urbain existant.

Département de Meurthe-et-Moselle



COMMUNE D'UGNY

MODIFICATION N°1 DU **P**LAN **L**OCAL D'**U**RBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION

A



Document conforme à celui annexé
à la délibération du Conseil Municipal

en date du 11 MAI 2021

approuvant
la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme

P/

LE MAIRE



Le premier adjoint
Alain SCHMITZ

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MODIFICATION	6
<i>A. Contexte communal.....</i>	<i>6</i>
<i>B. Le Plan Local d'Urbanisme actuel de la commune d'Ugny.....</i>	<i>7</i>
<i>C. Cadre réglementaire et justification de la procédure de modification.....</i>	<i>9</i>
1. Cadre réglementaire.....	9
2. Justification de la procédure de modification du PLU d'Ugny.....	10
II. CONTENU DE LA MODIFICATION DU PLU.....	11
<i>A. Le règlement.....</i>	<i>11</i>
1. Le règlement de la zone UA	11
2. Le règlement de la zone UB	14
3. Le règlement de la zone 1AU	15
4. Le règlement de la zone A.....	17
5. Le règlement de la zone N	17
<i>B. L'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n°1 : zone UBc « La Volette »</i>	<i>18</i>
<i>C. Annexe : plan de zonage pluvial</i>	<i>22</i>
III. INCIDENCES POTENTIELLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MODIFICATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT.	22

INTRODUCTION

La commune d'Ugny a approuvé la révision de son Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme le 24 novembre 2015.

Le territoire de la commune d'Ugny fait partie de la Communauté d'Agglomération de Longwy et est situé au nord du département de la Meurthe-et-Moselle, à proximité des frontières belge et luxembourgeoise.

Après un peu plus de 4 années de mise en œuvre, quelques difficultés sont constatées dans son application, portant notamment sur certaines règles du document d'urbanisme.

Par délibération en date du 30 juin 2020, la commune a donc pris l'initiative de modifier le PLU sur les points suivants :

- Revoir les règles sur les eaux pluviales dans les zones urbaines UA et UB et dans la zone à urbaniser 1AU.
- Revoir les possibilités de construction en zone naturelle de jardin (Nj) (extension des constructions à destination d'habitation situés en zone UA et UB jouxtant la zone Nj, réalisation de piscine).
- Revoir les règles sur les couleurs des toitures en zones urbaines et à urbaniser
- Augmenter l'emprise au sol des abris de jardin (passer de 20 à 25 m²).
- Modifier l'Orientation d'Aménagement et programmation (OAP) sur la zone UBc « La Volette » (densité et type d'habitat).

Ces modifications n'auront aucune incidence sur l'économie générale du plan.

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MODIFICATION

A. Contexte communal

La commune d'Ugny se situe dans la partie Nord du département de la Meurthe et Moselle. Elle appartient à la région naturelle du « Pays-Haut », vaste plateau entaillé par de nombreuses vallées. Administrativement, Ugny est rattachée à l'arrondissement de Briey et fait partie du canton de Mont-Saint-Martin et de la Communauté d'Agglomération de Longwy.

En outre, elle est incluse dans le périmètre de la Directive Territoriale d'Aménagement des Bassins Miniers Nord lorrains et est couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale Nord meurthe-et-mosellan approuvé le 11 juin 2015 et modifié le 2 juillet 2019.

Ugny bénéficie d'une situation avantageuse, se trouvant à proximité du Grand-Duché de Luxembourg et de la Belgique. Son ban communal est traversé par la RD18, axe routier important qui relie Longuyon à Longwy.

Le ban communal est constitué de 3 entités agglomérées : la ferme de la Caure (au Sud de la commune), le hameau de Praucourt (au Sud-Est de la commune, directement au Sud de la RD18) et le village d'Ugny.

D'après les données du recensement de l'INSEE, la population municipale s'élevait à 715 habitants en 2017. Elle a gagné 77 habitants depuis 2007, soit une augmentation de 12 % (+6,1 % pour la Communauté d'Agglomération de Longwy, +2,6 % territoire SCoT nord 54). Entre 2012 et 2017, on note toutefois une diminution de la population (-4,5 %) qui contraste avec la dynamique enregistrée à l'échelle de la CAL (+3,4 %) ou du territoire du SCoT (+0,9%).

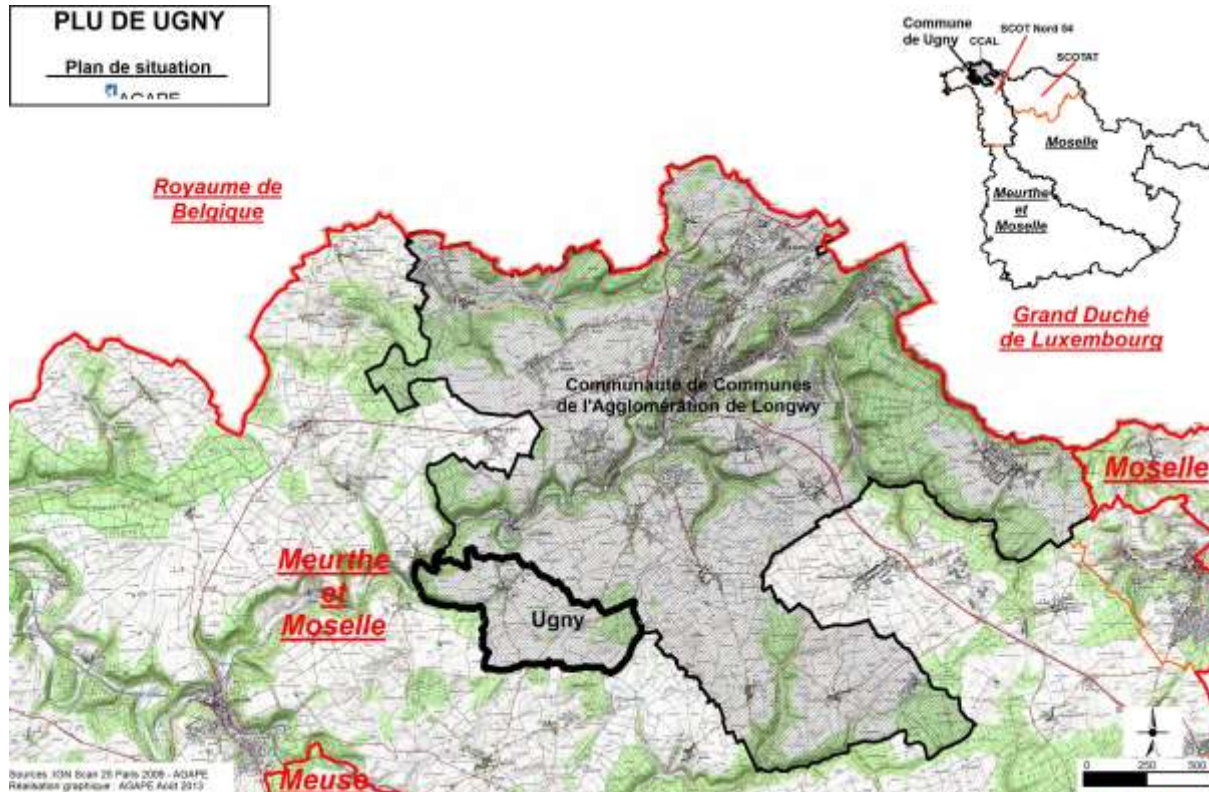
Parallèlement, la commune gagne 50 ménages entre 2006 et 2016 pour compter 276 ménages en 2016. Cette évolution est due à la croissance démographique mais également au phénomène de décohabitation et de vieillissement de la population.

En termes de logements, elle compte 283 logements en 2016, dont 96,5 % de résidences principales. Le taux de vacance est très faible (2,3 %).

Au niveau économique, le territoire communal recense 31 emplois en 2016 pour 21 établissements actifs. L'activité agricole est encore bien représentée sur le ban communal avec 5 exploitations agricoles.

Le territoire d'Ugny est majoritairement agricole et forestier (respectivement 71 % et 19 % de la surface du territoire). Le tissu urbain représente environ 3,4 %. Il est marqué par une certaine richesse environnementale et écologique à travers la présence d'une Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF de type 1) et la présence de plusieurs zones humides prioritaires. Les cours d'eaux, les espaces forestiers, végétaux et agricoles présents sur le territoire constituent les supports de cette richesse environnementale qu'il faut protéger.

En termes de risques, certains secteurs de la commune sont concernés par des aléas chute de blocs, retrait gonflement d'argiles, risques d'inondation et aléa sismique très faible (zone 1). 4 cavités sont également présentes sur le ban communal. Ces risques sont liés à la nature géologique du sous-sol.



B. Le Plan Local d'Urbanisme actuel de la commune d'Ugny

La commune d'Ugny a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 24 novembre 2015.

Le projet politique décliné dans le **Projet d'Aménagement et de développement Durables** s'articule autour de 4 grands axes :

1 - Optimiser le développement de la commune :

La municipalité souhaite poursuivre sa croissance démographique. Pour cela, la commune s'appuie sur les objectifs du PLH et du SCOT Nord 54. Le potentiel de construction de logements sur la commune a été estimé à environ 55 logements sur la période 2014-2030

Pour lui permettre d'atteindre son objectif de développement démographique, la commune souhaite favoriser le comblement des terrains vacants au sein de son tissu urbain (potentiel foncier estimé à près de 1 hectare). Parallèlement à ce potentiel de densification, la commune envisage l'ouverture à l'urbanisation d'une surface de 2,7 hectares (zone 1AU)

La commune souhaite poursuivre sa politique de diversification de l'habitat et favoriser la mixité sociale sur son territoire

2 – Pérenniser et conforter les activités, les services et les équipements de la commune

Les objectifs de développement démographique et de diversification de l'habitat doivent permettre de pérenniser les équipements périscolaires de la commune et de favoriser la mixité générationnelle. La commune souhaite par ailleurs permettre le développement et

l'accueil de nouveaux services (santé, commerces...) au sein de son tissu urbain. Elle veillera à la bonne intégration et à la qualité des nouvelles installations. Elle souhaite également maintenir l'activité agricole encore fortement présente sur le territoire

3 - Assurer la protection des milieux naturels et participer au renforcement de la biodiversité et des richesses environnementales et écologiques

La municipalité souhaite à la fois prendre en compte les différents inventaires naturels et paysagers existants et participer à l'amélioration de la richesse environnementale du territoire. Elle se fixe comme objectifs de préserver les espaces forestiers et leur lisière, de protéger les vergers et la ceinture verte autour du village et renforcer la trame verte et bleue. Enfin la commune souhaite protéger la ressource en eau et favoriser les énergies renouvelables

4 – Valoriser le cadre de vie communal :

La municipalité souhaite protéger le patrimoine architectural, renforcer la qualité paysagère, agir contre le risque d'inondation du Royat et favoriser les mobilités douces et optimiser le stationnement

Les orientations du PADD ont été traduites dans le **règlement graphique et écrit**.

Le **document graphique** découpe le territoire en plusieurs zones distinctes :

- la zone urbaine comporte deux zones : la zone UA correspondant au vieux village d'Ugny et la zone UB correspondant aux extensions récentes. Il s'agit d'une zone mixte vouée essentiellement à l'habitat comprend également des commerces, services, bureaux, équipements. La zone UB comprend 3 secteurs spécifiques (UBa, UBb et UBI)
- la zone à urbaniser 1AU
- la zone agricole A correspond à des espaces, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Il comprend un secteur Ai soumis à des risques d'inondation.
- La zone N correspond aux espaces forestiers ainsi qu'aux espaces naturels ; elle comprend 3 secteurs spécifiques (Ns pour protéger les vallées de la Chiers et du Royat ainsi que leurs versants, mais également les zones humides identifiées par le SAGE, Nj pour conserver les jardins et les vergers qui entourent le tissu urbanisé ; NI correspond aux zones de loisirs, en particulier les terrains de sports en plein-air (city-stade et stade Jean-Claude Valetti).

Le zonage identifie également les espaces boisés classés, les sentiers et cheminements à conserver ainsi que les éléments du patrimoine architectural et paysager à préserver.

Pour chaque zone, des règles ont été édictées pour tenir compte des caractéristiques de chaque zone. **Le règlement** prend en compte les dispositions du projet d'aménagement et de développement durables et les différentes contraintes qui affectent le territoire (risques d'inondation, servitudes, etc...).

Deux **orientations d'aménagement et de programmation** sur le secteur UBc de la Volette et sur la zone d'urbanisation 1AU « Pontigny » déclinent des principes d'aménagement permettant d'intégrer ces deux secteurs dans leur environnement.

Par ailleurs, le dossier du PLU compte par ailleurs plusieurs **annexes**, notamment les réseaux d'assainissement et d'eau potable, les servitudes d'utilité publique, les éléments patrimoniaux et paysagers à protéger, le périmètre du droit de préemption urbain.

C. Cadre réglementaire et justification de la procédure de modification

1. Cadre réglementaire

Le code de l'urbanisme en vigueur à ce jour (**article L 153-36**) dispose que le recours à la **procédure de modification** du Plan Local d'Urbanisme est possible dès lors que l'EPCI ou la commune :

- « **décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le Programme d'Orientations et d'actions** »

- « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31* » à savoir

« - *ne modifie pas les orientations du projet d'aménagement et de développement durables*

- *ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,*

- *ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.*

- *n'ouvre pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.*

- *ne crée pas des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté* ».

L'article 153-37 du même code stipule que « *la procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification* ».

L'article 153-38 porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, dans ce cas la modification doit faire l'objet d'une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifiant l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones

L'article L 153-39 concerne un projet de modification ayant pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune ; dans ce cas l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié.

Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public.

Plusieurs articles du code de l'urbanisme concernent la procédure de modification :

L'article L 153-40 stipule : « *Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.*

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification. »

Le code de l'urbanisme stipule par ailleurs que « le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code. » (**article 153-41**)

*« A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal » (**article 153-43**).*

Le code de l'urbanisme stipule par ailleurs que le PLU peut faire l'objet d'une modification selon une procédure simplifiée « dans les cas autres que ceux mentionnés à l'**article L. 153-41**. Il en est de même dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28 ou lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle » (3° de l'article L 153-41). Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

2. Justification de la procédure de modification du PLU d'Ugny

Le choix de la procédure de modification se justifie au regard de l'objet et des dispositions du Code de l'urbanisme car les modifications :

- ne remettent pas en cause les orientations politiques inscrites dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
- ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.
- n'ouvrent pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- ne créent pas des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ».

La modification porte sur le règlement et une orientation d'aménagement et de programmation.

II. CONTENU DE LA MODIFICATION DU PLU

A. Le règlement

Les modifications prévues au sein du règlement portent sur :

- la modification de la règle des eaux pluviales ;
- les extensions et les piscines en zone Nj ;
- la couleur des toitures en zone UA, UB et 1AU ;
- l'emprise au sol des abris de jardins.

Afin de visualiser chaque modification de texte apportée au règlement, il est présenté :

- la version du texte du règlement du PLU approuvé le 24 novembre 2015 faisant l'objet de la modification ;
- le projet de la nouvelle rédaction nouvelle avec en rouge les modifications apportées.

1. Le règlement de la zone UA

Le règlement de la zone UA est modifié comme suit sur les points suivants

PLU actuellement en vigueur	Projet de modification	Justification de la modification
<p>Article 4 Desserte par les réseaux</p> <p>4.3. Eaux pluviales</p> <p>Tout raccordement d'une voie privée sur une voie publique devra faire l'objet d'un aménagement permettant la collecte des eaux de ruissellement.</p> <p>Tout aménagement réalisé sur un terrain doit être conçu de façon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part à ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales ; - d'autre part à retarder et à limiter l'évacuation des eaux pluviales vers les exutoires de surface ou vers le réseau public d'assainissement, au moyen d'une ou plusieurs solutions alternatives décrites ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> o l'infiltration des eaux pluviales sur la parcelle ; o la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages limitant le débit évacué 	<p>Article 4 Desserte par les réseaux</p> <p>4.3. Eaux pluviales</p> <p>Tout raccordement d'une voie privée sur une voie publique devra faire l'objet d'un aménagement permettant la collecte des eaux de ruissellement.</p> <p>La gestion des eaux pluviales doit être conforme aux dispositions réglementaires en vigueur. Les eaux pluviales issues du terrain, de ses constructions et aménagements doivent être gérées sur la parcelle au plus près d'où elles tombent par infiltration et/ou réutilisation par le biais de techniques alternatives telles que par exemple tranchées d'infiltrations, noues structures réservoirs, toitures végétalisées, pavés drainants...</p> <p>Seule la part résiduelle de celles-ci ne pouvant être gérée sur la parcelle sera rejetée au milieu naturel (fossé, talweg, ruisseau) et en cas d'impossibilité au réseau</p>	<p>La municipalité a souhaité revoir et améliorer l'écriture du règlement sur les eaux pluviales afin d'améliorer la gestion des eaux pluviales et de limiter l'imperméabilisation sur son territoire. Cette règle tient compte du Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales réalisée en 2015 par le Syndicat Intercommunal d'assainissement de l'Agglomération de Longwy, disparu depuis novembre et dont la compétence « assainissement » a été reprise par la Communauté d'Agglomération de Longwy. Elle s'appuie également sur les orientations nationales et des documents supra communaux tels que le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse, le SAGE, le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET....)</p>

<p>de la propriété (stockage, bassin de rétention, etc...) avant rejet dans le collecteur principal ;</p> <p>Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération projetée et au terrain qui la supportera.</p>	<p>destiné à collecter les eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans un réseau de collecte des eaux usées sauf cas particulier (arrêté du 21 juillet 2015) Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra justifier ce choix et en limiter les débits de sortie et avoir l'accord du gestionnaire.</p> <p>Ces aménagements sont à la charge exclusive du pétitionnaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération projetée et au terrain qui la supportera.</p> <p>Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas à l'urbanisation existante.</p> <p>De même, une dispense s'applique aux projets en cours de réalisation au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.</p> <p>Dans le cadre de projets portant sur des parcelles ou unités foncières déjà partiellement imperméabilisées, les prescriptions du présent règlement s'appliquent pour toutes les réalisations nouvelles, et les changements de destination de l'immeuble.</p>	
<p>Article 9 - Emprise au sol</p> <p>Pas de prescription sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les abris de jardin dont l'emprise au sol est limitée à 20 m², extension comprise et par unité foncière ; - pour les annexes et dépendances, dont l'emprise au sol est limitée à 40 m², surface cumulée et par unité foncière. 	<p>Article 9 - Emprise au sol</p> <p>Pas de prescription sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les abris de jardin dont l'emprise au sol est limitée à 25 m², extension comprise et par unité foncière ; - pour les annexes et dépendances, dont l'emprise au sol est limitée à 40 m², surface cumulée et par unité foncière. 	<p>La municipalité a souhaité augmenter l'emprise au sol des abris de jardin de 5 m². L'objectif est de répondre au besoin des habitants.</p>
<p>Article 11 – Aspect extérieur</p> <p>...</p> <p>11.2. Toitures – Volumes</p> <p>Pour l'ensemble de la zone UA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le faîtage est placé parallèlement à la rue ; • La toiture est à deux pans, à peu près égaux, ce dispositif peut être adapté dans les cas de maison peu profonde pour permettre la continuité des toitures (en conservant le seul pan côté rue ou ce 	<p>Article 11 – Aspect extérieur</p> <p>...</p> <p>11.2. Toitures – Volumes</p> <p>Pour l'ensemble de la zone UA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le faîtage est placé parallèlement à la rue ; • La toiture est à deux pans, à peu près égaux, ce dispositif peut être adapté dans les cas de maison peu profonde pour permettre la continuité des toitures (en conservant le seul pan côté rue ou ce 	<p>La commune a souhaité préciser la règle sur l'aspect extérieur des toitures, permettant de faciliter sa compréhension et sa mise en œuvre par les pétitionnaires.</p>

<p>pan entier plus une partie de l'autre) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les angles des rues seront à deux ou quatre pans et les extrémités de bande à deux ou trois pans. Ces toitures devront cependant veiller à assurer la continuité avec l'alignement des toitures de la rue ; • La pente des toitures est en principe de 50% (26,5°) avec une tolérance de +/- 10%. Toutefois une pente différente peut-être donnée pour assurer la continuité avec la toiture d'une maison voisine de la même zone ou ramener ce faîtage dans l'alignement général ; • Les matériaux de toiture autorisés sont tous ceux qui présentent la coloration de la terre cuite traditionnelle. Toutefois, cette règle ne s'applique pas aux constructions dont la toiture est en ardoise à la date de l'approbation du PLU. Dans ce cas, un matériel de toiture présentant l'aspect et la coloration de l'ardoise sera également autorisé ; • Tous les aménagements de combles sont autorisés à la réserve qu'ils ne créent pas de saillies sur les toitures ; • Les règles précisées ci-dessus concernent également les extensions des constructions principales qui devront respecter l'aspect et la coloration du volume bâti principal. 	<p>pan entier plus une partie de l'autre) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les angles des rues seront à deux ou quatre pans et les extrémités de bande à deux ou trois pans. Ces toitures devront cependant veiller à assurer la continuité avec l'alignement des toitures de la rue ; • La pente des toitures est en principe de 50% (26,5°) avec une tolérance de +/- 10%. Toutefois une pente différente peut-être donnée pour assurer la continuité avec la toiture d'une maison voisine de la même zone ou ramener ce faîtage dans l'alignement général ; • Les matériaux de toiture autorisés sont tous ceux qui présentent l'aspect et la coloration de la terre cuite traditionnelle (rouge ou nuancé de rouge). Toutefois, cette règle ne s'applique pas aux constructions dont la toiture est en ardoise à la date de l'approbation du PLU. Dans ce cas, un matériel de toiture présentant l'aspect et la coloration de l'ardoise (nuancé de gris) sera également autorisé ; • Tous les aménagements de combles sont autorisés à la réserve qu'ils ne créent pas de saillies sur les toitures ; • Les règles précisées ci-dessus concernent également les extensions des constructions principales qui devront respecter l'aspect et la coloration de la toiture du volume bâti principal, à l'exception des vérandas, piscines et dispositifs d'énergie renouvelables, qui devront être intégrées comme un élément d'architecture de la construction. 	<p>La municipalité a également souhaité préciser la réglementation des toitures des extensions, afin de conserver un ensemble harmonieux avec la construction principale. Pour les vérandas et les piscines, la règle permet aux pétitionnaires d'opter pour des projets contemporains et la réalisation de toitures translucides (par exemple en verre, en polycarbonate...) permettant de laisser entrer la lumière</p>
---	---	---

2. Le règlement de la zone UB

Le règlement de la zone UB est modifié comme suit sur les points suivants

PLU actuellement en vigueur	Projet de modification	Justification de la modification
<p>Article 4 Desserte par les réseaux</p> <p>4.3. Eaux pluviales</p> <p>Tout raccordement d'une voie privée sur une voie publique devra faire l'objet d'un aménagement permettant la collecte des eaux de ruissellement.</p> <p>Tout aménagement réalisé sur un terrain doit être conçu de façon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part à ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales ; - d'autre part à retarder et à limiter l'évacuation des eaux pluviales vers les exutoires de surface ou vers le réseau public d'assainissement, au moyen d'une ou plusieurs solutions alternatives décrites ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> o l'infiltration des eaux pluviales sur la parcelle ; o la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages limitant le débit évacué de la propriété (stockage, bassin de rétention, etc...) avant rejet dans le collecteur principal ; <p>Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération projetée et au terrain qui la supportera.</p> <p>...</p>	<p>Article 4 Desserte par les réseaux</p> <p>4.3. Eaux pluviales</p> <p>Tout raccordement d'une voie privée sur une voie publique devra faire l'objet d'un aménagement permettant la collecte des eaux de ruissellement.</p> <p>La gestion des eaux pluviales doit être conforme aux dispositions réglementaires en vigueur. Les eaux pluviales issues du terrain, de ses constructions et aménagements doivent être gérées sur la parcelle au plus près d'où elles tombent par infiltration et/ou réutilisation par le biais de techniques alternatives telles que par exemple tranchées d'infiltrations, noues structures réservoirs, toitures végétalisées, pavés drainants...</p> <p>Seule la part résiduelle de celles-ci ne pouvant être gérée sur la parcelle sera rejetée au milieu naturel (fossé, talweg, ruisseau) et en cas d'impossibilité au réseau destiné à collecter les eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans un réseau de collecte des eaux usées sauf cas particulier (arrêté du 21 juillet 2015) Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra justifier ce choix et en limiter les débits de sortie et avoir l'accord du gestionnaire.</p> <p>Ces aménagements sont à la charge exclusive du pétitionnaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération projetée et au terrain qui la supportera.</p> <p>Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas à l'urbanisation existante. De même, une dispense s'applique aux projets en cours de réalisation au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.</p> <p>Dans le cadre de projets portant sur des parcelles ou unités</p>	<p>La municipalité a souhaité revoir et améliorer l'écriture du règlement sur les eaux pluviales afin d'améliorer la gestion des eaux pluviales et de limiter l'imperméabilisation sur son territoire. Cette règle tient compte du Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales réalisée en 2015 par le Syndicat Intercommunal d'assainissement de l'Agglomération de Longwy, disparu depuis novembre et dont la compétence « assainissement » a été reprise par la Communauté d'Agglomération de Longwy. Elle s'appuie également sur les orientations nationales et des documents supra communaux tels que le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse, le SAGE, le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET....)</p>

3. Le règlement de la zone 1AU

Commune d'Ugny - Modification n°1 du PLU - AGAPE le 21/04/2021

<p>Tout aménagement réalisé sur un terrain, sauf impossibilité technique doit être conçu de façon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part à ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales ; - d'autre part à retarder et à limiter l'évacuation des eaux pluviales vers les exutoires de surface ou vers le réseau public d'assainissement, au moyen d'une ou plusieurs solutions alternatives décrites ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> o l'infiltration des eaux pluviales sur la parcelle ; o la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages limitant le débit évacué de la propriété (stockage, bassin de rétention, etc...) avant rejet dans le collecteur principal ; <p>Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération projetée et au terrain qui la supportera.</p> <p>...</p>	<p>La gestion des eaux pluviales doit être conforme aux dispositions réglementaires en vigueur. Les eaux pluviales issues du terrain, de ses constructions et aménagements doivent être gérées sur la parcelle au plus près d'où elles tombent par infiltration et/ou réutilisation par le biais de techniques alternatives telles que par exemple tranchées d'infiltrations, noues, structures réservoirs, toitures végétalisées, pavés drainants...</p> <p>Seule la part résiduelle de celles-ci ne pouvant être gérée sur la parcelle sera rejetée au milieu naturel (fossé, talweg, ruisseau) et en cas d'impossibilité au réseau destiné à collecter les eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales ne doivent pas être déversées dans un réseau de collecte des eaux usées sauf cas particulier (arrêté du 21 juillet 2015) Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra justifier ce choix et en limiter les débits de sortie et avoir l'accord du gestionnaire.</p> <p>Ces aménagements sont à la charge exclusive du pétitionnaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération projetée et au terrain qui la supportera.</p>	<p>pluviales et de limiter l'imperméabilisation sur son territoire. Cette règle tient compte du Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales réalisée en 2015 par le Syndicat Intercommunal d'assainissement de l'Agglomération de Longwy, disparu depuis novembre et dont la compétence « assainissement » a été reprise par la Communauté d'Agglomération de Longwy. Elle s'appuie également sur les orientations nationales et des documents supra communaux tels que le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse, le SAGE, le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET....)</p>
<p>Article 9 - Emprise au sol</p> <p>Pas de prescription sauf pour : les abris de jardin dont l'emprise au sol est limitée à 20 m², extension comprise et par unité foncière ;</p>	<p>Article 9 - Emprise au sol</p> <p>Pas de prescription sauf pour les abris de jardin dont l'emprise au sol est limitée à 25 m², extension comprise et par unité foncière</p>	<p>La municipalité a souhaité augmenter l'emprise au sol des abris de jardin de 5 m². L'objectif est de répondre au besoin des habitants</p>
<p>Article 11 – Aspect extérieur</p> <p>...</p> <p>11.2. Toitures</p> <p>...</p> <p>- Les matériaux de toiture autorisés sont tous ceux qui présentent la coloration de la terre cuite traditionnelle ou de l'ardoise</p>	<p>Article 11 – Aspect extérieur</p> <p>...</p> <p>11.2. Toitures</p> <p>...</p> <p>- Les matériaux de toiture autorisés sont tous ceux qui présentent l'aspect et la coloration de la terre cuite traditionnelle. (rouge ou nuancé de rouge) ou de l'ardoise (nuancé de gris)</p>	<p>La commune a souhaité préciser la règle sur l'aspect extérieur des toitures, permettant de faciliter sa compréhension et sa mise en œuvre par les pétitionnaires.</p>

4. Le règlement de la zone A

L'article 9 – emprise au sol est modifié pour les abris de jardin, dont l'emprise maximale au sol est fixée à **25 m²** au lieu de 20 m² ceci pour répondre au besoin des habitants et pour avoir une homogénéité de la règle sur l'ensemble du territoire communal

5. Le règlement de la zone N

Le règlement du secteur Nj (naturel jardin) est modifié comme suit sur les points suivants

PLU actuellement en vigueur	Projet de modification	Justification de la modification
Article 2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières ... 2.4. Dans le secteur Nj uniquement : Les abris de jardin dans les conditions des articles 9 et 10 ...	Article 2 Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières ... 2.4. Dans le secteur Nj uniquement : Les abris de jardin et les piscines dans les conditions des articles 9 et 10 Les extensions (véranda, pièces d'habitation...) en zone Nj d'habitations situées en zone UA ou UB, lorsque ces habitations existantes sont contiguës à la zone Nj et dans les conditions des articles 9,10 et 11	La municipalité avait délimité la zone naturelle de jardin Nj au plus près du tissu urbain ; ainsi de nombreuses zones Nj jouxtent des habitations situées en zone UA et UB. Par ailleurs le règlement de la zone Nj actuel ne permet pas de réaliser une extension de l'habitat ou l'aménagement d'une piscine. La municipalité souhaite donc modifier le règlement de la zone Nj pour permettre aux habitants d'améliorer leur habitat et leur confort de vie..
Article 9 - Emprise au sol Pas de prescription sauf 9.2. Pour: le secteur Nj : Les abris de jardin dont l'emprise au sol est limitée à 20 m ² , extension comprise et par unité foncière ;	Article 9 - Emprise au sol Pas de prescription sauf 9.2. Pour: le secteur Nj : Les abris de jardin dont l'emprise au sol est limitée à 25 m² , extension comprise et par unité foncière. Pour les piscines l'emprise au sol est limitée à 32 m² Les extensions d'habitation dont l'emprise au sol est limitée à 25 m²,	La municipalité a souhaité augmenter l'emprise au sol des abris de jardin de 5 m ² . L'emprise au sol des piscines et des extensions d'habitation est également limitée. L'objectif est de répondre au besoin des habitants, tout en préservant le caractère naturel de jardin du secteur..
Article 10 – Hauteur des constructions ... Pour le secteur Nj uniquement Pour les abris de jardin, la hauteur est fixée à 3,5 m à l'égout de toitures	Article 10 – Hauteur des constructions ... Pour le secteur Nj uniquement Pour les abris de jardin, la hauteur est fixée à 3,5 m à l'égout de toitures Pour les extensions d'habitation, la hauteur maximale ne devra pas dépasser l'égout de toiture de la construction principale	La municipalité souhaite réglementer la hauteur des extensions afin qu'elles s'intègrent dans leur environnement et s'insèrent dans le paysage.
Article 11 – Aspect extérieur	Article 11 – Aspect extérieur	La municipalité souhaite

<p>11.1. Enduits et coloration</p> <p>Dans le secteur Nj, les abris de jardins en maçonnerie devront être crépis et enduits.</p> <p>11.2. Clôtures</p> <p>....</p>	<p>11.1. Enduits et coloration</p> <p>Dans le secteur Nj, les abris de jardins en maçonnerie devront être crépis et enduits.</p> <p>Les extensions devront être conçus en harmonie avec le volume principal et reprendront le ton donné par le nuancier de couleur du CAUE 54 disponible en mairie</p> <p>11.2. Clôtures</p> <p>...</p> <p>11.3. Toitures</p> <p>Dans le secteur Nj, la toiture des extensions de la construction principale, devra présenter l'aspect et la couleur de la toiture de la construction principale à l'exception des vérandas, piscines et dispositifs de production d'énergie renouvelable, qui devront être intégrées comme un élément d'architecture de la construction</p>	<p>réglementer les extensions afin qu'elles s'intègrent dans leur environnement urbain et s'insère dans le paysage</p> <p>La municipalité a souhaité préciser la réglementation des toitures des extensions, afin de conserver un ensemble harmonieux avec la construction principale. Pour les vérandas et les piscines, la règle permet aux pétitionnaires d'opter pour des projets contemporains et la réalisation de toitures translucides (en verre, polycarbonate...) permettant de laisser entrer la lumière</p>
--	--	---

B. L'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n°1 : zone UBc « La Volette »

1.1. L'OAP actuellement en vigueur

- Contexte et situation

Le site est localisé au Nord-Est de la commune. Il correspond à une dent creuse (0,33 ha) située le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe, à 100 mètres de l'entrée du village depuis Cutry. Les terrains sont occupés par des surfaces enherbées marquées par la présence de quelques arbres fruitiers. Le site est entouré par des habitations individuelles de type pavillonnaire et est desservi par les réseaux. Le découpage de la zone ainsi que l'implantation des nouvelles constructions (en alignement avec l'existant) visent à limiter l'impact de l'urbanisation sur l'arrière de la parcelle, qui se trouve à proximité du ruisseau intermittent du Royat.

- Enjeux

La commune souhaite urbaniser cette dent creuse afin d'une part de répondre aux objectifs de densification du tissu urbain et d'autre part pour poursuivre le développement démographique de la commune.

L'enjeu de diversification des logements est également important pour la commune. Pour cela elle envisage la construction de petits logements collectifs sur ce site. La densité résidentielle envisagée est de 20 à 27 logements à l'hectare (soit 5 à 6 logements).



- Principes d'aménagement

Le projet prévoit l'aménagement d'une superficie de 0,24 hectare. Il est envisagé d'y construire plusieurs constructions (5 à 6 logements). Les logements doivent répondre à une forme urbaine originale (petits collectifs ou habitat groupé) afin d'optimiser la densité bâtie du site. Les règles de construction (alignement sur les constructions voisines, volumétrie et hauteur) visent à reprendre les caractéristiques des constructions voisines existantes, dans le but d'obtenir un développement urbain du secteur en harmonie avec l'agencement urbain actuel.

- Desserte, déplacements et stationnement

L'accès se fera directement depuis la rue de la Croix Sainte-Agathe. Une ou des voies seront créées pour accéder aux constructions. Les espaces dédiés au stationnement devront veiller à limiter l'imperméabilisation des sols.

Environnement

La délimitation de cette dent creuse vise à limiter l'impact environnemental des futures constructions sur le milieu. Le site se trouve à proximité d'un ruisseau intermittent (le Royat) caractérisé par des épisodes de débordements fréquents. L'aménagement du site vise à limiter l'impact des constructions sur le milieu, puisque les futurs logements se situeront à 40 mètres du lit mineur du ruisseau. Aucune mesure environnementale particulière n'est prévue pour compenser la disparition des pelouses présentes puisqu'elles seront en partie remplacées par des jardins particuliers

1.2. Le projet de modification

L'orientation d'aménagement et de programmation est modifiée comme suit : les modifications apparaissent en **rouge** dans le texte

- Contexte et situation

Le site est localisé au Nord-Est de la commune. Il correspond à une dent creuse (0,33 ha) située le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe, à 100 mètres de l'entrée du village depuis Cutry. Les terrains sont occupés par des surfaces enherbées marquées par la présence de quelques arbres fruitiers. Le site est entouré par des habitations individuelles de type pavillonnaire et est desservi par les réseaux. Le découpage de la zone ainsi que l'implantation des nouvelles constructions (en alignement avec l'existant) visent à limiter l'impact de l'urbanisation sur l'arrière de la parcelle, qui se trouve à proximité du ruisseau intermittent du Royat.

- Enjeux

La commune souhaite urbaniser cette dent creuse afin d'une part de répondre aux objectifs de densification du tissu urbain et d'autre part pour poursuivre le développement démographique de la commune.

L'enjeu de diversification des logements est également important pour la commune. Pour cela elle envisage la construction **de petits logements collectifs d'un habitat mixte** sur ce site. La densité résidentielle envisagée **avoisine 20 à 27 15** logements à l'hectare **(soit environ 4 à 5 à 6 logements)**.

- Principes d'aménagement

Le projet prévoit l'aménagement d'une superficie de ~~0,24~~ **0,33** hectare. Il est envisagé d'y construire plusieurs constructions **(5 à 6 logements)**. ~~Les logements doivent répondre à une forme urbaine originale (petits collectifs ou habitat groupé)~~ Il s'agit de développer un habitat individuel dense pouvant associer plusieurs formes architecturales (maisons individuelles, jumelées, en bande, ...) afin d'optimiser la densité bâtie du site.

Les règles de construction (alignement sur les constructions voisines, volumétrie et hauteur) visent à reprendre les caractéristiques des constructions voisines existantes, dans le but d'obtenir un développement urbain du secteur en harmonie avec l'agencement urbain actuel. **Afin de renforcer la défense incendie du secteur, le projet intégrera la réalisation d'une bâche à incendie.**

- Desserte, déplacements et stationnement

L'accès se fera directement depuis la rue de la Croix Sainte-Agathe. Une ou des voies seront créées pour accéder aux constructions Les espaces dédiés au stationnement devront veiller à limiter l'imperméabilisation des sols

Environnement

La délimitation de cette dent creuse vise à limiter l'impact environnemental des futures constructions sur le milieu. Le site se trouve à proximité d'un ruisseau intermittent (le Royat) caractérisé par des épisodes de débordements fréquents. L'aménagement du site vise à limiter l'impact des constructions sur le milieu, puisque les futurs logements se situeront à 40 mètres du lit mineur du ruisseau. Aucune mesure environnementale particulière n'est prévue pour compenser la disparition des pelouses présentes puisqu'elles seront en partie remplacées par des jardins particuliers



1.3. Justification de la modification de l'Orientation d'Aménagement et de programmation

L'aménagement de la dent creuse au lieu-dit « La Volette » prévoit la réalisation de plusieurs habitations. Afin de favoriser l'urbanisation de ce secteur, la municipalité a souhaité réaliser quelques rectifications et ajustements dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Il s'agit de rectifier la superficie du site dans l'OAP qui est de 0,33 ha pour la mettre en cohérence à la superficie de la zone UBc dans le zonage.

Une autre modification porte sur la réécriture de la densité (logements/hectare) sur le site, qui avoisine les 15 logements/hectare soit environ 4 à 5 logements (0.33 ha x 15 logements). En tenant compte de l'implantation d'une bâche à incendie pour renforcer la défense incendie du secteur, la densité du site répond à l'objectif de densité moyenne minimale brute défini par le Schéma de Cohérence Territoriale pour le niveau de polarité « village »

Enfin la municipalité souhaite favoriser un habitat mixte individuel dense pouvant associer plusieurs formes architecturales à la place de petits collectifs, ceci afin de mieux s'intégrer dans le contexte urbain (habitat pavillonnaire) et environnemental du site.

Ces modifications s'inscrivent dans les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui visent notamment à limiter l'étalement urbain et à combler les dents creuses et à renforcer la diversité de l'habitat et maintenir une offre résidentielle.

C. Annexe : plan de zonage pluvial

Afin d'être en cohérence avec le règlement du PLU et conformément au point 8° de l'article R 151-53 du Code de l'Urbanisme et de l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Locales, il est ajouté en annexe le zonage pluvial pour assurer la gestion des eaux pluviales

III. INCIDENCES POTENTIELLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MODIFICATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT.

Le présent dossier a été soumis à l'autorité environnementale au titre de l'examen au cas par cas.

Les modifications telles qu'elles sont édictées dans le chapitre II ne viennent pas porter atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et auront une très faible incidence sur l'environnement.

L'augmentation de 5 m² de l'emprise au sol des abris de jardin, l'autorisation d'extension de constructions dans la limite d'une emprise au sol de 25 m² en zone naturelle de jardin et l'implantation de piscine dans la limite de 32 m² en zone Nj jouxtant les zones urbaines UA et UB vont engendrer une très faible imperméabilisation du sol et permettre le caractère de la zone Nj.

La modification des règles sur la gestion des eaux pluviales va dans le sens de la diminution des rejets et contribue à limiter les risques de pollution et les atteintes du milieu naturel. Elle permet par ailleurs de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions réglementaires en vigueur. Elle aura un impact positif sur l'environnement.

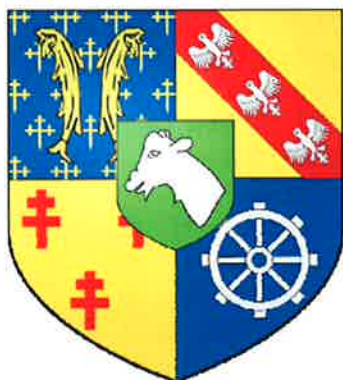
La modification du règlement sur l'aspect et la couleur des toitures permettra de mieux insérer les constructions dans le paysage existant.

La modification de l'Orient d'Aménagement et de Programmation sur la zone UBc au lieu-dit « La Volette » n'aura pas d'incidence sur la consommation foncière agricole ou naturelle.

Les modifications n'affectent pas de site naturel remarquable ou d'espace agricole ou naturel présentant un intérêt écologique particulier. L'impact du projet sur l'environnement naturel sera donc nul.

Les modifications ne vont pas engendrer de nouvelles nuisances sonores ou avoir un effet sur la qualité de l'air.

Département de Meurthe-et-Moselle



COMMUNE D'UGNY

REVISION DU POS ET
TRANSFORMATION EN PLAN LOCAL
D'URBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION

A



Document conforme à celui annexé
à la délibération du Conseil Municipal

en date du24.../11.../2015.....

approuvant
la révision du Plan Local d'Urbanisme

P/ LE MAIRE
Li Adjoint arlégué

A-SCNITE



SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE.....	9
ANALYSE DE L'ETAT INITIAL	9
I. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE	11
A. <i>Situation géographique</i>	11
B. <i>Superficie et densité</i>	12
II. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	13
A. <i>L'environnement physique</i>	13
1. Géologie-Pédologie	13
2. Hydrologie-Hydrogéologie	14
3. Le relief	16
4. Le climat.....	18
B. <i>L'occupation du sol et son évolution</i>	20
C. <i>Les éléments naturels</i>	23
1. Les sites d'intérêt écologique.....	23
2. Les autres éléments environnementaux	27
3. Le paysage	28
D. <i>L'environnement urbain</i>	36
1. Les grandes étapes du passé.....	36
2. Les caractéristiques de l'urbanisation et du bâti	38
3. Patrimoine archéologique et historique.....	44
E. <i>La gestion des ressources</i>	48
1. L'énergie	48
2. Eau potable et captage	52
3. Le système d'assainissement des eaux usées	53
4. L'élimination des déchets.....	54
F. <i>Les nuisances et les risques</i>	55
1. La qualité de l'air.....	55
2. Le bruit	57
3. Les risques.....	57
4. Les sites pollués	67
III. L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION.....	68
A. <i>La commune dans son environnement : analyse du contexte socio-économique en Lorraine Nord</i>	68
1. Dynamiques démographiques et attractivité	68
2. Dynamiques économiques.....	69
3. Le dynamiques de mobilité	70
B. <i>La démographie</i>	70
1. Population	70
2. Les ménages	73
3. Les prévisions démographiques	73
C. <i>Le logement</i>	74
1. Evolution du parc de logements.....	74
2. Les caractéristiques du parc de logements	74
3. Les besoins en logements	77
D. <i>Dynamiques économiques</i>	79
1. La population active	79
2. Les activités et emplois.....	80
3. L'activité agricole	81
4. Les besoins en matière de développement économique.....	83
E. <i>Les transports et les déplacements</i>	84
1. Les voies de communications.....	84

2. La mobilité et les déplacements.....	86
3. Les transports	87
4. Le stationnement	88
5. Les besoins en transports et déplacements	89
F. Les équipements et la vie associative.....	89
1. Les équipements administratifs et autres services	89
2. L'enseignement.....	89
3. Les équipements sportifs et de loisirs	90
4. Les édifices culturels et historiques	90
5. La vie associative.....	90
6. Les communications numériques	91
7. Les besoins et les projets en équipements.....	92
IV. Les contraintes techniques et réglementaires.....	93
A. Dispositions législatives et réglementaires.....	93
B. La Directive Territoriale d'Aménagement (D.T.A.).....	94
C. Le Schéma de Cohérence Territoriale.....	96
D. Le Programme Local de l'Habitat	98
E. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.)	102
F. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.)	103
G. Le Schéma de Cohérence Ecologique	105
H. Le Schéma Régional Climat Air Energie et le Plan Climat Energie Territorial	106
I. Les servitudes d'utilité publique.....	108
J. Les obligations diverses	108
DEUXIEME PARTIE.....	110
LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET LA	110
DELIMITATION DES ZONES	110
I. Les choix pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables	112
1. Optimiser le développement de la commune.....	113
2. Pérenniser et conforter les activités, les services et les équipements de la commune.....	114
3. Assurer la protection des milieux naturels et participer au renforcement de la biodiversité et des richesses environnementales, écologiques et paysagères	114
4. Valoriser le cadre de vie communal.....	115
5. Objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain	116
II. Les choix pour établir les orientations d'aménagement et de programmation.....	117
III. Les choix retenus dans le Plan Local d'Urbanisme pour mettre en œuvre le PADD..	118
A. Préambule	118
2. Les espaces boisés classés	123
3. Les sentiers et chemins publics et privés	123
4. Les protections du patrimoine architectural et paysager	123
5. Les prescriptions par rapport aux voies et axes de transports	124
6. Les mesures pour assurer la sécurité des personnes et des biens.....	124
7. Les mesures prises pour assurer la protection des ressources naturelles et environnementales et la qualité paysagère	125
8. Les emplacements réservés	126
B. Evolution du zonage.....	126
IV. Les modifications apportées au règlement	130
A. Principes généraux.....	130
B. La nature de l'occupation et de l'utilisation du sol	130
C. Les conditions de l'occupation du sol.....	132
1. Articles 3 et 4	132
2. Articles 5, 6, 7 et 8	133
3. Articles 9 et 10	135
4. Articles 11, 12, 13 et 14	136

5. Articles 15 et 16	139
TROISIEME PARTIE :	141
LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT .141	
I. Préambule.....	143
II. Incidence sur la biodiversité et les milieux naturels	143
III. La gestion des ressources naturelles : eau, énergie et consommation des terres agricoles	145
A. <i>L'enjeu de la ressource en eau</i>	145
B. <i>L'énergie</i>	146
C. <i>Les déchets</i>	148
D. <i>La préservation des espaces agricoles</i>	149
1. La consommation de terres agricoles	149
IV. La prise en compte des risques	151
A. <i>Les risques naturels</i>	151
B. <i>Le risque sismique</i>	151
C. <i>Les nuisances</i>	152
1. La qualité de l'air.....	152
2. - Les dispositions législatives qui s'imposent.....	152
D. <i>Le bruit</i>	152
V. Suivi de la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme : les indicateurs de suivi	153

INTRODUCTION

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (Loi SRU), a introduit en lieu et place des Plans d'Occupation des Sols (POS), un nouvel outil de planification couvrant la totalité d'une ou plusieurs communes: le Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La loi d'Engagement National pour l'Environnement ou « Grenelle II », du 12 juillet 2010, a modifié plusieurs aspects du PLU ; les principaux concernent :

- la priorité à la gestion économe de l'espace et la densification : le rapport devra présenter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifier les objectifs de modération de cette consommation ;
- la priorité à la densification : les orientations d'aménagement et de programmation (qui se substitueront aux actuelles orientations d'aménagement) pourront prévoir une densité minimale de construction dans les secteurs situés à proximité des transports collectifs existants ou programmés ;
- le renforcement de l'intercommunalité en mettant l'accent sur le PLU intercommunal ;
- la prise en compte du réchauffement climatique.

La Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové – ALUR du 24 mars 2014, a apporté de nouvelles modifications au PLU, qui concernent notamment :

- le rapport de présentation du PLU pour lequel des précisions sont à apporter concernant le diagnostic environnemental, avec une intégration d'une analyse de densification, d'un diagnostic des capacités de stationnement et d'une étude rétrospective de la consommation d'espace (cette disposition fait l'objet de dispositions transitoires lorsque le PLU est à un stade avancé et que le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a déjà fait l'objet d'un débat au sein du Conseil Municipal ; elle sera réintégrée lors d'une prochaine révision du PLU) ;
- Le PADD du PLU doit intégrer des politiques du paysage dans les orientations générales et fixer des objectifs chiffrés de consommation d'espace (entrée en vigueur immédiate) ;
- le règlement fera l'objet d'une nouvelle présentation thématique (application différée) et le Coefficient d'Occupation des Sols et la règle sur la superficie minimale des terrains constructibles sont supprimés (application immédiate).

Le PLU doit respecter les principes légaux fixés par le Code de l'Urbanisme.

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter les orientations définies par les documents supra communaux.

Il se compose de plusieurs documents: le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), des orientations d'aménagement et de programmation, le règlement, les documents graphiques et les annexes.

Le présent rapport de présentation est un document dont la lecture doit permettre de comprendre les principes d'organisation et les principales raisons sur lesquels repose le Plan Local d'Urbanisme.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

Il justifie les objectifs compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

PREMIERE PARTIE

ANALYSE DE L'ETAT INITIAL

I. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE

A. Situation géographique

La commune d'Ugny se situe dans la partie Nord du département de la Meurthe et Moselle. Elle appartient à la région naturelle du « Pays-Haut », vaste plateau entaillé par de nombreuses vallées. Administrativement, Ugny est rattachée à l'arrondissement de Briey et fait partie du canton de Longuyon.

La commune d'Ugny bénéficie d'une situation avantageuse, elle se trouve à proximité du Grand-Duché de Luxembourg et de la Belgique. Son ban communal est traversé par la RD18, axe routier important qui relie Longuyon à Longwy. Historiquement, la commune est plus ou moins rattachée au « Longuyonnais » tandis qu'au niveau intercommunal elle fait partie de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy (CCAL).

Le territoire communal s'étend sur le plateau situé sur la rive gauche de la Chiers, celle-ci traverse une petite partie du ban communal au Nord-Ouest. La vallée de la Chiers constitue un élément majeur et structurant dans la géographie, dans le paysage et dans l'histoire du Pays-Haut. Le ruisseau du Royat (2.842 de linéaire sur la commune) se jette dans la Chiers, à l'extrême Ouest du territoire communal et traverse la partie urbanisée de la commune.

On trouve sur le ban communal 3 entités agglomérées : la ferme de la Caure (au Sud de la commune), le hameau de Praucourt (au Sud-Est de la commune, directement au Sud de la RD18) et le village d'Ugny.

La commune est limitrophe avec les communes suivantes :

- CONS-LA-GRANDVILLE au Nord,
- CUTRY au Nord-Est,
- CHENIERES à l'est ;
- BASLIEUX au Sud-Est
- DONCOURT-LES-LONGUYON et BEUVEILLE au Sud,
- MONTIGNY-SUR-CHIERS à l'Ouest

Implanté sur le plateau du Pays-Haut, UGNY est distant d'environ :

- 10 km de LONGWY
- 10 km de LONGUYON
- 38 km de BRIEY
- 50 km de THIONVILLE
- 71 km de METZ
- 116 km de NANCY

Elle fait partie de plusieurs structures intercommunales :

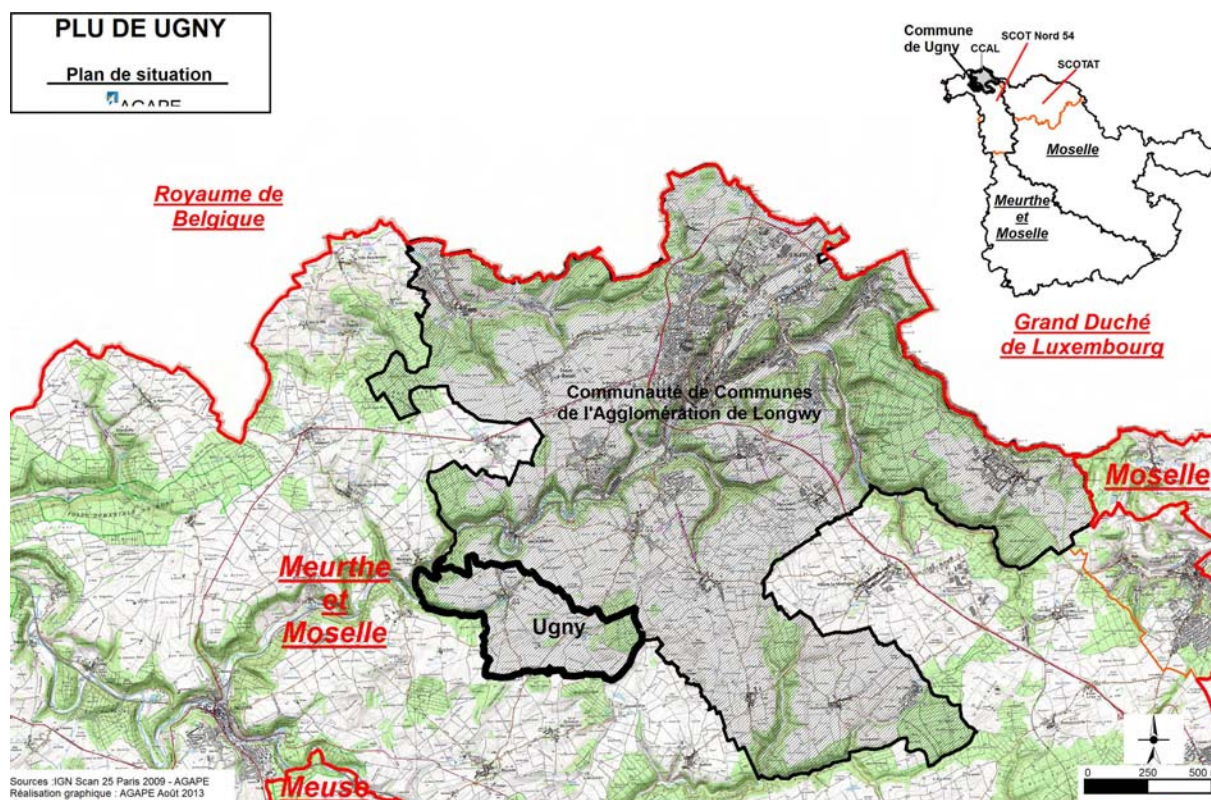
- la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy ;

- Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers ;
- le SIVU du chenil du Joli Bois.
- le Syndicat à vocation unique de suivi de la concession de distribution publique d'électricité de l'arrondissement de Briey (SISCODELB).
- le Syndicat d'épuration Ugny/Cons-la-Grandville/Villers-la-Chèvre.

B. Superficie et densité

Le territoire communal a une superficie de 9,41 km² (941 hectares).

La densité de la population en 2009 est de 76,5 habitants au km² (49 habitants au km² en 1999).



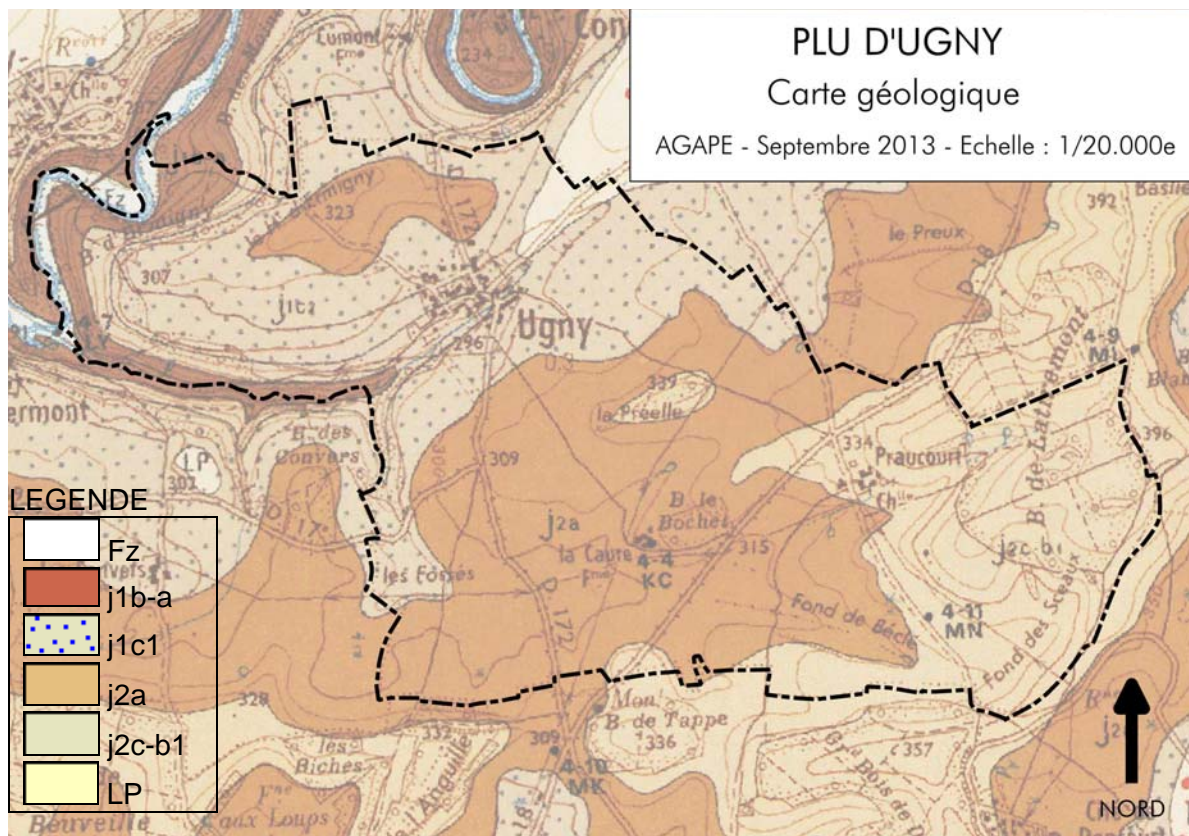
II. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

A. L'environnement physique

1. Géologie-Pédologie

La nature des sols du ban communal est en relation directe avec la topographie et géologie locale. Du plus récent au plus ancien, les terrains affleurant sont :

- Les alluvions récentes (Fz) présentent des éléments issus de l'érosion des calcaires Bajociens. Elles constituent le remplissage de fond de vallée de la Chiers. Parfois, les formations à silice détritique du Bajocien ont libéré du quartz en quantité importante et on retrouve une tendance sableuse dans certains niveaux alluviaux de fine granulométrie avec des argiles sableuses ;
- Le Bajocien moyen et inférieur (j1b-a) dont l'épaisseur totale est de 24 mètres se compose de :
 - *Calcaires à polypiers supérieurs* (17 mètres d'épaisseur) ;
 - *Calcaires à Echinotis*, calcaires cristallins, de 15 mètres de puissance ;
 - *Calcaires à Polypiers inférieurs* sur 45 mètres ;
 - *Calcaires de Haut-Pont*, calcaires spathiques et ferrugineux et calcaires d'Ottange, calcaires sableux, lumachelliques avec des passées à oolithes ferrugineuses.
- Le Bajocien supérieur (j1c1) est constitué de :
 - *L'Oolithe de Doncourt* (j1c2) qui correspond à un calcaire cristallin jaunâtre à marne ocreuse diffuse, souvent coquillier, d'une puissance de 15 mètres.
 - *L'Oolithe de Jaumont* (j1c1) qui correspond à un calcaire oolithique et lumachellique, piqueté de points terreux ocre et chargé de marne diffuse, de 25 mètres d'épaisseur.
 - *Les Marnes de Longwy* (j1c1) qui correspondent à des couches marno-calcaires et calcaires cristallins terreux à lumachelles fréquentes de 5 mètres d'épaisseur environ.
- le Bathonien inférieur (j2a) se décompose en deux formations :
 - *les caillasses à Anabacia* sont des calcaires cristallins, terreux, parfois granuleux et suboolithiques, avec des marno-calcaires de petits polypiers ;
 - *les marnes à Terebratula Globata* sont des marnes sablo-micacées avec des bans calcaires. Leur épaisseur est de 6 mètres.
- le Bathonien moyen (j2c-b1) représenté par des *marnes à Rhynchonelles*, qui sont des marno-calcaires d'une puissance de 15 mètres.
- Les limons des plateaux (LP)



La structure géologique est monoclinale, légèrement inclinée vers le Sud-Ouest de quelques degrés.

Le « Pays-Haut » correspond géologiquement au plateau bajocien.

2. Hydrologie-Hydrogéologie

2.1. Les eaux superficielles

Le territoire communal d'Ugnny est compris dans le bassin versant de la Chiers (2.222 km² pour 112 km de long). La Chiers est un affluent de rive droite de la Meuse.

La Chiers traverse la partie communale située à l'extrême Nord-Ouest. Son tracé correspond à la limite communale avec Montigny-sur-Chiers.

Le régime hydrologique de la rivière est pluvial, caractérisé par une seule alternance annuelle de hautes et de basses eaux.

Les principales caractéristiques de ce régime sont donc des crues hivernales et des basses eaux estivales ainsi qu'une variabilité interannuelle importante.

Le module¹ de la rivière est de 4,56 m³/seconde à Montigny-sur-Chiers et atteint 30,6 m³/seconde à sa confluence avec la Meuse (à Remilly-Aillicourt).

La rivière est concernée par un arrêté préfectoral portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien de la Chiers, dont l'objectif est de pérenniser les plantations et aménagements

¹ Correspond au débit moyen inter annuel

réalisés dans le cadre du programme de restauration de la rivière réalisé entre 2006 et 2011 en assurant l'entretien du ripisylve et en stabilisant les berges par des plantations.

En termes de biodiversité, la Chiers est de deuxième catégorie piscicole, on y trouve le long de son cours plusieurs espèces dont principalement : anguille, chabot, truite fario, vairon, loche franche, chevesne-vandoise, barbeau fluviatile, gardon, épinoche.

Le ruisseau du Royat correspond à un affluent de rive gauche de la Chiers. Il traverse les communes de Cutry, de Cons-la-Grandville et se jette dans la Chiers à Ugny. Il s'agit d'un ruisseau intermittent dont le bassin versant s'étend sur 15,9 km².

Le Royat se met en charge lors de forts épisodes pluvieux, par ruissellement des eaux sur les plaines agricoles amont, occasionnant d'importants débordements et désordres hydrauliques sur la commune d'Ugny ².

La première trace (de mémoire humaine) de débordement de ce cours d'eau est relatée en juin 1887, il est précisé : « *En 1887, le 2 Juin, un orage d'une violence extrême s'abattit sur la commune : ce ruisseau, un cours d'eaux impétueux, entraînant tout, creusant son lit de roches calcaires de plus d'un mètre. Les maisons situées dans la vallée furent envahies par un mètre d'eau.* »³.

Plusieurs épisodes de débordements ont été recensés au cours des vingt dernières années.

Une étude hydrologique a été effectuée en 2007 sur ce ruisseau, le SIAC et la commune d'Ugny souhaitent mener des actions d'aménagements de lutte en cas d'évènement décennal (voir chapitre 3.2.2. des risques naturels).

Il existe par ailleurs de nombreux cours d'eaux intermittents dans la partie Sud de la commune, dont deux rejoignant le ruisseau du Royat dans sa partie aval (à la sortie du village), il s'agit du ruisseau « des Aisances » et du ruisseau des « Convers ».

2.2. Les eaux souterraines

Les Caillasses à Anabacia et les Marnes de Longwy alimentent des nappes indigentes qui ont justifié l'implantation des villages et des fermes. C'est particulièrement le cas à Ugny avec la présence du Royat et de 3 fontaines situées à la base de l'Oolithe de Doncourt (fontaine St Georges, fontaine aux Oies et fontaine proche du village). La nappe la plus importante est celle du Bajocien. Par ailleurs, il existe un karst important au voisinage du bassin ferrière.

² Source : Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers

³ Source : Ouvrage d'Olivier CORTESI, « *Ugny, une étape champêtre sur les routes de Lorraine* » ; avril 2001

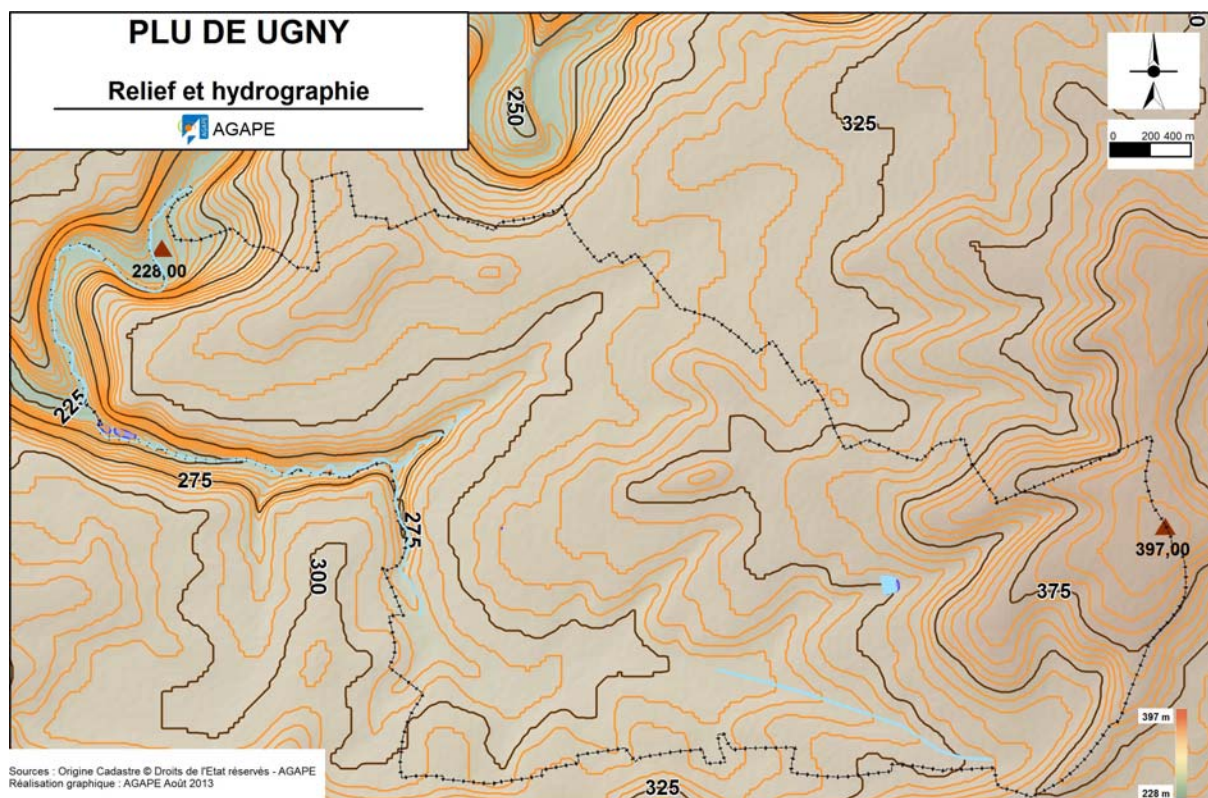
3. Le relief

La commune d'Ugny est donc localisée dans le Pays-Haut, vaste région naturelle située au revers de la Côte de Moselle à l'extrémité Nord du département de la Meurthe-et-Moselle.

Le Pays-Haut correspond à un plateau modelé par des vallonements plus ou moins prononcés et entaillés par des vallées souvent profondes et localement par de petits vallons comme le ruisseau du Royat qui traverse le cœur du ban communal d'Est en Ouest.

Le point le plus haut (397 mètres) se trouve à l'extrémité Est de la commune au niveau de la limite communale avec Chenières tandis que le point le plus bas (228 mètres) se situe à l'extrême Nord-Ouest et correspond au lit mineur de la Chiers.

Le ban communal correspond principalement à un plateau peu accidenté, dont les altitudes s'inclinent globalement du Nord-Est vers le Sud-Ouest (lié au pendage des couches géologiques).



3.1. La vallée de la Chiers, le vallon du Royat et leurs versants

La Chiers traverse une petite partie du ban communal (au Nord-Ouest de celui-ci). Le lit de la Chiers se trouve à une altitude de 228 mètres lors de son passage sur le ban communal.

Le lit mineur de la Chiers présente une largeur de 12 à 15 mètres et le lit majeur entre 60 et 75 mètres. Les variations de largeur sont liées au tracé sinueux de la rivière qui décrit de nombreux méandres.

Les versants de la vallée de la Chiers présentent des pentes fortes. La rivière montre un encaissement dans le plateau Bajocien de 80 à 100 mètres. Les versants les plus abrupts (15/20°) se trouvent au niveau des parties convexes des méandres décrits par la rivière tandis que les pentes moins fortes caractérisent les parties concaves des méandres.

Le ruisseau du Royat se jette dans la Chiers au niveau des étangs de Juminel. Ce ruisseau prend sa source sur le ban communal de Cutry et traverse Ugny selon un tracé Nord-Est / Sud-Ouest. L'encaissement de ce ruisseau est progressif et entaille véritablement le plateau lors de sa sortie du village (lieux dits « Bataille » et « La Dominette »).

Dès ce secteur, son encaissement est plus important puisque le lit du ruisseau passe d'une altitude de 290 mètres à 230 mètres sur un peu moins de 2 kms. Cet encaissement rapide est lié aux changements de couches géologiques ainsi qu'aux apports des différentes sources.

Depuis une vingtaine d'années, les écoulements du Royat ont donné lieu à quelques événements importants, avec des phases d'écoulements intenses notamment lors d'épisodes pluvieux intenses en périodes automnales et hivernales. La topographie du lit du Royat s'est même modifiée dans sa partie amont, notamment au niveau du cimetière (lieux dits « Le Clozel » et « La Volette », secteur dans lequel le ruisseau s'est encaissé de 1 à 2 mètres en quelques années.

Cette évolution affecte des zones actuellement urbanisées. La commune et le SIAC réfléchissent à des actions visant à mieux identifier le risque et à réduire l'importance et la fréquence des aléas (voir chapitre 3.2.2. Les risques naturels).

3.2. Le plateau

Cet ensemble topographique occupe la majeure partie du ban communal d'Ugny.

On peut distinguer deux sous ensembles, plus ou moins séparés par le vallon du Royat :

- Le plateau situé au Nord-Ouest, entre la Chiers au Nord et le Royat au Sud culmine à une altitude d'environ 325 mètres (« *Haut d'Ermigny* »)
- Le plateau Sud occupe une grande partie de la commune, sur celui-ci les altitudes s'abaissent du Nord-Est vers le Sud-Ouest (revers de plateau des Côtes de Moselle s'abaissant vers la Woëvre). L'altitude maximale est de 397 mètres (lieu-dit « *Latiremont* ») ;

Ce lieu-dit de Latiremont correspond à une butte qui domine le plateau. C'est au sommet de ce lieu-dit que s'est installé l'un des ouvrages de la ligne Maginot (Ouvrage de Latiremont du secteur fortifié de la Crusnes), à la limite communale d'Ugny avec la commune de Baslieux.

Le plateau est marqué par la présence ponctuelle de formes endo-karstiques (liées à la présence d'un aquifère et de couches intercalaires carbonatées (Caillasses à Anabacia).

4. Le climat

4.1. Données climatiques générales et situation de la commune

Le climat de type océanique tempéré à tendances continentales caractérise le climat lorrain et celui du Pays-Haut Lorrain marqué par des altitudes proche des 500 mètres par rapport au niveau de la mer (ce qui lui confère avec l'éloignement de la mer ses tendances continentales).

Ce climat se caractérise par l'influence principale et successive des masses d'air venues de l'Ouest (océaniques) source de précipitations mais d'écarts de température faibles et des masses d'airs continentales sèches et sources d'amplitudes thermiques assez marquées.

Le climat présente donc une grande instabilité d'une année à l'autre et d'une saison à l'autre en fonction du positionnement de ces deux masses d'airs principales.

Celui d'Ugny s'inscrit dans ce contexte et présente peu de particularités locales.

4.2. Les évolutions prévisibles des conditions climatiques⁴

Les anomalies de température qu'a connu la Lorraine comme le reste de la France au cours des dix dernières années (été 2003, hiver 2006, printemps 2007...) semblent s'inscrire dans le contexte global d'un réchauffement climatique planétaire significatif, lié à un effet de serre additionnel, d'origine anthropique.

Les tendances observées au niveau lorrain au cours des dernières décennies, peuvent se résumer ainsi :

- une évolution des températures aussi bien en période diurne que nocturne, en toute saison (réchauffement de +1,3°C sur la période de 1879-2007) ;
- une augmentation significative du nombre de nuits chaudes ;
- une baisse chronique d'enneigement au sol dans le massif vosgien depuis la fin des années 80, et une réduction de la durée de la saison neigeuse ;
- une diminution significative du nombre de jours de gel ;
- un accroissement des précipitations en période hivernale.

⁴ Les évolutions « récentes » en Lorraine (extraits de l'étude « Effets du changement climatique sur les politiques publiques en Lorraine », SGAR – DIREN– 2006)

4.3. L'évolution prévisible du climat et ses conséquences

Dans les années qui viennent, les Lorrains auront donc à priori à subir un climat différent de celui d'aujourd'hui avec :

- des hivers plus doux et plus humides ;
- des étés plus secs et plus chauds ;
- un accroissement des températures annuelles, avec une élévation des minimales et des maximales estimé à +1,5 °C en 2025 et +2,5°C en 2050 ;
- en été un accroissement des jours de forte et de très forte chaleur ;
- un accroissement des précipitations en hiver (+10% d'ici 2025 et +15% d'ici 2050) ;
- une baisse des précipitations en été (-10 % d'ici 2025 et -15 % d'ici 2050) ;
- une régression des potentiels climatiques favorables à la formation et à la persistance d'un manteau neigeux naturel ou artificiel au sol dans les Vosges ;
- une augmentation de la fréquence des épisodes caniculaires ou des précipitations intenses sur plusieurs jours consécutifs. Ainsi des orages plus violents et plus fréquents qu'aujourd'hui pourront survenir.

Les conséquences de ces évolutions climatiques sont multiples et diverses :

- sur les sols (réserve en eau, consolidation des matériaux....) ;
- sur l'eau (régime des cours d'eau, inondations, ...) ;
- sur la biodiversité (distribution des espèces animales et végétales, modification des milieux) ;
- sur la forêt et la sylviculture (augmentation de la productivité, aires de répartition des essences forestières, ...) ;
- sur l'agriculture (gelées printanières pour les productions fruitières, canicules avant récolte,...) ;
- sur l'énergie (baisse de la demande pour le chauffage en hiver, demande accrue pour les besoins de refroidissements / climatisation...) ;
- sur l'industrie (pénurie de ressource en eau, inondation des sites de production) ;
- sur le tourisme ;
- sur les transports (limitation des transports polluants, engorgement des axes routiers, pic de pollution) ;
- sur l'urbanisme et l'habitat (intervention sur les logements anciens) ;
- sur la santé (augmentation des phénomènes d'allergies respiratoires, émergence de maladies liés aux écosystèmes).

D'où la nécessité d'adapter nos modes de vie, notamment en termes d'habitat, d'aménagement du territoire et de modalités des transports.

Différentes mesures ont déjà été prises au niveau national pour réduire les causes du changement climatique (plan climat, mesures réglementaires de réduction des émissions du CO2 par l'industrie).

A retenir :

Le territoire communal est marqué par un relief diversifié, marqué par la présence d'un réseau hydrographique important (Chiers, Royat et cours d'eaux intermittents).

La géologie explique en grande partie le relief et l'abondance de la ressource en eau (eaux souterraines, sources...) mais conditionne également la présence de risques.

Les évolutions climatiques (globales) peuvent avoir des conséquences sur l'environnement physique de la commune.

B. L'occupation du sol et son évolution

L'AGAPE a réalisé une numérisation de l'occupation des sols (MOS⁵) du territoire nord-lorrain à partir des orthophotoplans (photos aériennes de l'INSEE). Ces données permettent d'évaluer la consommation foncière des territoires pour les années 2004, 2009 et 2012 ou encore de découvrir les dents creuses potentielles au sein des tissus urbains.

En 2012, les terres agricoles couvrent 71% de la superficie communale, les forêts 19%, la végétation arbustive 4,3% et le tissu urbain 3,4%.

Sur la commune d'Ugny, on constate que les évolutions (entre 2004 et 2012) les plus importantes concernent les zones d'habitat et d'équipements avec une progression de 4,4 hectares en 8 ans (+16%). Cette augmentation s'est réalisée au détriment des terres cultivées et de la végétation arbustive qui ont diminué respectivement de 2 hectares et de 1,6 hectare.

Les autres évolutions restent faibles et peu significatives sur la période.

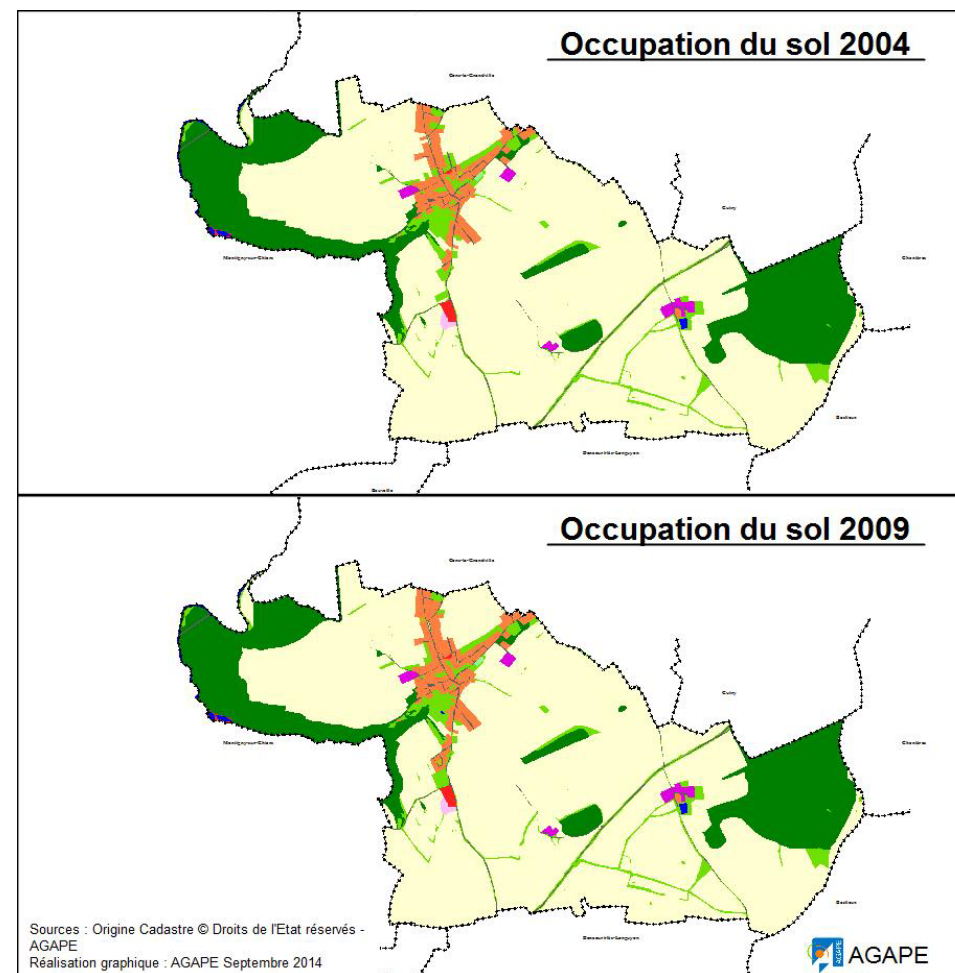
Ces évolutions sont plus marquées au cours de la période 2004-2009, durant laquelle la construction neuve était importante (voir page 66).

En prolongeant la tendance observée entre 2004 et 2012 jusqu'en 2015, on peut estimer qu'en onze ans :

- les zones d'habitat et d'équipement ont progressés de 5,1 hectares (+0,46ha/an) ;
- les terres cultivées ont diminués de 1,1 hectares (-0,1ha/an) ;
- la végétation arbustive a diminué de 2,2 hectares (-0,22ha/an).

⁵ Mode d'Occupation des Sols

MODE D'OCCUPATION DES SOLS (hectares)	Surfaces			Evolution des surfaces 2004- 2012	Prolongation tendance 2009-2012 jusqu'en 2015	Total 2004 - 2015
	2004	2009	2012			
Terres cultivées	653,6	650,7	651,6	-2	+0,9	-1,1
Forêts	174,3	174,2	174,3	0	+0,1	+0,1
Végétation arbustive ou herbacée	40,5	39,5	38,9	-1,6	-0,6	-2,2
Zones d'habitat et d'équipements	27,8	31,5	32,2	4,4	0,7	5,1
Réseau routier et ferroviaire	8,3	8,4	8,4	0,1	0	0,1
Zones industrielles ou commerciales, hangars agricoles	5	5	5	0	0	0
Cours, voies, plans d'eau	2,8	2,8	2,1	-0,7	0	- 0,7
Equipements sportifs ou de loisirs	1,8	1,8	1,8	0	0	0
Chantier	0,2	0,4	0,9	0,7	0,5	1,2
Dépôts, décharges et friches	0,9	0,9	0	-0,9	0	- 0,9
Espaces verts urbains, cimetières	0,3	0,3	0,3	0	0	0



PLU DE UGNY

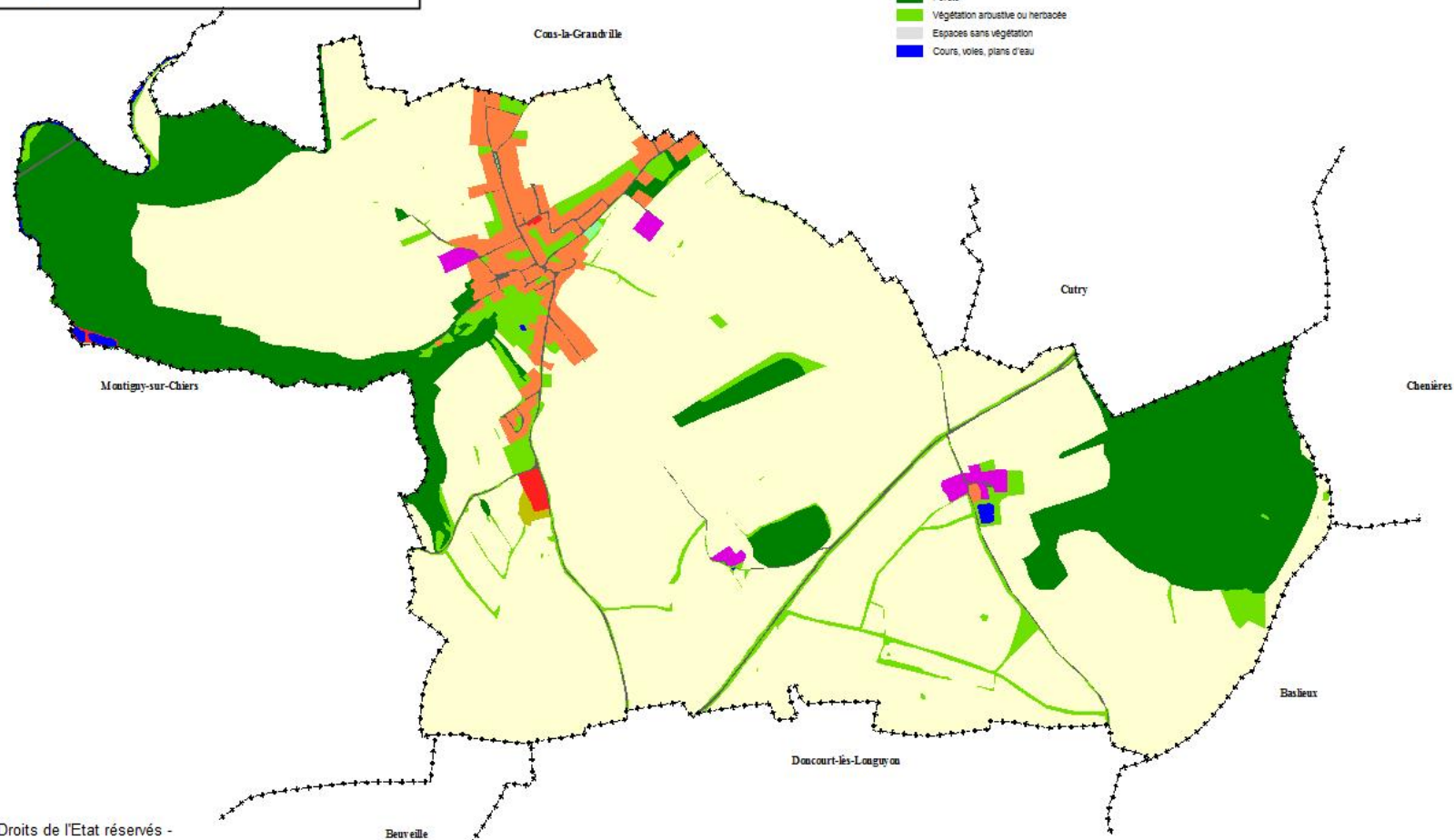
Occupation du sol 2012



- Mode d'Occupation du Sol 2012**
- Zones d'habitat ou d'équipements
 - Zones industrielles, commerciales ou hangars agricoles
 - Réseau routier et ferroviaire
 - Extraction de matériaux
 - Dépôts, décharges ou friches
 - Chantier
 - Espaces verts urbains, cimetières
 - Equipements sportifs ou de loisirs
 - Terres cultivées
 - Forêts
 - Végétation arborescente ou herbacée
 - Espaces sans végétation
 - Cours, voies, plans d'eau



0 250 500 m



Sources : Origine Cadastre © Droits de l'Etat réservés - AGAPE
Réalisation graphique : AGAPE Septembre 2014

C. Les éléments naturels

1. Les sites d'intérêt écologique

1.1. La ZNIEFF⁶ de type 2 « Vallées de la Chiers et de la Crusnes »

Une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) est une zone d'Inventaire du Patrimoine Naturel, particulièrement intéressante sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I sont définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.

Une ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes.

- les ZNIEFF de type II sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II incluent une ou plusieurs zones de type I, formant des zones-tampons.

Une ZNIEFF de type de II est un grand territoire correspondant à une combinaison d'unités écologiques présentant des caractéristiques homogènes.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis à vis du principe de la préservation du patrimoine naturel, en particulier les ZNIEFF de type I qui peuvent signaler la présence d'espèces protégées.

Le zonage ZNIEFF mis à jour sur l'ensemble de la Lorraine par la DREAL Lorraine et le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN), a été validé par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) le 9 avril 2013.

Il n'y a aucune ZNIEFF de type 1 sur Ugny, seule une partie du ban communal correspondant à la vallée de la Chiers et ses versants ainsi qu'à une partie du vallon du Royat est intégrée dans le périmètre d'une ZNIEFF de type 2.

⁶ Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

La ZNIEFF de type 2 « *Vallées de la Chiers et de la Crusnes* » couvre une superficie de 14.383 hectares et intègre plusieurs ZNIEFF de type 1 :

- « *Pelouse de la côte d'Urbul* » à Charency-Vezin ;
- « *Gîtes à Chiroptères* » à Colmey ;
- « *La Crusnes en aval de Boismont* » ;
- « *Le vallon du Nanhof* » à Boismont, Pierrepont, Bazailles, Baslieux, Morfontaine...;
- « *Le vallon de la Moulaine* » à Villers-la-Montagne et Hussigny-Godbrange ;
- « *Vallon et marais de la Crusnes* » ;
- « *La Chiers en aval de Longuyon* » ;
- « *Gîte à Chiroptères* » à Allondrelle-la-Malmaison ;
- « *Pelouse de Vignenbois* » à Colmey et Villette ;
- « *Ruisseau du Dorlon* » à Allondrelle-la-Malmaison et Charency-Vezin ;
- « *Pelouse du Cron* » à Boismont ;
- « *Pelouse des Quicon* » à Errouville.

L'Inventaire National du Patrimoine Naturel précise qu'il existe des liaisons écologiques entre ces zones.

La ZNIEFF de type 1 la plus proche de la commune se trouve au Sud du ban communal, il s'agit du « *Vallon du Nanhof* », situé à 1,5 kilomètre de la limite communale. Sur le tracé de la Chiers, la ZNIEFF de type 1 la plus proche correspond à « *la Crusnes en aval de Boismont* » (6 kms au Sud-Ouest d'Ugny).

L'Inventaire National du Patrimoine Naturel recense 25 espèces déterminantes⁷ sur la commune d'Ugny, ces espèces sont surtout liées à la ZNIEFF :

- Des batraciens (crapaud commun, triton alpestre, grenouille commune et grenouille rousse) ;
- Un insecte du sous ordre des zygoptères : la nymphe au corps de feu ;
- Des mammifères comme le chevreuil européen, le sanglier et plusieurs espèces de chauves-souris : la Pipistrelle commune, la Noctule de Leisler, le Murin à moustaches, le Grand Murin, le Murin de Brandt et le Murin d'Alcathoe ;
- Des oiseaux comme la buse variable, le pic épeiche, le bouvreuil pivoine, la chouette hulotte et la grive litorne ;
- Un reptile : le lézard vivipare.
- Des plantes: l'Orchis moucheron, la Nivéole de printemps, la Grande Listère, l'Herbe à la couleuvre, la Platanthère à fleurs blanches et le lin cultivé (espèce introduite).

⁷ Espèces considérées comme remarquables pour la biodiversité

1.2. Les sites Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur le ban communal ou sur les communes limitrophes.

Le site Natura 2000 le plus proche de la commune se situe à Charency-Vezin « *Pelouses et milieux cavernicoles de la vallée de la Chiers et de l'Othain, buxaie de Montmédy* ». Il s'agit d'une Zone Spéciale de Conservation de 314 hectares.

Il s'agit d'un site éclaté regroupant des milieux forestiers (forêt de ravin, aulnaie-frênaie humide, hêtraie), des pelouses à orchidées, formations à buis et à genévrier ainsi que des sources pétrifiantes. Des ouvrages militaires abandonnés abritent jusqu'à six espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire.

1.3. La ZICO⁸ « Val de Chiers et environs de Spincourt »

La commune d'Ugny est entièrement couverte par cette ZICO (16 180ha).

Elle abrite une avifaune variée : Bondrée apivore, Milan Royal, Busard cendré, Martin pêcheur, Pic noir, Pic mar et Pie Grièche qui figurent parmi les nicheurs. Durant l'hivernage on trouve également le Faucon émerillon et la Grue cendrée.

1.4. Les zones humides

L'inventaire des zones humides du territoire du SAGE⁹ du bassin ferrifère de 2012, réalisé par le bureau d'études Asconit consultants¹⁰, sous maîtrise d'ouvrage de la Région Lorraine, a permis de répertorier les zones humides de plus de 100 m², certaines zones humides plus petites sont également cartographiées.

Cependant cet inventaire ne peut pas être considéré comme totalement exhaustif, étant donné la méthodologie employée et l'échelle de travail.

D'après cet inventaire, on trouve plusieurs zones humides et plans d'eaux sur la commune d'Ugny :

Une zone humide prioritaire pour la biodiversité, correspondant globalement au lit majeur de la Chiers (12,12 hectares), marquée par une bonne continuité écologique. Il s'agit d'une vaste forêt alluviale longeant la rivière, sur les communes d'Ugny et de Montigny-sur-Chiers, qui sert d'habitat pour diverses populations animales et végétales. C'est aussi une zone particulière d'alimentation et de reproduction des espèces.

⁸ Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux

⁹ Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

¹⁰ Les cartes ainsi que les explications sont issues de l'étude pour l'élaboration de l'inventaire des zones humides sur le périmètre du SAGE du bassin ferrifère, actualisées en mars 2013

Ce secteur représente un intérêt pour la valorisation pédagogique et l'éducation, elle a également une valeur économique (agriculture et sylviculture)

Le pâturage intensif sur cette zone est identifié comme une menace potentielle pour le maintien de sa qualité et de la biodiversité qu'elle abrite. Il est préconisé de maintenir un pâturage de type extensif sur cette zone. Celle-ci est prolongée au Nord par deux autres portions de zones humides.

La portion située directement au Nord se trouve sur le ban communal de Montigny-sur-Chiers (elle ne concerne pas directement la commune d'Ugny mais se trouve en continuité directe avec la zone précédente). Il s'agit d'une zone humide prioritaire pour la gestion de l'eau (niveau 2), correspondant à la plaine alluviale de la Chiers (3,52 hectares) entrecoupée par une voie ferrée marquée par une bonne continuité écologique (milieux liés).

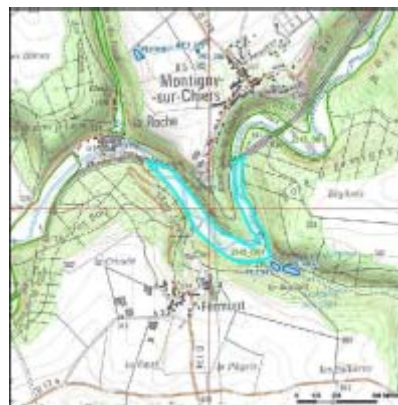
La sylviculture apparait comme une menace pour ce milieu. Il est préconisé de pratiquer une gestion sylvicole extensive et raisonnée. Ses fonctionnalités hydrauliques et hydrologiques sont les mêmes que celles de la zone précédente.

La 3eme portion sur ce secteur correspond également à la plaine alluviale de la rivière (13,91 hectares) entrecoupée par la voie ferrée. Elle s'étend sur les communes d'Ugny, de Montigny-sur-Chiers et de Cons-la-Grandville. Cette zone est aussi marquée par une bonne continuité écologique.

La mise en culture de la plaine alluviale apparait ici comme une menace. Il est préconisé de maintenir un pâturage extensif sur cette zone.

Pour ces trois zones, les fonctions hydrauliques et hydrologiques potentielles sont nombreuses (fonctions d'épuration, expansion naturelle des crues, ralentissement du ruissellement, soutien naturel d'étiage, atténuation et désynchronisation des pics de crue à l'aval, sédimentation des matières en suspension, rôle naturel de protection contre l'érosion).

Le diagnostic fonctionnel hydraulique montre pour ces zones que le fonctionnement observé est « sensiblement dégradé mais ne remet pas en cause les équilibres naturels ».



Il existe également une lande humide, située entre le village d'Ugny et le terrain de football. Il s'agit d'une frênaie humide (0,48 hectare) en bordure de village et de culture. Elle joue un rôle important pour épurer les eaux de ruissellement provenant des cultures. Cette zone est déconnectée de tout autre milieu naturel (il n'y a pas de continuité écologique).



L'activité agricole apparait comme une menace potentielle pour ce milieu isolé.

Quatre plans d'eaux sont également identifiés. Les étangs de Juminel correspondent à deux plans d'eaux en série, dont les berges sont entretenues. **Ceux-ci impactent la qualité du secteur puisqu'ils impliquent un ralentissement de l'écoulement des eaux, une accumulation de pollution, une banalisation de l'habitat et des populations, une entrave à la circulation piscicole. Ils entraînent également le refroidissement (en hiver) et le réchauffement (en été) des cours d'eaux ce qui est néfaste pour la faune aquatique.**



Les deux autres plans d'eaux se situent sur le plateau. Le SAGE en identifie un à proximité directe de la lande humide et un second au Sud du hameau de Praucourt, alimenté par nappe ou par ruissellement. Les berges de ce plan d'eau sont entretenues.

2. Les autres éléments environnementaux

2.1. Les massifs forestiers

Les boisements concentrés sur les versants de la vallée de la Chiers sont essentiellement composés par des feuillus caducifoliés.

Ils constituent un intérêt écologique, économique, social et surtout paysager. Le hêtre est l'essence dominante de la futaie, accompagné de chênes et de charmes espèces qui dominant sur les terrains marneux. Les frênes et quelques érables complètent la futaie.

L'aubépine, le cornouiller, l'églatier, le noisetier et le prunellier sont les principales espèces composant la strate arbustive.

2.2. Les vergers

Les vergers ceinturent les villages de la commune. Ce sont les meix, éléments caractéristiques et typiques des villages traditionnels lorrains.

Les essences prédominantes de ces vergers sont le mirabellier, le prunier, le pommier, le poirier et le cerisier. L'entretien de ces vergers apparaît de plus en plus négligé et certains sont gagnés par la friche.

3. Le paysage

3.1. Traits généraux

Plusieurs entités paysagères composent le ban communal d'Ugny.

Le plateau correspond à un paysage agraire de type openfield, marqué par la présence de quelques haies et bosquets qui rompent la monotonie du paysage.

Les cours d'eaux et vallons occupent une place importante au sein du paysage communal. La vallée de la Chiers encadre le territoire d'Ugny au Nord-Ouest et à l'Ouest, cette vallée joue un rôle central dans le paysage du Pays-Haut et constitue une coulée verte majeure du territoire. Le vallon du Royat apparaît comme un prolongement de cette coulée verte, jusqu'aux premières constructions situées au Sud-Ouest de la partie urbanisée du village.

Les versants des vallées forment une sous-entité paysagère, ceux-ci sont majoritairement occupés par des forêts.

Le village d'Ugny s'est développé autour de la partie amont du vallon du Royat (proximité de sources) et occupe de fait une position paysagère centrale sur le ban communal. Cette position centrale est particulièrement visible depuis les axes routiers (depuis la RD 17a en venant de Cutry et depuis la RD 18).

La couronne de vergers qui ceinture le vieux village est un élément caractéristique du village lorrain traditionnel (« meix » lorrain), elle fait office de tampon entre les espaces agricoles-forestiers et les zones urbanisées.

D'un point de vue paysager, cette ceinture complète l'aspect groupé du village et constitue une transition verte vers les espaces agricoles environnants.

Il est nécessaire de préciser que ces vergers ont tendance à disparaître autour des villages du Nord de la Lorraine, du fait de la forte pression foncière et par manque d'entretien.

La disparition progressive de ces vergers tend à uniformiser les paysages des secteurs ruraux et la transition entre espaces bâtis et espaces agricoles ou entre espaces bâtis et naturels tend à rétrécir. Les vergers et jardins jouent un rôle essentiel en termes de corridors et de continuités écologiques.

Le plateau forestier au Sud-Est de la commune forme également une entité paysagère importante pour la commune. Elle est marquée par des points hauts offrant des points de vue remarquables sur l'ensemble de la commune, sur la vallée de la Chiers et sur la partie Nord du revers de plateau de la Côte de Moselle. Par temps clair, il est possible de voir les Côtes de Meuse (au Sud-Ouest). C'est d'ailleurs cette bonne visibilité qui explique la présence d'ouvrages militaires de la Ligne Maginot.

3.2. Trame Verte et Bleue

La Trame Verte et Bleue communale s'appuie, de manière générale, sur les différentes cartographies existantes (Conseil Régional de Lorraine, Conseil Général 54, SCoT Nord 54). Elle prend en compte également le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Lorraine.

Ces cartographies s'appuient sur :

- les réservoirs de biodiversité qui sont des espaces reconnus pour leur richesse environnementale et écologique, comme par exemple les sites Natura 2000, les Espaces Naturels Sensibles ou les ZNIEFF) ;
- les continuums écologiques sont les milieux favorables à une ou plusieurs espèces animales, parfois interrompues physiquement on parle alors d'obstacles plus ou moins franchissables) ;
- les corridors écologiques, correspondant à des liaisons fonctionnelles permettant des échanges entre les réservoirs de biodiversité.

La Trame Verte et Bleue correspond donc aux continuités aquatiques et terrestres formées par les réservoirs et les corridors. Les Codes de l'Urbanisme et de l'Environnement y font référence.

La Trame Verte et Bleue se décline en plusieurs sous-trames, chacune de ses sous-trames correspond à un grand type de milieu naturel (forêt, cours d'eaux, agricole...).

Sur la commune d'Ugny, on distingue cinq sous-trames constitutives de la Trame Verte et Bleue locale :

- la sous-trame forestière (forêts, boisements) ;
- la sous-trame agricole (prairies permanentes et temporaires) ;
- la sous-trame aquatique (cours d'eaux permanents et intermittents) ;
- la sous-trame des milieux humides (zones humides, mares...) ;
- la sous-trame thermophile (terrains calcaires, pentus et disposant de conditions d'ensoleillement intéressantes).

Ces trames sont les supports d'une faune et d'une flore particulière dont la commune souhaite protéger les caractéristiques.

Pour cela, une déclinaison locale des cartographies existantes de la Trame Verte et Bleue est nécessaire afin d'identifier plus finement les différentes sous trames ainsi que de mieux cerner, à travers la mémoire et la connaissance locale le fonctionnement des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Le PLU affine donc les Trames Vertes et Bleues supra-communal en s'appuyant à la fois sur leurs cartographies et sur un travail de terrain (relevé des haies, historique des disparitions, mouvement des espèces animales, études existantes, écoulement des eaux...) durant lequel la commune a associé des riverains et l'association de chasse.

A Ugny, un réservoir de biodiversité a été identifié, il s'agit de la vallée de la Chiers ainsi que la partie aval du vallon du Royat, qui constitue un réservoir de biodiversité continu caractérisé par la présence de forêts de versants (trame forestière), de prairies humides (trame espaces agricoles ouverts et milieux humides), de cours d'eaux et de sources (Chiers, Royat, fontaines) et de milieux thermophiles (partie centrale du Royat aux lieux dits « Aisances » et « Bataille »).

Ce réservoir s'inscrit dans une continuité écologique à l'échelle du Pays Haut (vallée de la Chiers).

L'identification des corridors et des continuités s'appuient sur plusieurs éléments :

- sur les continuités établies par les cartographies des Trames Vertes et Bleues supra-communales (définies à partir de déplacements théoriques d'espèces cibles) ;
- sur les éléments naturels locaux et ponctuels, tels que les bandes enherbées près des cours d'eaux intermittents, les haies, les boisements et arbres isolés, les lisières forestières, les mares et étangs, les jardins et vergers... Ces éléments constituent des supports locaux de la Trame Verte et Bleue ;
- sur le recueil d'informations locales¹¹ (chasseurs, promeneurs, agriculteurs) permettant de connaître d'une part plus précisément les déplacements observés (couloirs de gibiers par exemple) et d'autre part les évolutions constatées et ressenties (modification des déplacements, des zones de chasse, disparition d'espèces et de haies, accidentologie)...

Plusieurs continuités ont été identifiées :

- Les boisements et forêts de plateau correspondent à des continuités de la trame forestière et constituent des supports importants pour le déplacement d'espèces animales (renards, blaireaux, chevreuils, sangliers...). A ce titre, la RD18 apparaît comme un obstacle important pour les déplacements des espèces animales terrestres (⚠ n°2 sur la carte, passage de gibier sur la route source d'accidents).
- Les prairies permanentes et temporaires constituent des continuités de la trame des milieux prairiaux. On y trouve de nombreuses espèces animales particulières (lièvres, insectes, oiseaux...). On trouve ces prairies permanentes à proximité des zones urbaines et des versants de la vallée de la Chiers. Cette proximité avec un réservoir de biodiversité renforce l'importance écologique de ces prairies.

Ces espaces identifiés permettent aux espèces de se déplacer vers d'autres réservoirs de biodiversité situés en dehors de la commune (Vallée de la Crusnes et du Nanheul par exemple).

Les haies et les arbres isolés présentes sur le ban communal participent au renforcement et à la richesse de la biodiversité et contribuent à l'interpénétration de ces deux trames sur le territoire.

¹¹ Une réunion de travail a été organisée par la commune à ce titre (le 25 avril 2014)

Les couverts forestiers et les prairies permanentes jouent également un rôle important en termes de régulation, de rétention et d'infiltration des écoulements d'eaux en limitant et en ralentissant la concentration des eaux de ruissellement.

L'étude réalisée par le SIAC (voir pages 57 à 59) préconise la plantation de haies sur certains secteurs de la commune (Ⓢ n°3 sur la carte page suivante) liés à des dysfonctionnements (⚠ n°3 et n°4) en matière d'écoulements générant des risques d'inondation à l'aval dans les zones urbaines du village. Les problèmes rencontrés sont liées en partie aux pratiques agricoles locales (disparition de haies et de chemins, comblement de cavités, convergence de canaux de drainage, disparition de sources...). A noter que les actions à mener sur ce secteur sortent du cadre communal et englobent l'ensemble du bassin versant du ruisseau du Royat (communes de Cutry et de Cons-la-Grandville).

Au niveau de la rue de la source (⚠ n°7), des dysfonctionnements liés aux écoulements des eaux sont identifiés. Ils sont précisés dans le chapitre relatif au risque d'inondation. La commune envisage de mener des actions (fossés de drainage, haies) pour favoriser à la fois une meilleure retenue ainsi qu'une meilleure évacuation des eaux, tout en prenant soin d'éviter d'impacter les constructions existantes et d'augmenter le débit d'écoulement à l'exutoire.

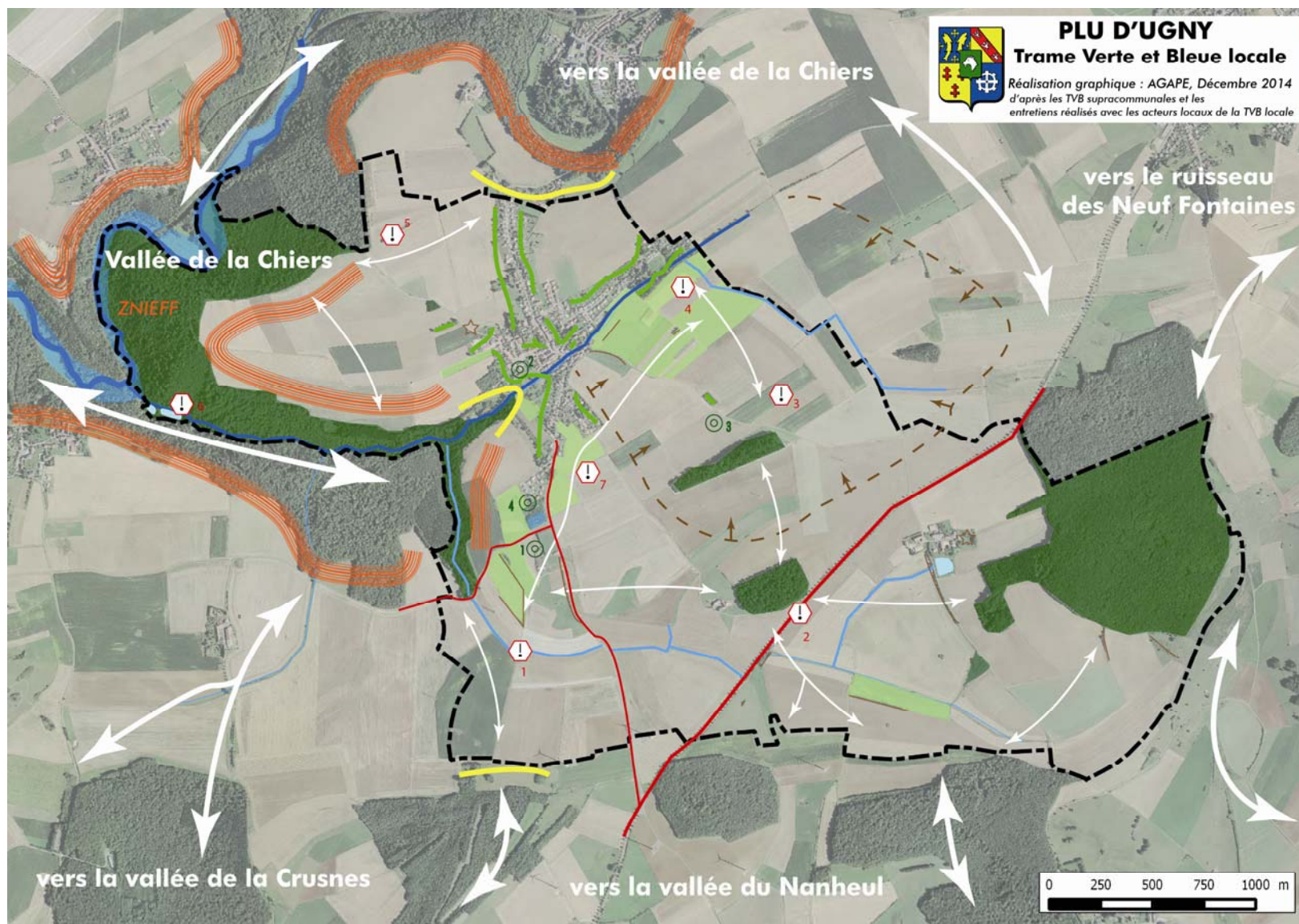
La commune envisage des actions de renforcement de la trame verte à proximité du terrain de football (Ⓢ n°1 sur la carte) par la plantation d'arbres et d'arbustes. Ces actions permettront également d'améliorer la qualité paysagère du secteur, marqué par la présence d'une décharge de matériaux (identifiée comme une « verrue paysagère » par le Plan Paysage de la CCAL)

- La transition entre les versants boisés du vallon du Royat et du village correspond à une zone thermophile au sein de laquelle la présence d'espèces animales particulières est avérée, notamment des reptiles (couleuvres¹², lézards) ou différentes espèces de lépidoptères (papillons) et d'autres insectes. La commune souhaite veiller à la protection de cet espace (Ⓢ n°2) qui fait office de prolongement des versants boisés du Royat au sein de l'espace urbains. Les vergers, jardins, murets ainsi que le lit du Royat participent au maintien de cette biodiversité.
- Les milieux humides et aquatiques présents sur Ugny correspondent à ceux identifiés par le SAGE (voir chapitre sur les zones humides). La commune souhaite poursuivre les actions de protection et d'amélioration de la lande humide située au Nord du terrain de football (Ⓢ n°4) et d'établir éventuellement des connexions avec les trames forestières et des prairies proches. Plusieurs dysfonctionnements ont été constatés ces dernières années :
 - la disparition d'un espace dans lequel était présent des batraciens (⚠ n°5)
 - la superposition d'un chemin rural avec un canal de drainage (⚠ n°1). A noter que ce canal est occasionnellement fréquenté par des sangliers.

¹² Couleuvre lisse ou Coronelle lisse (*Coronella austriaca*), inoffensive pour l'Homme

Par ailleurs les étangs de Juminel (identifiés par le SAGE) constituent des obstacles à la circulation piscicole (⚠ n°6).





3.3. Le plan de paysage de la CCAL

La Communautés de Communes de l'Agglomération de Longwy s'est engagée en 2012 sur la réalisation d'un Plan de Paysage. Ce Plan a été élaboré conjointement par l'Agence BIOTOPE Nord-Est et par ICI & La (Architecte-Urbaniste).

Ce travail a abouti à une série d'orientations ainsi qu'à un programme d'actions.

Les orientations se déclinent en quatre axes :

- Révéler l'identité de la CCAL au travers des entrées et des axes routiers. A travers les pistes d'actions suivantes :
 - o composer le paysage et harmoniser la signalétique depuis les axes majeurs ;
 - o d'affirmer les entrées de village et d'agglomération ;
 - o de valoriser les routes et voies de liaisons sous l'angle touristique ;
- Maîtriser l'étalement urbain pour préserver la qualité du paysage rural :
 - o en maintenant l'ouverture visuelle et les coupures vertes entre les villages ;
 - o en reconquérant les franges bâties des façades urbaines ;
 - o en définissant les lieux et les formes des extensions urbaines ;
 - o en incitant la réhabilitation et la reconversion du patrimoine existant
- Valoriser les espaces ruraux et naturels :
 - o Préserver et renforcer les continuités écologiques ;
 - o Valoriser les espaces naturels pour l'accueil du public ;
 - o Conforter la vocation agricole des espaces ;
- Identifier une centralité urbaine :
 - o Affirmer l'agglomération longovicienne au centre de la CCAL ;
 - o Tirer parti de la confluence et des atouts paysagers pour identifier cette centralité ;
 - o Jouer la carte de la complémentarité des centres urbains.

Pour chacune de ces actions, le plan de paysage précise les outils permettant de les mener à bien. Le Plan Local d'Urbanisme apparaît comme un levier pour mener à bien certaines de ces actions :

- Identification des ceintures vertes, pour en affirmer le maintien ;
- Règlementation des clôtures en interdisant les limites qui donnent l'effet de coupures paysagères ;
- Valorisation des points de vue sur les silhouettes villageoises avec des perspectives « patrimoniales » à intégrer aux zonages des PLU ;
- Actions d'intégration des bâtiments agricoles ;
- Adéquation des formes urbaines aux caractéristiques paysagères des sites où s'implantent les nouveaux « quartiers » ;
- Possibilité de créer des emplacements réservés à l'arrière des parcelles constructibles, dans le but de créer des chemins de ceinture ;
- Identification et protection des éléments arborés dans les PLU (éléments paysagers à préserver, Espaces Boisés Classés) ;

- Plantations de haies champêtres et d'arbres fruitiers dans les opérations d'extensions urbaines

Le Plan Paysage de la CCAL identifie sur le ban communal une verrue paysagère à résorber. Il s'agit de l'ancienne déchetterie située au Sud du terrain de football. La commune envisage de mener des actions d'amélioration sur ce site (plantations d'espèces locales) dans une logique de renforcement de la Trame verte et bleue locale.

3.4. Les entrées de village

La commune compte 3 entrées de villages (depuis les routes départementales). Aucune action n'est prévue pour ces entrées, dont deux se trouvent directement en limite du ban communal avec Cons-la-Grandville (n°1 et 2 sur la carte ci-dessous). Il est prévu de maintenir le caractère rural de ces entrées (tissu pavillonnaire diffus et végétation arbustive et forestière). Les jardins, vergers et espaces boisés présents participent à la qualité de ces entrées de villages. La commune souhaite protéger ces espaces de verdure.

L'entrée n°3 est marquée par la présence d'une lande humide qui masque le lotissement récent et joue un rôle important dans le paysage du secteur (tampon entre zones agricoles et zones urbanisées). La commune souhaite protéger la qualité de cette entrée de village.

A retenir :

Le territoire d'Ugny est marqué par une certaine richesse environnementale et écologique importante à travers la ZNIEFF de type 1 et les zones humides prioritaires. Les cours d'eaux, les espaces forestiers, végétaux et agricoles présents sur le territoire constituent les supports de cette richesse environnementale qu'il faut protéger.

La protection de ces espaces naturels est importante puisqu'elle contribue à la qualité des paysages, de cadre de vie et de qualité de la biodiversité sur la commune. La Trame Verte et Bleue locale montre l'importance des milieux structurants et des corridors écologiques (haies, boisements isolés...).

Le projet communal vise à éviter tout aménagement pouvant nuire au fonctionnement écologique du territoire. La Trame Verte et Bleue locale s'appuie à la fois sur les dysfonctionnements et la connaissance communale des passages de la faune.

La commune envisage à travers le projet de PLU, des actions de protection et de renforcement de la Trame Verte et Bleue sur les espaces où la commune a des capacités d'actions foncières.

Plusieurs espaces de qualité paysagère et écologique sont identifiés, en particulier le secteur des Chênevières qui constitue une zone tampon importante entre le village et le vallon du Royat et que la municipalité souhaite protéger.

Les principales dispositions du Plan Paysage de la CCAL (2013) ont été traduites dans le document.

D. L'environnement urbain

1. Les grandes étapes du passé¹³

Ugny semble apparaître durant l'Antiquité tardive (fin du III^e siècle après JC). Le lieu-dit « Ermigny » au sein du village pourrait s'apparenter à un ancien hameau du premier millénaire.

Une « villa rustica » (exploitation agricole gallo-romaine) serait à l'origine du village. Des sources archéologiques et une série de découvertes semblent attester de l'ancienneté de l'occupation humaine du ban communal.

Le Sud de la commune aurait été traversé par une voie romaine pavée dont le tracé correspondrait en partie au ruisseau du Royat.

A partir de la prise de Metz en 925, la région du Pays-Haut est placée sous la suzeraineté du Saint Empire Romain germanique. La commune d'Ugny est attestée sur le ban de Bazailles, dépendant du chapitre de la Cathédrale Saint-Etienne de Metz. Durant cette époque, le territoire restera à l'écart des guerres seigneuriales des Bar ou de la famille de Lorraine.

A partir du XII^e siècle, l'histoire seigneuriale est dominée par la présence des sires de Cons, qui s'y maintiendront jusqu'à la Révolution Française.

Parallèlement, et en particulier à partir du XIII^e siècle, le village d'Ugny apparaît fréquemment à travers le dynamisme de l'abbaye d'Orval qui bénéficie de nombreuses donations de terres sur le ban communal.

L'existence de la ferme de la Caure et du moulin de Juminel (détruit en 1854) est attestée au XIII^e siècle.

Au XVe-XVI^e siècles, Praucourt semble avoir composé un ban à part et formait apparemment une véritable seigneurie en possession de la famille de Custine.

A partir des années 1630, la région du Pays-Haut et Ugny est ravagée par la guerre de Trente Ans, notamment par les troupes de François de Lorraine et des Croates. Les noms des familles présentes sur le village avant 1633 disparaissent complètement des listes et des inventaires de la seconde moitié du XVII^e siècle.

Le village est une nouvelle fois saccagé lors d'incursions de troupes prussiennes dans la première moitié du XVIII^e siècle.

Lorsque la Révolution Française éclate Ugny est une seigneurie rurale comptant pour annexes les hameaux de Fermont¹⁴, Praucourt, Revémont ainsi que les fermes de la Caure, de Chépy et des Convers, ainsi que le moulin de Juminel.

C'est au XIX^e siècle que le village d'Ugny trouve l'essentiel de son organisation urbaine, sociale et économique actuelle avec l'apparition de nouvelles fonctions (administratives et scolaires notamment). Le patrimoine existant alors, parfois en mauvais état est restauré (école, fontaines, lavoirs), les routes mieux entretenues. Les pratiques agricoles traditionnelles du monde lorrain sont appliquées sur le ban communal (assolement triennal,

¹³ Source : Ouvrage d'Olivier CORTESI, « *Ugny, une étape champêtre sur les routes de Lorraine* » ; avril 2001

¹⁴ Fermont et les Convers sont actuellement sur la commune de Montigny-sur-Chiers. Chépy et Revémont sont sur la commune de Viviers-sur-Chiers.

usage de la vaine pâture, affouage...), la pêche est peu pratiquée, la Chiers étant à deux kilomètres du village (on y trouve le brochet, la truite, l'anguille, le chevenne, l'ablette, le goujon, la loche, le chabot et le vairon). La chasse est beaucoup plus pratiquée et on trouve sur la commune de nombreux gibiers (sanglier, chevreuil, loup, renard, blaireau, lièvre, perdrix, bécasse, bécassine, caille et alouette).

La commune a ensuite été marquée par les guerres successives (1870, 1914-18 et 1939-1945). Ces guerres ont marqué considérablement la vie du village et des habitants de l'époque, mais a également marqué le paysage et le patrimoine de la commune puisque la partie Sud du village d'Ugny comporte des vestiges (enfrichés et à l'abandon) de la ligne Maginot (secteur fortifié de la Crusnes).

Parallèlement, le développement des activités minières et sidérurgiques du bassin de Longwy a contribué au développement démographique et urbain de la commune.

Ugny a ainsi vu, tout au long du XXe siècle sa structure socio-professionnelle se modifier en fonction du dynamisme de ces activités, se traduisant par l'accueil de populations d'origines et de professions différentes et par le développement d'équipements, de commerces, de services, d'associations accompagnant le dynamisme humain de la commune, remis en cause par le déclin industriel du bassin de Longwy à la fin du XXe siècle.

Le développement humain récent, depuis le début du XXIe siècle correspond à un cycle nouveau, dont la genèse reste fortement liée à l'explosion du travail frontalier depuis la fin des années 1990, mais aussi au cadre de vie offert par la commune, impliquant comme au cours du XXe siècle l'accueil de populations nouvelles issus d'horizons différents « générateurs » d'équipements (scolaires, périscolaire, sociaux, sportifs...), de commerces (fleuriste, restaurant, salon de coiffure...) de services et de besoins nouveaux qui impactent l'organisation et le tissu urbain du village et contribuent à rythmer son quotidien.

2. Les caractéristiques de l'urbanisation et du bâti



2.1. Les étapes de l'évolution de l'urbanisation et de l'occupation des sols

L'analyse des données MAJIC¹⁵ de 2012 permet de retracer en partie l'évolution de l'urbanisation sur le village d'Ugny. Le développement urbain de la commune s'est globalement fait en 4 étapes.

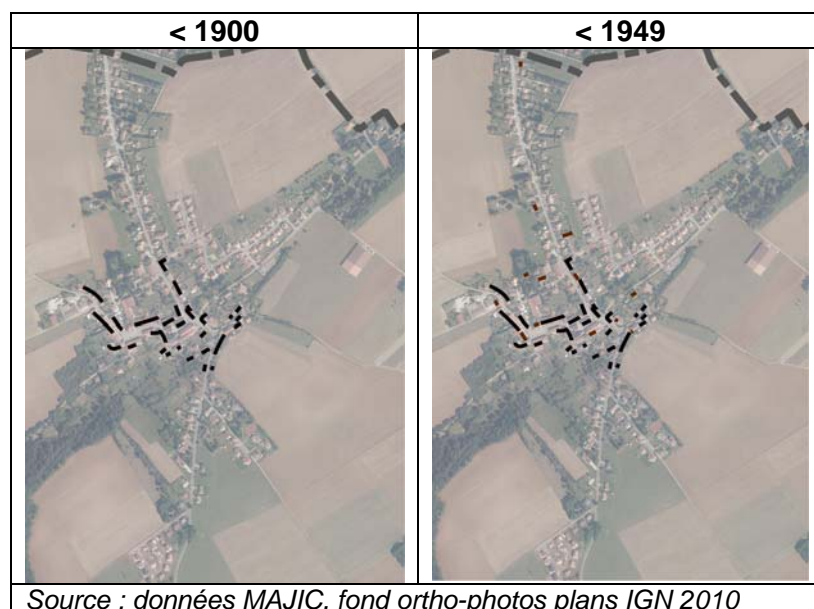
2.1.1. *Constructions anciennes (jusque 1949) : le village lorrain*

Jusqu'en 1949, le village d'Ugny se caractérise par un habitat très groupé, autour de l'église St-Georges et autour du ruisseau du Royat. Les habitations les plus anciennes se trouvent sur les rues d'Ermigny, du Grand Puits, de l'Eglise, de Fontigny, de la Source et de la Léve (1712). Bien que le cœur villageois soit assez groupé, notamment autour de l'Eglise, la forme du développement urbain originel reste proche de celui du village-rue.

Autour du village d'alors s'étend une vaste couronne de vergers et de jardins, typique des villages lorrains traditionnels (meix lorrain). Cette couronne verte ceinture le village et fait office de tampon paysager entre les zones urbaines et agricoles.

Au niveau architectural, ces constructions renvoient aux différentes typologies des maisons lorraines traditionnelles (voir chapitre spécifique pages 41 et 42).

La forme urbaine correspond elle aussi à celle du village lorrain traditionnel marqué par des alignements de façades mitoyennes disposant d'usoirs (espace entre la chaussée et le bâti servant originellement d'espace d'entrepôt)) plus ou moins larges.



¹⁵ Mise A Jour des Informations Cadastreales

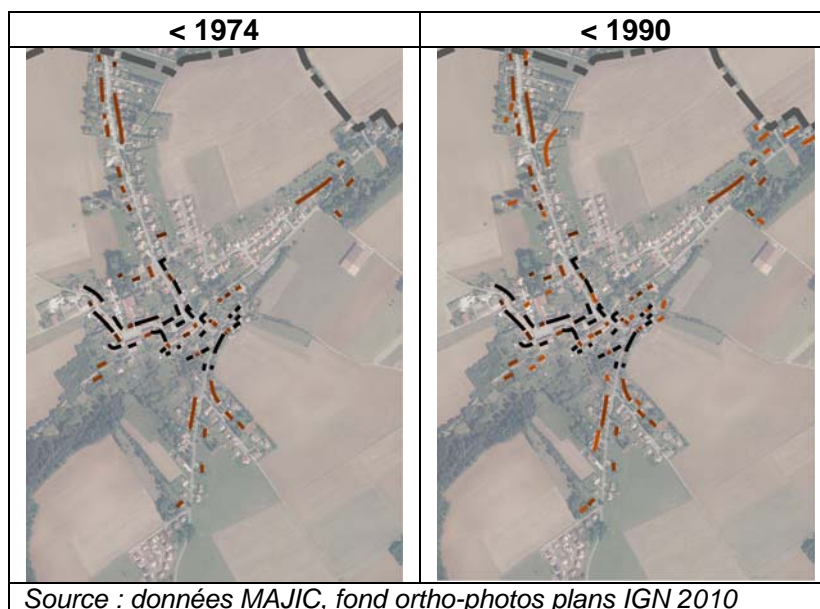
2.1.2. Un développement marqué le long des axes : 1950 -1989

De 1950 à 1989, le village connaît une phase d'expansion importante, caractérisée par un développement privilégié le long des principaux axes routiers parcourant la commune. C'est cette période de développement qui a le plus marqué la physionomie du village, avec le développement d'un tissu pavillonnaire sur trois secteurs principaux :

- Le long de la RD 172, en direction de Beuveille – Longuyon (rue de la Source) ;
- Le long de la RD 17A, en direction de Cutry – Réhon (rue de la Croix Sainte-Agathe) ;
- Le long de la RD 172, en direction de Cons-la-Grandville (rue de Fontigny) ;

Cette phase de développement est particulière puisque l'habitat s'est principalement développé complètement à l'extérieur du village. Secondairement, on constate ponctuellement la construction de nouvelles habitations dans les espaces libres situés au cœur du village (« dents creuses »).

Seules les constructions de la rue de la Source se trouvent dans le prolongement de constructions existantes. Pour les deux autres secteurs (« la Volette » et « la Croix Migette », respectivement le long des rues de la Croix Sainte Agathe et de Fontigny), les nouvelles habitations sont construites à 300 voire 400 mètres du tissu existant à l'époque. Ces nouvelles constructions correspondent à des pavillons individuels, implantés en milieu de parcelle avec des reculs par rapport aux voies publiques compris entre 8 et 15 mètres. L'architecture de ces constructions est assez diversifiée et tranche parfois nettement avec l'architecture lorraine traditionnelle.



2.1.3. Deux décennies de développement intense : 1990 -2009

A partir de 1990, le village d'Ugny connaît une nouvelle phase de développement qui se caractérise par deux phases. Entre 1990 et 1999, on constate que l'urbanisation se développe principalement sur deux secteurs : la rue de Fontigny et le sentier de la Caure. Les nouvelles constructions occupent les terrains libres, en face de constructions existantes. Les constructions sur ces secteurs correspondent à des habitations pavillonnaires implantées en milieu de parcelle avec un recul par rapport aux voies publiques de l'ordre de 8 à 12 mètres.

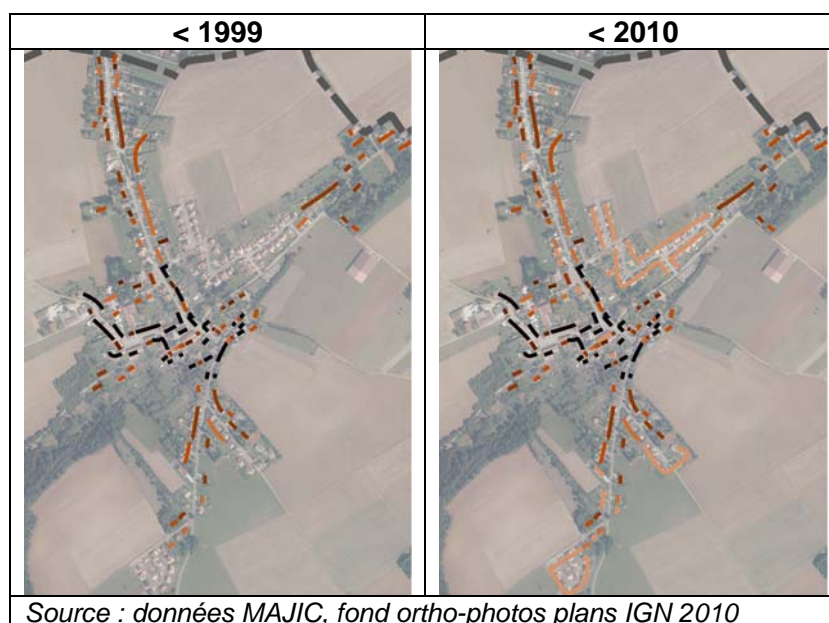
En dehors de ces constructions, le développement de la commune sur la décennie 1990 reste limité.

La décennie 2000 montre en revanche une véritable explosion de l'urbanisation sur la commune d'Ugny. Le développement urbain concerne 4 secteurs principaux :

- La zone entre le vieux village et les constructions existantes rue de la Croix Sainte-Agathe, correspondant aujourd'hui aux rues de Pontigny, du Royat et de la Petite Crouée ;
- Au Sud du village, le long des rues des Aisances et de la Grande Borne ;
- Au Sud-Est du village, marqué par une extension de l'urbanisation le long du sentier de la Caure ;
- Au sein du village, avec le comblement d'espaces libres ;

Ce développement s'est opéré principalement sous la forme de lotissements (Pontigny, Royat, Grande-Borne, Petite Crouée et Aisances) et d'extensions pavillonnaires (sentier de la Caure). En termes d'implantation et de forme urbaine, ces constructions sont implantées en milieu de parcelle avec un recul par rapport aux voies publiques de l'ordre de 8 à 12 mètres. Le style architectural et l'aspect extérieur est très diversifié.

Ce développement a métamorphosé la physionomie du village, notamment par le comblement du vaste interstice entre le village et le secteur de la Croix de Sainte-Agathe (lieu-dit de la Volette ») qui a accueilli la majorité des constructions de cette décennie. Tandis que les extensions au Sud du village ont étiré la forme du village le long des axes.



2.1.4. Depuis 2007 : un ralentissement important

Depuis 2007, le développement urbain s'est considérablement ralenti. Depuis cette date, la construction neuve se limite au comblement des terrains libres au sein du tissu urbain (dents creuses), ainsi qu'à la création d'appartements dans des bâtiments rénovés.

2.2. Le développement urbain depuis 2000 : bilan

Comme le montre l'évolution du mode d'occupation des sols entre 1999 et 2012, le développement urbain des années 2000 se caractérise par une forte croissance des zones d'habitat au détriment des zones agricoles et naturelles. Sur ces treize années, la zone dédiée à l'habitat a progressé de 9 hectares, soit une croissance de près de 40%.

2.3. Les constructions récentes et en cours

Les plans cadastraux qui servent de fond aux plans de zonage ne font pas apparaître certaines constructions récentes. Par ailleurs, certains terrains sont actuellement en cours d'aménagement. La carte ci-après montre les évolutions récentes sur la commune d'Ugny.



2.4. Les potentialités de développement intra-urbaines (dents creuses) :

La commune identifie une dizaine de dents creuses au sein de son tissu urbain. Ces dents creuses représentent une superficie totale d'environ 1 hectare.

Ces dents creuses correspondent à des terrains classés en zone urbaine (dans le projet de PLU) actuellement non occupés.

En termes de logements, la commune estime le potentiel de construction de logements au sein de ces dents creuses autour de 15-20 logements.

Cette estimation inclut le potentiel de logements d'une ancienne grange rachetée par la municipalité en 2013.

Ce travail d'identification doit permettre à la commune d'atteindre l'objectif de densification du tissu urbain fixé par le SCoT Nord 54 (30% des futures constructions).



3. Patrimoine archéologique et historique

3.1. Patrimoine archéologique

Une source archéologique¹⁶ précise que le site d'une villa aurait été repéré sur un champ cultivé (*lieu-dit des Hauts d'Ermigny* », à confirmer). Cette source précise qu'une vingtaine de corps y aurait été retrouvés, alignés, à l'occasion d'un labour.

Des vestiges d'une ancienne voie romaine pavée étaient encore attestés à la fin du XIXe siècle.

Des vestiges gallo-romains ont été découverts (en 1978) à proximité de Praucourt. Les fermes de Praucourt sont situées sur l'emplacement d'anciennes constructions gallo-

¹⁶ Tiré de l'ouvrage d'Olivier CORTESI sur Ugnly, évoquant le commentaire d'un archéologue toulousain M. STEINBACH

romaines. Des fragments de meules à bras, en lave, ont été découverts au lieu-dit « *la Tombe* ».

De nombreux objets ont été découverts depuis le XIXe siècle, en particulier par les agriculteurs dont des pièces de bronze à l'effigie de l'empereur Constantin (313-337).

3.2. Patrimoine architectural et historique

La commune d'Ugny dispose de divers éléments de patrimoine caractéristiques du « petit patrimoine rural » et du patrimoine religieux. Elle dispose également d'un patrimoine militaire lié à la présence d'éléments du dispositif fortifié de la Ligne Maginot.

Le caractère rural de la commune lui confère également une architecture et des formes urbaines particulières, visibles à travers les alignements remarquables, les usoirs, l'aspect et l'implantation des constructions mais aussi des vergers. Ces éléments constituent un patrimoine diffus et participent à l'identité de la commune.

Le village ne possède aucun édifice protégé au titre de la loi de 1913 relative aux monuments historiques, mais il possède un patrimoine riche.

La base Mérimée du Ministère de la Culture dresse un inventaire des édifices remarquables présents sur la commune d'Ugny :

- La ferme située 10 rue du Grand Puits, il s'agit d'une ferme construite en 1758, cette date est portée par le linteau de la porte du logis ;
- La ferme située 3 rue du Grand Puits, il s'agit d'une ferme construite en 1804, cette date est portée par le linteau de la porte du logis ;
- L'ermitage Saint-Quentin situé à Praucourt, l'ermitage Saint-Quentin a été établi au 16e siècle, sans doute aux frais de Martin de Custine, le reconstruteur du château de Cons-la-Grandville. La chapelle a été restaurée en 1743. L'ermitage a été détruit au moment de la construction de la ligne Maginot entre 1929 et 1938 ;
- Le lavoir Saint-Georges, datant du XIXe siècle ;
- Le lavoir dit Fontaine d'En Bas, datant de 1811, cette date est portée par la clef de l'arc construit par Labbé, entrepreneur à Doncourt-lès-Longuyon, et restauré en 1866 par Edouard Sibille, architecte à Briey ;
- La chapelle Saint-Georges, située à Praucourt et construite en 1817, cette date est portée par le linteau de la porte ;
- L'église Paroissiale Saint-Georges, église qui a été reconstruite en 1732, cette date est portée par le linteau du portail et par un cartouche place au sommet du pignon occidental ;
- Maisons et fermes du village construites au cours des XVIIIe et XIXe siècles.

3.3. Le patrimoine rural bâti traditionnel

Parallèlement aux éléments de petit patrimoine rural et à ceux du patrimoine religieux, le noyau villageois concentrent un certain nombre d'éléments (linteaux de portes notamment) qu'il conviendrait de préserver.

Globalement le noyau villageois ou cœur historique du village correspond aux rues suivantes :

- Rue et Place du Grand-Puits ;
- Rue d'Hermigny ;
- Chemin du Sart ;
- Rue du Jet d'Eau ;
- Rue de la Lève ;
- Rue de Fontigny ;
- Chemin de Praucourt ;
- Chemin de Bataille ;
- Rue de la Source ;

Le hameau de Praucourt constitue également un vieux centre urbain.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, la commune a souhaité impliqué le CAUE 54 afin de lui porter assistance en matière d'identification et de protection de son patrimoine bâti et architectural.

En matière d'identification, les principaux éléments repérés présentent l'intérêt de s'intégrer dans des ensembles homogènes, impliquant que les mesures de protections à prendre sur des éléments ponctuels bénéficieront à la mise en valeur de sites.

De manière générale, le bâti de la commune d'Ugny peut être classé en trois grands ensembles.

3.4. Les autres éléments du patrimoine rural

La richesse patrimoniale du village repose également sur d'autres éléments plus diffus, il s'agit en particulier des murets et murs en pierre sèche, des lavoirs et inscriptions gravées sur certains murs.

Différents éléments de la ligne Maginot sont également présents sur la partie Sud du territoire communal.

A retenir :

Ugny est marqué par une histoire propre à l'histoire des villages lorrains. Plusieurs traces d'occupation remontent à l'Antiquité.

Les formes urbaines du vieux village, ainsi que du hameau de Praucourt sont celles du village lorrain traditionnel, marqué tantôt par des villages rues avec des alignements le long des principaux axes routiers et des villages tas, organisé autour d'une place ou de l'église.

La richesse patrimoniale du vieux-village et de Praucourt reste principalement liée à l'agencement du bâti ainsi qu'aux éléments patrimoniaux qui composent et valorisent certaines constructions (linteaux datés, rythme des ouvertures, qualité de la pierre, encadrements de fenêtre...).

Les lavoirs et fontaines, les espaces publics (usoirs), les murs en pierre sèche ainsi que la traditionnelle couronne de vergers ceinturant le village complètent la richesse patrimoniale de la commune et participent à une certaine qualité paysagère, notamment au lieu-dit les Chenevières, secteur marqué par la présence de nombreux vergers et jardins faisant office de tampon entre le village, le Royat et les forêts de versants du vallon du Royat.

La commune souhaite protéger ce secteur, ainsi que les jardins et vergers qui entourent le village qui jouent un rôle important en termes de transitions avec les espaces agricoles.

L'évolution urbaine s'est traduite par un développement urbain important, en particulier au cours de la période 2000-2007 pour une consommation totale de 9 hectares depuis 2000, entraînant une croissance de 40% des surfaces urbaines et par le fait la disparition de terrains agricoles et/ou naturels.

Depuis 2007, la commune la consommation foncière s'est considérablement ralentie et les quelques constructions réalisées l'ont été au sein du tissu urbain existant (dents-creuses).

La commune souhaite poursuivre son effort de densification et a identifié un potentiel de près d'un hectare de dents-creuses qui devrait permettre la construction de 30% de ses besoins en logements et de répondre aux objectifs du SCoT Nord 54.

E. La gestion des ressources

1. L'énergie

1.1. Objectifs de protection

Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre (engagement du protocole de Kyoto) et la consommation d'énergie, plusieurs outils ont été mis en place.

- Au niveau européen

Le Conseil Européen a adopté un plan d'actions prioritaires pour la période 2007 – 2009, qui fixe une série d'objectifs pour contribuer à l'engagement climat de 2020 auprès des Nations Unies.

Lors du Conseil Européen de mars 2007, les chefs d'Etat et de Gouvernement des 27 pays de l'Union Européenne ont approuvé le principe d'une approche intégrée climat et énergie et ce, en vue d'une stabilisation du réchauffement climatique à 2 °C d'ici à la fin du siècle.

Le Conseil soutient ainsi notamment une réduction collective comprise entre 60 et 80 % d'ici 2050 et ce pour tous les pays développés.

- Au niveau national

La France s'est engagée à diviser par 4 à l'horizon 2050 ses émissions de gaz à effet de serre, et a lancé en 2004 le Plan Climat National, actualisé en 2006. Il s'agit d'un plan d'actions de l'Etat pour répondre aux engagements pris lors de la ratification du protocole de Kyoto.

Le Plan Climat se décline à tous les échelons des territoires (régions, départements, communes, communautés de communes, syndicats intercommunaux, agglomérations, pays, Parcs Naturels Régionaux) afin de proposer aux institutions locales les moyens spécifiques et contextuels de maîtrise des consommations énergétiques et de réduction des gaz à effet de serre.

- L'impact du Grenelle de l'Environnement

Les principaux objectifs fixés dans la loi Grenelle 1 concernant l'énergie sont les suivants :

- l'objectif « facteur 4 » de division par 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 est repris et il est prévu que la France parvienne à 23 % d'énergies renouvelables dans sa consommation finale d'ici 2020,
- l'objectif de généralisation des « bâtiments basse consommation » en 2012 est lancé en prévoyant un vaste plan de rénovation énergétique,
- la priorité est donnée aux modes alternatifs à la route et aux transports collectifs, au développement du réseau des lignes grande vitesse.

- Au niveau territorial et local

La Région Lorraine est concernée par le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)¹⁷, ce document a pour objectif de répondre aux enjeux du changement climatique de manière globale et cohérente à l'échelon de la Lorraine. Il a été approuvé le 20 décembre 2012.

Ce document établit un diagnostic de la situation lorraine en termes de consommation, de production d'énergie et fait l'état des lieux sur la qualité de l'air. Il fixe ensuite les orientations et les priorités, à savoir : la baisse de la consommation énergétique, l'optimisation de la production énergétique en augmentant notamment la part des énergies renouvelables. Il vise également à développer le nombre de constructions durables tout en préservant les ressources naturelles pour contribuer à la transition énergétique.

Le SRCAE fixe les orientations retenues sur la Région Lorraine. Celles-ci sont développées dans le chapitre « *IV. Contraintes techniques et réglementaires* » du PLU.

1.2. Etat du territoire communal d'Ugny

1.2.1. Les réseaux de distribution d'énergie existants

La commune est desservie en électricité et en gaz.

1.2.2. Les énergies renouvelables potentielles

Biomasse

La biomasse représente aussi bien la fraction biodégradable "des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture, y compris les substances végétales et animales issues de la terre et de la mer, de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que la fraction biodégradable des déchets industriels et ménagers".

Ces matières peuvent dégager de l'énergie soit par combustion directe ou suite à une ou plusieurs étapes de transformation (gazéification, pyrolyse).

En France, le bois-énergie a fourni à lui seul en 2011 46% de l'énergie renouvelable. S'y ajoutent les biocarburants (10%), les déchets ménagers (6,4%), le biogaz (1,8%) et les résidus agricoles (1,8%).

Après la région Aquitaine, la Lorraine possède le plus fort potentiel de développement de l'énergie « bois », au regard de l'importance de la ressource disponible (environ 400 000 tonnes par an).

Le développement des chauffages collectifs au bois devrait permettre une relance de cette énergie. Au-delà du bois, l'utilisation de la biomasse (paille, déchets d'élevage, déchets verts et bio-déchets) représente en Lorraine une ressource énergétique renouvelable à fort potentiel de développement.

La commune dispose, de par ses ressources forestières (19% du ban communal) d'un potentiel de développement de cette énergie. A ce jour aucun projet n'est recensé sur le ban communal.

¹⁷ Pour plus de précisions, le document est consultable et téléchargeable sur le site de la DREAL Lorraine <http://www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr>

Biogaz

Le biogaz est le résultat de la fermentation anaérobie (en l'absence d'air) des déchets organiques (les déchets ménagers, les boues des stations d'épuration, les effluents agricoles et les effluents des industries agroalimentaires etc.).

A ce jour aucun projet n'est recensé sur le ban communal.

Energie éolienne

L'AREL, la DREAL et l'ADEME ont souhaité promouvoir un développement raisonné de cette énergie, en créant à l'intention des acteurs locaux et des opérateurs, un atlas éolien en 2003.

Cet atlas indique que la commune est située dans une zone peu favorable à l'implantation d'éoliennes au regard du vent moyen à 40 mètres de hauteur par rapport au sol.

De nombreuses zones d'implantation d'éoliennes ont été ouvertes sur les communes voisines d'Ugny.

Le Schéma Régional Eolien (SRE)¹⁸ est une annexe du SRCAE (présenté page...) qui précise les potentialités de développement de l'énergie éolienne sur l'ensemble des communes de Lorraine. Ce SRE s'appuie sur plusieurs critères :

- le potentiel éolien ;
- l'état de lieux des projets existants ;
- la réglementation en matière de respect de distances d'éloignement vis-à-vis des radars, des zones bâties et des surfaces en eau supérieures à 8 ha et des captages d'eau potable ;
- les enjeux paysagers et patrimoniaux ;
- les enjeux environnementaux.

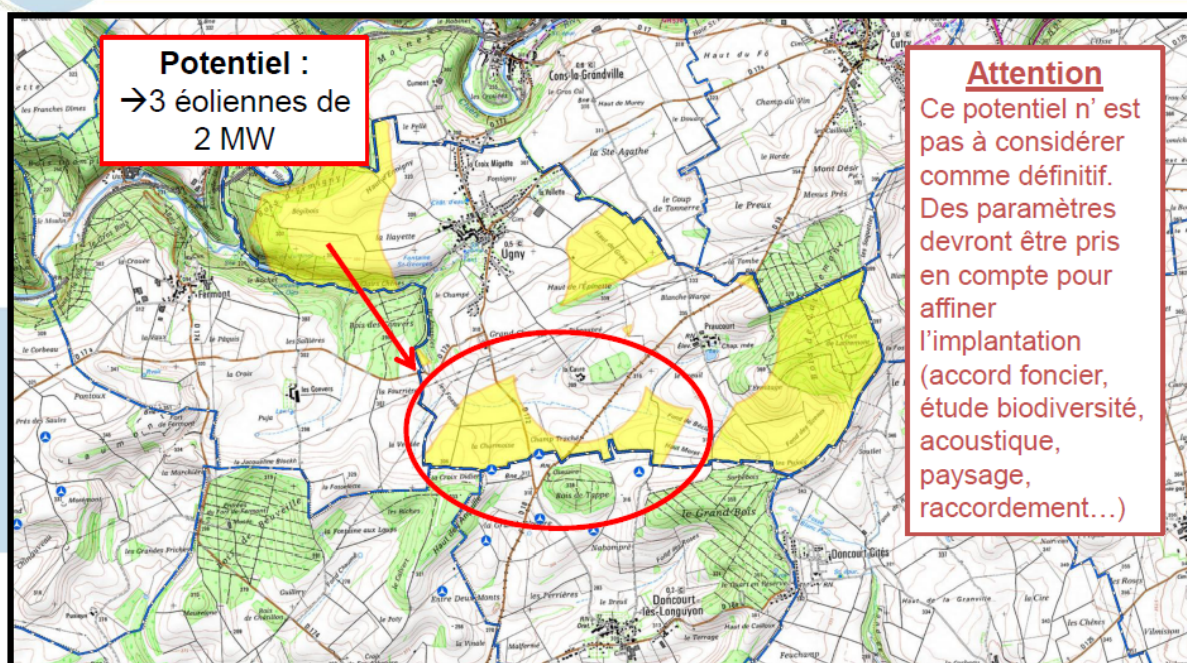
Le croisement de ces différents enjeux a ainsi permis d'identifier les parties du territoire considérées comme favorables à l'éolien. Le SRE comprend également un cahier de recommandations pour tout projet de développement éolien.

Ainsi, d'après ce schéma, la commune d'Ugny apparaît comme une commune disposant de zones favorables de taille suffisante pour le développement de l'énergie éolienne.

En février 2015, la commune a été sollicitée par l'entreprise OSTWIND pour l'installation d'éoliennes sur le ban communal. La cartographie ci-dessous, transmise par OSTWIND permet de cibler les secteurs d'implantation envisagés. Il s'agit de la partie Sud du ban communal, dans le prolongement direct des éoliennes existantes sur les communes voisines de Doncourt-les-Longuyon et Beuveille. A l'heure actuelle, 3 éoliennes sont envisagées à cet endroit.

¹⁸ Pour plus de précisions, le document est consultable et téléchargeable sur le site de la DREAL Lorraine <http://www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr>

Il s'agit ici d'un projet, s'appuyant à la fois sur les potentialités de la commune (ciblées dans le SRCAE) et sur les contraintes et servitudes liées au radar de la Défense Nationale ainsi qu'à la proximité des habitations. La présentation insiste également sur les études (environnementale, paysagère, acoustique et vent) qui reste à mener pour limiter les impacts environnementaux éventuels du projet.



Source : présentation OSTWIND, faite en commune le 3 février 2015

L'énergie solaire

L'énergie solaire peut être récupérée par deux types d'appareils : les modules photovoltaïques, qui produisent de l'électricité et les capteurs solaires, qui transforment l'énergie solaire en chaleur.

Contrairement aux idées reçues, l'énergie solaire n'est pas réservée aux régions à fort ensoleillement : du nord au sud la France peut profiter pleinement de cette énergie, en ajoutant juste quelques modules supplémentaires aux panneaux solaires.

Le photovoltaïque peut s'implanter en milieu urbain : abri-bus, horodateurs (suppression des piles, des raccordements), lampadaires, signalisation routière...

Hydroélectricité

La Lorraine compte au moins 152 microcentrales hydroélectriques et un barrage EDF. Elles produisent en moyenne près de 300 GWh d'électricité, dont 80 % sont le fait des microcentrales.

C'est une production d'énergie qui a des difficultés à se développer, cela est lié aux impacts causés par l'installation de nouvelles unités (obstacles pour les poissons migrateurs, modification de la morphologie des cours d'eau) qui limitent leur implantation.

La note d'évaluation du potentiel hydroélectrique du district hydrographique Meuse et Sambre (Tome 18) classe la Chiers en catégorie 3, c'est-à-dire comme rivière ayant un potentiel exploitable sous conditions strictes.

2. Eau potable et captage

2.1. Description du réseau

La commune d'Ugny importe la majeure partie de son eau depuis la commune de Cons-la-Grandville (pour le village) et depuis le Syndicat des Eaux de Mexy (pour Praucourt). La commune exporte également une partie de l'eau vers Cons-la-Grandville pour alimenter quelques habitations (La Croix Migette). L'exploitation du service d'alimentation en eau potable a été confiée depuis 1998 à la SAUR.

Le réseau des canalisations représente un linéaire total de 11.650 mètres. Plusieurs installations complètent ce réseau avec notamment :

- 4 stations de surpression et de reprise (Chemin de la Volette, Rue de Fontigny, Rue de la Source et station de reprise de Cons vers Ugny ;
- Un ouvrage de désinfection relais du réservoir (situé dans le réservoir d'Ugny) ;
- Un château d'eau et réservoir situé Rue de Fontigny (200 m³ avec surpression) ;
- Deux bâches de reprise (bâche Sainte Agathe et Cuve Cons vers Ugny).

Pour l'exercice 2012, la SAUR constate une baisse des volumes mis en distribution et une amélioration du rendement de réseau.

2.2. Les volumes d'eau

Le volume total mis en distribution pour l'année 2012 est de 37.661 m³. La commune n'a produit aucun volume, a importé 38.925 m³ et a exporté 1.264 m³.

Au niveau des importations, 35.810 m³ ont été importés depuis Cons-la-Grandville.

2.3. Qualité des eaux prélevées

2.3.1. L'équilibre calco-carbonique

L'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine précise la référence de qualité pour l'équilibre calco-carbonique. Les eaux doivent être à l'équilibre calco-carbonique ou légèrement incrustantes.

Les eaux importées se caractérisent par des eaux agressives (classes 2 et 3) et incrustantes (classe 5). Des mesures correctives doivent être prises afin de rétablir la qualité de l'eau.

L'analyse ARS du 31/10/2012 de Cons-la-Grandville, réalisée en période froide donc défavorable. L'équilibre pH équilibre – pH in situ est égal à -0,30 ce qui signifie que l'eau est légèrement incrustante. La référence de qualité n'est donc pas respectée.

2.3.2. Corrosivité

L'eau de la station de Cons-la-Grandville n'est pas corrosive. Ce résultat est par ailleurs corroboré par le respect de la référence de qualité en conductivité.

2.3.3. Qualité bactériologique et physico-chimique

Les analyses pratiquées par l'ARS¹⁹ sur les unités de distribution du village et de Praucourt montrent que les résultats sont conformes aux limites et aux références de qualité.

2.3.4. Potentiel de dissolution du plomb

Ce potentiel est moyen sur l'unité de distribution du village et élevé sur celle de Praucourt. Aucun traitement complémentaire n'est requis sur Ugny. Le respect de la norme en plomb de 10µg/l au 25/12/2013 sera de supprimer la totalité des branchements en plomb (65 des 287 branchements en 2012 sont en plomb).

Des opérations de remplacement des branchements en plomb ont été réalisées depuis plusieurs années, seuls 13 branchements restent à remplacer.

3. Le système d'assainissement des eaux usées

3.1. La situation de l'assainissement sur la commune

La gestion du réseau d'assainissement communal a été confiée à la société SAUR. Le rapport annuel de 2012 ne fait état d'aucune remarque particulière sur l'amélioration du réseau existant.

Il est simplement précisé de prévoir d'équiper d'un système d'antichute et d'une échelle le point de relevage principal dit « du Lavoir ».

L'ensemble des habitations du village d'Ugny sont raccordées à l'assainissement collectif, à l'exception d'une construction.

Le raccordement de cette construction ne présente pas de contrainte technico-financière majeure.

Le raccordement des installations situées à proximité du terrain de football est prévu à court/moyen terme.

Le hameau de Praucourt n'est actuellement pas raccordé à l'assainissement. Aucun raccordement n'est prévu.

¹⁹ Agence Régionale de Santé

4. L'élimination des déchets

La CCAL organise la collecte des déchets sur la commune. Les ordures ménagères sont ramassées une fois par semaine (le lundi) et la collecte sélective est organisée chaque mardi.

Le ramassage des déchets encombrants est également organisé par la CCAL.

Plusieurs bornes d'apport volontaires existent sur la commune. On trouve notamment deux bornes pour les déchets en verre, deux bornes pour les papiers et une borne pour les textiles.

Les habitants de la commune peuvent apporter leurs déchets à la déchetterie de Longwy. Une carte d'accès est nécessaire pour pouvoir y déposer des déchets (25 passages par an maximum). Cette carte peut être demandée gratuitement à la CCAL.

Plusieurs rues du village posent problème en matière d'accessibilité pour les véhicules de ramassage des déchets (encombrement de la voie, problème de demi-tour...). Plusieurs points de collecte ont donc été aménagés pour les habitants de ces rues (chemin de la Fontaine, chemin de la Volette, le trou des ânes). Les rues de la Bataille et de la Lève sont également problématiques pour le ramassage du tri sélectif.

A retenir :

La commune est concernée par un projet de développement éolien.

La population est alimentée en eau potable par la station de Cons-la-Grandville. L'eau distribuée est potable et de bonne qualité

La situation actuelle de l'assainissement communal montre que les habitations du village sont raccordées à l'assainissement collectif. Seule une construction n'est pas raccordée au sein du village mais celle-ci peut être raccordée sans contrainte technique.

Le hameau de Praucourt n'est pas desservi par l'assainissement collectif.

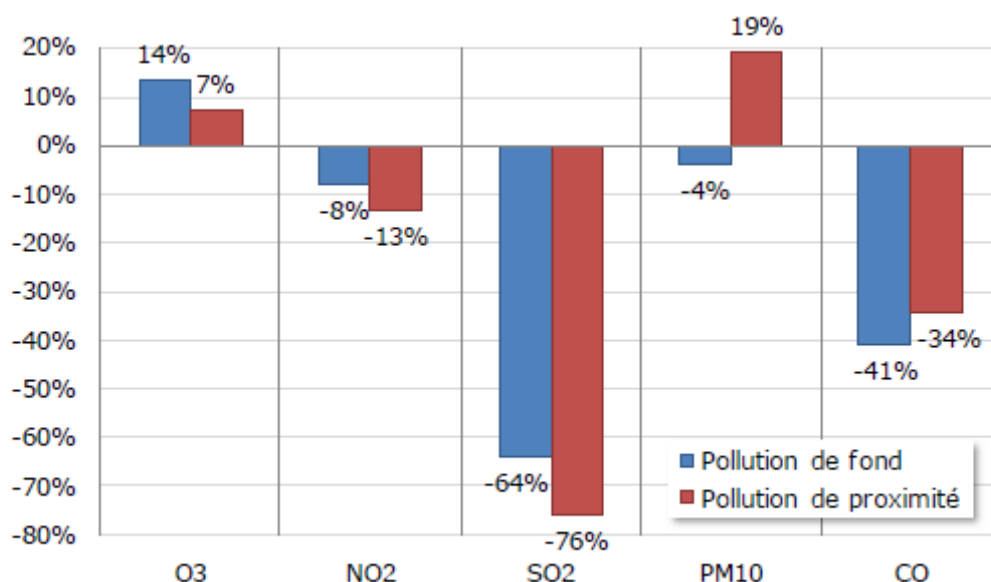
F. Les nuisances et les risques

1. La qualité de l'air

1.1. L'état des lieux au niveau régional

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) dresse un état des lieux de la qualité de l'air au niveau régional. D'après ce schéma et le graphique ci-dessous, les différentes mesures de polluants permettent d'établir le constat suivant :

- une baisse du niveau de dioxyde de soufre (SO₂) ces 25 dernières années, même si une vigilance doit être maintenue en proximité industrielle ;
- une légère baisse du niveau de dioxyde d'azote (NO₂), mais les niveaux en proximité industrielle et trafic routier restent préoccupants ;
- une augmentation constante du niveau d'ozone (O₃), le seuil d'information et de recommandation étant régulièrement franchi en période estivale ;
- une augmentation des niveaux de particules fines (PM₁₀) en pollution de proximité: ce polluant constitue un enjeu fort, en raison de son impact sur la santé humaine ;
- une diminution des niveaux de monoxyde de carbone (CO), la valeur limite ayant toujours été respectée (niveau acceptable en air ambiant) ;



Source : Schéma Régional Climat Air Energie : « Evolution des concentrations des polluants en Lorraine entre 2000 et 2010 »

1.2. Situation sur la commune

ATMOLOR est un site internet spécialisé dans la surveillance de la qualité de l'air en Lorraine et qui produit des bulletins d'alertes en cas de fortes pollutions.

Elle dispose à ce jour de plusieurs stations de mesure, dont une station périurbaine située à Longlaville, à une dizaine de kilomètres au Nord-Est de la commune c'est la station la plus proche d'Ugny.

On y mesure:

- des polluants d'origine automobile : monoxyde et dioxyde d'azote ;
- un indicateur de pollution photochimique : l'ozone ;

La mesure de ces polluants est commune à l'ensemble des réseaux de la région.

	Station de Longlaville		
	Monoxyde d'azote [$\mu\text{g}/\text{m}^3$]	Dioxyde d'Azote [$\mu\text{g}/\text{m}^3$]	Ozone [$\mu\text{g}/\text{m}^3$]
2009	6	16	43
2010	5	17	43
2011	7	15	45
2012	5	13	45

Source : *Atmolor.org*

L'analyse des émissions polluantes depuis près d'une décennie montre des niveaux de pollution faibles et une tendance globale de stabilisation de la qualité de l'air sur l'agglomération de Longwy :

- le **monoxyde d'azote** est un gaz qui se dégage lors de la combustion de combustibles fossiles, présente des valeurs faibles. Il n'est soumis à aucune réglementation en France et est considéré comme beaucoup moins toxique que le dioxyde d'azote ;
- le **dioxyde d'azote** résultant de la transformation du monoxyde d'azote, provenant surtout des véhicules (environ 60 à 70 %) présente également des valeurs très faibles. Les moyennes annuelles s'échelonnent entre 13 et 17 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ depuis 2009, aucune tendance nette ne se dégage pour ce polluant,
- Le **taux d'ozone** est également relativement stable : les variations sont causées par les conditions météorologiques de l'année. Le seuil d'alerte est fixé à 360 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ en moyenne horaire,

Ces résultats sont cependant à nuancer pour la commune d'Ugny, située en milieu rural et pour laquelle l'analyse des émissions polluantes montrerait sans doute un air de meilleure qualité.

2. Le bruit

2.1. Les voies bruyantes

La route est clairement identifiée par les habitants comme source majeure de bruit dans l'environnement urbain avec l'activité industrielle et le voisinage.

Pour limiter cette nuisance issue de la circulation automobile, il existe un arrêté préfectoral du 3 Juillet 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres routiers et ferroviaires et à l'isolement acoustique des bâtiments affectés par le bruit sur le territoire du département de Meurthe-et-Moselle. Celui-ci identifie les voies et les communes concernées par ce classement sonore.

Au regard de ce document, la commune d'Ugny n'est pas concernée par le classement sonore des infrastructures de transport terrestre routiers et ferroviaires.

2.2. Les autres sources de bruit

Aucune autre source de bruit n'a été identifiée à ce jour sur le ban communal.

3. Les risques

3.1. La protection incendie

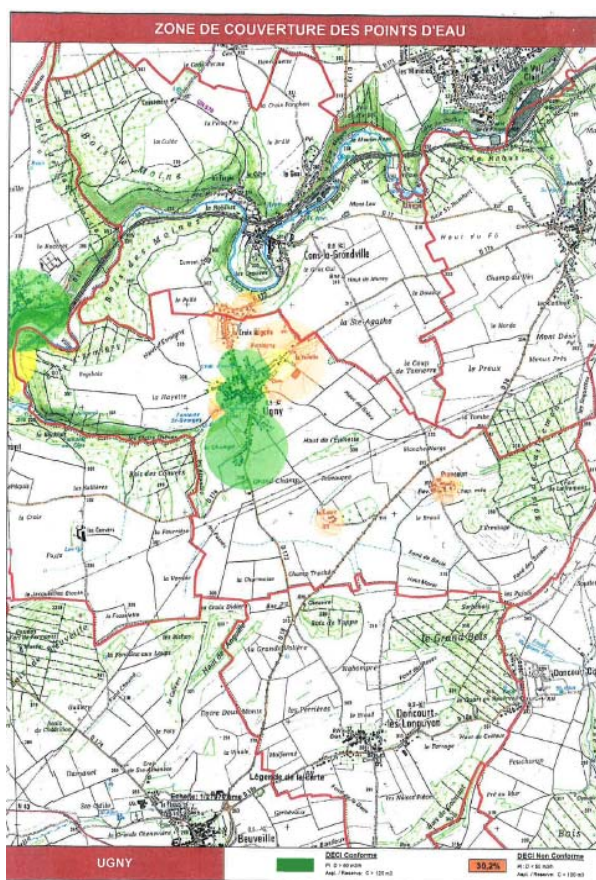
L'état de la couverture des constructions, établi par le SDIS (au 03/10/2008) montre que la Défense Extérieure de Couverture Incendie (DECI) est conforme sur 59,3 % des constructions. Elle est limite conforme sur 9,5% du territoire et non conforme sur 30,2%.

Les secteurs non conformes correspondent aux secteurs suivants :

- La Croix Migette ;
- La Volette ;
- Praucourt ;
- La ferme de la Caure.

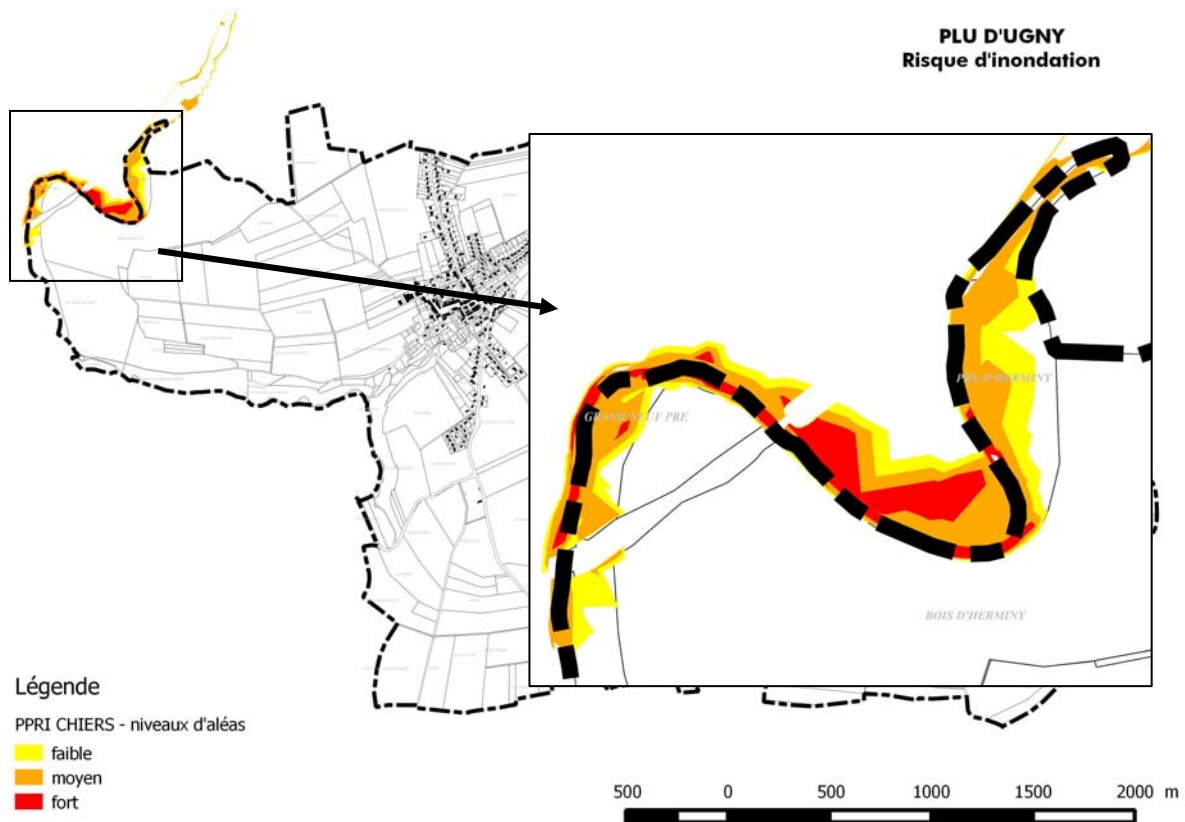
Les habitations proches de ces zones, notamment de la Croix Migette et de la Volette se trouvent au sein du périmètre limite conforme.

La commune envisage des travaux de mise en conformité (sur Praucourt dans un premier temps) de la DECI.



3.2. Les risques naturels

3.2.1. L'Atlas des zones inondées



La commune d'Ugnny est concernée par le risque d'inondation de la Chiers, l'Atlas des zones inondées montre que l'extrémité de la partie Nord-Ouest de la commune se caractérise par la présence de 3 zones d'aléas (fort, moyen et faible).

Ces zones correspondent aux lits mineurs et majeurs de la rivière au sein desquels aucune construction n'est présente. Ces terrains sont occupés par des espaces naturels.

Il n'existe aucune cartographie des événements relatifs aux débordements du Royat. La commune et le SIAC²⁰ réfléchissent à des actions visant à mieux identifier le risque et à réduire l'importance et la fréquence des aléas.

La commune souhaite donc protéger les abords du Royat de toute construction.

²⁰ Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers

3.2.2. Le Royat

Depuis 2013, la commune s'est engagée dans l'élaboration d'un « programme d'orientations d'aménagements de lutte contre les inondations au centre d'Ugny ». Ce programme s'appuie sur une étude menée par le SIAC en 2013 sur le Royat et son bassin versant.

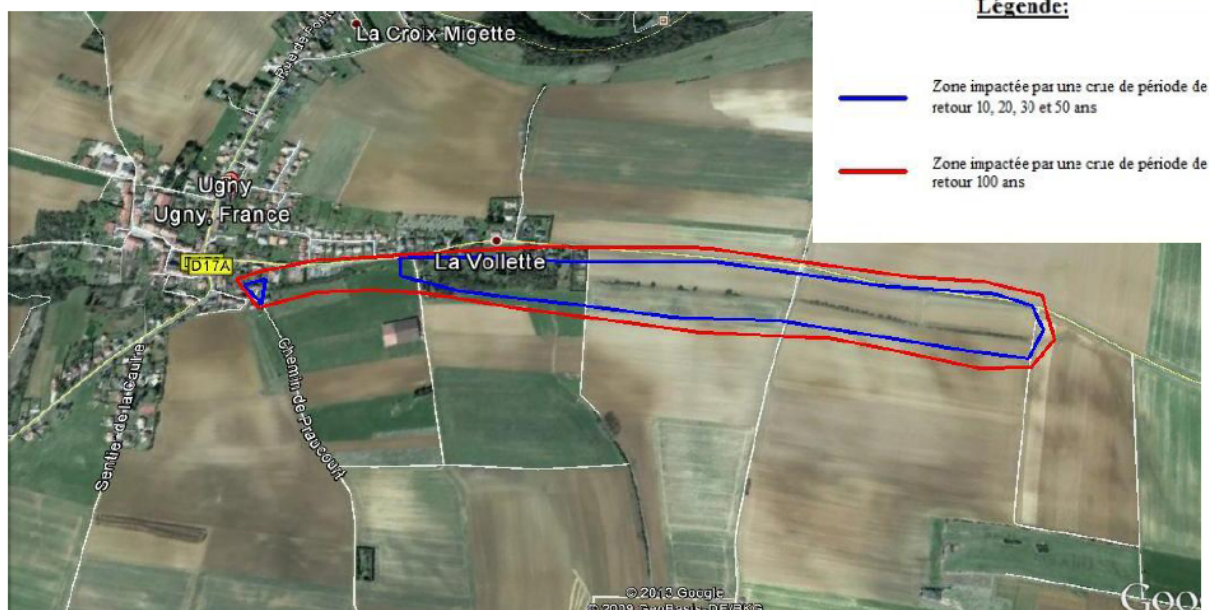
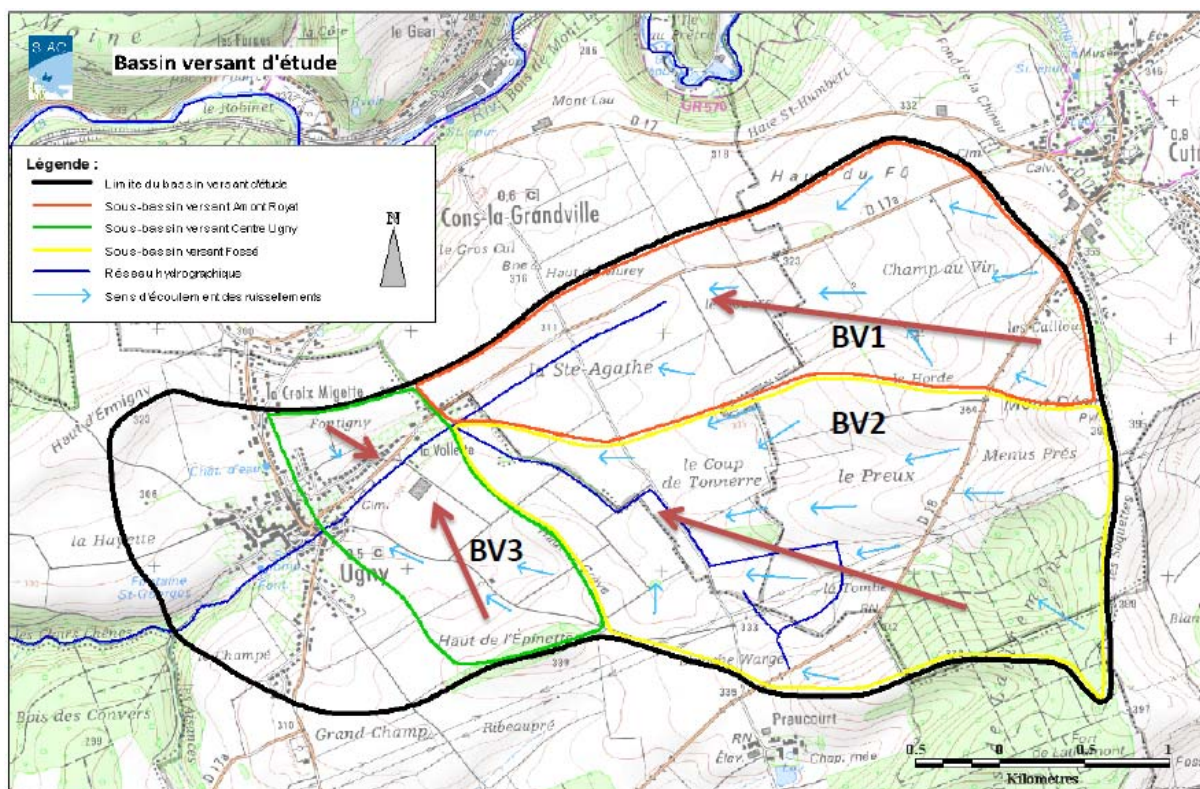
L'étude s'appuie sur les épisodes de crues importantes survenus en 1994-1995, 1998 et 2009 mais également sur une étude réalisée en 2007.



1 et 2) Source : étude SIAC 2013, photos prises au lieu-dit « Chemin de la Volette » (crue de 2008)



3) Source : étude SIAC 2013, cette photographie montre l'apport des écoulements provenant des terrains agricoles situés au Sud du Royat (boisement du Haut de l'Epinette à l'arrière-plan). Le terrain au premier plan correspond à la partie arrière de la parcelle constructible située le long de la rue de la Croix de Sainte-Agathe.



La cartographie présentée ci-dessus est une esquisse des zones potentiellement impactées par les crues du Royat. Il ne s'agit en aucun cas d'une cartographie précise car elle ne tient pas compte de la topographie particulière du site notamment sur le secteur de la Volette.

Le diagnostic du programme d'orientations d'aménagements de lutte contre les inondations du Royat précise, à partir d'une enquête auprès des riverains qu'aucune maison n'a été touchée par les crues du Royat, les riverains ont déclarés que les dégâts causés par les crues n'ont affectés que leurs jardins, ou pour certains leurs caves.

Comme le montre les différentes photos de la page précédente, les zones d'expansion des crues n'impactent que les vergers et jardins des riverains.

Les constructions situées le long de la rue de la Croix Sainte Agathe sont situées à une distance de 40 à 70 mètres du lit mineur du Royat et n'ont jamais été impactées de mémoire d'homme. Par ailleurs, elles se trouvent à une altitude de 2 à 4 mètres au-dessus du lit mineur du ruisseau.

Comme le montre la photographie 3 de la page suivante les constructions situées le long de la rue de la Croix Sainte-Agathe ne sont pas inondés lors de forts épisodes de crues, seule la partie arrière des jardins est impactée.

Le diagnostic définit des enjeux (en matière de risque) différents selon les tronçons du cours d'eau :

- La partie amont, caractérisée par un lit discontinu, une confluence avec le fossé de drainage. Sur ce tronçon, les enjeux sont jugés forts ;
- La partie au centre d'Ugny, marqué par la canalisation du ruisseau avec la présence de zones d'érosion, de déchets et d'une espèce invasive (renouée du Japon). Les enjeux sur cette partie sont jugés moyens ;
- La partie aval concerne une zone naturelle marquée par la présence de forêts, d'affluents, d'étangs et de la confluence avec la Chiers. Les enjeux sur ce secteur sont faibles voire inexistant.

L'étude s'appuie également sur une phase de concertation avec les riverains et les propriétaires concernés qui a permis de dresser un bilan des événements liés au Royat :

- Aucune maison n'a été touchée ;
- Une dizaine de personnes ont été impactées ;
- De nombreux dégâts ont été occasionnés (revêtement de la voirie, caves inondées, jardins et routes inondées, noyade de bétail, porte de garage...) ;
- Crainte de nouveaux événements, attentes d'une amélioration de la situation.

Plusieurs éléments pouvant expliquer les dysfonctionnements sur le bassin versant ont été identifiés :

- Le remembrement agricole et les travaux connexes
- La discontinuité du lit du ruisseau ;
- La capacité très limitée en termes de débit de certaines sections du ruisseau (spécialement en amont) ;
- L'arrivée simultanée dans le ruisseau des eaux de ruissellements des plaines agricoles, des fossés de drainage, des ruissellements des surfaces imperméabilisées du village d'Ugny et de la surverse du déversoir d'orage lors du débordement du réseau d'assainissement.

En termes d'actions envisagées, plusieurs scénarios ont été proposés à la commune. Ceux-ci présentent les différents aménagements potentiellement nécessaires pour remédier aux dysfonctionnements évoqués ci-dessus :

- Plantation de haies ;
- Création de fascine ;
- Bandes enherbées ;
- Création/renforcement de zones humides ou mares ;
- Création de noues ;
- Reméandrage d'un ruisseau.

Ce type d'aménagements présentent plusieurs avantages :

- Ralentissement du ruissellement ;
- Réduction de la vitesse d'écoulement dans les cours d'eau ;
- Protection locale ;
- Réponse réglementaire pour la protection des cours d'eau ;
- Atout paysager et écologique (corridors écologiques, Trame Verte et Bleue...)

La commune souhaite d'abord engager une phase de concertation avec les exploitants agricoles avant de définir précisément la localisation et la typologie des aménagements hydrauliques. Des réflexions sont actuellement en cours, notamment dans le cadre du partenariat entre le SIAC et la Chambre d'Agriculture 54 autour de la concertation agricole.

Elle souhaite également intégrer ce risque dans son document de planification, en veillant à optimiser et à limiter la constructibilité des zones potentiellement impactées afin de limiter l'exposition des habitants, notamment sur le secteur de la Volette, concerné par un projet de construction d'un bâtiment de gardiennage agricole et par le comblement d'une dent creuse.

Ces deux derniers espaces sont largement éloignés du lit mineur du Royat (70 à 80 mètres) et se trouvent au minima à une altitude de 4 mètres au-dessus de celui-ci.

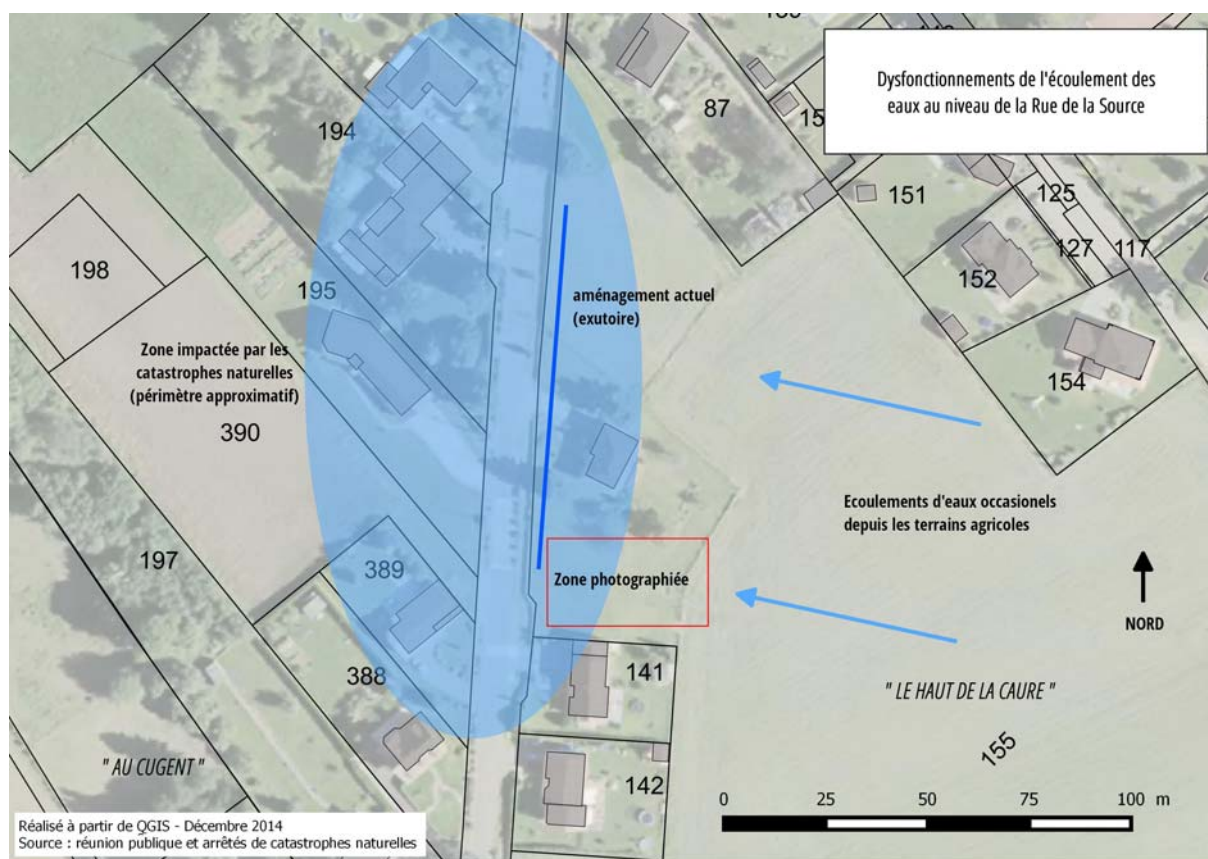
3.2.3. *Arrêtés de catastrophes naturelles*

La commune a été concernée par plusieurs arrêtés :

- Inondations et coulées de boue (du 08/12/1982 au 31/12/1982 et du 17/01/1995 au 31/01/1995) ;
- Inondations, coulées de boue et mouvements de terrains (du 25/12/1999 au 29/12/1999) ;

Les secteurs touchés par ces catastrophes correspondent aux secteurs urbains du lieu-dit de la Volette, marqué par la présence du Royat (voir chapitre précédent) ainsi que le secteur de la rue de la Source, au niveau du lieu-dit « Le Haut de la Caure ».

Concernant ce dernier secteur, des aménagements ont été effectués au cours des dernières pour canaliser les écoulements venus du Sud-Est vers les constructions existantes situées au Nord-Est (voir illustration ci-dessous).



Parcelle n°155 (photographie Mr Marques)



Parcelle n°155 (photographie Mr Marques)



Fossé de drainage, rue de la source (photographie Mr Marques)



Fossé de drainage, rue de la source (photographie Mr Marques)

Les terrains actuels étant constructibles car desservis par les réseaux, la commune souhaite intégrer des dispositions réglementaires afin d'éviter tout risque d'inondation ou de catastrophes naturelles, tout en permettant la construction de ces terrains identifiés comme des dents creuses.

La plantation d'un réseau de haies permettrait à la fois de ralentir et de retenir la concentration des écoulements d'eaux et d'éviter une accumulation trop importante des eaux. La création d'un fossé rejoignant l'exutoire existant devrait quant à lui permettre d'évacuer les écoulements trop importants et de drainer les terrains.

Ces mesures sont nécessaires pour assurer la sécurité des constructions existantes et futures.

A noter que la commune a réalisé depuis les derniers événements recensés une série d'aménagements qui ont permis de réduire le risque sur les zones impactées, un entretien régulier de ces aménagements est toutefois nécessaire pour être efficace et la commune souhaite veiller au bon fonctionnement de ceux-ci.

Cette parcelle fait actuellement l'objet de permis de construire.

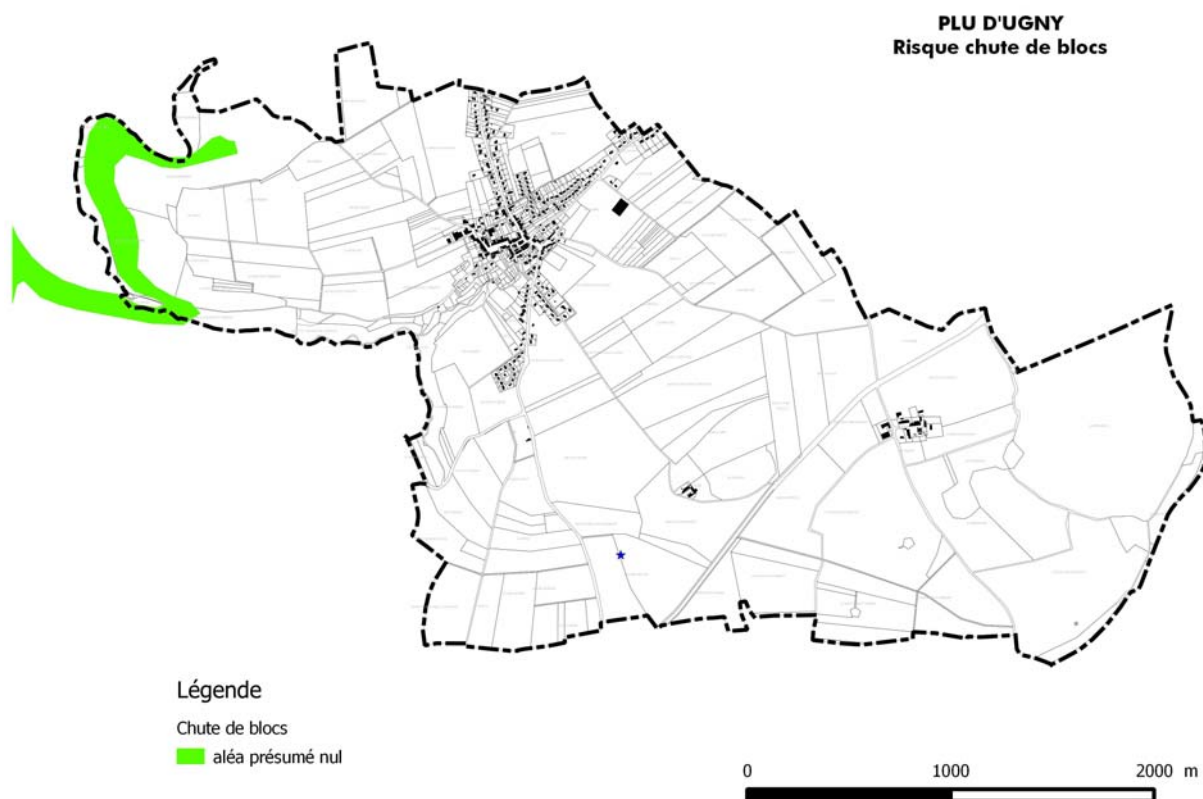
3.2.4. L'aléa chute de blocs

Dans le cadre de la gestion des risques naturels du département de Meurthe-et-Moselle, la Direction Départementale des Territoires a missionné le BRGM afin d'identifier les zones à aléa « chute de blocs » à l'échelle du 1/50 000 par bassins de risque sur ce département. Cette étude, qui date de septembre 2008, ne porte que sur les chutes de masses rocheuses. Elle doit servir de « Porter à connaissance » relatif à ce phénomène et permettre par la suite de hiérarchiser les secteurs en aléa fort relativement aux études ponctuelles dont ils doivent faire l'objet.

Quatre niveaux d'aléas ont été définis (fort, moyen, faible et très faible ou présumé nul) sachant que d'une part, l'aléa de référence est d'intensité forte et que d'autre part l'intensité des phénomènes peut être évaluée en fonction de l'importance et de l'ordre de grandeur du coût des mesures qu'il pourrait être nécessaire de mettre en œuvre pour s'en prémunir.

Les chutes de blocs se produisent le plus souvent dans les formations jurassiques du Bajocien et dans les formations triasiques des grès et conglomérats du Buntsandstein moyen, en tête de versant, mais aussi dans les pentes fortes (supérieure ou égale à 40 °). En grande majorité les blocs mobilisés ont un volume inférieur à 0,25 m³.

D'après le BRGM, la commune d'Ugny est concernée par la présence d'une zone d'aléa présumée très faible (en vert), correspondant au versant de la vallée de la Chiers. Cette zone correspond principalement à des espaces naturels (forêts de versants) et secondairement à des espaces agricoles. Aucune construction ne se trouve au sein de cette zone.



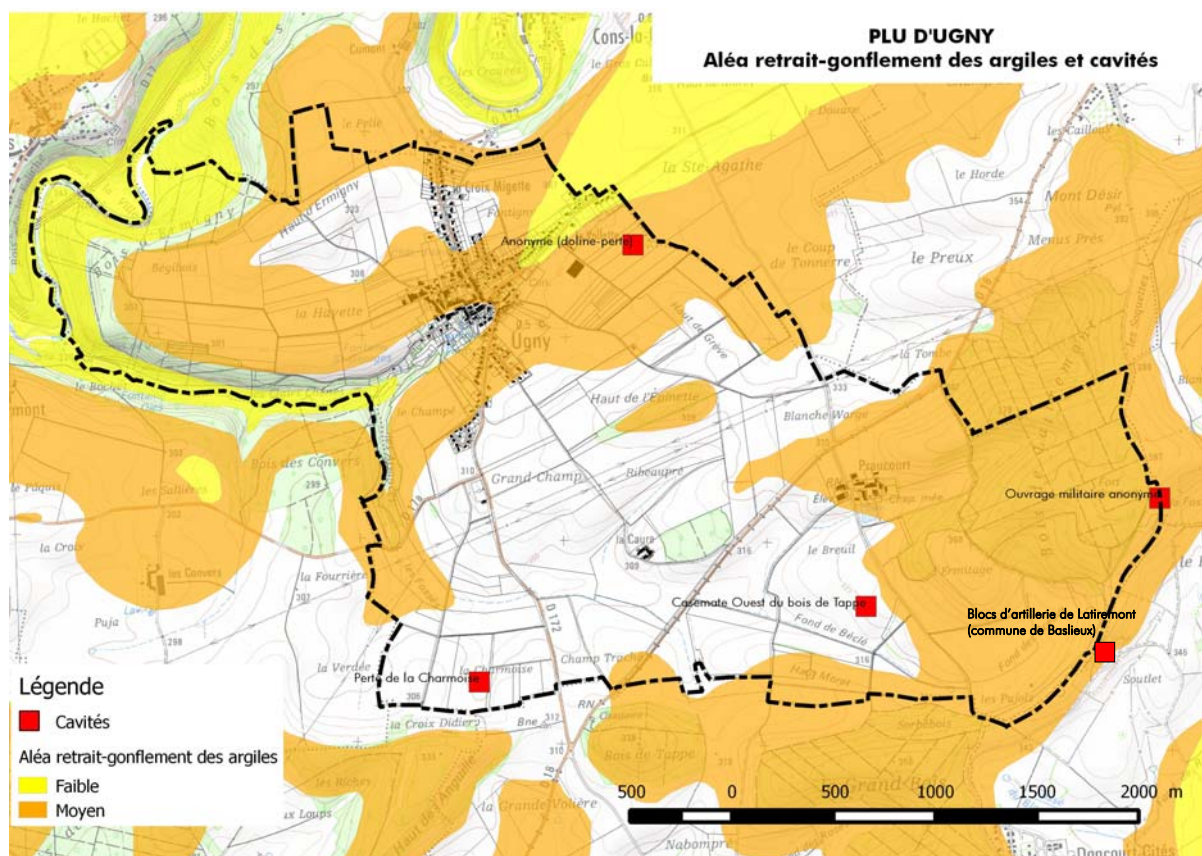
3.2.5. *L'aléa retrait gonflement des argiles*

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), à la demande du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables a réalisé une cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles pour les départements français les plus exposés au regard du contexte géologique et du nombre de catastrophe naturelle. Ces cartes ont pour but de délimiter les zones à priori sujettes au phénomène et de les hiérarchiser selon quatre degrés d'aléa : à priori nul, faible, moyen et fort.

Le but de cette cartographie est de diminuer le nombre de sinistres causés à l'avenir par ce phénomène.

Deux types d'aléa sont présents sur la commune d'Ugny :

- *Des zones d'aléa moyen, couvrant une grande partie des zones urbanisées de la commune, notamment autour du noyau originel du village et le hameau de Praucourt ;*
- *Des zones d'aléa faible, concernant les constructions situées au lieu-dit « la Volette » ainsi que les parties inférieures des versants des vallées de la Chiers et du Royat.*



Source : BRGM

L'aléa retrait-gonflement des argiles n'entraîne pas une interdiction de construire. Il convient cependant aux maîtres d'ouvrage et aux futurs constructeurs de respecter un certain nombre de mesures afin de réduire l'ampleur du phénomène.

Les données peuvent être téléchargées sur le site ministériel dédié à la prévention des risques. (www.prim.net- 3 catalogue numérique - risques naturels) et d'autres informations sur le site Internet : www.argiles.fr.

3.2.6. Les cavités

D'après la base de données des cavités du BRGM, quatre cavités sont recensées sur le territoire communal d'Ugnny :

- La perte de la Charmoise au lieu-dit « *du Grand Pré* », au Sud de la commune ;
- Une doline au lieu-dit « *La Peiriere* », à l'Ouest de la commune ;
- Ouvrage militaire au lieu-dit « *Latiremont* », au Sud-Est de la commune ;
- Casemate Ouest du bois de Tappe au lieu-dit « *au-dessus du Breuil* », au Sud de la commune.

La cartographie montre que ces cavités se trouvent en dehors des zones urbanisées et concernent des espaces agricoles et naturels.

3.2.7. Le risque sismique

D'après la carte de délimitation des zones de sismicité du territoire français du 22 Octobre 2010 (décrets n°2010-1254 et 2010-1255), en vigueur depuis le 1^{er} Mai 2011, la commune d'Ugny est concernée par un aléa très faible (zone 1), pour laquelle aucune contrainte en matière de construction ou d'urbanisme n'est imposée par la nouvelle réglementation.

4. Les sites pollués

Aucun site pollué n'est présent sur le ban communal.

A retenir :

Ugny s'est développé sur une géologie caractéristique d'une structure de revers de cuesta. Le relief présente des formes karstiques

Les risques présents sur la commune d'Ugny sont liés à cette géologie ainsi qu'au relief qui a été façonné par l'érosion notamment par la présence d'un réseau hydrographique important.

Les écoulements d'eaux issus des terrains agricoles donnent parfois lieu à des phénomènes de débordements.

Certaines zones sont concernées par le risque de chutes de blocs et par le retrait-gonflement des argiles. Le risque sismique est très faible.

Certains secteurs de la commune doivent être renforcés en matière de lutte contre les incendies.

III. L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

A. La commune dans son environnement : analyse du contexte socio-économique en Lorraine Nord

1. Dynamiques démographiques et attractivité

La commune d'Ugny se caractérise par sa proximité avec le Grand-Duché de Luxembourg, marqué par un dynamisme économique important qui impacte le territoire nord-lorrain. Ce dynamisme s'appuie notamment :

- sur un rythme de création moyen de plus de 5.000 nouveaux emplois par an (31.000 entre juin 2008 et mai 2013), et son économie résiste pour le moment aux différentes crises économiques ;
- le développement de Belval et du sud luxembourg attirera demain davantage les français que les autres frontaliers ;
- les investissements prévus sur Alzette-Belval pourraient redynamiser l'économie nord lorraine ;
- l'Etat français semble vouloir s'investir pour un meilleur co-développement des territoires frontaliers ;

Globalement, le territoire nord lorrain est marqué par une attractivité résidentielle retrouvée, celle-ci se traduit par plusieurs phénomènes :

- Une croissance démographique parmi les plus fortes de la région ;
- Des ménages qui progressent beaucoup plus rapidement que les habitants. Leur solvabilisation pour l'accession à la propriété progresse grâce notamment aux salaires luxembourgeois supérieurs ;
- Une croissance des effectifs scolaires qui permet d'être optimiste pour ceux du secondaire ;
- Un dynamisme de la natalité générateur d'emplois (garde, petite-enfance, etc.) ;
- Une économie résidentielle dynamique symbolisée par la bonne santé de l'offre commerciale, notamment alimentaire ;

Ces dynamiques masquent un vieillissement de la population qui est ralenti mais qu'il convient de programmer. Ce vieillissement constitue une opportunité pour renforcer et diversifier l'offre et les équipements de santé.

Cependant cette croissance démographique pénalise les polarités existantes puisqu'elle se localise dans des territoires ruraux globalement « sous-équipés ». On constate également un triplement de l'étalement urbain qui nuit à la structuration du territoire et consommateur de terres agricoles.

Ce développement essentiellement rural et péri-urbain met les espaces urbains en situation de fragilité par la diminution de leur population, de la disparition et la mise à mal de la rentabilité des équipements et fragilisant l'image des villes.

Le dynamisme du territoire génère une évolution à 2 vitesses, liée :

- la bonne solvabilisation des frontaliers engendre une pression foncière, avec des prix de l'immobilier tirés vers le haut ce qui freine les possibilités d'accession à la propriété d'une partie de la population mais aussi une pression sur les loyers, ce qui limite le turn-over du parc social ;
- aux prix moyens du territoire de Longwy qui sont nettement supérieurs à ceux de Briey : +26% pour les appartements, +17% pour les maisons, +40% pour les terrains ;
- la construction neuve qui est le choix prioritaire des frontaliers, ce qui risque d'entraîner une segmentation importante des quartiers (cités ouvrières et quartiers anciens pour les plus modestes, lotissements neufs pour les frontaliers), au risque de négliger la requalification du parc ancien et de multiplier des formes urbaines peu adaptées aux cadres paysagers et urbains.

De ce point de vue, le territoire se dirige de plus en plus vers un fonctionnement à deux vitesses, entre frontaliers et non-frontaliers, posant notamment des questions autour de la mobilité et de l'accès au logement. De plus, les collectivités locales, aux finances exsangues, ne peuvent répondre à la demande des populations nouvelles en termes de services ou d'équipements, au risque de voir ces populations se détourner de ce territoire au profit d'autres.

2. Dynamiques économiques

Le territoire nord lorrain est marqué par dégradation de l'emploi local lié à l'assèchement de l'emploi industriel dans le Nord du territoire, lié à la spécialisation industrielle de certains pôles d'emploi. La succession des crises depuis 2008 amplifie cette dynamique.

Les logiques concurrentielles impactent également le territoire, cela est notamment visible au niveau commercial, mais également à la difficulté de maintenir sur place une main d'œuvre qualifiée, attirées par des emplois mieux rémunérés au Luxembourg.

Le territoire nord lorrain se caractérise par un potentiel de développement de l'économie résidentielle, lié justement aux dynamiques démographiques (arrivée de jeunes actifs et vieillissement) et à l'attractivité résidentielle. Ce potentiel de développement de l'économie résidentielle s'observe également à travers un appareil commercial qui rattrape son retard et à un patrimoine touristique peu à peu valorisé.

Parallèlement on constate qu'une complémentarité industrialo-commerciale se met spontanément en place sur les zones d'activités, avec la spécialisation de certains territoires vers l'accueil d'activités commerciales.

Le territoire d'appuie sur une agriculture de qualité, avec des terres agricoles réputées, sur lesquels existe un potentiel d'émergence de nouvelles pratiques (agriculture bio, circuits courts...). Cependant cette activité apparaît comme étant sous tension notamment en matière de transmission des exploitations et de pérennité de l'élevage. Par ailleurs, les terres agricoles du territoire sont devenues une ressource convoitée, du fait de la pénurie de terres agricoles en Belgique et du coût élevé du foncier au Luxembourg.

3. Le dynamiques de mobilité

La multiplication des flux domicile-travail sur certaines infrastructures routières entraîne une congestion voire une saturation de ceux-ci aux heures de pointe. De plus, le cumul des trafics de transit, d'échanges et internes dans certaines communes provoquent des nuisances (bruit, pollution atmosphérique) et des problèmes de sécurisation.

En raison de la configuration des réseaux routiers et ferroviaires, le territoire nord-lorrain manque de liaisons Nord-Sud, ce qui explique en partie le peu de relations qu'entretiennent les territoires de Longwy et de Briey.

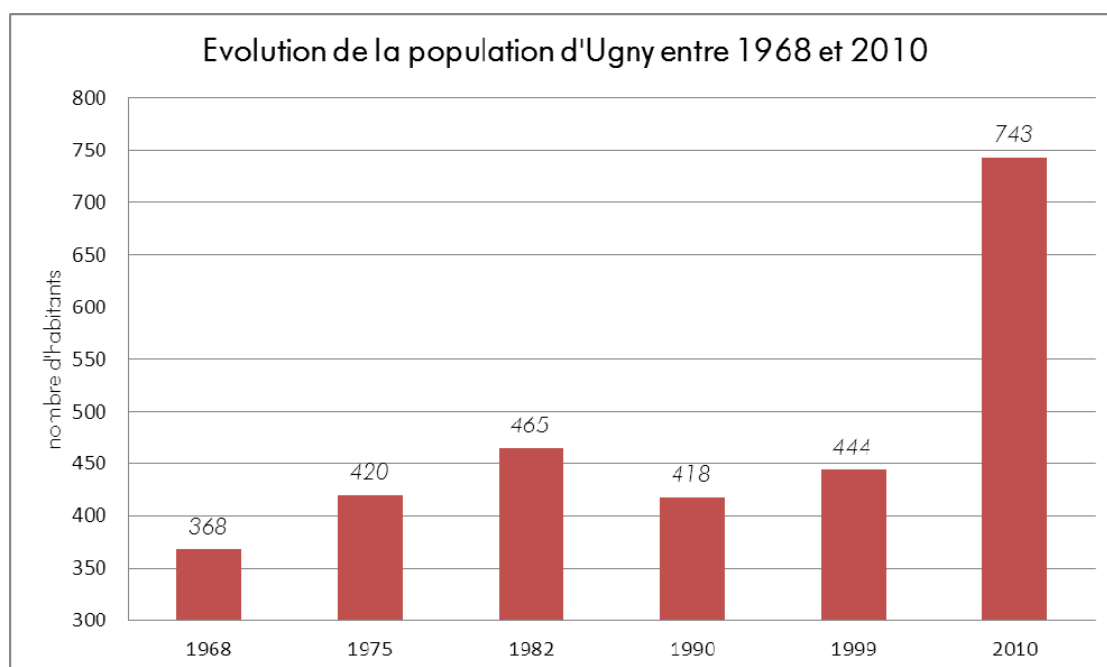
Le développement de l'intermodalité est freinée (mise en œuvre d'une tarification intégrée ou combinée, information multimodale, maillage des réseaux...) du fait d'une gouvernance des transports multiple. Sur le territoire, seul 5% des déplacements s'effectuent en transports en commun.

Cependant on constate une évolution des comportements, notamment dans l'agglomération de Longwy où la part de la voiture recule au profit des TC. Le développement du covoiturage sur le territoire peut, à terme, s'intégrer dans un système de transport global, en vue de faire reculer la part modale de la voiture particulière sur les déplacements domicile-travail.

B. La démographie

1. Population

1.1. Evolution de la population



Source : Recensements généraux de la population de 1968 à 2009 ; INSEE

En 2010, Ugny compte 743 habitants. Le développement démographique montre une croissance importante de la population entre 1999 et 2010 à travers une augmentation de 299 habitants (+67,3%). Le taux de croissance annuel moyen de la commune sur cette

période est de 4,8% par an (0,4% par an à l'échelle intercommunale). Le rythme de la croissance d'Ugny a donc été 12 fois supérieur à celui de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy. Pour cette dernière, la population a progressé de près de 2.616 habitants sur la même période.

La croissance d'Ugny représente 11,4% du total de la croissance intercommunale alors que son poids démographique au niveau de celle-ci est de 1,3%.

1.2. Facteurs de l'évolution démographique

Le développement démographique de la commune est lié en grande partie au solde migratoire²¹ (+4,5%/an) qui contribue donc à 90% de la croissance. Les 10% restants sont liés au solde naturel²² (+0,5%/an).

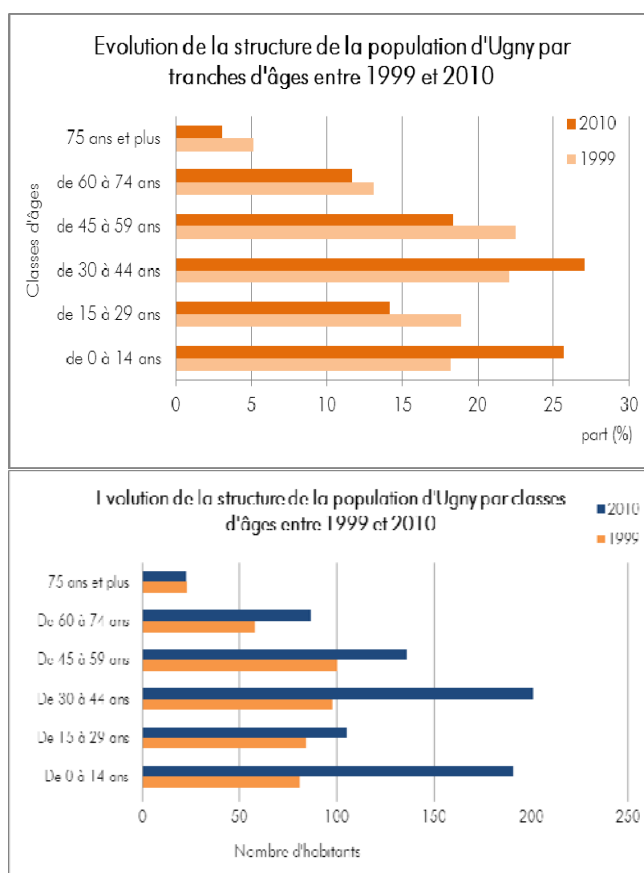
La commune s'est donc développée principalement par l'arrivée de nouvelles populations. Ce « boom » démographique s'explique au niveau nord-lorrain, par le dynamisme économique du Grand-Duché de Luxembourg mais également par le cadre de vie agréable de la commune. De nombreuses communes du nord de la Lorraine ont connu un tel développement, caractérisé par un développement résidentiel important.

A contrario, sur la même période la CCAL, c'est le solde naturel qui explique 75% de la croissance intercommunale.

1.3. Structure par âge

L'analyse des classes d'âges montre que la population de la commune a connu des mutations très importantes entre 1999 et 2010 :

- La forte progression de la part des 0-14 ans et des 30-44 ans qui représentent respectivement 26 et 27% de la population d'Ugny en 2010 contre 18 et 22% en 1999 ;
- La diminution importante de la part des 15-29 ans et des 45-59 ans dont la part représente respectivement 14 et 18% de la population d'Ugny en 2010 contre 19 et 23% en 1999 ;
- Les classes plus âgées sont marquées par une tendance à la stabilisation de leur représentation au sein de la population ;



²¹ Arrivée de nouvelles populations – population ayant quitté la commune

²² Naissance – décès = solde naturel

Ces évolutions sont liées au développement démographique de la commune, permis principalement par la construction de lotissements. La commune a donc attiré principalement des ménages jeunes (30 à 44 ans) accompagnés d'enfants (0 à 14 ans). Dans le même temps, la classe d'âge des 15 à 29 ans est marquée par une faible progression de ses effectifs.

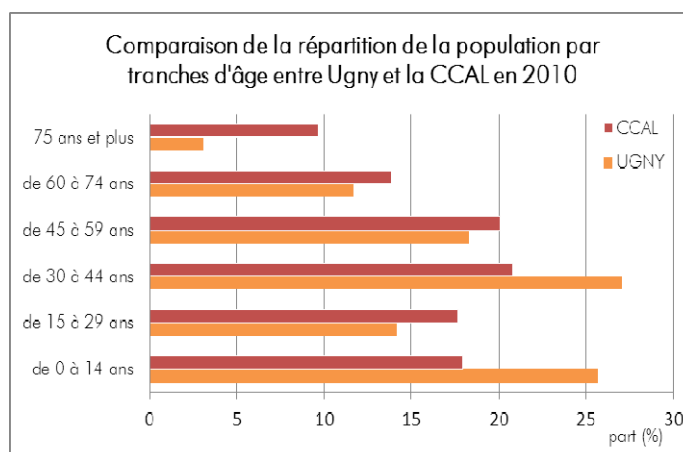
Les classes de 45 à 59 ans et de 60 à 74 ans ont également progressé, tandis que les 75 ans et plus voient leurs effectifs stagner.

Même si le développement démographique des années 1999-2010 a profité à l'ensemble des classes, on remarque cependant que la pyramide des âges de la commune apparaît très déséquilibrée en 2010, avec un creux très marqué pour les 15-29 ans.

La typologie des logements construits au cours des années 2000, le départ des populations jeunes (études) ainsi que le faible nombre d'emplois présents sur la commune explique ce déséquilibre. Ce phénomène est plus marqué sur la commune (- 5 points) que sur la CCAL (- 2 points). Ce déséquilibre pourrait également s'accroître avec le départ des populations actuellement âgées de 0 à 14 ans.

Parallèlement, une augmentation de la part des personnes âgées est à prévoir par glissement des classes d'âge supérieures.

Comparativement à la CCAL, la population d'Ugny en 2010 est marquée par une plus grande représentation des classes de 0 à 14 ans et de 30 à 44 ans. A l'inverse les autres classes d'âges sont moins représentées sur la commune, notamment pour les personnes âgées.



Le poids important de la classe 30-44 ans à Ugny et sur la CCAL est lié à l'attractivité globale du Nord lorrain (travail frontalier) pour les jeunes actifs. A l'échelle de la Région Lorraine, c'est la classe 45-59 ans qui est la plus représentée.

La commune d'Ugny est donc marquée par un indice de vieillissement²³ très faible (0,48) en comparaison avec l'indice de vieillissement intercommunal (1,01) et du SCoT Nord 54 (1).

²³ Population de plus de 60 ans divisée par la population de moins de 20 ans, si l'indice est supérieur à 100, la population est considérée comme vieillissante

2. Les ménages

En 2010, Ugny compte 264 ménages (164 en 1999). Le nombre moyen de personnes par ménages est de 2,8. Ugny est la commune de la CCAL (2,27) où le nombre moyen de personnes par ménage est le plus élevé. Ce nombre était de 2,66 en 1999 à Ugny et de 2,43 sur la CCAL.

La dynamique communale est donc différente de la dynamique intercommunale (+2560 ménages entre 1999 et 2010) dans laquelle on constate une diminution du nombre de personnes par ménage.

Cette dynamique est à corrélérer avec les phénomènes de diminution de la population, de décohabitation et de vieillissement de la population qui se poursuivent et qui provoquent une diminution de la taille moyenne des ménages.

Pour Ugny, l'augmentation du nombre moyen de personnes par ménage s'explique par le développement démographique et la construction neuve de la commune orientés essentiellement vers l'accueil de jeunes ménages avec enfants.

3. Les prévisions démographiques

La commune souhaite poursuivre son développement démographique en veillant à répondre aux attentes de toutes les classes d'âges. Pour cela, la commune souhaite à la fois permettre le maintien des populations jeunes et âgées sur le village et continuer à accueillir de nouveaux ménages.

Elle souhaite répondre à cet objectif en prenant en compte l'objectif de développement démographique du SCoT Nord 54 ainsi que les attentes du PLH²⁴.

Globalement, l'objectif de population de la commune à l'horizon 2030 s'appuie sur la répartition des logements et des possibilités offertes par les documents supra-communaux. Les objectifs de logements sont donc développés dans le chapitre « Les besoins en logements ».

A retenir :

Après une période de fort développement démographique, la commune a fixé son objectif de population en fonction de deux critères principaux :

- **répondre aux objectifs du SCoT Nord 54 et du Programme Local de l'Habitat**
- **accueillir de nouveaux ménages afin de stabiliser les effectifs scolaires**

L'objectif communal ne repose pas sur un objectif précis de population mais plutôt sur une volonté de diversifier sa construction neuve, afin d'améliorer et favoriser des parcours résidentiels au sein de la commune.

²⁴ Programme Local de l'Habitat

C. Le logement

1. Evolution du parc de logements

Evolution des logements à Ugny entre 1999 et 2010

	1999	2010	part en 2010	Evolution 1999-2010	
				absolue	relative
Total de logements	174	282	100%	108	62,1%
Résidences principales	164	266	94,3%	101	61,6%
Logements vacants	6	14	5%	8	133%
Logements secondaires et occasionnels	4	2	0,7%	-2	-50%

Source : INSEE, RP 2010

En 2010, 282 logements ont été recensés sur le ban communal, dont 94 % de résidences principales, 4,9 % de logements vacants et 0,7 % de résidences secondaires ou occasionnelles.

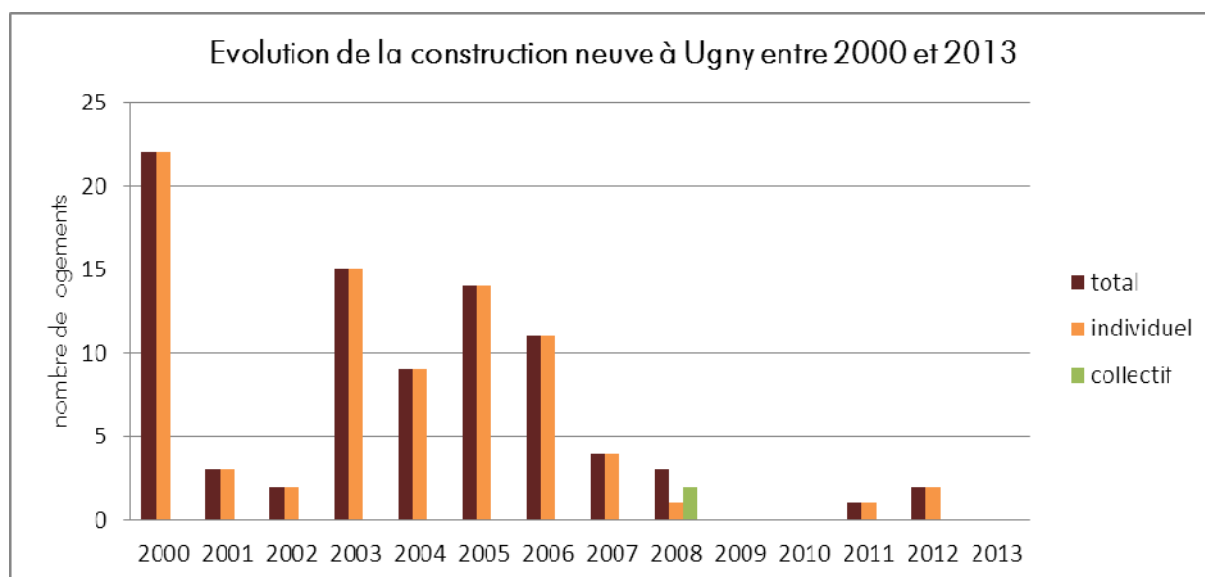
Depuis 1999, le parc de logement est donc marqué par une croissance importante du parc de résidences principales. Le parc de logements vacants reste peu important et a augmenté dans la même proportion que le parc de résidences principal. Avec 14 logements vacants en 2010, la commune dispose d'un taux de vacance d'environ 5%.

Ce taux constitue la limite inférieure généralement admise pour assurer un « turn-over » des populations au sein du parc de logements.

La stabilité du taux de vacance de la commune montre que les logements de la commune sont attractifs et adaptés aux attentes des nouvelles populations.

2. Les caractéristiques du parc de logements

2.1. La construction neuve



Source : DRE/DDE, Tableau de bord SITADEL 2

Entre 2000 et 2013, ce sont 86 logements qui ont été construits sur la commune d'Ugny, soit un rythme de construction de 6 logements par an sur cette période. On distingue deux phases principales :

- la période 2000-2006 : 76 logements ont été construits, soit un rythme de près de 11 logements par an. Durant cette phase l'ensemble des logements construits correspondent à des logements individuels ;
- la période 2007-2013 : 10 logements ont été construits, soit un rythme d'un logement par an. 2 logements collectifs ont été construits lors de cette période ;

Cette dynamique est liée au développement du travail frontalier impulsé par le dynamisme économique du Grand-Duché de Luxembourg, source d'attractivité pour le territoire nord-lorrain.

2.2. Typologie des résidences principales

Evolution du type de logements depuis 1999

	1999	2010	part en 2010	Evolution 1999-2010	
				absolue	relative
Total de logements	174	282	100%	108	62,1%
Maisons	173	269	95,2%	96	55,5%
Appartements	0	13	4,8%	13	/
Autres	1	0	0%	0	-100%

Source : INSEE, RP 2010

En 2010, les maisons individuelles représentent l'essentiel du parc de logement (95%) tandis que les appartements représentent 5% du parc. On remarque que les 13 appartements dont dispose la commune en 2010 ont été créés entre 1999 et 2010.

2.3. Statut d'occupation

Evolution du statut d'occupation des résidences principales depuis 1999

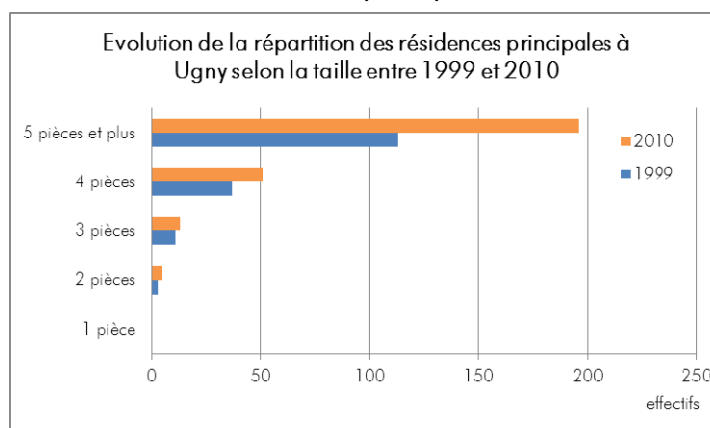
	1999	2010	part en 2010	Evolution 1999-2010	
				absolue	relative
Total des résidences principales	164	266	100%	102	62,2%
Propriétaires	155	240	90,2%	85	54,8%
Locataire	6	23	8,7%	17	283,3%
Logé gratuitement	3	3	1,1%	0	0%

Source : Recensements généraux de la population de 1999 et 2010, INSEE

En 2010, 90,2% des résidences principales de la commune sont habitées par leur propriétaire. Depuis 1999, on constate que le nombre de locataires de résidences principales a augmenté. La part des locataires est désormais de 8,7% en 2010 (contre 3,7% en 1999).

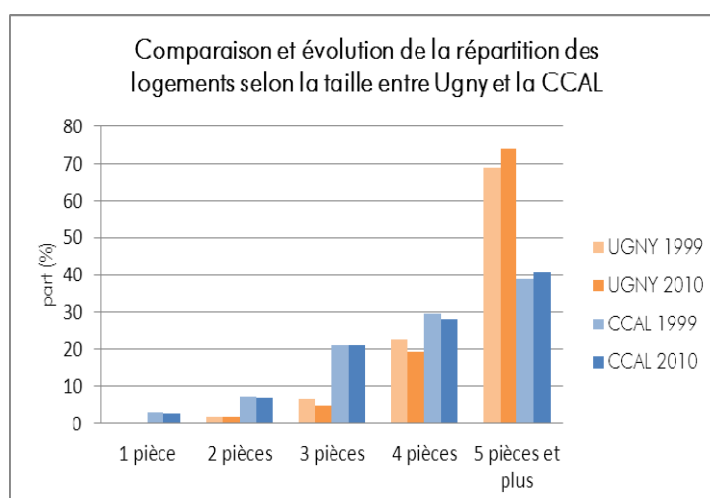
2.4. Taille des résidences principales

La croissance des résidences principales entre 1999 et 2010 a contribué à l'augmentation de tout type de logement, à l'exception des résidences d'une pièce (aucune sur la commune). On constate que ce sont surtout les résidences principales de 5 pièces et plus qui ont augmenté (+83 unités).



Plus de 70% du parc de logement de la commune correspond à des logements de 5 pièces et plus. Cette part a légèrement augmenté par rapport à 1999 et reste largement supérieure à celle de la CCAL (41%).

La typologie des logements créés depuis 1999 (pavillons) a contribué à augmenter le poids des grands logements à l'échelle communale.



Les autres logements (1 à 4 pièces) sont moins représentés sur la commune en comparaison avec la CCAL et leur part a diminué, malgré des effectifs plus nombreux (51 en 1999 contre 69 et en 2010).

2.5. Logements « indignes »

Les données MAJIC permettent d'établir une cartographie des logements potentiellement indignes sur le ban communal. Il s'agit d'un parc caractérisé par une dégradation et/ou une vétusté importante.

Cette source est à utiliser avec précaution car elles reposent sur une source fiscale (les travaux au sein de ces logements peuvent donc ne pas avoir été déclarés). Les critères définissant un logement «potentiellement indigne reposent sur un éclairage naturel difficile, une surface faible (<9m²), absence d'électricité ou d'adduction en eau potable...

En 2013, il y aurait 7 logements potentiellement indignes sont recensés sur la commune d'Ugny. La situation de ces logements peut donc nuire à leur occupation, étant inappropriés à la location ou à la vente.



3. Les besoins en logements

3.1. Les besoins quantitatifs

Les besoins quantitatifs s'appuient sur les documents supra-communaux (PLH et SCoT Nord 54) avec lesquels le PLU d'Ugny doit être compatible.

Pour le PLH de la CCAL, les objectifs de logements fixés pour la période 2014-2020 à Ugny est de 12 logements au minimum. La commune envisage la construction, au maximum, de vingt logements pour cette première période. Cet objectif légèrement supérieur au minima du PLH se justifie par :

- *Le nouveau découpage intercommunal depuis janvier 2014 qui s'est traduit par une augmentation du nombre de communes et donc des besoins en logements ;*
- *Le PLH 2014-2020 s'appuie sur une hypothèse de 1.320 logements dont 73 logements pour les communes rurales, cependant la répartition du SCoT Nord 54 (supérieur au PLH*

dans la hiérarchie des normes) pour la période 2014-2020 est plus ambitieuse avec 1.940 logements sur la CCAL pour cette même période dont 140 logements pour les communes rurales, ce qui représente un objectif moyen de 18 logements pour Ugny.

Pour la période 2020-2030 (période durant laquelle l'intercommunalité ne sera plus couverte par un PLH), les possibilités offertes à la commune s'appuient sur « le poids de population dans le niveau de polarité correspondant de l'intercommunalité concernée, et selon les besoins définis dans le DOO²⁵ du SCoT Nord 54 ».

Ainsi, en 2010 la commune d'Ugny représente 13% de l'ensemble de la population des communes rurales de la CCAL. Sur la période 2020-2030, les communes rurales de la CCAL doivent produire 270 logements, dont un objectif moyen sur Ugny de 35 logements (270x0.13).

A partir des possibilités de construction permises par le PLH actuel et le SCoT, la commune envisage la construction, au maximum, de 55 logements sur la période 2014-2030, ce qui représente un potentiel maximal d'environ 140 habitants²⁶ supplémentaires à l'horizon 2030.

3.2. Les besoins qualitatifs

La commune souhaite veiller à répondre aux objectifs des documents d'urbanisme supra-communaux et envisage de construire des logements attractifs et diversifiés.

Les besoins qualitatifs doivent répondre au souhait de maintenir les populations jeunes et âgées du village dans le but de freiner le départ de ces populations vers des secteurs disposant d'une offre en logement plus adaptée. Ils doivent également, par une volonté de diversification du type de logement, permettre d'améliorer les parcours résidentiels et faciliter le turn-over au sein du parc de logements. Ces mesures doivent contribuer à la stabilisation des effectifs scolaires souhaitée par la municipalité.

A partir des besoins quantitatifs, estimés à un maximum de 55 logements pour la période 2014-2030 (dont la plupart doivent répondre au desserrement des ménages), la répartition des besoins qualitatifs en logements est la suivante :

- 12 logements communaux ;
- 5 logements en accession sociale à la propriété ;
- 38 logements privés (dont 12 locatifs).

Ces objectifs visent également à répondre aux objectifs fixés par le PLH de la CCAL, avec lequel le PLU de UGNY doit être compatible.

²⁵ Document d'Orientations et d'Objectifs

²⁶ Estimation s'appuyant sur une baisse de 0,2 de la taille moyenne des ménages actuelle (2,8) soit une taille de 2,6 personnes par ménage en 2030.

A retenir :

Le parc de logements de la commune d'Ugny a fortement évolué depuis 2000. La construction neuve a été importante et s'est traduite par la construction de lotissements, en particulier pour la période 2000-2007. Depuis 2007, la construction neuve s'est surtout opérée dans le tissu existant, par le comblement de dents creuses et par la transformation de constructions (granges) en logements collectifs.

La commune souhaite poursuivre le développement de son parc vers une offre en logements diversifiée afin de mieux répondre aux besoins des habitants et favoriser un meilleur parcours résidentiel au sein de la commune (jeunes et personnes âgées).

La construction d'environ 55 logements doit permettre de répondre à plusieurs objectifs liés :

- au desserrement des ménages, afin de proposer sur la commune des logements à destination des jeunes actifs et/ou des personnes âgées ou à mobilité réduite.
- au faible taux de vacance des logements (5%) sur la commune, qui traduit un marché communal tendu.
- stabiliser les effectifs scolaires par la construction d'un parc de logement diversifié.

Parallèlement, la commune d'Ugny souhaite par cet objectif répondre aux objectifs du PLH de la CCAL et du SCoT Nord 54.

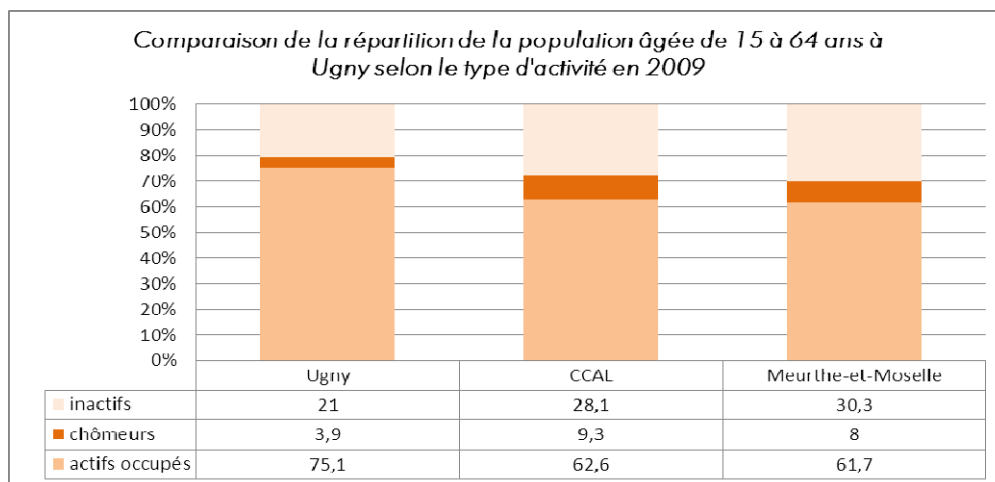
D. Dynamiques économiques

1. La population active

1.1. Données générales

En 2009, 79% de la population de 15 à 64 ans est active (70% au niveau départemental). En 10 ans, le taux d'activité des 15-64 ans a progressé de 13 points (66% en 1999).

La part des chômeurs dans la population active âgée de 15 à 64 ans est de 3,9%, ce qui correspond à un taux très faible par rapport au taux intercommunal et départemental (9,3% et 8%).



La population d'Ugny compte une part beaucoup plus forte d'actifs au sein de sa population. Cela est lié au développement démographique qu'a connu la commune depuis plus d'une dizaine d'années. La faible part de chômeurs et d'inactifs s'explique par l'accroissement important des actifs occupés.

Le développement démographique d'Ugny depuis 1999 a donc essentiellement reposé sur l'arrivée d'une population active et occupée. La typologie de logements ainsi que le cadre de vie offerts par le village expliquent en partie cette part importante.

La faible part d'inactifs sur la commune s'explique également par des phénomènes plus généraux et propres aux communes rurales, notamment avec le départ de populations jeunes vers les pôles universitaires.

1.2. Le chômage et son évolution

En juin 2013, la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy compte 4.206 demandeurs d'emplois. En juin 2008, le territoire comptait 2.444 demandeurs d'emplois soit une augmentation de 72,1% en cinq ans. En juin 2013, 56% des chômeurs sont des hommes et 68% des demandeurs d'emplois sont âgés de 25 à 49 ans.

Sur la commune d'Ugny, bien que le nombre de chômeurs reste faible dans la part de la population, on constate une augmentation très forte sur cette même période puisque le nombre de demandeurs d'emplois sur la commune est passé de 8 à 33, soit une progression de 312%. Cette augmentation est surtout visible entre 2012 et 2013, en un an le nombre de demandeurs d'emplois résidant à Ugny est passé de 18 à 33.

Sur la commune, le chômage touche à part égale les hommes et les femmes (respectivement 17 et 16) mais concerne surtout les populations âgées de 25 à 49 ans (21 demandeurs d'emplois) et secondairement les populations âgées de 50 ans et plus (7) et de moins de 25 ans (5).

2. Les activités et emplois

2.1. Les établissements

Au 1^{er} janvier 2013, 18 établissements²⁷ (tous secteurs, publics et privés, avec ou sans salariés) ont été recensés sur le ban communal.

2.2. Les emplois des établissements

Les 18 établissements de la commune représentent environ un total de 15 à 20 emplois salariés (privés et publics).

Le principal établissement de la commune est la SARL PIRET (Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment) avec un effectif estimé de 7 salariés ;

Dans le secteur du BTP, on trouve un autre établissement, il s'agit de Mr BIAGOTTI, artisan (Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation).

²⁷ Source : INSEE, SIRENE. Etablissements actifs

La mairie et l'école primaire constituent les deux autres établissements en termes d'emplois (avec environ 7 emplois estimés) Deux autres établissements comptent au moins un emploi salarié, il s'agit de la société financière R&R INVESTISSEMENTS et du Bar-restaurant le DEVLICE (en vente). Depuis 2013, la commune dispose d'un salon de coiffure (L'UNIV HAIR DE CHRYSTELLE).

3. L'activité agricole

3.1. Les exploitations recensées

L'activité agricole est encore bien représentée sur la commune, avec 4 établissements dont :

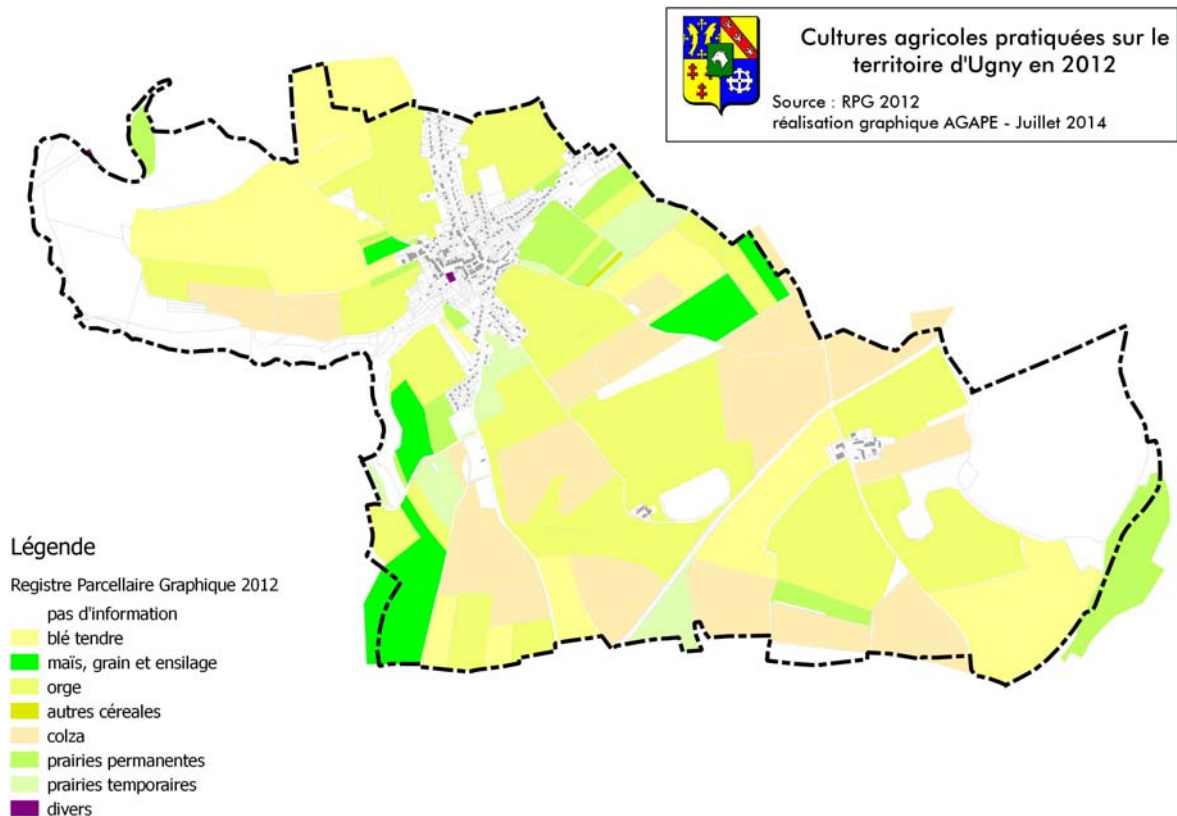
- L'EARL²⁸ d'HERMIGNY ; spécialisé dans la culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses et dont le siège social se trouve chemin du Sart ;
- Monsieur Jean DEGLIN ; spécialisé dans l'élevage d'autres bovins et de buffles, ainsi que la céréaliculture, dont le siège social se trouve au 14 rue du Grand Puits
- La SCEA²⁹ DE LA CAURE, spécialisée dans la culture et élevage associés et dont le siège social se trouve à la ferme de la Caure ;
- La GAEC³⁰ DE LATIREMONT, spécialisée dans la culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses et dont le siège social se trouve au hameau de Praucourt ;
- Monsieur Jean MANSARD ; spécialisé dans la céréaliculture et dont le siège social se situe à Praucourt.

²⁸ Exploitation agricole à responsabilité limitée

²⁹ Société civile d'exploitation agricole

³⁰ Groupement agricole d'exploitation en commun

3.2. Surfaces agricoles



Le Registre Parcellaire Graphique de 2012 montre que les espaces agricoles de la commune sont occupés par plusieurs types de cultures ou occupation.

3 types de cultures sont largement dominants en 2012 :

- l'orge (environ 253 hectares) ;
- le colza (environ 173 hectares) ;
- le blé tendre (environ 138 hectares) ;

D'autres cultures ou occupation sont présentes :

- le maïs/ grain et ensilage (environ 36 hectares) ;
- les prairies temporaires (environ 26 hectares) ;
- les prairies permanentes (environ 25 hectares) ;
- les autres céréales (0,53 hectare)
- divers (0,17 hectare)

Les espaces agricoles de la commune sont donc principalement occupés par des terrains cultivés (92%). Seuls 8% des espaces agricoles correspondent à des prairies.

D'après ce registre, la zone 1AU du projet de PLU impacte 0,95 hectare de terrains agricoles (orge).

3.3. Projets des agriculteurs-exploitants

Une réunion de travail avec les agriculteurs-exploitants du village a été organisée avec la Chambre d'Agriculture 54, le 27 Octobre 2014. Cette réunion a permis de faire le point sur les différents projets et les demandes des agriculteurs.

Pour l'exploitation de Mr DEGLIN, il s'agit de prévoir un espace suffisant pour lui permettre d'agrandir son exploitation ainsi que l'installation d'un bâtiment de gardiennage à proximité du hangar existant au lieu-dit « La Volette ». Concernant, ses bâtiments situés au sein du village, aucune extension n'est prévue.

Concernant l'exploitation de Mr BOURGUIGNON, il a été demandé d'intégrer la résidence dans le zonage urbain et non plus dans la zone agricole. Une extension du bâtiment situé dans le prolongement du chemin du Sart est possible à moyen/long terme.

Concernant les deux exploitations situées au hameau de Praucourt (exploitations de Mr KLEIN et Mr MANSARD), aucun projet n'est recensé, le classement en urbain du hameau se justifie par son usage mixte habitat et agricole et ne doit pas contraindre le développement des exploitations ainsi que des projets de diversification éventuels.

Pour la ferme de la Caure, aucun projet n'est identifié. La ferme et l'exploitation sont classées en zone agricole.

4. Les besoins en matière de développement économique

La commune envisage de poursuivre son développement économique en favorisant l'implantation de nouveaux services et/ou commerces au sein de son tissu urbain.

Aucune création de zone d'activité ou artisanale n'est envisagée.

A retenir :

La vie économique reste caractéristique de celle d'un village en développement. L'activité agricole reste dominante. Le développement démographique de la commune s'est accompagné d'une création de nouveaux services et commerces.

Comme beaucoup de communes locale attractives, Ugny voit sa gamme de services et de commerces s'étoffer sous l'impulsion de l'économie résidentielle, liée en partie aux travailleurs frontaliers, mais également aux inactifs.

L'agriculture reste une activité importante pour la commune, avec la présence de 5 exploitants. Plusieurs projets de développement ont été recensés et témoignent du dynamisme de cette activité.

E. Les transports et les déplacements

1. Les voies de communications

1.1. La voirie

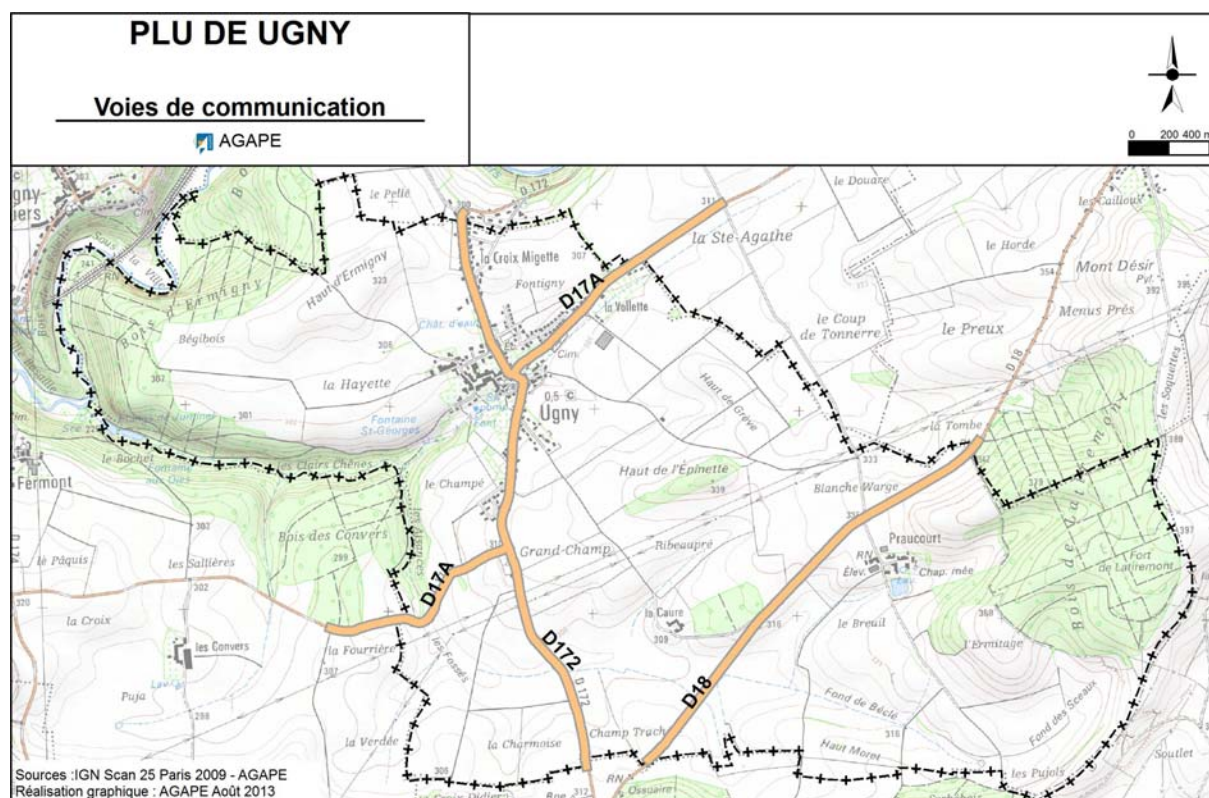
Le territoire d'Ugny est traversé par la RD18, axe important du Nord du Pays-Haut qui relie notamment Longuyon au Sud de l'agglomération de Longwy. Cet axe ne traverse pas le village et permet la desserte de la ferme de la Caure et du hameau de Praucourt

Deux autres axes desservent la commune il s'agit de :

- La RD172 qui relie la RD18 à Gorcy et à la Belgique via Ugny, Cons-la-Grandville et Cosnes-et-Romain ;
- La RD17A qui relie Longuyon à Cutry via Ugny.

Le réseau communal complète la voirie existante sur la commune.

A l'échelon local, la RD18 qui passe à 1km au Nord de la commune, dessert l'agglomération de Longwy.



1.2. Les chemins et sentiers pédestres

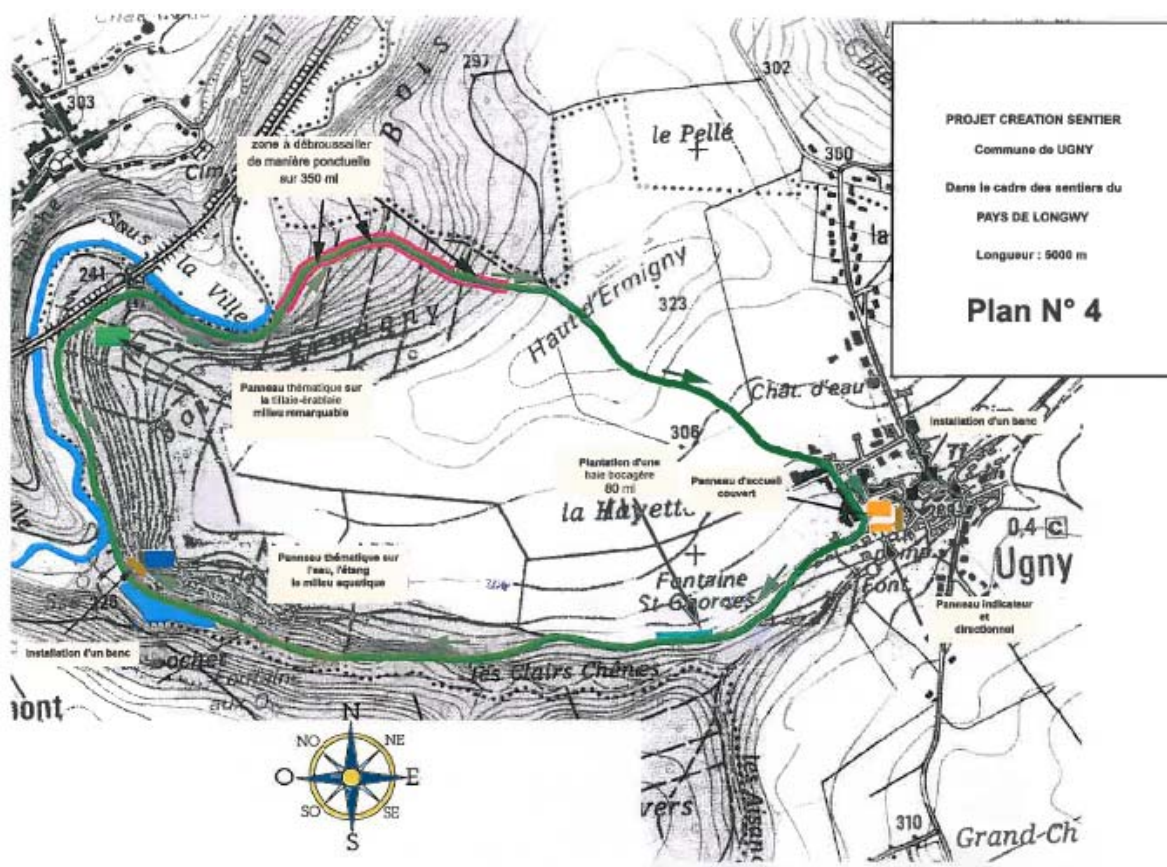
La commune dispose d'un sentier pédestre dont le tracé figure sur la carte ci-dessous. Ce chemin permet de découvrir les sites naturels de la commune, en particulier les versants de la Chiers et du Royat.

Ce sentier est pratiqué par les populations locales mais aussi par des randonneurs, il constitue l'extrémité Est d'un vaste réseau de sentiers qui couvrent la vallée de la Chiers. Il est connecté à d'autres sentiers dont le maillage s'étend jusqu'à la commune de Colme (Flabeuville) à l'Ouest de Longuyon.

Il n'existe actuellement pas de connexion entre ce maillage et celui qui traverse la commune de Cons-la-Grandville et dont le réseau s'étend de Gorcy à Hussigny-Godbrange. Ce réseau a une dimension transfrontalière avec la Belgique et le Luxembourg.

Une connexion entre ces deux réseaux permettrait d'assurer une continuité et constituerait un maillage qui irait globalement de Colme à Hussigny-Godbrange et de Longuyon à Gorcy et Mont-Saint-Martin.

La commune dispose également de nombreux chemins ruraux qui sont fréquentés par les habitants (promenade, VTT, course à pied...). Ils participent au cadre de vie des habitants de la commune et à sa valorisation.



1.3. Le réseau ferroviaire

La voie ferrée de Longuyon à Longwy traverse la partie nord du ban communal. Il n'y a pas de desserte ferroviaire directe sur la commune. Les gares de Longuyon et de Longwy sont les plus proches (à environ 10 minutes en voiture).

2. La mobilité et les déplacements

2.1. Déplacements domicile-travail

Les données actuellement disponibles datent de 2008. L'analyse des flux domicile-travail montre que la majorité des flux qui concerne Ugny sont des flux sortants³¹ (330 flux sortants), on compte environ 20 flux internes et 15 flux entrants.

L'analyse des flux sortants montre que :

- 35% des actifs travaillent sur le territoire intercommunal (40% en 1999) ;
- 31% des actifs travaillent au Grand-Duché de Luxembourg (21% en 1999) ;
- 15% des actifs travaillent en Belgique (8% en 1999) ;
- 9% travaillent sur le territoire intercommunal du Longuyonnais (12% en 1999) ;

On constate ainsi que les actifs résidant à Ugny et travaillant à l'étranger (Belgique et Luxembourg) ont vu leur part considérablement augmenter ; de 29% en 1999 à 46% en 2008. Cette augmentation s'est faite au détriment de la part des emplois nord-lorrains (de 52% à 44%), même si le nombre d'actifs travaillant dans ces territoires a tout de même augmenté.

Depuis 2008, on peut estimer que la part des travailleurs frontaliers résidant à Ugny est devenue supérieure à celle des travailleurs français. La création de 31.000 emplois entre septembre 2008 et 2013 au Grand-Duché de Luxembourg participe grandement à cette dynamique.

2.2. Les modes de déplacements

En 2008, 91,7% des actifs de la commune utilisaient la voiture pour se rendre à leur lieu de travail. Les autres modes de transports sont marginaux ; 4,7% utilisent les transports en commun, 1,2% n'utilisent aucun mode de déplacement, 1,2% vont travailler à pied et 1,2% en deux roues

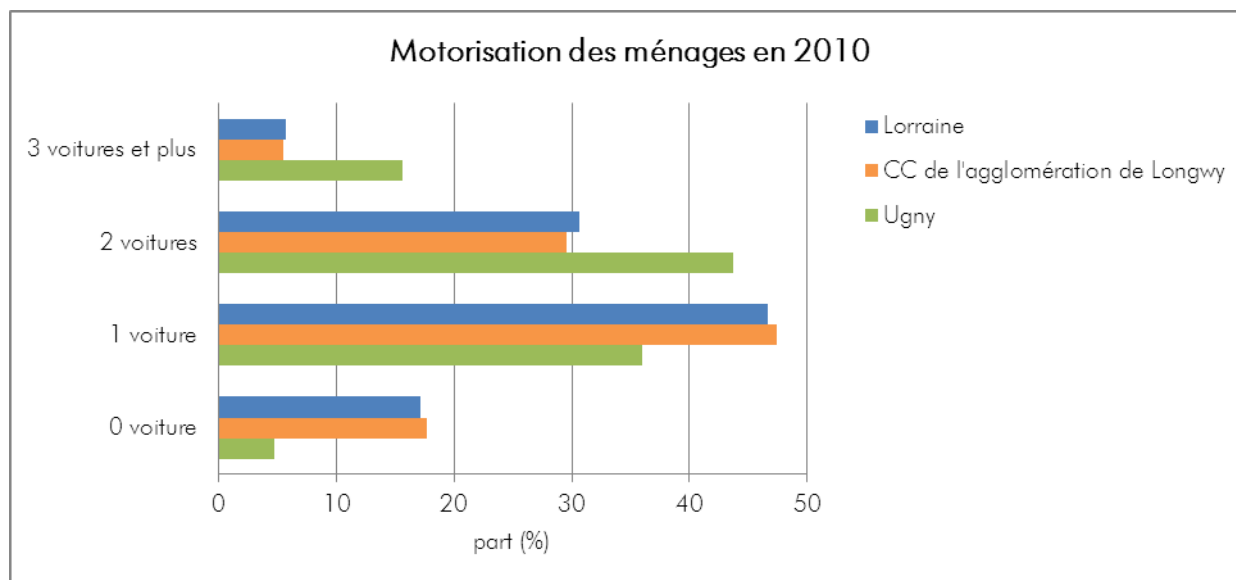
³¹ Flux sortant : actif résidant à Ugny et qui exerce son activité dans une autre commune

Flux entrant : actif ne résidant pas à Ugny mais exerçant son activité à Ugny

Flux interne : actif résidant et exerçant son activité à Ugny

2.3. Le taux de motorisation

En 2010, la commune d'Ugny compte 264 ménages disposant d'un total de 450 voitures. Le nombre de véhicule par ménage est donc de 1,7. Ce taux est largement supérieur à celui observé à l'échelle intercommunale (1,23) et régionale (1,25).



Globalement, les ménages résidant à Ugny sont beaucoup plus motorisés que la moyenne des ménages intercommunaux et régionaux ;

Près de 60% des ménages d'Ugny disposent d'au moins 2 véhicules, alors qu'au niveau régional et intercommunal cette part est de 35%.

A l'inverse seul 5% des ménages d'Ugny ne disposent d'aucune voiture contre une part de 18% au niveau intercommunal et régional.

L'absence de desserte régulière en transports en commun, l'importance du travail frontalier, la forte proportion de jeunes ménages ainsi que la nécessité d'utiliser l'automobile au quotidien (commerces, loisirs...) expliquent en partie ces différences.

3. Les transports

3.1. Les transports en commun

Aucunes des lignes du réseau départemental TED ne dessert la commune d'Ugny. Une ligne TER de la Région Lorraine dessert la commune chaque samedi matin (vers Longwy).

Seuls les transports scolaires desservent la commune, il s'agit de lignes quotidiennes (matin et soir) vers le collège Emile Gallé de Lexy et le Lycée Alfred Mézières de Longwy.

3.2. Le transport ferroviaire

Pour prendre le train, les habitants se rendent soit à la gare de Longuyon ou à celle de Longwy. Les gares TGV les plus proches de la commune sont celles de Metz et de Meuse TGV (respectivement à 1h et 1h10 de route).

4. Le stationnement

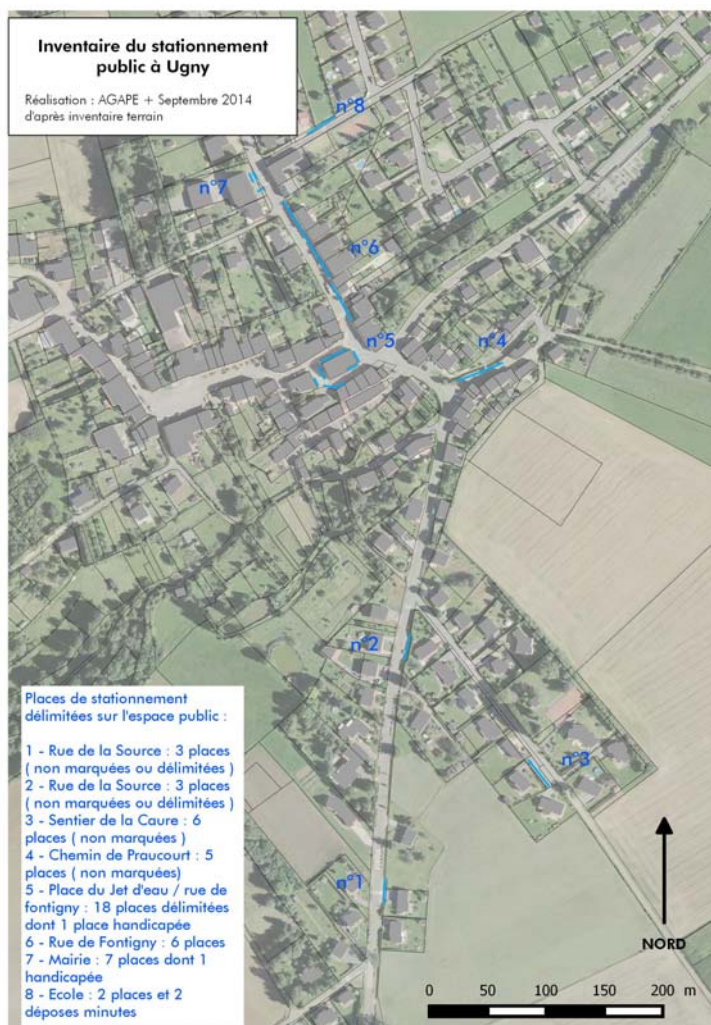
La carte des zones de stationnement montre qu'environ 50 places de stationnement public existent au sein du village d'Ugny. Ce total englobe uniquement les placettes plus ou moins bien délimitées sur l'espace public.

Les espaces de stationnement « spontané » sur les anciens usoirs (espace public également) ne sont pas comptabilisés dans ce total car ce type stationnement reste assez aléatoire et difficilement chiffrable, faute de délimitation précise sur le terrain.

L'aménagement et la délimitation sur les espaces publics de placettes de stationnement a été entrepris progressivement par la commune au gré de travaux d'aménagement ou de réfection des trottoirs et des espaces publics (rue de fontigny, mairie, école...).

La commune envisage de poursuivre ce travail de délimitation des espaces de stationnement lors de travaux futurs sur les espaces publics au sein du village.

Elle souhaite, dans le cadre de la révision du PLU, fixer de nouvelles normes en matière de stationnement en cas de construction de nouveaux logements ou de réhabilitation de bâtiments. Ces règles viseront à mieux répondre aux besoins en stationnement des ménages et également à mieux organiser le stationnement sur l'espace public, notamment le stationnement « spontané » qui peut être parfois source de nuisances pour les piétons.



5. Les besoins en transports et déplacements

La commune souhaite, à travers la révision du PLU, mieux répondre aux besoins en stationnement des ménages

En dehors de ce besoin, la commune n'identifie pas, dans l'immédiat des besoins importants en matière de transports et de déplacements.

F. Les équipements et la vie associative

1. Les équipements administratifs et autres services

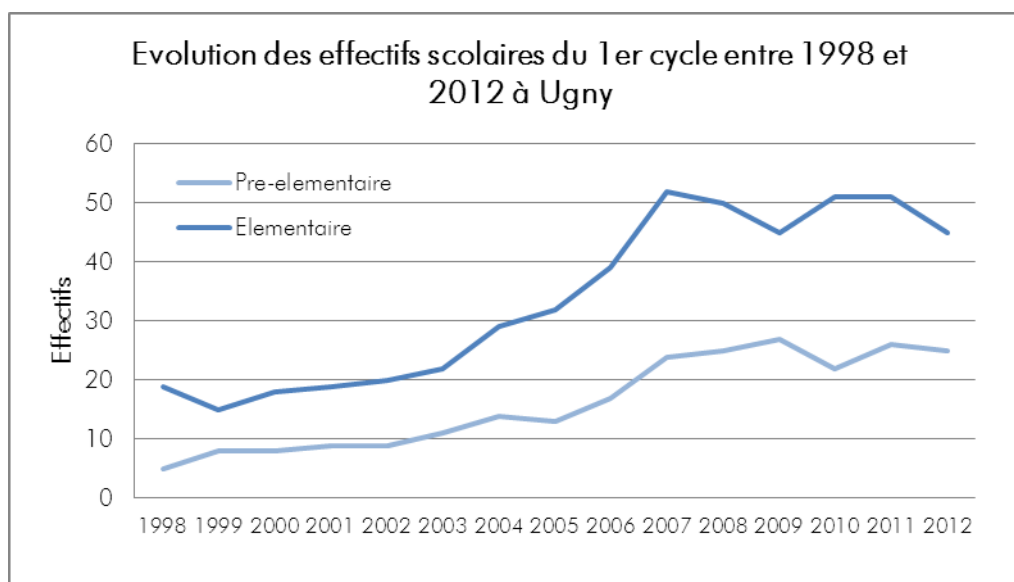
En termes d'équipements administratifs et services, la municipalité dispose d'une mairie, d'un accueil périscolaire.

2. L'enseignement

La commune d'Ugny dispose d'une école primaire. En 2012, l'école accueille 67 élèves contre 26 en 2000, soit une augmentation de 44 élèves (+169%). Cet accroissement important s'explique par le développement démographique de la commune au début des années 2000.

Le maximum d'effectif a été atteint en 2007 (76 élèves), suite à l'accueil de 20 nouveaux élèves en un an.

La dynamique actuelle montre une diminution que la commune souhaite stopper.



3. Les équipements sportifs et de loisirs

En termes d'équipements, la commune dispose de quelques équipements sportifs et de loisirs :

- le city-stade situé dans le prolongement de l'école primaire ;
- le terrain de tennis, situé en continuité du city-stade ;
- le stade communal « Jean-Claude Valetti » situé au Sud du village ;
- la salle du Jet d'Eau, situé au cœur du village, à proximité de l'Eglise St Georges ;
- la mairie dispose également de salles permettant d'accueillir des activités de loisirs (entre autre la gymnastique dans la salle d'accueil périscolaire) ;
- la bibliothèque communale située dans la mairie ;
- un terrain de pétanque situé à l'arrière de la mairie ;
- d'un chemin de randonnée pédestre.

4. Les édifices culturels et historiques

La commune dispose d'une église (Saint-Georges), d'une chapelle (Chapelle Saint-Georges à Praucourt) et d'un cimetière (La Volette).

Concernant les édifices historiques, on trouve sur la commune un gros ouvrage de la Ligne Maginot (Ouvrage de Latiremont, rattaché au secteur fortifié de la Crusnes). L'analyse des cartographies de ce système défensif est consultable sur le site : <http://www.cartomaginot.com/>

Globalement, ce patrimoine d'envergure nationale n'est guère valorisé sur le territoire nord-lorrain et constitue un atout en matière de développement touristique. Le Fort de Fermont constitue, sur le Pays Haut, le seul élément de ce patrimoine mis en valeur et constitue la locomotive touristique du territoire avec environ 15.000 visiteurs par an.

5. La vie associative

Le monde associatif constitue un partenaire incontournable pour la commune en termes d'animation du territoire et pour la mise en œuvre des politiques communales en matière de culture, de loisirs, de sport ou de services à la population.

Plusieurs associations sont présentes sur le ban communal, il s'agit :

- Le Club Sportif d'Ugny, qui compte environ 60 licenciés de football. Le club compte deux équipes seniors, une équipe U13 (11-13ans) et une équipe vétérans ;
- La Boule des Biquins, club de pétanque
- De l'association de chasse ;
- De l'amicale des sapeurs-pompiers ;
- Association des parents d'élèves de l'école d'Ugny ;
- Petit-Thomas ;
- L'amicale des anciens ;

Ces associations disposent des différentes salles ou équipements présents sur la commune pour exercer leurs activités.

6. Les communications numériques

6.1. L'Adsl

L'ADSL est la technologie de connexion à Internet en haut-débit la moins coûteuse. En utilisant les lignes de cuivre existantes, elle nécessite des investissements modérés de la part des opérateurs. Cependant, elle présente l'inconvénient de ne pas offrir une qualité de service homogène. La qualité du signal, et donc le débit, diminue en fonction de la distance au Nœud de Raccordement des Abonnés (NRA). Le débit Internet sera donc fonction de la longueur de la ligne téléphonique entre le client et le NRA.

Le terme ADSL recouvre en fait différentes technologies qui permettent d'accéder à des débits différents. Plus le nombre de technologies théoriquement disponibles sur une commune est important, plus le potentiel d'avoir un service de qualité est fort.

La technologie de l'ADSL 2+ permet de pallier quelque peu la lacune de l'affaiblissement du signal sans toutefois la résorber. Aussi, à présent, la quasi-totalité du territoire du SCoT Nord 54 est éligible à l'ADSL avec une forme de fracture numérique. Les zones les plus urbaines qui du fait d'une proximité géographique au NRA et d'une densité forte de client, bénéficient d'une offre plus diversifiée et de meilleure qualité alors que les territoires ruraux ne bénéficient que d'une offre de base. Au cours des dernières années, le déploiement d'équipement ADSL2+ a permis d'offrir un service ADSL dans de nombreuses communes rurales.

L'ouverture de la téléphonie à la concurrence et la possibilité de dégroupage contribuent à cette fracture numérique : les opérateurs alternatifs à France Télécom n'ont investi que dans des équipements présentant un potentiel de rentabilité, donc un volume de clientèle, la présence d'opérateurs concurrents conduisant à une amélioration de la qualité de service sur un NRA.

Le site www.degroupernews.com permet d'apprécier le déploiement ADSL sur le territoire. La commune d'Ugny est couverte par le NRA de Cons-la-Grandville. Orange est le seul opérateur présent sur ce NRA.

Plusieurs offres sont disponibles via ce NRA (ADSL, ADSL Max, ADSL 2+, ReADSL et TV par ADSL)

Le nombre d'opérateurs permet au consommateur de service internet de mettre les opérateurs en concurrence sur un même secteur. C'est dans les zones les plus urbaines que l'offre est la plus grande aussi bien en matière d'opérateur que de technologie et de services proposés.

6.2. La téléphonie

Aucune station de radiotéléphonie n'est installée sur le ban communal.

D'après le site <http://www.cartoradio.fr> les stations les plus proches se trouvent :

- Aux Cités d'Heumont à Réhon, il s'agit d'une antenne de radiotéléphonie 1ère génération bande 900 MHz appartenant à Orange et exploitée par Orange ;
- Au bois du moulin des Chenières à Cutry, il s'agit d'une antenne de radiotéléphonie 2ème génération bande 900 MHz exploitée par Bouygues Télécom et appartenant à la commune ou à la communauté de communes ;

- Sur le château d'eau de Villers-la-Chèvre, il s'agit d'une antenne de radiotéléphonie 2^{ème} génération bande 900 MHz exploitée par Bouygues Télécom et appartenant au syndicat des eaux.

6.3. La TNT

D'après le site <http://www.matnt.tdf.fr/> la commune d'Ugny se trouve dans la zone couverte par l'antenne située au bois de Châ à Longwy. La qualité globale de réception est jugée bonne.

6.4. Fibre

La commune d'Ugny ne dispose pas de réseaux « fibre optique jusqu'à domicile » ou « fibre optique avec terminaison coaxiale ». Le raccordement de la commune à la fibre est prévu à court terme.

6.5. WiMax

Aucun réseau WiMax ne couvre la commune

7. Les besoins et les projets en équipements

La commune souhaite pérenniser ses équipements scolaires, cela passe par la stabilisation des effectifs de l'école primaire.

Les objectifs de développement démographique et urbain, ainsi que la diversification des logements visent à répondre à cette volonté et à optimiser l'utilisation des équipements.

A retenir :

La commune est traversée par plusieurs routes départementales, lui permettant une desserte intéressante vers les pôles d'emplois proches.

La commune recense de nombreux cheminements piétons dont le rôle est intéressant en termes de déplacements doux et de valorisation du cadre de vie de la commune (chemins de promenades). Les chemins ruraux sont également importants dans la mobilité des engins agricoles et permet de desservir des parcelles parfois enclavées.

La desserte en transports en commun mériterait d'être améliorée afin d'agir efficacement et positivement sur les mobilités et permettre l'utilisation de modes de déplacements moins orientés sur l'automobile.

Le taux d'équipements des ménages en voiture est important et la proposition d'une alternative à la voiture est un enjeu auquel la commune doit réfléchir, surtout du fait de l'essor continu du travail frontalier.

Cette motorisation impacte directement les capacités de stationnement sur la commune.

La commune dispose d'équipements permettant de répondre à différents besoins de la population et d'un tissu associatif intéressant à maintenir.

IV. Les contraintes techniques et réglementaires

A. Dispositions législatives et réglementaires

L'article 110 de code de l'urbanisme définit le cadre général dans lequel les collectivités locales agissent sur leur cadre de vie.

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement ».

L'article L 121.1 réunit l'ensemble des principes fondamentaux qui s'imposent aux documents d'urbanisme :

Les documents d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

« 1° L'équilibre entre

- a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ;
- b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature».

B. La Directive Territoriale d'Aménagement (D.T.A.)

La Directive Territoriale d'Aménagement des Bassins Miniers Nord Lorrains a été approuvée par le Conseil d'Etat par décret en date du 2 août 2005. Elle couvre les secteurs du bassin ferrifère et du bassin houiller, soit environ 4000 km² pour 488 communes et 800 000 habitants en 1999.

Cette directive s'appuie sur les dispositions de la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire du 4 février 1995, modifiée par la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 juin 1999 puis par la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000.

Les orientations de la DTA des Bassins Miniers Nord Lorrains portent à la fois sur le développement économique, les transports, l'amélioration du cadre de vie, le réaménagement et la constructibilité des bassins miniers compte tenu des risques d'affaissements, et sur la coopération transfrontalière.

Pour le secteur d'Ugny, les objectifs et les orientations proposés dans la DTA concernent notamment :

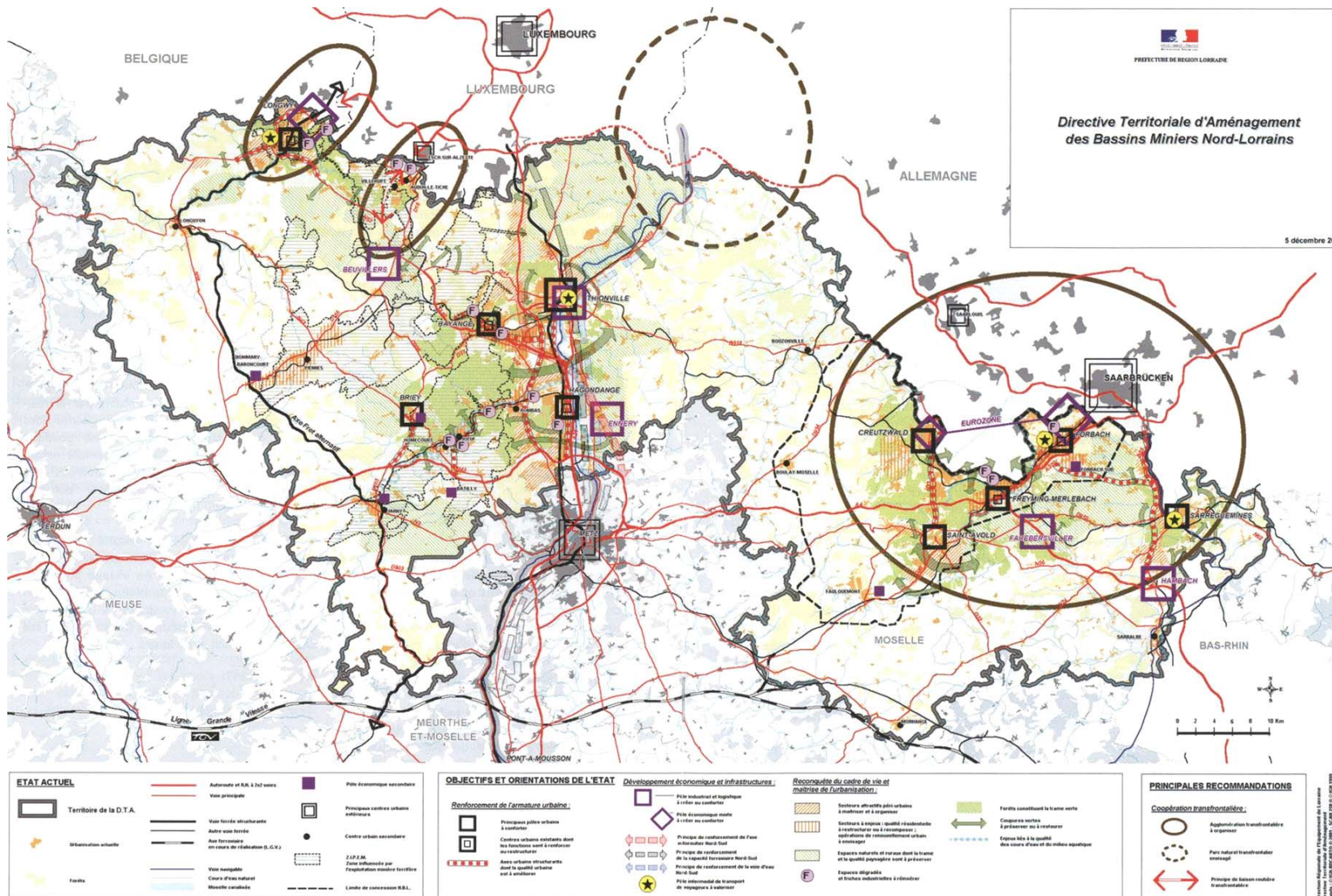
La préservation des espaces naturels, des sites et des paysages :

- il est préconisé de respecter les dernières continuités rurales et forestières subsistant entre les deux versants du sillon mosellan et de maintenir la qualité des ceintures forestières en périphérie des zones urbanisées ;
- le document propose de maintenir la qualité des espaces ruraux en périphérie des zones urbanisées ;
- La protection des espaces naturels et ruraux, notamment la trame verte et la qualité paysagère ;

La gestion de l'eau :

Il est préconisé de prévenir les inondations par des travaux de restauration des cours d'eau et de protéger la ressource en eau potable.

Le PLU devra être compatible avec les préconisations de la Directive Territoriale d'Aménagement.



C. Le Schéma de Cohérence Territoriale

La commune est située dans le périmètre du SCOT Nord meurthe-et-mosellan, dont le syndicat mixte de gestion prévu à l'article L-122-4 du Code de l'Urbanisme; a été créé par arrêté interpréfectoral du 7 août 2009. Ce périmètre a été modifié par arrêté préfectoral du 7 juillet 2011.

Le SCoT est un document de planification qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement du territoire. C'est un document d'aide à la décision, un projet pour les vingt prochaines années. Il détermine les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser, et les espaces naturels, agricoles et forestiers. Il doit également permettre de satisfaire les besoins en logements, activités économiques, équipements publics, en veillant à la desserte en moyens de transports, à la préservation des ressources naturelles et à l'utilisation économe et équilibrée des sols. Enfin, il doit assurer la cohérence des politiques d'habitat, de déplacements, d'équipement d'environnement ou commercial des différentes collectivités.

Le SCoT Nord 54 a été approuvé le 11 Juin 2015

3 grands objectifs prioritaires ont pu être dégagés afin de construire une ambition et un schéma d'aménagement partagés :

- 1) Se doter d'agglomérations fortes, rayonnantes et « mobiles », arrimées aux dynamiques métropolitaines (« Pour un territoire connecté et solidaire »)**
- 2) Engager une nouvelle dynamique économique pour une démographie confortée (« Pour un territoire tourné vers l'avenir »)**
- 3) Renouveler notre identité en améliorant le cadre de vie (« Pour un territoire désirable »)**

Pour répondre à ces objectifs, la philosophie du Projet d'Aménagement et de Développement Durables se décline en 3 parties, positionnant le SCoT à 3 échelles :

- **Le pilier « économique » est celui du Grand Territoire, c'est-à-dire celui du SCoT et de son positionnement territorial.** Il vise à renforcer l'attractivité territoriale et à identifier son positionnement vis-à-vis des territoires environnants. Il s'attache aux questions de développement économique, de grandes infrastructures et grands équipements, de tourisme et d'agriculture.
- **Le pilier « social » est celui des bassins de vie, à savoir les bassins de Longwy et de Briey.** Il fixe les choix qui vont garantir l'équilibre et l'équité territoriale, et aborde les questions de démographie, logements, de transports et d'intermodalité, d'équipements et services, et d'infrastructure numérique.
- **Le pilier « environnemental » est celui de la proximité.** Il va influencer sur les choix écologiques et sur le cadre de vie au niveau local. Il aborde les questions d'économie d'espaces, de patrimoine écologique et de ressources naturelles, de patrimoine paysager, de santé et de risques.

Le PADD est accompagné par le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) qui a pour objectifs de mettre en œuvre la stratégie du PADD par des objectifs d'aménagement et d'urbanisme juridiquement opposables aux documents et autorisations hiérarchiquement subordonnées (PLU, PDU, PLH, ZAC...).

Celui-ci définit les principaux principes, orientations et objectifs suivants :

Concernant l'organisation du territoire et les grands équilibres entre espaces :

- Les objectifs relatifs au développement économique (organiser l'émergence de filières d'excellence autour d'espaces économiques privilégiés et hiérarchiser et conforter l'armature économique pour économiser l'espace) ;
- Les grands projets d'infrastructures de transport pour favoriser l'attractivité ;
- Les objectifs de développement touristique ;
- Les objectifs de développement de l'activité agricole ;
- Les objectifs relatifs à l'équipement commercial et artisanal et aux localisations préférentielles des commerces.

Concernant l'équilibre et l'équité territoriale :

- L'organisation d'une armature urbaine et rurale garante de l'équité territoriale.

Concernant la politique de l'habitat :

- Assurer une offre en logements équilibrée et durable ;
- Produire une offre d'habitat diversifiée pour favoriser les parcours résidentiels et assurer une meilleure cohésion sociale ;
- Réhabiliter et valoriser le parc existant public et privé.

Concernant l'organisation de la mobilité par la cohérence entre urbanisme et déplacements :

- Construire un système de mobilité performant et durable ;
- S'appuyer sur le réseau de transports en commun pour développer l'urbanisation.

Concernant les grands projets d'équipements et de services :

- Offrir un accès haut-débit et très haut-débit de qualité pour tous ;
- Organiser l'offre de services et d'équipements.

Concernant la revitalisation des centres urbains et ruraux et des espaces urbanisés :

- Favoriser l'émergence de centres-villes / centres-villages attractifs ;
- Développer l'économie résidentielle dans les tissus urbains.

Concernant la réduction de l'empreinte écologique et l'amélioration du cadre de vie :

- La restructuration des espaces urbanisés par l'optimisation du tissu existant ;
- Les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ;
- Protéger les espaces et sites naturels, agricoles ou forestiers et les ressources naturelles.

Concernant la mise en valeur des entrées de ville et de valorisation des paysages naturels et urbains :

- Préserver et valoriser les paysages et patrimoines emblématiques et identitaires ;
- Garantir la qualité urbaine pour un cadre de vie agréable ;
- Travailler sur les transitions notamment entre les espaces urbanisés (villes, villages, infrastructures) et les espaces naturels et agricoles ;

Concernant la prévention des risques et la réduction des nuisances :

- La prévention des risques miniers ;
- La prévention des risques naturels ;
- La prévention des risques technologiques et industriels ;
- La prévention des risques pour la santé publique.

Le PLU devra être compatible aux orientations du SCoT une fois approuvé.

D. Le Programme Local de l'Habitat

La Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy a approuvé un Programme Local de l'Habitat le 12 décembre 2013.

Ce document est constitué de 3 parties :

- un diagnostic du fonctionnement du marché local et des conditions d'habitat ;
- l'énoncé de principes et d'objectifs ;
- un programme d'actions détaillé avec une territorialisation des besoins en logements.

Le diagnostic a permis de définir des orientations stratégiques, des objectifs de productions de logements territorialisés et un programme d'actions pour la période 2013-2019, qui sont déclinés dans le tableau de la page suivante.

Pour définir les besoins globaux en logements, deux scénarios ont été définis :

- un scénario initial misant sur la poursuite de la croissance démographique à un rythme équivalent à celui tenu sur la dernière décennie et correspondant à l'hypothèse haute initiale du SCOT : **soit 184 logements par an et 1 104 en six ans** ;
- un nouveau scénario, consécutif aux dernières décisions relatives au SCoT Nord 54, prises lors du Comité Syndical du 13 décembre 2012, misant sur une hausse démographique plus importante et un renforcement de l'agglomération longovicienne : **soit 220 logements par an et 1 320 logements en 6 ans** ;

Dans ces deux scénarios, il est proposé de subvenir aux besoins en logements en ayant recours dans 15% des cas au parc existant, soit une proportion doublée par rapport aux projets d'ores et déjà identifiés (8%).

- dans le scénario initial : les besoins annuels de 184 logements se répartiraient entre 156 logements neufs et 28 dans le parc existant ;
- dans le nouveau scénario : les besoins annuels de 220 logements se répartiraient entre 187 logements neufs et 33 dans le parc existant.

En termes de segmentation de l'offre, les critères retenus ont été de :

- maintenir l'effort pour la production d'une offre nouvelle en logements publics sociaux à hauteur de 25% ;
- la compléter par une offre émanant du parc privé par le biais du conventionnement en tenant compte du jeu des entrées/sorties ;
- maintenir l'accession à la propriété à hauteur de 56% mais en introduisant de la diversité via l'accession sociale, qui représenterait 10% de l'offre nouvelle globale ;

La répartition territoriale a été effectuée selon la méthodologie utilisée dans le cadre des travaux du SCoT Nord 54, tenant compte du poids de la population, des emplois, du niveau d'équipement de la commune et du temps d'accès à une gare.

Selon cette méthode, la répartition de communes de la CCAL est la suivante :

- Coeur d'agglomération : Longwy et Mont-Saint-Martin ;
- Ville-relais : Cosnes-et-Romain, Herserange, Lexy, Longlaville et Réhon ;
- Bourg local : Gorcy, Haucourt-Moulaine, Hussigny-Godbrange, Mexy et Saulnes ;
- Communes rurales : Chénières, Cons-la-Grandville, Cutry, Laix, Morfontaine et Ugny.

Synthèse des orientations et actions figurant dans le PLH

Orientations	Intitulé de l'action	Modalités	Calendrier	Suites opérationnelles attendues
Orientation 1 Soutenir la croissance démographique par une production économe en espace	Action 1-1 : mettre en œuvre des opérations publiques d'initiative communautaire	Etudes de faisabilité sur des sites identifiés et validés	A partir de 2013	Réalisation d'opérations d'habitat d'initiative publique
	Action 1-2 : repérer les dents creuses et organiser une politique foncière au niveau communal	Achèvement de l'étude en cours	A partir de 2013	A inscrire et hiérarchiser dans un plan d'actions foncières
Orientation 2 Répondre à des besoins sociaux diversifiés et grandissants	Action 2-1 : favoriser la production de logements locatifs sociaux	Création d'une aide : 207.000 €/an	2013 : faisabilité 2014 : lancement opérationnel	Réalisation de programmes de logements sociaux : 37 PLUS et 9 PLAI par an
	Action 2-2 : soutenir l'accès social à la propriété	Pack conseil primo-accédants dans l'ancien Groupe de travail PSLA	2013 : faisabilité 2014 : lancement opérationnel	Sécurisation des accédants dans l'ancien Réalisation d'un programme expérimental PSLA
	Action 2-3 : créer une structure d'hébergement à destination du public jeune	Etude de faisabilité : 15.000 €	2013 : étude	Création d'une structure
	Action 2-4 : développer et améliorer l'offre locative communale	Fonds de concours : 30.000 € par an	2013 : faisabilité 2014 : lancement	Programme de réhabilitations
	Action 2-5 : prendre en compte les besoins des gens du voyage	Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale : 62.452 €	2012-2013	Production de places et d'hébergements à destination des GDV
Orientation 3 Améliorer l'attractivité du parc HLM existant	Action 3-1 : accompagner la réhabilitation du parc HLM	Partenariat : suivi des programmes et des financements	Dès 2013 et sur durée du PLH	Programmes de réhabilitations
	Action 3-2 : poursuivre la politique de renouvellement urbain	Etude prospective : de 20.000 € à 60.000 € selon les sites	2013-2018	Inscription des sites en ANRU II
	Action 3-3 : renforcer le partenariat engagé autour des personnes âgées	Partenariat/fonds d'aide expérimental pour 5 logts/an : 25.000 €	2013	Positionnement politique de la CCAL + aides directes
Orientation 4 Cibler la requalification du parc privé	Action 4-1 : pérenniser la campagne de ravalement du fil bleu	Fonds d'aide de 280.000 € par an à partir de 2015 + moyens humains	2013-2014 via le SIVU	Renforcer l'impact paysager et urbain
	Action 4-2 : poursuivre les actions en faveur de l'habitat privé ancien	Etude d'OPAH : 35.000 € à 40.000 € HT	2013 : étude 2014 : suivi opérationnel	Mise en place de dispositifs de suivi animation : OPAH, PIG, etc.
	Action 4-3 : mieux connaître le parc vacant pour favoriser sa reconquête		2013 : étude 2014 : suivi opérationnel	Programme de réhabilitations
	Action 4-4 : créer des conditions pour la réhabilitation et la préservation des cités ouvrières		2013 : étude 2014 : suivi opérationnel	Programme de réhabilitations
	Action 4-5 : valoriser les îlots bâtis ou quartiers à forte concentration d'habitat très dégradé ou insalubre	Etude	2013-2015	A inscrire et hiérarchiser dans un plan d'actions foncières
	Action 4-6 : promouvoir l'efficacité énergétique et le développement durable dans l'habitat	EIE : 6.000 €/68.000 € annuel PCET : 25.000 € dont 80% ADEME	Durée du PLH 2013	Pérennisation de l'EIE et mise en place d'un PCET
Orientation 5 Instituer une gouvernance locale de l'habitat	Action 5-1 : créer un dispositif de suivi politique du PLH au sein de la communauté de communes	Ingénierie	Dès 2013 et sur durée du PLH	Coordination des actions et positionnement politique de la CCAL
	Action 5-2 : mettre en place un observatoire de l'habitat	Etude/ingénierie	Dès 2013 et sur durée du PLH	Meilleure connaissance de l'offre et de la demande

Source : PLH de l'agglomération de Longwy –Orientations – actions, 8 janvier 2013 – CCAL- AGAPE

A partir de cette typologie des communes, ont été élaborées trois hypothèses de territorialisation :

- la première (Hypothèse 1) correspond au scénario initial, avec une prolongation des clés de répartition actuelles ;
- les deux autres (Hypothèses 2 et 3), quant à elles, sont des variantes du nouveau scénario proposé suite au comité syndical du SCoT du 13 décembre 2012. Dans l'hypothèse 2, les clés de répartition actuelles sont maintenues et dans l'hypothèse 3, un nouveau choix de répartition permettant le renforcement du cœur d'agglomération a été proposé.

Hypothèse 1

	Cœur d'agglomération	Ville-relais	Bourg local	Commune rurale	CCAL
Besoins PLH Hypothèse 1	454	319	258	73	1 104
LLS publics totaux (25%)	114	80	64	18	276
dont construction neuve (80%)	91	64	52	15	222
dont acquisition-amélioration (20%)	23	16	12	3	54
dont PLAI-R (30%)	34	24	20	6	84
LLS privés (5%)	23	16	11	4	54
Offre totale locative sociale (30%)	137	96	75	22	330
Accession sociale à la propriété (10%)	45	31	25	7	108
Offre nouvelle en logements libres (60%)	272	192	158	44	666
dont accession (77%)	209	148	120	33	510
dont location (23%)	63	44	38	11	156

Hypothèse 2

	Cœur d'agglomération	Ville-relais	Bourg local	Commune rurale	CCAL
Besoins PLH Hypothèse 2	593	396	258	73	1 320
LLS publics totaux (25%)	148	100	64	18	330
dont construction neuve (80%)	117	80	52	15	264
dont acquisition-amélioration (20%)	31	20	12	3	66
dont PLAI-R (30%)	44	29	20	6	99
LLS privés (5%)	31	20	11	4	66
Offre totale locative sociale (30%)	179	120	75	22	396
Accession sociale à la propriété (10%)	60	40	25	7	132
Offre nouvelle en logements libres (60%)	354	236	158	44	792
dont accession (77%)	275	182	120	33	610
dont location (23%)	79	54	38	11	182

Hypothèse 3

	Cœur d'agglomération	Ville-relais	Bourg local	Commune rurale	CCAL
Besoins PLH Hypothèse 3	670	319	258	73	1 320
LLS publics totaux (25%)	168	80	64	18	330
dont construction neuve (80%)	133	64	52	15	264
dont acquisition-amélioration (20%)	35	16	12	3	66
dont PLAI-R (30%)	49	24	20	6	99
LLS privés (5%)	35	16	11	4	66
Offre totale locative sociale (30%)	203	96	75	22	396
Accession sociale à la propriété (10%)	69	31	25	7	132
Offre nouvelle en logements libres (60%)	398	192	158	44	792
dont accession (77%)	309	148	120	33	610
dont location (23%)	89	44	38	11	182

Ces trois hypothèses ont fait l'objet d'une déclinaison l'échelle des communes de la CCAL. L'hypothèse 3 retenue, qui est la plus cohérente avec le SCoT Nord 54, prévoit le renforcement du cœur d'agglomération (Longwy- Mont-Saint-Martin).

Elle définit un besoin théorique de 12 logements sur la période 2013-2019 sur le ban communal d'Ugny, dont 25 % de logements locatifs sociaux publics et 5 % de logements locatifs sociaux privés.

Le PLU d'Ugny doit permettre la réalisation de ces objectifs de logements.

Commune	Besoins théoriques PLH	LLS publics total (25%)	Dont LLS publics PLAI	LLS privés (5%)	Offre totale LLS (30%)	Accession sociale (10%)	Offre nouvelle libre totale (50%)	Offre libre accession	Offre libre locatif
Longwy	525	131	38	28	159	54	312	243	69
Mont-Saint-Martin	145	37	11	7	44	15	86	66	20
TOTAL CŒUR D'AGGLOMERATION	670	168	49	35	203	69	398	309	89
Herserange	94	23	7	5	28	9	57	45	12
Réhon	71	18	5	4	22	7	42	32	10
Lexy	59	15	4	3	18	5	36	28	8
Longjumeau	49	12	4	2	14	5	30	23	7
Cosnes-et-Romain	46	12	4	2	14	5	27	20	7
TOTAL VILLE-RELAIS	319	80	24	16	96	31	192	148	44
Husigny-Godbrange	66	17	5	3	20	6	40	31	9
Haucourt-Moulaine	58	15	5	2	17	6	35	27	8
Saulnes	48	11	4	2	13	5	30	23	7
Gorcy	45	11	3	2	13	4	28	21	7
Meixy	41	10	3	2	12	4	25	18	7
TOTAL BOURGS LOCAUX	258	64	20	11	75	25	158	120	38
Merfontaine	18	4	1	1	5	2	11	8	3
Cutry	17	3	1	1	4	2	11	8	3
Ugny	12	3	1	1	4	1	7	5	2
Chénières	11	2	1	0	2	1	8	6	2
Cors-la-Grandville	11	3	1	1	4	1	6	5	1
Lalx	4	3	1	0	3	0	1	1	0
TOTAL COMMUNES RURALES	73	18	6	4	22	7	44	33	11
TOTAL CCAL	1520	330	99	66	396	132	792	610	182

E. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Rhin-Meuse 2010-2015 a été approuvé par le comité de bassin le 27 novembre 2009.

Ce document est actuellement en révision (projet de SDAGE 2016-2021)

Les orientations fondamentales et dispositions du SDAGE fixent les grandes orientations de la politique de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse et définissent les modalités selon lesquelles les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être prises.

Le SDAGE du Rhin et celui de la Meuse ont retenu six thèmes d'action :

- Eau et santé ;
- Eau et pollution ;
- Eau, nature et biodiversité ;
- Eau et rareté ;

- Eau et aménagement du territoire ;
- Eau et gouvernance

Ces thématiques ont été reprises dans le projet de SAGE (voir chapitre concernant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

Le Plan local d'urbanisme (PLU) doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

F. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.)

L'arrêt progressif de l'exploitation minière ces deux dernières décennies a conduit à des modifications profondes du régime des eaux souterraines et superficielles dans les territoires concernés ainsi qu'à l'altération de leur qualité ; il en résulte des impacts lourds vis-à-vis des usages (alimentation en eau), des risques naturels (variation du débit des cours d'eau) et des conditions d'alimentation des cours d'eau en période d'étiage.

Ce constat a conduit les pouvoirs publics à initier l'élaboration d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), nouvel outil de planification de la gestion de l'eau issu de la loi sur l'eau du 02 janvier 1992, permettant de décliner au niveau local les orientations du SDAGE.

Le SAGE du bassin ferrifère a été approuvé le 27 Mars 2015. Le PLU d'Ugny doit être compatible à ce document.

Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent être compatibles avec les SCoT.

En l'absence de SCoT, les PLU doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SAGE.

Le projet de PLU de la commune d'Ugny a été arrêté avant l'approbation du SCoT Nord 54 (le 11 Juin 2015).

En application de l'article L.123-1-9 du code de l'urbanisme, les PLU doivent être compatibles ou rendus compatibles si nécessaire avec le SAGE dans un délai de 3 ans suivant l'approbation de ce dernier.

Le SAGE du bassin ferrifère, à travers son Projet d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD), expose 3 enjeux principaux pour la ressource en eau :

- **L'enjeu «Ressources en eau et AEP³²» se décompose en trois axes principaux :**
 - La protection des ressources en eau souterraines.

Cette protection concerne les ressources en eau, essentiellement souterraines, captées actuellement ou potentiellement à l'avenir. La priorité est à donner aux aires d'alimentation des captages AEP, actuels et futurs, ainsi qu'aux aquifères les plus vulnérables.

³² Adduction en Eau Potable

- La mise en place d'une gestion durable et patrimoniale de la ressource en eau des réservoirs miniers.

Les futures politiques de développement des usages liés à ces réservoirs devront être en cohérence avec celle-ci. Un bilan de la restructuration de l'AEP, menée suite à l'arrêt des exhaustes minières, doit être réalisé en préalable.

- La sécurisation de l'AEP, à l'échelle des aires d'alimentation des captages actuels, et de manière plus globale, à l'échelle de l'ensemble du territoire
- **L'enjeu « Cours d'eau » se décompose en trois axes principaux :**
 - La restauration et la reconquête de l'ensemble des cours d'eaux dégradés

La priorité est donnée aux secteurs les plus impactés : secteurs des cours d'eau banalisés en lien avec l'hydraulique agricole, à dominante rurale, et les secteurs des cours d'eau fortement dégradés des zones urbanisées et industrielles. Néanmoins, la préservation des cours d'eau en bon état, peu nombreux sur le territoire, est essentielle.

- La mise en place d'une gestion de l'eau concertée et adaptée à chaque bassin versant de cours d'eau dont le débit d'étiage a diminué significativement et durablement après ennoyage

Les différents usages de l'eau doivent être conciliés dans l'optique de contribuer à l'atteinte de l'objectif global de bon état des masses d'eau de surface. Cette problématique est d'autant plus importante que les changements climatiques pourraient accentuer les étiages des cours d'eau.

- La maîtrise du risque inondation, dans le cadre d'une gestion globale et intégrée de la ressource en eau

Elle doit tenir compte des changements climatiques et être coordonnée avec les politiques d'urbanisme, d'assainissement et de restauration des cours d'eau. Le cas spécifique du réservoir Nord doit être pris en compte.

- **L'enjeu « zones humides ». La connaissance, la préservation voire la restauration des zones humides du territoire constituent un enjeu du SAGE, dans une logique patrimoniale et fonctionnelle de ces milieux.**

La commune d'Ugny est concernée par ces enjeux. En ce qui concerne la ressource en eau et AEP, l'aquifère présent à Ugny se caractérise par une forte vulnérabilité. Pour les cours d'eau, le SAGE identifie la vallée de la Chiers à Ugny comme un secteur de cours d'eau bien préservé. Enfin en ce qui concerne les zones humides, ces dernières sont présentées dans le rapport de présentation, au chapitre qui leur est consacré (page 21).

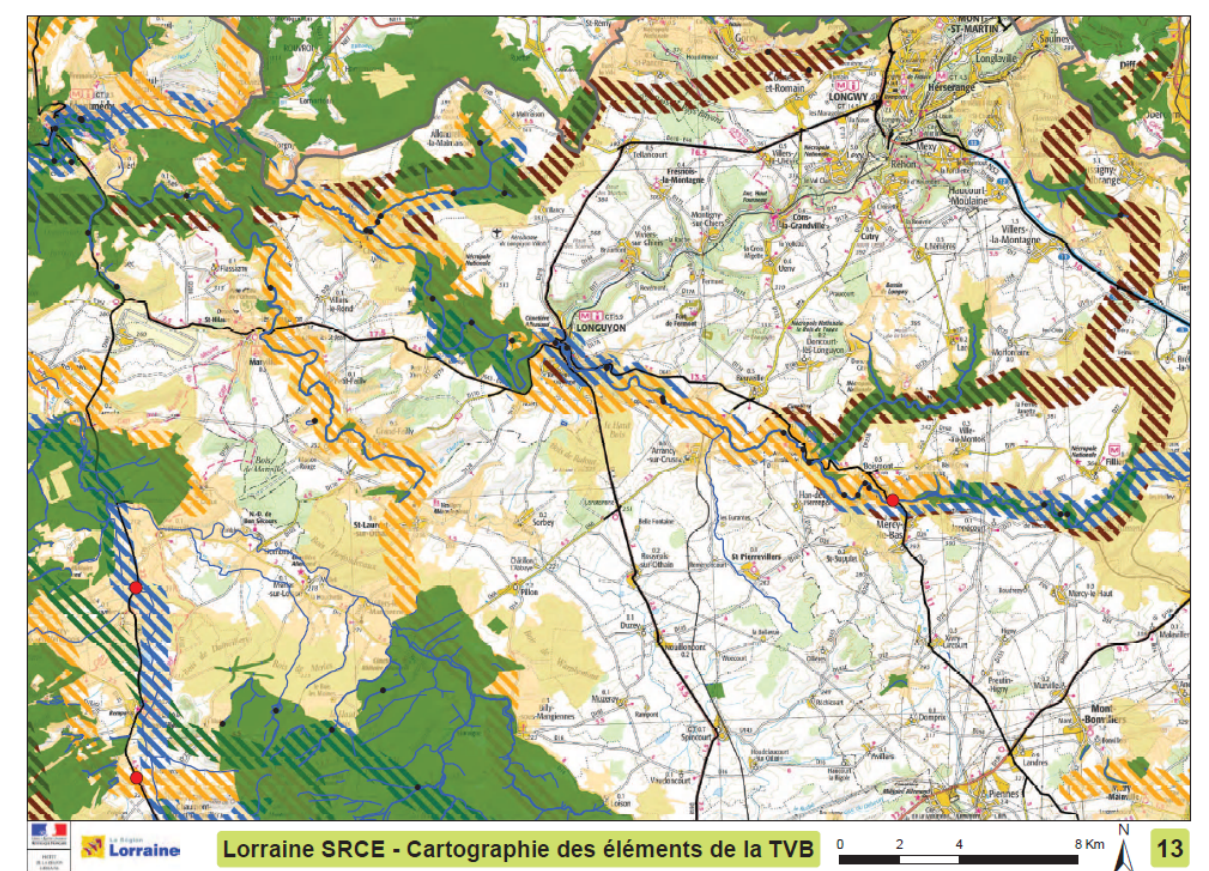
Des recommandations pour chaque objectif sont développées dans le PADG du SAGE. Pour plus d'information, celles-ci sont consultables sur : <http://www.lorraine.fr/sagebf>

G. Le Schéma de Cohérence Ecologique

Le SRCE de la Région Lorraine est en cours d'élaboration, il devrait être approuvé en fin d'année 2015. Il s'agit d'un nouveau schéma d'aménagement du territoire pour protéger les ressources naturelles et veiller à préserver les continuités écologiques et lutter contre la fragmentation des milieux naturels.

Le PLU de Ugny doit prendre en compte ce schéma. **La carte ci-dessous issue du projet de SRCE, il s'agit d'un document de travail.**

D'après cette carte, on constate que la commune n'est a priori pas directement concernée par les éléments de la TVB régionale. Le PLU intègre cependant des mesures visant à protéger les composantes de la Trame Verte et Bleue locale.



Légende des dalles :

Objectifs de la TVB:

Réservoirs de biodiversité :

- Réservoirs corridors en bon ou très bon état et classés
- Réservoirs corridors en bon ou très bon état
- Autres réservoirs corridors classés
- Autres réservoirs corridors

Réservoirs de biodiversité surfaciques

Corridors écologiques* :

- à préserver ou conforter
- à restaurer

Milieux herbacés thermophiles

Milieux alluviaux et humides

Autres milieux herbacés

Milieux forestiers

*Les corridors doivent être validés par des études locales

Permabilités :

- Zones de forte perméabilité

Obstacles à la fonctionnalité des continuités écologiques :

Infrastructures linéaires impactantes (routes, chemins de fer et canaux)

Discontinuités avec restauration possible :

- Via cours d'eau

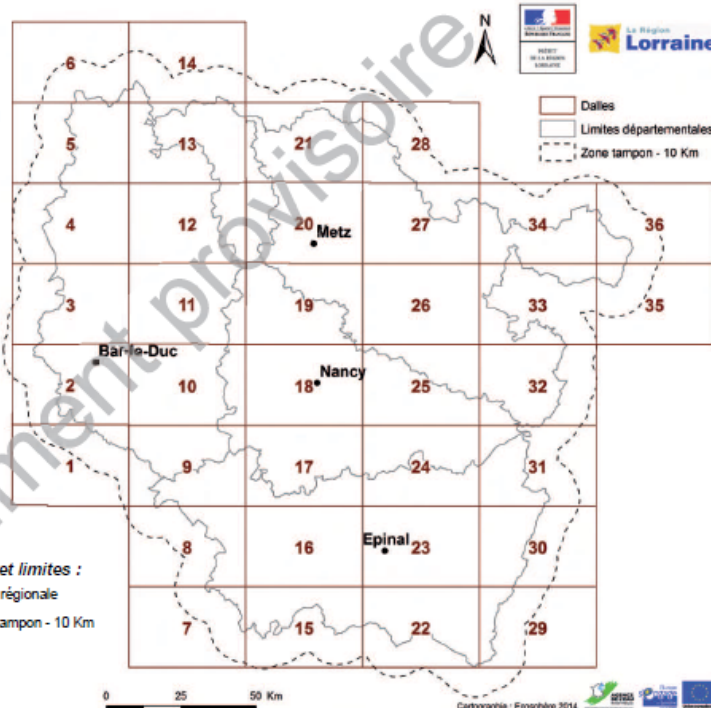
- Via petites routes ou chemins

- Recensement des obstacles à l'écoulement : barrages, grilles ou seuils en rivière du ROE (complété par la Fédération de Pêche des Vosges)

Périmètres et limites :

- Limite régionale

- Zone tampon - 10 Km



H. Le Schéma Régional Climat Air Energie et le Plan Climat Energie Territorial

La lutte contre le changement climatique est placée au premier rang des priorités de l'Etat français qui s'est engagé à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050. Plus largement, il s'agit aussi de réduire la dépendance aux énergies fossiles et la facture énergétique liées au fonctionnement des territoires.

Dans ce contexte, les collectivités d'une certaine ampleur (Région, Département, communautés urbaines, communautés d'agglomérations, communes et communautés de communes de plus de 50 000 habitants) sont amenées à établir un bilan de leurs émissions de gaz à effets de serre et à adopter pour fin 2012 un Plan climat - énergie territorial.

Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte les Plans climat-énergie territoriaux lorsqu'ils existent. Il n'existe pas de PCET sur le territoire de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy.

En absence de PCET, le PLU d'Ugny devra prendre en compte les dispositions du SRCAE de la Région Lorraine.

Les orientations du SRCAE sont développées dans le tableau ci-après :

Priorité 1 : consommer moins pour réduire les consommations énergétiques et les émissions de GES, un des leviers du SRCAE est d'encourager les acteurs à moins consommer.	Enjeu 1.1 : Faire évoluer les comportements	Orientation 1.1.1 : Inciter aux comportements écologiques – consommer mieux
	Enjeu 1.2 : Améliorer l'isolation des bâtiments	Orientation 1.2.1 : Rénovation et amélioration de l'isolation thermique des bâtiments tertiaires (privés et publics), agricoles et industriels
		Orientation 1.2.2 : Rénovation et amélioration de l'isolation thermique des bâtiments résidentiels
	Enjeu 1.3 : Faire évoluer les pratiques de déplacement	Orientation 1.3.1 : Transfert modal et optimisation de l'usage de la voiture individuelle
		Orientation 1.3.2 : Transfert modal de marchandises
Priorité 2 : produire mieux les changements comportementaux, qui font l'objet d'orientations en priorité 1, doivent être accompagnés d'actions d'amélioration de la performance énergétique de l'appareil productif, des bâtiments etc. tout en améliorant la qualité de l'air. Cette complémentarité entre les comportements individuels et la production doit être affirmée pour atteindre les objectifs du SRCAE.	Enjeu 2.1 : Augmenter la part des EnR dans le mix énergétique	Orientation 2.1.1 : Energies renouvelables électriques et/ou thermiques - Bois/biomasse
		Orientation 2.1.2 : Energies renouvelables thermiques - Géothermie et pompes à chaleur
		Orientation 2.1.3 : Energies renouvelables thermiques - Solaire thermique
		Orientation 2.1.4 : Energies renouvelables électriques - Solaire photovoltaïque
		Orientation 2.1.5 : Energies renouvelables électriques - Eolien
		Orientation 2.1.6 : Energies renouvelables électriques - Hydroélectricité
		Orientation 2.1.7 : Energies renouvelables thermiques - Valorisation des déchets
		Orientation 2.1.8 : Energies renouvelables électriques et/ou thermiques - Méthanisation
		Orientation 2.1.9 : Biocarburants
	Enjeu 2.2 : Améliorer la performance des systèmes de chauffage ou de rafraîchissement	Orientation 2.2.1 : Amélioration des systèmes de chauffage et d'usage d'électricité spécifique des bâtiments tertiaires
		Orientation 2.2.2 : Renouvellement des systèmes de chauffage classique par des procédés nouvelle génération dans le résidentiel
	Enjeu 2.3 : Améliorer la performance énergétique et l'efficacité des process agricoles et industriels	Orientation 2.3.1 : Améliorer les procédés industriels
		Orientation 2.3.2 : Améliorer les procédés agricoles
Priorité 3 : s'adapter au changement climatique Anticiper les évolutions climatiques et modifier nos comportements et notre mode de vie n'est pas suffisant pour répondre aux enjeux actuels. Il est en effet indispensable de réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour s'adapter à ces changements	Enjeu 2.4 : Améliorer la qualité de l'air	Orientation 2.4.1 : Renforcer l'évaluation de la qualité de l'air
		Orientation 2.4.2 : Informer et sensibiliser les acteurs lorrains sur le domaine de la qualité de l'air
	Enjeu 3.1 : Construire et aménager durablement	Orientation 3.1.1 : Encourager la densification et rationaliser la gestion de l'espace
	Enjeu 3.2 : Préserver les ressources naturelles	Orientation 3.2.1 : Gérer durablement les ressources en eau
		Orientation 3.2.2 : Préserver la biodiversité
	Enjeu 3.3 : Anticiper et gérer	Orientation 3.3.1 : Intégrer la culture du risque face au changement climatique

Source : Schéma Climat Air Energie de Lorraine, décembre 2012

I. Les servitudes d'utilité publique

En complément des lois d'urbanisme et d'aménagement et des documents supra-communaux qui s'imposent, des servitudes d'utilité publique affectent le territoire de la commune d'Ugny.

Celles-ci sont opposables aux permis de construire. Elles sont répertoriées de façon détaillée dans les annexes du PLU.

J. Les obligations diverses

Diverses obligations et informations sont également répertoriées dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme :

- Les zones du droit de préemption urbain (D.P.U) qui correspondent aux zones urbaines et à urbaniser.

DEUXIEME PARTIE

**LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE
PROJET D'AMENAGEMENT ET LA
DELIMITATION DES ZONES**

I. Les choix pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Le constat réalisé dans ce rapport de présentation a permis de dégager les forces et faiblesses ainsi que les perspectives de développement de la commune d'Ugny et de mettre l'accent sur les problématiques qu'il convient de maîtriser.

Située au sein de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy, au Nord du département de la Meurthe-et-Moselle, Ugny bénéficie d'une position géographique favorable par rapport aux bassins d'emplois périphériques (agglomération de Longwy, Luxembourg, Belgique, Moselle Est).

Ce positionnement a grandement contribué au développement démographique de la commune, en particulier depuis la fin des années 1990. Le cadre de vie offert par le village d'Ugny explique également cette dynamique.

Le développement important du travail frontalier, lié à l'essor économique du Grand-Duché de Luxembourg, a permis de stimuler la vie associative existante et aussi de maintenir les équipements du village (notamment l'école). Depuis la fin des années 2000, la commune s'est même dotée de nouveaux services (bar, salon de coiffure, périscolaire) contribuant au dynamisme du village.

La municipalité souhaite poursuivre cette tendance en complétant l'offre en services à la population et en pérennisant l'école.

L'accueil de nouveaux habitants s'est effectué par une construction neuve importante qui s'est traduite par la création de lotissements. Les phases d'extension ont été réalisées au détriment d'espaces agricoles (- 10 hectares entre 1999 et 2009), cependant les dynamiques récentes montrent un ralentissement important de la consommation de foncier agricole avec le comblement de nombreux espaces vacants (dents creuses) au sein du tissu urbain du village.

Depuis la fin des années 2000, la municipalité s'est également engagée dans une politique de diversification de son parc de logements, notamment par la création de logements communaux et de locatif privé. Elle souhaite poursuivre cette politique afin de répondre aux attentes des populations jeunes et âgées ainsi qu'aux objectifs de mixité.

La diversification des logements et la poursuite du développement démographique de la commune doivent permettre de maintenir une mixité des fonctions (habitat, économie, services, loisirs) sur le village. Pour cela, le PLU souhaite ajuster sa politique communale avec les politiques supra-communales, notamment en matière de document de planification. Son projet doit être compatible avec la politique d'habitat de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy (Programme Local de l'Habitat) et avec le Schéma de Cohérence Territorial Nord Meurthe-et-Mosellan.

La commune souhaite par ailleurs répondre aux objectifs de réduction et de modération de consommations d'espaces agricoles et naturels, de densification et de lutte contre l'étalement urbain.

La protection de l'environnement et du cadre de vie offert par le territoire communal constitue également un enjeu important pour la commune d'Ugny. Le diagnostic a identifié les enjeux écologiques, patrimoniaux, paysagers et architecturaux du PLU de la commune, il s'agit de protéger :

- les milieux naturels et contribuer au renforcement de la biodiversité (en particulier les composantes de la Trame Verte et Bleue)
- les caractéristiques urbaines du village lorrain traditionnel (alignements, espaces publics, vergers, aspect extérieurs, éléments patrimoniaux)
- la qualité paysagère, garantie par le maintien de l'agriculture, des composantes environnementales et d'une urbanisation raisonnée.
- La qualité architecturale des constructions, bâtiments et éléments participants à la richesse urbaine du village.

Enfin, les problématiques liées aux risques, aux nuisances et aux enjeux de mobilité doivent être abordées de manière transversale et doivent concourir à l'amélioration de la qualité urbaine et écologique de la commune, en compatibilité avec le SCoT Nord 54 et les politiques intercommunales. C'est notamment le cas pour la lutte contre les débordements du ruisseau du Royat qui doivent être appréhendés de manière globale (enjeux environnementaux, économiques et sociaux), en concertation avec les riverains, les agriculteurs, l'intercommunalité et la commune.

1. Optimiser le développement de la commune

Le développement envisagé par la commune d'Ugny s'appuie sur les objectifs chiffrés du Programme Local de l'Habitat de la CCAL et du SCoT Nord 54. Ces objectifs sont détaillés dans le rapport de présentation.

La commune envisage donc la construction, au maximum, d'un total de 55 logements sur la période 2014-2030. Pour cela elle phase le développement en deux périodes :

- 2014-2020 : 20 logements
- 2020-2030 : 35 logements

Ces besoins s'appuient sur l'anticipation du desserrement des ménages et de l'accueil de nouveaux habitants.

Pour construire ces logements, la commune envisage de répondre à ces besoins en favorisant l'urbanisation d'espaces urbains vacants (dents creuses) dont le potentiel est estimé à 15 voire 20 logements (soit entre 27 et 36 % des besoins) sur une surface d'environ 1 hectare. L'effort de densification devrait permettre de répondre à l'objectif fixé par le SCoT Nord 54 (30% des besoins en logements au sein du tissu urbain).

La commune envisage d'ouvrir à la construction 2,7 hectares de terrains actuellement classés en 1NA du POS. Cette zone permettra de répondre aux besoins restants en logements.

Le PLU supprime la zone 2NA du POS et répond par ce choix aux objectifs de modération, de limitation et de lutte contre l'étalement urbain et de consommations d'espaces agricoles en réduisant de plus de 50% les zones urbanisables.

2. Pérenniser et conforter les activités, les services et les équipements de la commune

La commune dispose de plusieurs équipements et de quelques commerces qu'elle souhaite maintenir. Le fort développement démographique du début des années 2000 a contribué à renforcer et à développer ces équipements.

La municipalité souhaite favoriser un équilibre des effectifs scolaires, afin d'une part de maintenir l'école et d'autre part pérenniser les équipements périscolaires. La commune souhaite également favoriser le développement de l'économie résidentielle au sein de son tissu urbain afin de répondre aux besoins de proximité (santé, commerce, aide à la personne...) de la population du village.

Le maintien des équipements sportifs ainsi que les projets de développement des infrastructures qui leurs sont liés sont également pris en compte (stade Jean-Claude Valetti).

La commune souhaite prendre en compte les projets des différents exploitants agricoles et mieux les associer dans le développement de la commune notamment autour des problématiques environnementales, de risques et de cadre de vie. Elle souhaite engager une concertation autour de ces questions et de veiller à ce que le projet communal n'impacte pas la vitalité de l'activité agricole.

Le projet communal prend en compte les besoins en matière de numérique, afin de garantir un service de qualité aux habitants actuels et futurs. Cet enjeu est également important pour favoriser le développement de l'économie résidentielle et peut éventuellement permettre le télétravail (et donc agir sur les mobilités).

Ces mesures permettront par ailleurs le maintien et le développement d'une mixité fonctionnelle au sein de la commune et permettront d'agir efficacement sur les déplacements et les mobilités internes.

3. Assurer la protection des milieux naturels et participer au renforcement de la biodiversité et des richesses environnementales, écologiques et paysagères

Ugny dispose sur son territoire de richesses écologiques, environnementales et paysagères réputées et identifiées à différentes échelles (du communal au régional). La commune souhaite prendre en compte les différents inventaires naturels et paysagers existants et de participer à leur protection ainsi qu'à leur renforcement.

Elle a souhaité également identifié plus finement les composantes de la Trame Verte et Bleue afin de mieux prendre en compte les continuités écologiques dans son PLU et de permettre leurs préservation et leur renforcement. Pour cela elle s'est appuyée sur les Trames Vertes et Bleues existantes (Région Lorraine, Conseil Général 54 et SCoT) en les complétant avec une analyse locale. Elle intègre également le SRCE en cours d'approbation.

Le PLU vise également à protéger les différents espaces naturels du territoire qu'ils soient agricoles, forestiers, thermophiles ou humides. Les espaces naturels et les continuités ne se limitent pas seulement au territoire communal et s'inscrivent dans une logique supra-communale.

La présence de la vallée de la Chiers, caractérisée par la présence de continuités aquatiques, forestières et thermophiles (zone des Chènevières) constitue une composante importante de la Trame Verte et Bleue locale.

Les prairies permanentes, les haies, les boisements isolés et les forêts de plateaux constituent des éléments écologiques et paysagers que la commune souhaite protéger car ils peuvent constituer des supports en matière de continuité écologiques vers des espaces écologiques importants à l'échelle de Pays-Haut (vallées de la Crusnes et du Nanheul à 5 kilomètres au Sud d'Ugny par exemple).

La commune souhaite à travers son PLU permettre le renforcement de la Trame Verte et Bleue. Ce renforcement devra s'appréhender en concertation avec les exploitants agricoles, les riverains et intégrer l'échelle intercommunale.

Les jardins et les vergers présents sur la commune participent également à cet équilibre et à la richesse environnementale en jouant le rôle de continuités écologiques à proximité des zones urbanisées. La commune souhaite les protéger et les maintenir.

Pour cela, elle envisage d'identifier les secteurs à protéger au sein des zones urbaines qui jouent également un rôle paysager important, notamment en constituant une transition entre les zones habitées et les espaces agricoles.

4. Valoriser le cadre de vie communal

Le PLU identifie plusieurs secteurs urbains que la commune souhaite préserver et valoriser en tant qu'entités spécifiques.

La municipalité souhaite d'abord maintenir les caractéristiques architecturales, patrimoniales et paysagères traditionnelles du vieux village. Ce secteur, à l'instar de nombreux villages lorrains, se caractérise par la présence d'alignements de façades, d'espaces publics larges et d'éléments patrimoniaux et historiques. Le PLU vise à protéger l'identité du vieux Ugny, de l'écart de Praucourt et la ferme de la Caure.

Concernant les extensions plus ou moins récentes, la municipalité souhaite également veiller à la qualité de ces secteurs en établissant des règles particulières afin de protéger les caractéristiques.

Les vergers et les jardins participent à la qualité paysagère et environnementale de la commune. La municipalité souhaite identifier ses espaces et les protéger afin de contribuer à la préservation des paysages et de l'environnement.

Le PLU souhaite également agir sur la qualité paysagère. La municipalité problématique autour des paysages a été appréhendée de manière transversale, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme et de patrimoine. Elle s'est appuyée sur le Plan Paysage de la CCAL pour définir les actions de renforcement (stade Jean-Claude Valetti). La commune

souhaite également veiller au maintien de la qualité de ses entrées de village et aux transitions entre les différents espaces (urbains, agricoles, forestiers)

La lutte contre le risque de débordement du Royat est également un enjeu important pour la commune qui souhaite agir efficacement contre les débordements de ce cours d'eau, qui n'impactent pas les constructions existantes et les terrains constructibles (voir enquête du SIAC page 59).

La commune souhaite intégrer la problématique des eaux d'écoulements et de la perméabilité des sols dans l'aménagement de ces terrains.

Les actions doivent s'appuyer sur les études réalisées par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers et être menées en concertation avec les riverains et les agriculteurs concernés. Les conclusions des études montrent la nécessité d'appréhender à plusieurs échelles (communales et intercommunales) les actions et mesures à prendre pour limiter et réduire le risque de débordement du cours d'eau.

Ce plan d'actions est en cours (partenariat SIAC et Chambre d'Agriculture 54) et débouchera sur des aménagements à l'échelle du bassin versant afin **d'agir contre le risque** et ainsi répondre aux attentes des populations concernées. Des dispositions réglementaires au sein des zones agricoles et naturelles ont été mises en places pour permettre des aménagements sur ce bassin versant.

La problématique des énergies renouvelables et de lutte contre le réchauffement climatique sont également au cœur du projet communal. Le Schéma Régional Eolien identifie Ugny comme commune disposant de secteurs favorables pour l'implantation et le développement de l'énergie éolienne. La commune ayant été sollicitée pour un projet éolien, le PLU intègre donc des dispositions favorisant la réalisation de celui-ci.

Enfin, la commune dispose de nombreux cheminements doux qu'elle souhaite protéger. Ces chemins sont le support de multiples usages (promenade, sport, agriculture, chasseurs) et participent à la découverte du territoire communal.

La commune souhaite également appréhender les problématiques autour des capacités de stationnement et de l'améliorer au sein des zones urbaines.

La municipalité souhaite également intégrer les problématiques d'accessibilité au sein de son projet urbain.

5. Objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Depuis 2004, les surfaces bâties ont progressé de 5,1 ha (estimation réalisée à partir du MOS de l'AGAPE jusque 2015) sur la commune. Cette progression est surtout liée à la fin de la construction de plusieurs lotissements (Pontigny, Royat, Grande-Borne, Aisances) qui ont été achevés au cours de la période 2004-2007. Depuis 2007, le rythme de construction s'est considérablement réduit et s'est limité au comblement des espaces libres au sein du tissu existant ainsi qu'à la transformation de granges en logements.

Le projet de révision du PLU d'Ugny implique une consommation foncière de l'ordre de 3,8 hectares environ pour une période d'environ 15 ans (2014-2030).

Conformément aux objectifs du SCoT, qui prévoit que 30% des besoins en logements de la commune soit réalisés au sein du tissu urbain, la commune envisage la construction d'un minimum de 15 logements sur l'hectare de dents creuses identifiées (soit 27% des besoins en logements de la commune).

Ainsi, le projet de révision du PLU d'Ugny contribue à lutter contre l'étalement urbain.

En termes de consommation foncière, le projet de la commune permettra de répondre aux objectifs de modération de consommation foncière. La commune envisage la consommation d'un total de 3,8 hectares jusqu'à l'horizon 2030, soit une consommation annuelle moyenne (sur 15 années) d'environ 0,25 hectare. Ce rythme de croissance est inférieur à celui observé au cours de la décennie 2004/2015, période au cours de laquelle le rythme de consommation annuel moyen était de 0,51 hectare.

Le projet de révision du PLU d'Ugny répond aux objectifs de réduction de 50% de consommation de l'espace fixé par le SCoT.

II. Les choix pour établir les orientations d'aménagement et de programmation

Le PLU définit deux orientations d'aménagement et de programmation correspondant d'une part à une dent creuse, située au lieu-dit « La Volette », classée en UBc et d'autre part à une partie de l'ancienne zone 1NA du POS transformée en zone 1AU dans le projet de PLU.

La vocation de ces deux zones est principalement résidentielle. La volonté de diversification de la typologie des logements y est traduite par des objectifs de densité pour chacune des zones.

La commune souhaite optimiser au maximum l'urbanisation de ces deux sites et veiller à la diversité des logements offerts afin de répondre à la fois aux besoins des populations jeunes, âgées et à mobilité réduite ainsi qu'à ceux de nouveaux habitants.

Ces deux zones, ainsi que les dents creuses identifiées, doivent permettre à la commune d'atteindre les objectifs fixés à la fois par le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy et par le Schéma de Cohérence Territoriale Nord 54.

La suppression de la zone 2NA répond à un objectif de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Cette diversification vise aussi à équilibrer les effectifs de l'école communale, en facilitant un meilleur turn-over au sein des logements.

Pour la zone 1AU, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation a été construite par la commune en étroite collaboration avec le futur aménageur de la zone, ce dernier ayant intégré les objectifs de la commune d'Ugny à travers son projet de PLU.

Les réflexions sur les cheminements piétons, les espaces verts et publics, le bouclage de la voirie, les problématiques sur l'imperméabilisation des sols, l'intégration paysagère, les

transitions entre espace urbain et espace agricole, l'anticipation des contraintes en matière de défense incendie et de ramassage des ordures ménagères et sur la diversité des logements ont été traduit dans l'orientation d'aménagement et de programmation.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation intègrent plusieurs principes d'aménagement, fixés par la commune et qui devront être retranscrits par les futurs aménageurs

Ces principes ont été fixés en fonction des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ainsi que par les éléments du rapport de présentation.

Concernant la zone UBc, l'orientation d'aménagement et de programmation réalisée vise à optimiser l'urbanisation de cette dent creuse. Cette optimisation vise à répondre à plusieurs objectifs :

Favoriser une densité résidentielle optimale du secteur tout en respectant le caractère pavillonnaire de la zone ;

Limiter les surfaces imperméabilisées et intégrer des dispositions réglementaires visant à implanter les constructions de manière optimale vis-à-vis du Royat.

La délimitation de la zone constructible est optimisée, puisque une bande d'environ 55 mètres entre le lit mineur du Royat et les futures constructions a été classée en Naturel Jardin (Nj). **L'enquête de terrain du SIAC auprès des riverains a montré que les dernières crues du Royat (1994-1995, 1998, 2008) n'ont jamais touchées les constructions existantes (construites dans le milieu des années 1970).**

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation sur cette dent creuse intègrent bien le risque d'inondation par débordement du Royat, que ce soit par ces mesures d'implantation adaptées au tracé aléatoire de la crue centennale et par les mesures réglementaires visant à assurer la sécurité des constructions et la limitation des surfaces imperméabilisées.

Cette OAP répond aux objectifs fixés par la commune dans son PADD à savoir d'agir contre le risque d'inondation du Royat.

III. Les choix retenus dans le Plan Local d'Urbanisme pour mettre en œuvre le PADD

A. Préambule

1. Les adaptations du zonage

Le découpage en zones du territoire communal est en cohérence avec les objectifs du PADD et des orientations d'aménagement. Le Plan Local d'Urbanisme découpe le territoire en plusieurs zones distinctes :

- les zones urbaines (U) qui correspondent à des secteurs déjà urbanisés et à des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ;
- les zones à urbaniser (AU), correspondant aux secteurs naturels de la commune, destinés à être ouverts à l'urbanisation ;
- les zones agricoles (A), correspondant aux secteurs de la commune, équipées ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ;
- les zones naturelles et forestières (N), correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Chaque zone est soumise à des règles propres conformes aux objectifs d'aménagement. A chacune d'entre elles, correspond un règlement de 16 articles qui définit les règles d'occupation du sol.

La transformation du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme implique un certain nombre de changements d'ordre réglementaire pour être conforme aux évolutions législatives et réglementaires.

Avec le passage du P.O.S. au P.L.U., la dénomination des zones change en partie. Les zones urbaines restent des zones U, mais les zones à urbaniser et naturelles sont modifiées.

1.1. L'évolution des zones urbaines

Les zones U ont quelques peu évolués, les principaux changements par rapport au POS sont les suivants :

- Le tracé de la zone UA du POS a été plus ou moins repris. Cette zone englobe toujours les constructions caractéristiques du village lorrain traditionnel. Par rapport au POS, ont été exclues les zones de jardins à l'arrière de ces constructions. Le PLU classe les jardins en zone N avec un indice j (secteur Nj) ;
- Les secteurs UAa du POS ont été également classés en Nj, ce changement n'implique pas de transformation par rapport au POS puisque les secteurs UAa répondaient déjà à un objectif de protection des jardins ;
- Concernant la zone UB, la zone reprend en grande partie le tracé de la zone UB du POS. A l'instar de la zone UA, les jardins à l'arrière de ces constructions ont été classés en Nj (ainsi que les secteurs UBa du POS) ;
- Par rapport au POS, les constructions situées dans le sentier de la petite Crouée sont classées en zone UB, il s'agit de constructions récentes et d'un bâtiment agricole.

- La zone UB intègre les constructions récentes (lotissements) classées en 1NA du POS ;
- Le PLU classe en UB des constructions classées en 1NDh dans le POS ;
- Le PLU crée un secteur UBb, correspondant à une parcelle constructible mais concernée par des arrivées d'eaux ponctuelles. Ce secteur fait l'objet d'un drainage qui protège les constructions actuelles. Le classement en UBb doit permettre de combler les espaces densifiables tout en intégrant des dispositions réglementaires (amélioration du drainage, pas de construction avec sous-sol) visant à assurer la protection des constructions existantes et futures du secteur.
- Le PLU crée un secteur UBc, correspondant à un terrain actuellement non construit et desservi par les réseaux. Des orientations d'aménagement et de programmation ont été réalisées sur ce secteur afin de favoriser un développement optimal du secteur.
- Le secteur UBI correspond aux vestiaires d'une zone de loisir (stade municipal), le tracé de la zone s'appuie sur l'existant et laisse la possibilité d'extensions limitées.

1.1.1. La zone UA :

La zone urbaine UA correspond au vieux village d'Ugny. Il s'agit de zones urbaines mixtes à dominante habitat, pouvant comporter des commerces, des services, des bureaux, des activités artisanales d'intérêt local et des équipements publics.

Le secteur UAa correspond au hameau de Praucourt, marqué par les mêmes caractéristiques urbaines que le village d'Ugny mais qui n'est pas équipé en matière d'assainissement collectif.

1.1.2. La zone UB :

Elle correspond aux zones d'extension du village (lotissement et pavillonnaire), correspondant à un habitat plus récent. Il s'agit de zones mixtes vouées essentiellement à l'habitat comprend également des commerces, services, bureaux, équipements. Une exploitation agricole (sentier de la petite Crouée) est présente dans cette zone.

Le secteur UBb correspond à un terrain non construit mais desservi par les réseaux pour lequel la commune souhaite intégrer des mesures de drainage des sols et d'adaptation des constructions futures.

La zone UB comprend un secteur UBc correspondant à un terrain non construit mais desservi par les réseaux sur lequel la commune souhaite développer des logements collectifs, des Orientations d'Aménagement et de Programmation définissent les principes d'aménagement de cette zone. Le développement du secteur intègre des dispositions relatives à la proximité du Royat.

Le secteur UBI correspond aux constructions liées au terrain de football (vestiaires et club-house) ainsi qu'à leurs abords directs (hangar, terrasse...).

La zone UB intègre désormais les constructions qui faisaient l'objet d'un classement spécifique dans le POS. Il s'agit des anciennes zones 1NDh, au sein duquel le POS n'autorisait que « *les constructions à usage d'annexes, de dépendances, d'abris de jardins et de piscine liés à une construction à usage d'habitation* ».

Le zonage du PLU sur ces secteurs donne désormais lieu à un pastillage, le zonage U se limitant exclusivement aux constructions existantes et aux possibilités d'extensions sur les constructions existantes. Les terrains non occupés sont classés en zone naturelle (Nj ou Ns), le PLU reconnaissant par ce classement le caractère non constructible qui prévalait déjà dans le POS en vigueur.

Ces transformations n'impliquent donc pas de modifications majeures et visent à entériner le caractère naturel et contraint de ces secteurs sensibles (notamment en matière d'environnement, de risque et d'accessibilité) tout en permettant les extensions sur le bâti existant.

1.2. Les zones à urbaniser : transformation des zones NA en zones AU

L'appellation et la définition des zones à urbaniser ont été modifiées dans la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, avec le passage du P.O.S. en P.L.U.

Dans le P.O.S., les zones d'urbanisation future étaient inscrites en zones NA. Ces zones ne pouvaient être urbanisées que sous forme d'opérations d'aménagement ou de constructions compatibles avec un aménagement cohérent de la zone.

Le Code de l'urbanisme y distingue deux catégories selon que les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant d'assainissement existant à la périphérie immédiate de la zone, ont ou n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone.

La zone 2NA du POS de Ugny a été entièrement supprimée, seule l'ancienne zone 1NA de Pontigny a été classée en partie en zone 1AU. Le maintien de cette zone se justifie par les besoins en logements de la commune. Une partie de la zone 1NA de Pontigny a été urbanisée et a donc été classée en UB. Les autres zones 1NA de la commune ont été classées en UB.

Cette mesure vise à répondre aux objectifs de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain et contribue à la protection des terres agricoles.

Le projet de PLU ne compte donc qu'une seule zone à urbaniser, couvrant une partie des besoins de la commune (environ les 2/3). Le tiers restant correspond à des terrains urbanisables situés au sein du tissu urbain (dents creuses).

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation définissent les principes d'aménagement de cette zone

1.3. Les zones agricoles ou de richesses naturelles : passage des zones NC aux zones A

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains a changé l'appellation et a établi un régime plus restrictif pour les zones agricoles ou de richesses naturelles.

Dans le P.O.S., les zones NC correspondaient aux zones de richesse naturelle à protéger en raison notamment de la valeur agricole des terres ou de la richesse du sol ou du sous-sol.

Dans le PLU, les zones NC sont remplacées par des zones A. Peuvent être classées en zones A, les espaces, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Le zonage prend en compte les différents projets de développement de l'activité agricole.

Par rapport au POS, le périmètre des zones A englobe la plupart des exploitations agricoles de la commune.

Le PLU crée un sous-secteur Ai (Agricole inondable) correspondant aux prairies jouxtant le tracé du Royat qui ont été marquées par d'importants débordements du cours d'eau lors d'épisodes pluvieux intenses. Ce secteur demeure à vocation agricole mais est inconstructible pour des raisons de sécurité.

1.4. Les zones naturelles à protéger : passage des zones ND en zone N

La Loi Solidarité et Renouvellement Urbains a également changé l'appellation des zones naturelles. Dans le POS, les zones ND correspondaient à des zones à protéger en raison de l'existence de risques et de nuisances ou de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages et de leur intérêt.

Pour préserver et valoriser la qualité environnementale, les dispositions du précédent POS ont été actualisées et complétées dans le PLU pour répondre à ces préoccupations.

Le PLU redéfinit les zones en fonction de leurs caractéristiques :

- Globalement, les zones N remplacent les zones ND de l'ancien POS, les zones N correspondent aux espaces forestiers ainsi qu'aux espaces naturels ;
- Le secteur Ns est créé pour protéger les vallées de la Chiers et du Royat ainsi que leurs versants, mais également les zones humides identifiées par le SAGE. ce secteur s'appuie sur les périmètres des zones d'inventaires et constituent des réservoirs de biodiversité pour la Trame Verte et Bleue ;
- Le secteur Nj est créé pour conserver les jardins et les vergers qui entourent le tissu urbanisé ;
- Le secteur Ni correspond aux zones de loisirs, en particulier les terrains de sports en plein-air (city-stade et stade Jean-Claude Valetti).

2. Les espaces boisés classés

Les espaces boisés classés ont évolué avec le passage du POS au PLU. Régis par un régime strict qui interdit le défrichement, au titre de l'article L.130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, ils sont supprimés pour les boisements faisant déjà l'objet d'une servitude d'utilité publique, soumis au régime forestier. Il n'y a pas lieu de rajouter une contrainte supplémentaire à ces boisements.

Ils sont maintenus pour les espaces boisés privés, ce qui permet de préserver les espaces boisés qui participent à l'identité paysagère et contribuent à la richesse écologique et environnementale de la commune.

Par ailleurs, pour préserver les espaces boisés, le PLU interdit de construire à proximité des lisières forestières pour un motif de sécurité des personnes et des biens.

Le zonage a également identifié des haies à préserver. Celles-ci structurent le paysage et jouent un rôle primordial en contribuant notamment à régulariser la circulation de l'eau dans le sol, en empêchant les glissements de terrains et en abritant de nombreuses niches écologiques pour une foule d'espèces animales.

Le PLU préconise le renforcement du réseau de haies sur certains secteurs, afin de contribuer au renforcement de la Trame Verte et Bleue et de favoriser les continuités écologiques.



3. Les sentiers et chemins publics et privés


De nombreux chemins et sentiers pédestres ont été identifiés sur le plan de zonage. Ils correspondent à des chemins à conserver pour favoriser les déplacements piétons et doux. Ces chemins constituent des supports pour les activités sociales (sport, promenades) et économiques (agriculteurs). Ils permettent également de découvrir les espaces naturels de la commune.

En application du code de l'urbanisme, une mesure de protection des sentiers et chemins publics et privés est mise en œuvre afin de conserver et de maintenir la découverte des sites et des paysages.

4. Les protections du patrimoine architectural et paysager

Le PLU édicte des règles particulières pour le centre ancien du village de Ugné ainsi que pour les éléments identifiés dans le rapport de présentation. D'autres éléments patrimoniaux sont présents sur le ban communal (lavoirs, fontaines, ligne Maginot...).

Sur le village, des éléments patrimoniaux et paysagers qui participent à la richesse et à la qualité paysagère et patrimoniale de la commune font l'objet d'une protection et sont identifiés respectivement par le symbole  et .

Des éléments patrimoniaux linéaires (murs en pierre sèche) ont également été identifiés et sont représentés au plan par le symbole .

5. Les prescriptions par rapport aux voies et axes de transports

Le règlement définit des prescriptions à l'article 3 de chaque zone contiguë ou traversée par une ou plusieurs routes départementales. Afin d'assurer la sécurité de la circulation sur les routes départementales le règlement impose également une règle de recul de 21 m de l'axe des RD en zone naturelle et agricole.

6. Les mesures pour assurer la sécurité des personnes et des biens

6.1. Les mesures pour prendre en compte le risque d'inondation

La commune est concernée par les débordements du Royat, le règlement du PLU intègre des dispositions (classement en N, Nj ou Ai) pour protéger les secteurs potentiellement impactés de toute constructibilité. Les surfaces des terrains constructibles ont été réduites (UBc) afin d'optimiser l'urbanisation du secteur vis-à-vis de l'existant (les constructions voisines existantes n'ont jamais été impactées par les crues, qui n'ont impactées que les parties arrières des jardins).

Le PLU prend également en compte le Plan de Prévention des Risques d'Inondation qui concerne la Chiers. Aucune construction n'est prévue dans les zones d'aléa.

6.2. L'aléa retrait gonflement des argiles

L'aléa retrait-gonflement des argiles ne fait pas l'objet de prescriptions spécifiques dans le PLU et n'interdit pas la construction. Les informations sur cet aléa sont consultables sur le site www.argiles.fr.

6.3. L'aléa chute de blocs

La commune peut être concernée par cet aléa. Le règlement de la zone concernée (N) prend en compte ce risque et rappelle dans le chapeau de zone que les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescription.

6.4. La protection incendie

Le rapport de présentation du PLU énumère les secteurs sur lesquels la protection incendie doit être apportée, renforcée ou mise en conformité. Le développement urbain envisagé doit justement permettre le renforcement de la protection incendie sur le secteur.

6.5. Le risque sismique

Le diagnostic a montré que la commune de Ugny est concernée par de l'aléa très faible (zone 1), pour laquelle aucune contrainte en matière de construction ou d'urbanisme n'est imposée par la nouvelle réglementation. Aucune disposition spécifique n'a été prise dans le PLU.

6.6. Autres risques

La présence de terrains situés au sein de la zone urbaine et concernés par des écoulements ponctuels a conduit la commune à prendre des dispositions réglementaire afin de garantir la sécurité des biens et des personnes sur ces terrains.

7. Les mesures prises pour assurer la protection des ressources naturelles et environnementales et la qualité paysagère

7.1. La ressource en eau

Le PLU contribue à la protection de la ressource en eau à travers plusieurs actions. Les différents éléments naturels liés à cette ressource (cours d'eaux pérennes et intermittents, fontaines, sources, étangs, zones humides...) ont été identifiés dans le rapport de présentation et ont été intégrés soit à des zones N soit à des zones A. Ce classement vise à protéger la qualité et l'équilibre des milieux aquatiques et humides.

L'aménagement de la zone 1AU intègre une série de dispositions visant à protéger la ressource en eau notamment en intégrant dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du site des aménagements visant à ralentir et à limiter l'imperméabilisation des sols.

En termes de qualité et de quantité, la commune est approvisionnée depuis l'extérieur. Le projet de développement entraînera une augmentation de la consommation sans affecter les ressources globales des captages.

7.2. Le zonage d'assainissement

Le projet de PLU s'appuie sur le zonage d'assainissement. Les zones non desservies et vouées à demeurer en assainissement individuel font l'objet d'un zonage spécifique. Le règlement précise pour chaque zone les modalités et les conditions de raccordement au réseau d'assainissement existant. La zone à urbanisée sera raccordée à l'assainissement collectif.

7.3. La préservation du patrimoine naturel et paysager

Le PLU prend en compte l'existence de la ZNIEFF « Vallées de la Chiers et de la Crusnes » et des zones humides identifiées par le SAGE. Ces zones à fortes potentialités écologiques font l'objet d'un classement contribuant à leur protection.

Le travail de terrain réalisé par la commune a également permis d'identifier précisément les composantes écologiques du territoire. Pour cela la commune a décliné la Trame verte et bleue du SCoT Nord 54 à l'échelle locale. Cette déclinaison a permis de délimiter avec précision les secteurs écologiques à enjeux du territoire communal.

Les jardins constituent des zones tampons entre les espaces urbanisés et les secteurs agricoles et naturels que la commune souhaite protéger pour maintenir des transitions paysagères et écologiques autour du village.

C'est particulièrement le cas de la partie située au Sud-Ouest du village (lieu-dit les Chênevières) caractérisé à la fois par la proximité directe du périmètre de la ZNIEFF, par la présence du ruisseau du Royat et occupé par une multitude de jardins et vergers conférant

au site une forte valeur paysagère, renforcée par la présence de nombreux chemins publics utilisés par les promeneurs.

En dehors de cette richesse paysagère, une grande partie de ce secteur est marqué par une certaine richesse écologique. Les jardins situés en dehors du périmètre de la ZNIEFF constituent des continuités naturelles pour les espèces animales présentes sur ce milieu thermophile.

La présence du Royat et d'un important réseau de murs en pierre sèche contribuent à renforcer la richesse environnementale de ce secteur.

La commune souhaite à travers ce PLU protéger cette coulée verte au sein du village.

La préservation des espaces agricoles contribue également au maintien de la qualité écologique et paysagère de la commune. Ces espaces constituent bien souvent (notamment les prairies) des relais importants pour la biodiversité. Les haies et arbres isolés présents au sein des espaces agricoles ont été protégés car ces éléments participent à la qualité de la biodiversité (refuge et relais pour les rongeurs et les oiseaux), des paysages et jouent un rôle important pour ralentir et limiter les écoulements d'eaux ainsi que pour atténuer les nuisances liées aux vents violents.

8. Les emplacements réservés

Aucun emplacement réservé n'a été défini sur la commune.

B. Evolution du zonage

Evolution de la superficie des zones du P.O.S. et du projet de révision P.L.U.

POS en vigueur		Projet de révision du PLU		Evolution	
nom de zone	surface (ha)	nom de zone	surface (ha)	absolue	%
<i>Zones urbaines</i>					
UA (dont UAa et NB)	19,22	UA (dont UAa)	7,16	- 12,06	- 62,7%
UB (dont UBa)	18,74	UB (dont UBc et UBI)	23,4	+ 4,66	+ 24,8%
<i>Sous total</i>	<i>37,96</i>		<i>30,56</i>	<i>- 7,4</i>	<i>- 19,5%</i>
<i>Zones à urbaniser</i>					
1NA	8,77	1AU	2,76	- 6,01	- 68,5%
2NA	2,83			- 2,83	- 100%
<i>Sous-total</i>	<i>11,6</i>		<i>2,76</i>	<i>- 8,84</i>	<i>-76,2%</i>
<i>Zones agricoles</i>					
NC (dont NCI)	709,9	A (dont Ai)	676,46	- 33,44	- 4,7%
<i>Zones naturelles</i>					
1ND (dont 1NDh, 1NDi et 1NDj)	155,77	N (dont Nj, NI et Ns)	205,45	+ 49,68	+ 31,9%

Source : projet de PLU, SIG AGAPE – Novembre 2015

Le projet de révision du PLU montre des évolutions notables par rapport au POS en vigueur. Au sein des zones urbaines, on constate globalement une diminution des surfaces classées en zones U (-7,4 hectares).

Cette baisse s'explique en partie par le classement en Nj (naturel jardin) de terrains classés en UA ou en UB au sein du POS, mais également par le classement partiel en N d'anciennes zones 1NDh du POS. Le classement en Nj masque le classement d'anciennes zones 1NA qui ont été urbanisées.

Les changements au sein des zones UA et UB s'expliquent par des transferts entre les deux zones. Le projet de PLU appuyant le tracé de la zone UA sur le centre ancien uniquement. La croissance de la surface UB s'explique par l'apport de terrains classés en UA dans le POS mais aussi par des anciennes zones 1NA qui ont été urbanisées.

Le projet de PLU réduit la surface des zones à urbaniser de plus de 76% par rapport au POS. Cette diminution s'explique à la fois par le classement en A (agricole) d'anciennes zones à urbaniser et par le classement en UB des terrains construits.

La surface classée en agricole a diminué de 33,44 hectares. Cette diminution est essentiellement liée au classement en N (naturel) de terrains qui étaient classés en agricole dans le POS, c'est notamment le cas des boisements situés sur le plateau. Le projet de PLU prend en compte l'occupation réelle des espaces naturels, sans pour autant affecter l'usage des sols. Le classement en N intègre seulement une constructibilité limitée au sein de ces zones du fait de leur richesse paysagère.

L'évolution des espaces naturels montre une croissance de 49,68 hectares par rapport au POS. Celle-ci est liée aux transferts avec les espaces agricoles (boisements du plateau), ainsi qu'au classement en Nj d'anciens terrains classés en UA ou en UB au sein du POS (14,64 hectares de terrains classés en Nj). La carte de la page suivante montre les évolutions et les transferts entre les différentes zones. Les évolutions sont les suivantes :

1° Gain des zones naturelles sur les zones agricoles (38,67 ha, en vert foncé). Ceci s'explique par :

- le classement en N des espaces naturels (versants boisés, forêts de plateau, zones humides...) qui étaient classés en NC (agricole) dans le POS ;
- le classement en N de zones de jardins et de loisirs (stade JC Valetti).

Ces évolutions n'impliquent pas de changements en termes de pratiques agricoles, en revanche, le classement en N implique une constructibilité limitée de ces terrains.

2° Gain des zones agricoles sur les zones naturelles (1,02 ha, en bleu foncé). Cette évolution est liée au classement en A de deux exploitations agricoles qui étaient classées en 1NDh dans le POS. Là aussi, le choix de ce classement se justifie par l'intégration des bâtiments agricoles au sein de la zone A qui autorise uniquement l'activité agricole.

3° Gain des zones agricoles sur les zones urbaines (1,24 ha, en bleu clair). Ce transfert est également lié au classement d'une exploitation agricole vers la zone agricole.

4° Gain des zones urbaines sur les zones agricoles (0,29 ha, en orange). Ces évolutions mineures correspondent à des ajustements de tracé de deux zones urbaines. Le classement en UBI des vestiaires liés au terrain de loisirs explique également cette évolution. Une partie des bâtiments de l'exploitation agricole située chemin du Sart ont été classés en UA, il s'agit

des bâtiments à usage d'habitation, ce classement a été fait à la demande de l'agriculteur dans le cadre de la concertation agricole

5° Gain des zones urbaines sur les zones naturelles (1,26 ha, en rouge). Les changements correspondent au classement en UB d'une partie des anciennes zones 1NDh, correspondant à des constructions existantes et dont le POS interdisait toute construction nouvelle (sauf annexes). Ces secteurs ont été redécoupés et ont été uniquement classés en zone urbaine les constructions existantes et leurs abords, afin de permettre des extensions ou des annexes éventuelles. En dehors des constructions existantes, les terrains 1NDh ont été classés en N ou en secteur Nj ou Ns, maintenant de fait, l'inconstructibilité du secteur.

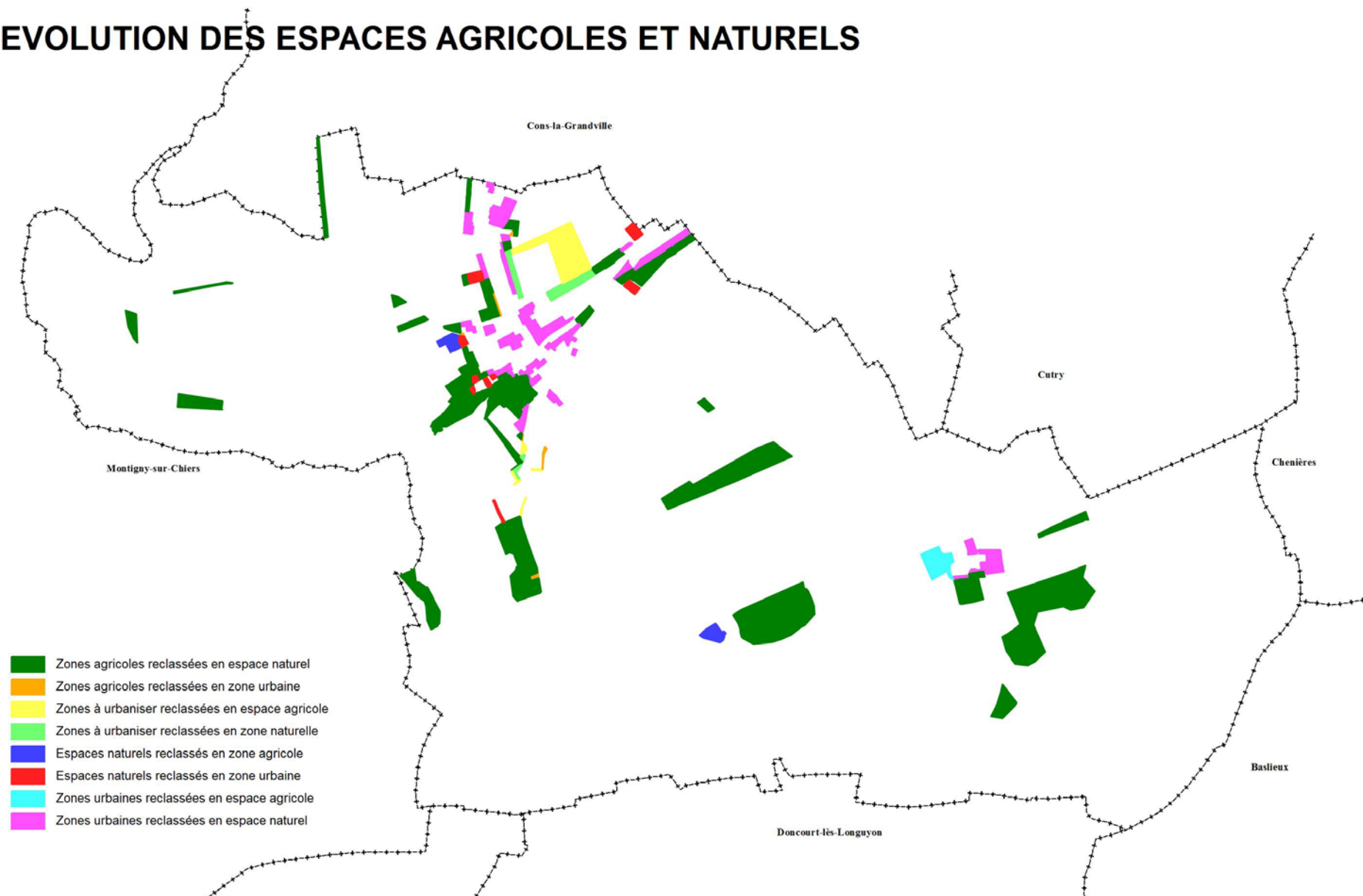
6° Gain des zones naturelles sur les zones urbaines (8,38 ha, en violet). Il s'agit d'anciennes zones urbaines reclassées en zone naturelle de jardin. Ces changements de vocation concernent des terrains anciennement constructibles, mais où le déploiement des réseaux est insuffisant. Ils concernent également des terrains « sensibles » au cœur du village (à proximité du ruisseau du Royat). Contrairement au POS, le PLU vise à éviter l'ajout de nouvelles constructions dans ce secteur.

7° Gain des zones naturelles sur les zones à urbaniser (1,46 ha, en vert clair). Il s'agit principalement d'anciennes zones NA reclassées en zones de jardins.

8° Gain des zones agricoles sur les zones à urbaniser (3,63 ha, en jaune). Principalement, il s'agit du classement en A de l'ancienne zone 2NA du POS. Ailleurs, il s'agit de réajustement du zonage sur des zones NA qui n'ont été urbanisées et qui ont gardé une activité agricole.

Vu ces évolutions, le projet de PLU contribue à un gain de 4,58 ha des zones agricoles sur les zones urbaines et à urbaniser par rapport au zonage du POS ainsi qu'à un gain de 8,58 ha des zones naturelles sur les zones urbaines et à urbaniser.

EVOLUTION DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS



IV. Les modifications apportées au règlement

A. Principes généraux

Le règlement de l'ancien POS n'est plus adapté à l'évolution législative, notamment depuis la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, la loi Urbanisme et Habitat et le Grenelle de l'Environnement. Il a donc été mis en cohérence avec les nouvelles dispositions législatives. Par ailleurs, il a été actualisé afin de mieux prendre en compte les dispositions du projet d'aménagement et de développement durable et des différentes contraintes (risques miniers, servitudes, etc...).

Le règlement ne fait plus de rappel sur les dispositions du code l'urbanisme : le chapitre sur les dispositions générales en introduction de ce document est supprimé. Celles-ci ont évolué avec les évolutions législatives et réglementaires. Par ailleurs leur mention est juridiquement inutile puisque ce n'est pas le PLU qui les rend applicables.

Pour les zones agricoles et naturelles, le contenu du chapeau de zone signale uniquement la présence des risques dans les zones concernées (risques miniers, chutes de bloc...). La municipalité souhaite ainsi protéger les biens et personnes et avertir les futurs constructeurs.

Le chapeaux des zones concernées rappellent la présence de zones d'aléas et limitent la constructibilité au sein de ces zones.

Les rappels réglementaires en préambule de la « section I Occupation et utilisation des sols qui font référence à des procédures spécifiques d'autorisation diverses sont supprimées. Toutes ces mentions se rapportent, depuis le 1^{er} octobre 2007 à des articles obsolètes qui ne correspondent plus au nouveau champ d'application des autorisations d'urbanisme.

Le règlement des zones qui ont été supprimées par rapport au POS ont parfois été retranscrites dans leurs nouvelles zones d'affectation.

Globalement, le PLU conserve les grands principes réglementaires du POS et s'appuie sur les règles existantes, certaines d'entre-elles notamment en matière d'aspect extérieurs ont été développées et approfondies. Les nouveautés réglementaires sont liées à l'intégration des grands principes du développement durable et visent à répondre à ses objectifs généraux notamment en matière d'environnement, de gestion économe des espaces et de lutte contre le réchauffement climatique.

B. La nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Le contenu réglementaire des articles 1 et 2 est modifié dans l'ensemble des zones. A l'inverse du POS ; qui listait les occupations et utilisations du sol autorisées dans chaque zone à l'article 1, celui du PLU liste les occupations et utilisations du sol interdites. Par conséquent, les occupations et utilisations du sol non visées à cet article sont implicitement autorisées.

L'article 2 des zones du PLU liste les conditions particulières qui s'appliquent aux occupations et utilisations du sol non visées à l'article 1, alors que celui du POS listait les occupations du sol interdites.

Le règlement du PLU permet de garder les caractéristiques des zones urbaines existantes (UA, UB). Ces zones sont des zones mixtes qui sont vouées principalement à l'habitat, aux équipements, services et bureaux. Les dispositions permettent de préserver les caractéristiques du bâti existant.

Différentes règles au sein des zones urbaines visent à interdire certains type de travaux et d'installations (dépôts de véhicules, destruction d'éléments patrimoniaux, parcs d'attraction, dépôts de déchets et d'ordures...).

Le PLU interdit désormais l'installation d'exploitations agricoles au sein des zones urbaines. Cette règle ne concerne pas celles existantes à la date d'opposabilité du PLU, celui-ci permet la transformation de ces exploitations.

Le secteur UBI correspond aux installations liées au stade Jean-Claude Valetti. Sur ce secteur, le règlement n'autorise que les extensions ou annexes liées et compatibles avec l'activité sportive et de loisir (plein air) du secteur.

L'installation des résidences mobiles constituant l'habitat permanent des gens du voyage, de camping et de terrains aménagés de camping et de caravanage est interdite au sein de la zone UA mais est autorisée au sein de la zone UB. Cette règle vise à préserver le centre du village de constructions ou d'installations ne correspondant pas aux caractéristiques urbaines du vieux village.

Concernant, les secteurs UBb et UBc, l'urbanisation est soumise à des conditions particulières, visant notamment à interdire les sous-sols pour les nouvelles constructions, ces secteurs étant concernés par des risques d'écoulement d'eaux ponctuels alimentant les crues du Royat. Pour le secteur UBb, l'urbanisation est conditionnée à la réalisation d'aménagements (drainage et couvert végétal).

Pour la zone d'urbanisation future (1AU), le règlement du PLU définit des règles favorisant la création d'un quartier à dominante d'habitat.

Elle ne peut être urbanisée que sous certaines conditions, notamment sous forme d'opérations d'ensemble et que soient réalisés, programmés ou en cours de réalisation les différents réseaux et compatibles aux orientations d'aménagement et programmation.

Afin de préserver l'activité agricole et les paysages ruraux, le règlement de la zone agricole autorise uniquement les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole (habitation de gardiennage).

Pour la zone A, le règlement autorise l'implantation d'installations productrices d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, afin de permettre tout projet de développement d'énergies renouvelables

La zone naturelle N est une zone de protection des milieux écologiquement sensibles, qu'il convient de préserver et qui est par principe inconstructible. Il en résulte :

- une occupation des sols limitée aux travaux et ouvrages rendus nécessaires pour la mise en valeur de ces espaces, la préservation ou la restauration du milieu naturel ;
- des dispositions réglementaires permettant la gestion de l'existant.

Au sein de l'ensemble de la zone et des secteurs sont autorisées les équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à leur réalisation, leur entretien et leur exploitation.

Elle comprend plusieurs secteurs, pour lesquels des prescriptions spécifiques ont été définies :

- Le secteur Nj correspond à des zones de jardins et de vergers. Y sont autorisées les abris de jardins dans la limite de 20 m² d'emprise au sol et dont la hauteur ne doit pas excéder 3,5 mètres à la faîtière ;
- Le secteur NI correspond à une zone de loisirs. Y sont autorisées les constructions et extensions liées ou nécessaires à l'activité de sports et de loisirs de plein-air. La hauteur des constructions ou extensions au sein de ce secteur ne pourront pas dépasser 2,5 mètres ;
- Le secteur Ns, correspond à une zone à forte valeur environnementale et écologique (ZNIEFF), y est autorisé les constructions, installation, ouvrages, travaux et équipements liés à la protection, à la valorisation et à l'amélioration de la qualité écologique et environnementale du secteur.

Enfin, au sein des zones A et N, le règlement autorise la réalisation d'aménagements visant **à agir contre les risques d'écoulements et d'inondation** (Royat) sur l'ensemble du ban communal

C. Les conditions de l'occupation du sol

1. Articles 3 et 4

Dans toutes les zones, l'article 3 définit les conditions d'accès pour les constructions et utilisation du sol nécessitant un accès. Pour les routes départementales, le règlement rappelle que les accès des riverains sont subordonnés à la réalisation d'aménagements particuliers tenant compte de l'intensité du trafic et de la sécurité de la circulation.

Au sein des zones UA, UB, N et A est ajouté une mesure de protection de sentiers et chemins publics et privés repérés au plan de zonage, se rapportant au tracé de cheminements piétons, afin de conserver ces tracés et maintenir la découverte des sites et paysages.

La préservation des ressources en eau et la diminution des risques de pollution se traduisent dans le règlement par l'obligation de raccorder les immeubles aux égouts disposés à recevoir les eaux usées domestiques dans les zones urbaines et les futures zones urbaines.

Les secteurs raccordables des zones UA, UB et 1AU devront être raccordés.

Les zones agricoles et naturelles sont en assainissement non collectif, toutefois, au cas où le réseau d'assainissement existe, le raccordement devra être réalisé.

Pour le secteur UBI, le règlement prend en compte la situation actuelle, puisque la commune envisage de raccorder le secteur à l'assainissement collectif. Il est précisé pour ce secteur que le raccordement au dispositif est obligatoire pour les constructions nouvelles et existantes à la date d'approbation du PLU sous réserve que ce raccordement ne génère pas d'importantes contraintes technico financières. En cas de difficultés de raccordement pour le secteur UBI, l'assainissement non collectif est obligatoire dans la limite de la réglementation en vigueur.

Afin de préserver et d'assurer une gestion durable de la ressource en eau, le règlement du PLU introduit la gestion des eaux pluviales pour l'ensemble des zones du PLU. Le règlement vise à ne pas entraver le libre écoulement des eaux pluviales et de favoriser l'infiltration à la parcelle. Ces dispositions s'appliquent sur chacune des zones du PLU.

Il introduit également une gestion des ordures ménagères et impose la création de locaux pour la collecte sélective pour toute opération d'habitat collectif semi-collectif au sein de la zone 1AU. Le règlement des zones UA et UB précise qu'un local à ordures ménagères intégrant le tri sélectif devra être créé pour toute opération de rénovation ou de réhabilitation conduisant à la création d'au moins trois logements.

Au sein de la zone A, l'article 3 insère une exception pour les installations productrices d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, afin de permettre l'implantation de ces installations dans des terrains actuellement non desservis.

2. Articles 5, 6, 7 et 8

Les articles 6, 7 et 8 qui déterminent respectivement l'implantation des constructions par rapport aux voies, aux limites séparatives et constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain, ont un objectif d'organisation générale du paysage urbain vu de la rue ou de l'intérieur des propriétés. Ils déterminent la composition du bâti. La finalité initiale de ces règles provient des préoccupations d'hygiène et de voisinage.

Les articles 6 et 7 ont un caractère obligatoire et sont désormais les seuls à revêtir un caractère impératif.

L'article 8 sur l'implantation des constructions les uns par rapport aux autres sur une même unité foncière ne définit pas de prescription dans les différentes zones.

Les nouvelles dispositions du RNU applicables depuis le 1er octobre 2007 ne comportent plus cette référence. Par ailleurs, les plans intérieurs des constructions n'étant pas au nombre des pièces susceptibles d'être légalement exigées du pétitionnaire, il ne serait pas possible d'appliquer une prescription qui édicterait une norme qui prendrait en compte les baies éclairant des pièces principales.

Aucune prescription ne concerne l'article 8.

2.1. Les règles au sein des zones urbaines

Le règlement du PLU simplifie et modifie les règles relatives à ces articles afin d'améliorer la qualité urbaine, de respecter les formes urbaines existantes (UA) et d'améliorer celles de la zone UB.

Pour l'article 6, les zones d'implantation obligatoire et les reculs d'alignement indiqués au plan du POS pour les zones urbaines ont été supprimées. L'article 6 impose pour l'ensemble des zones urbaines une implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques en alignement des constructions existantes.

Concernant le secteur UBa, correspondant à un terrain non construit au sein de la zone urbaine, le règlement précise que les constructions devront s'implanter en recul de 8 à 10 mètres, afin de respecter le recul par rapport aux emprises publiques des constructions voisines existantes.

Le règlement des zones UA et UB intègre également des règles d'implantation pour les garages qui devront s'implanter en alignement avec le volume bâti principal. Un recul de 3 mètres maximum est possible en cas d'impossibilité technique ou difficultés d'accès.

Les règles de l'article 7 du POS ont été plus ou moins maintenues pour les zones UA et UB.

Concernant la zone UA, le PLU impose une implantation des constructions de limite séparative à limite séparative pour la zone UA et une implantation sur au moins une limite séparative pour les parcelles de la zone UA dont la façade sur rue est supérieure à 12 mètres. Ces mesures permettront à la commune de lutter contre les déperditions d'énergie dans les zones résidentielles et de contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique.

La commune a ajouté des règles relatives aux annexes de type garage, aux extensions ainsi qu'aux constructions légères (de type clapiers, poulaillers, abris, remises).

Le règlement des zones UA et UB intègre également des règles relatives à l'implantation des garages et des extensions. Celles-ci devront être accolées au volume bâti principal et devront s'implanter soit en limite séparative ou à une distance au moins égale à 3 mètres.

Concernant les constructions légères précisées ci-dessus, elles devront s'implanter en recul de 3 mètres au minimum par rapport aux limites séparatives. Cette mesure vise à réduire et à limiter les nuisances occasionnées par certaines de ces constructions.

2.2. Les règles au sein de la zone 1AU

Le règlement de la zone 1AU précise que les constructions nouvelles devront s'implanter en recul de 5 à 8 mètres par rapport aux limites de la voie automobile. Un recul de 3 mètres est permis pour les parcelles encadrées par plusieurs emprises publiques.

La commune a fixé ces règles en concertation avec le futur aménageur du site

La densité minimale fixée par le PADD ainsi que les principes de l'OAP doivent permettre des règles d'implantations favorisant un habitat de qualité et respectueux du cadre rural.

2.3. Les règles au sein des zones A et N

En zone agricole et naturelle, l'article 6 impose un recul de 21 m par rapport à l'axe des routes départementales (figure au plan de zonage pour les zones A et N) et 10 m par rapport à l'axe des voies et chemins pour des raisons de sécurité. Pour le secteur Nj uniquement, les constructions autorisées devront être implantées à 5 mètre de recul des voies et emprises publiques.

Cette règle ne s'applique pas aux constructions et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics qui pourront être implantées en limite ou en recul des voies automobiles.

L'article 7 régit l'implantation par rapport aux limites séparatives. Dans la zone A, elles devront être édifiées en recul des limites séparatives de l'unité foncière. Ce recul devra être égal au moins à 5 mètres. Cette distance est rapportée à 3 mètres pour la zone N. Cette règle ne s'applique pas aux constructions et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics qui pourront être implantées en limite ou en recul des limites séparatives de l'unité foncière.

En zone N, les constructions devront être édifiées en limite ou en recul des limites séparatives. Toute construction en recul par rapport à une de ces limites doit être en tout point à une distance de cette limite au moins égale à 3 mètres.

En cas de transformation ou d'extension portant sur une construction existante et ne respectant pas les règles précédentes, l'implantation peut se faire dans le prolongement de la construction. Les constructions et les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics pourront être édifiés à une distance de cette limite inférieure à 3 mètres.

3. Articles 9 et 10

Dans les zones mixtes UA, UB, UC et 1 AU, le règlement limite les emprises au sol (article 9) des annexes (abris de jardin, garage,...) dans le but de préserver une certaine qualité du tissu urbain et limiter l'imperméabilisation des sols. Le PLU harmonise les règles d'emprise au sol des abris de jardins (20m²) et des annexes et dépendances (40m² en surface cumulée) à l'ensemble des zones UA, UB, A et N.

En termes de hauteur, le PLU définit des règles particulières afin de préserver les caractéristiques des différentes zones et secteurs.

Dans la zone UA, pour les secteurs concernés par des règles architecturales particulières, le règlement privilégie des règles favorisant l'harmonie des alignements (alignement à la hauteur des égouts voisins, à égale hauteur d'un des égouts voisins ou en dessous de l'égout le plus haut mais au-dessus de l'égout le plus bas).

Pour le reste de la zone UA, ainsi que pour les zones UB (secteurs UBa et UBI inclus) 1AU et A, les règles de hauteur du PLU sont les mêmes (7 mètres à l'égout de toiture et 9 mètres à la faîtière).

Pour l'ensemble des zones UA, UB, A, N et 1AU, la hauteur des abris de jardins est limitée à 3,5 mètres à la faîtière.

Dans le secteur N, la hauteur maximale des exploitations forestières est fixée à 7 mètres à la faîtière.

Ces règles de hauteur dans les différentes zones ne s'appliquent cependant pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics ainsi qu'aux installations productrices d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et aux édifices d'intérêt général monumentaux tels que les églises, clochers, réservoirs ainsi que les équipements collectifs lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent.

4. Articles 11, 12, 13 et 14

4.1. Généralités

L'article 11 du règlement du PLU interdit pour toutes les zones concernées la destruction des éléments patrimoniaux identifiés. Seul le déplacement est autorisé sous conditions. Concernant les constructions (maisons) identifiées par le symbole *****, les travaux réalisés sur ces éléments devront respecter leurs caractéristiques historiques ou culturelles.

Le PLU intègre la protection des murets et murs en pierres sèches présents au sein du village. Ceux-ci participent à la qualité paysagère et architecturale du village. Le règlement autorise cependant les percements de ces murs pour la création d'accès. Ces murs doivent être conservés sauf si leur état ne le permet pas.

Les règles d'aspect extérieur ont été revues par rapport au POS afin de mieux correspondre à la volonté de la commune de protéger son patrimoine bâti, en particulier dans la zone UA mais aussi d'harmoniser les règles au sein des zones UB.

Les abris de jardins en maçonnerie doivent être enduits et crépis dans l'ensemble des zones.

Il instaure une série de règles visant les ouvrages annexes (antennes d'émission ou de réception, appareillages techniques, coffrets et équipements techniques ainsi que les dispositifs domestiques de production d'énergie renouvelable. Il s'agit principalement de veiller à leur implantation. Ces dispositions s'appliquent à toutes les zones urbaines.

Les règles relatives aux clôtures sont également harmonisées pour l'ensemble des zones de la commune.

En l'absence de dispositions particulières, l'aspect extérieur des constructions reste néanmoins soumis aux dispositions de l'article R 111.21 du Code de l'Urbanisme, : « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions*

spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

Cet article n'est cependant plus rappelé en introduction de « l'article 11 - Aspect extérieur » de toutes les zones. Sa mention est juridiquement inutile puisque ce n'est pas le document d'urbanisme qui le rend applicable.

Des modifications sont apportées à l'article 12 sur le stationnement des zones UA, UB et 1AU. La règle de stationnement a été modifiée pour les constructions à usage d'habitation. La municipalité souhaite adapter le stationnement à la circulation et éviter une utilisation abusive de la voie publique et des trottoirs, qui contribue à créer des difficultés de circulation.

Des nouvelles normes de stationnement ont donc été fixées. Les prescriptions ont été édictées en fonction de la surface de plancher pour tenir compte de la nouvelle réglementation.

Le PLU intègre, dans l'article 13, des mesures à prendre en matière d'espaces libres et de plantation. Pour l'ensemble des zones urbaines, les arbres, arbustes et haies devront être des essences locales. Pour cela la commune a établi une palette végétale annexée au PLU. En zone 1AU, le PLU prévoit la plantation d'espèces locales pré-plantées et dont l'arrachage est interdit et le remplacement permis selon les espèces listées dans la palette végétale.

Concernant l'article 14, la commune ne fixe aucun COS, conformément aux dispositions de la loi ALUR.

4.2. Les zones urbaines

Au niveau des toitures, des façades et des abords, le PLU maintient la plupart des règles du POS. Les règles relatives aux matériaux ont été supprimées, le règlement du PLU fait désormais uniquement référence à l'aspect.

La coloration des façades est désormais donnée par le nuancier de couleur du CAUE 54. Certaines façades sont désormais protégées pour leur qualité architecturale. Le PLU protège également certains éléments de façades identifiés dans l'annexe : « éléments patrimoniaux » du PLU (portes, encadrement de portes, linteau daté...).

Les encadrements en pierre de taille ainsi que les parties voutées des façades sont protégés. Le règlement précise toutefois que des réaménagements ou des transformations restent possibles en cas de problème d'accessibilité ou de mauvaise conservation de la pierre.

Les annexes et extensions doivent être traitées en harmonie avec les volumes bâtis principaux.

Les différentes règles de l'article 11 des zones UA, UB et 1AU visent à protéger et à valoriser les caractéristiques urbaines (alignement, architecture, forme urbaine...) propres à chaque zone. Le règlement de la zone UB a été assoupli en matière de coloration des toitures. Ce choix est lié à la diversité des toitures existantes au sein de la zone.

L'article 13 précise que les aires de stationnement devront être plantées à raison d'un arbre au moins par 100m² de terrain.

Le PLU identifie également des plantations d'arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ainsi que des espaces boisés classés.

4.3. Les zones agricoles et naturelles

Pour la zone A, le PLU intègre différentes règles d'aspect extérieur visant à améliorer l'intégration paysagère des bâtiments agricoles (façades et accompagnement végétal).

L'article 13 de la zone A introduit de nouvelles règles, notamment le recul de 30 mètres obligatoire par rapport aux lisières forestières et le renforcement de la trame verte en cas de construction de nouveaux bâtiments agricoles.

Pour les zones A et N, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou privées communes.

Le PLU identifie au sein des zones N et A des éléments paysagers qui doivent être conservés.

5. Articles 15 et 16

Ces articles ont été introduits par les lois Grenelle. Elles portent sur les conditions d'aménagement des différentes zones. La commune ne définit aucune prescription pour l'article 15 (performances énergétiques et environnementales).

Concernant l'article 16 (infrastructures et réseaux de communication électroniques), le règlement précise que des fourreaux et infrastructures devront être mis en place dans les nouvelles opérations pour permettre le passage des réseaux de communication électronique et d'alimenter toute nouvelle construction à usage d'habitation d'activité ou d'équipement.

TROISIEME PARTIE :

**LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU
PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT**

I. Préambule

Le diagnostic exposé dans le rapport de présentation a permis de dégager les enjeux d'aménagement et de développement du territoire ainsi que les points forts et les points faibles de la commune sur le plan environnemental.

Le « Projet d'Aménagement et de Développement Durables » (PADD), qui présente les grandes orientations politiques de la commune se doit quant à lui de répondre à l'exigence croissante d'une meilleure prise en compte de l'environnement et d'un plus grand respect du patrimoine ou de la diversité de nos cultures.

Les orientations adoptées dans le Plan Local d'Urbanisme auront des incidences globalement positives sur l'environnement urbain et naturel du territoire.

La protection des espaces naturels et la réduction des zones à urbaniser par rapport au POS participent aux retombées positives sur l'environnement.

L'urbanisation envisagée par le PLU repose en partie (environ 30%) sur le comblement d'espaces libres au sein du tissu urbain et principalement sur la consommation de surfaces agricoles (environ 70%).

Les orientations d'aménagement et de programmation, ainsi que le règlement des zones urbaines et à urbaniser permettent de répondre aux objectifs de lutte contre le réchauffement climatique (densité et formes urbaines), de limitation de l'étalement urbain (réduction des zones à urbaniser et densification du tissu urbain et d'exigences environnementales (réduction de l'imperméabilisation des sols, création de haies et de noues paysagères...)).

Les incidences environnementales du PLU et les solutions éventuelles retenues pour éviter, réduire et dans la mesure du possible compenser les conséquences seront successivement traitées dans les chapitres suivants de cette troisième partie du rapport de présentation.

II. Incidence sur la biodiversité et les milieux naturels

Environ 20 % du ban communal sont occupés par des espaces boisés. Ces zones ont à la fois un intérêt humain, paysager et écologique. Ils représentent des atouts majeurs en termes d'attractivité et de cadre de vie quotidien et doivent être transmis aux générations futures, au moment où des pressions ou des nuisances pourraient le menacer.

Afin de préserver ces espaces, des protections ont été mises en place dans le PLU.

La révision du PLU a été l'occasion de préserver et de maintenir les espaces boisés en zone naturelle N. Pour l'ensemble de la zone et afin de préserver le caractère naturel de celle-ci, le règlement y interdit toutes utilisations et occupations du sol à l'exception des équipements d'infrastructures ainsi que les constructions directement liées et nécessaires à l'exploitation forestière et aux activités de chasse et de pêche.

Le règlement est plus restrictif pour certains secteurs :

- le périmètre de la ZNIEFF fait l'objet d'un secteur spécifique Ns (naturel sensible) dans lequel toutes les constructions et utilisations du sol sont interdites en dehors des équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à leur réalisation, leur entretien et leur exploitation ainsi que les constructions, installations, ouvrages et équipements liés à la protection, la gestion, la mise en valeur et l'ouverture au public de ces espaces ;
- les différentes zones humides ont également été protégées et classées en Ns ;
- les couronnes de vergers ainsi que les espaces de jardins ceinturant le tissu urbain sont désormais classées dans un secteur spécifique Nj. Dans ce secteur sont interdites toutes occupations et utilisations du sol en dehors des équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à leur réalisation, leur entretien et leur exploitation ainsi que les abris de jardins, dans les conditions fixées par les articles 9 et 10. Les zones classées en Nj jouent un rôle important en matière de transition entre les espaces naturels-agricoles et les espaces urbains. A Ugnay, les vergers et jardins situés sur les versants du Royat assurent une continuité naturelle avec la ZNIEFF. La commune, à travers ce PLU, protège cette continuité au sein de laquelle des espèces végétales et animales sont présentes (notamment en lien avec la trame thermophile).
- les équipements de loisirs en plein-air ont été classés dans un secteur spécifique NI. Dans ce secteur sont interdites toutes occupations et utilisations du sol en dehors des équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à leur réalisation, leur entretien et leur exploitation ainsi que les constructions et extensions liées ou nécessaires à l'activité de sports et de loisirs (activités de plein-air).

Des prescriptions en terme de d'implantation (articles 6, 7) et de hauteur (article 10) permettent une meilleure intégration des constructions autorisées dans leur environnement.

Certaines forêts sont gérées par l'Office National des forêts et font l'objet d'une servitude d'utilité publique qui est annexée au PLU. Ces boisements n'ont pas été classés en « Espaces Boisés Classés » (EBC), afin de ne pas ajouter une contrainte supplémentaire.

Le zonage définit des espaces forestiers en EBC. Ces boisements constituent une continuité des massifs forestiers gérés par l'ONF. Leur protection permet de conserver une homogénéité paysagère.

Le classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation ou d'utilisation des sols de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Il préserve également du défrichement. La modification de l'emprise, la suppression ou la création d'un EBC ne peut généralement intervenir qu'au cours d'une révision du PLU.

Le Plan Local d'Urbanisme comporte également une interdiction de construire en lisières de forêts pour un motif de sécurité des personnes et des biens mais également de protection des espaces forestiers, des paysages et des continuités écologiques potentielles.

Le document d'urbanisme préserve également les haies qui structurent le paysage et qui jouent un rôle primordial pour le maintien de l'équilibre naturel. Il préserve également certains éléments paysagers à protéger (arbres isolés).

L'urbanisation de la zone 1AU intègre des dispositions visant à renforcer la qualité naturelle et paysagère du secteur (noues paysagères, haies à l'arrière des parcelles, espace vert).

Le PLU intègre également des règles visant à renforcer cette trame verte, notamment au sein des zones agricoles (pour les nouvelles exploitations).

L'ensemble de ces points montre que les incidences du projet de révision du PLU sur les sites naturels existants seront largement positifs, car les mesures présentées ci-dessus contribuent à la protection des milieux naturels ainsi qu'au renforcement de la biodiversité.

Par ailleurs, au regard de l'éloignement assez important des sites NATURA 2000, on peut conclure que le projet de PLU n'aura pas d'impact significatif sur ces espaces.

III. La gestion des ressources naturelles : eau, énergie et consommation des terres agricoles

A. L'enjeu de la ressource en eau

Le PLU envisage une croissance de population à long terme. De fait, les besoins en eau potable augmenteront.

Le rapport de présentation définit l'alimentation en eau potable.

Le règlement rappelle dans l'article 4, concernant la desserte par les réseaux des différentes zones, que le branchement sur le réseau d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle.

Concernant les futures opérations d'aménagement, celles-ci seront soumises à la loi sur l'eau et lors de la réalisation des nouveaux quartiers, il conviendra de vérifier le débit et la pression et d'en assurer la viabilisation en relation avec les gestionnaires de l'eau potable.

Ces dispositions visant à contribuer à la préservation des ressources en eau sont également complétées par des dispositions de gestion des eaux usées.

Au niveau du règlement, diverses dispositions ont été prises pour assurer dans de bonnes conditions la desserte par les réseaux et l'évacuation des eaux usées et pluviales, en respectant les caractéristiques des réseaux publics. Une gestion des eaux pluviales, sauf conditions particulières, est obligatoire à la parcelle.

L'article 4 du règlement introduit l'obligation de raccordement au réseau collectif d'assainissement et exceptionnellement de permettre la mise en œuvre de dispositif non collectif en conformité avec le zonage d'assainissement et le règlement d'assainissement. La mise en œuvre d'un réseau séparatif est désormais obligatoire pour toute construction neuve.

Les annexes du PLU décrivent les réseaux d'eau et d'assainissement.

Toutes ces prescriptions vont dans le sens d'une diminution des rejets et donc des apports en station et favorisent un traitement meilleur et plus économique pour la collectivité. Elles impliquent également le développement de pratiques durables sur la gestion de la ressource (systèmes de récupération des eaux pluviales).

Par ailleurs, il faut rappeler que la collectivité peut s'appuyer sur plusieurs articles du Code de l'Urbanisme au moment de la délivrance du permis de construire pour faire respecter la politique souhaitée en matière d'eau potable et d'assainissement.

Le PLU protège les abords des cours d'eau et les zones humides.

Le classement en Ns des forêts de versants de la Chiers et du Royat permettent de maintenir la qualité des eaux de ces rivières.

En définissant des prescriptions règlementaires se rapportant à l'alimentation en eau ainsi qu'à l'assainissement, le PLU contribue à lutter contre les risques de pollution de l'eau, de préserver la nature et la biodiversité et de répondre aux grands objectifs du SDAGE et du SAGE.

La création d'un secteur spécifique Ns relatif à la ZNIEFF et aux zones humides du SAGE vise à protéger la qualité de la ressource en eau sur le territoire ainsi qu'à maintenir la qualité écologique et environnementale des milieux. Ces mesures permettront également d'agir pour la préservation de la biodiversité.

B. L'énergie

Les orientations de la politique énergétique définies dans l'annexe de la loi du 13 juillet 2005 rappellent qu'outre les actions tendant à réduire la consommation d'énergie de leurs services, les collectivités compétentes « définissent des politiques d'urbanisme visant, par les documents d'urbanisme ou la fiscalité locale, à une implantation relativement dense des logements et des activités à proximité des transports en commun et à éviter un étalement urbain non maîtrisé ».

Dans le même sens, les orientations de la loi précisent qu'en matière de « promotion des énergies renouvelables, les collectivités peuvent favoriser le recours à ces sources de production, notamment par des dispositions d'urbanisme ».

Par ailleurs le code de l'urbanisme dans son article L 121-1 précise notamment que les PLU déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

... 2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Dans son article L 123.1.5.14° le règlement du PLU peut « *imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit* ».

Dans ce cadre, le PLU constitue une pièce essentielle du dispositif en tant qu'il régleme à la fois le lieu d'implantation possible des constructions et les caractéristiques auxquelles elles doivent répondre.

Le PLU d'Ugny affiche plusieurs dispositions ayant trait à l'énergie.

Le PLU maîtrise l'étalement urbain en réduisant la surface des zones à urbaniser par rapport au POS. Les règles de densité fixées au sein de cette zone et développées dans l'OAP permettront une utilisation optimale de l'espace (par la forme urbaine) et contribueront indirectement à réduire l'impact énergétique des nouvelles constructions.

Le PLU permet également l'implantation d'installations productrices d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, notamment en lien avec un projet de développement éolien au Sud de la commune, dans la continuité des éoliennes existantes. Le développement de l'énergie éolienne constitue une ressource majeure pour lutter contre l'émission de gaz à effet de serre et de lutte contre le réchauffement climatique.

Le règlement de toutes les zones autorise l'implantation des équipements d'infrastructures et de superstructures. Les articles 6 et 7 des zones facilitent les constructions et les ouvrages

techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

Dans la future zone à urbaniser, le règlement autorise les constructions à condition que ces zones soient desservies par les réseaux d'électricité et de gaz et qu'ils soient enterrés, ceci notamment pour des raisons esthétiques et d'amélioration du cadre de vie.

L'article 10 relatif à la hauteur indique que les éléments techniques utilisés sur le toit ne rentrent pas dans le calcul de la hauteur maximale. Une configuration technique retenue en vue d'économiser l'énergie peut ainsi être autorisée.

Conformément à la loi ALUR, le règlement ne définit plus de Coefficient d'Occupation des Sols.

Le PLU favorise la densification et l'urbanisation des dents creuses au sein des zones urbaines.

Le PLU, par la limitation de l'étalement urbain, l'urbanisation des dents creuses ainsi que la possibilité de densifier les zones urbaines existantes contribue à la lutte contre le dérèglement climatique.

L'absence de desserte régulière en transports en commun (en dehors des scolaires et d'une ligne hebdomadaire de marché) ne permettra pas de mesurer l'efficacité de ces mesures sur la mobilité et donc sur les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Cependant l'effort de densification au sein du village et l'augmentation de population pourrait conduire la commune et le SITRAL à réfléchir à une desserte future de la commune par les transports en commun (Transport du Grand Longwy).

C. Les déchets

Les objectifs en terme d'évolution démographique généreront des déchets supplémentaires et donc des besoins en terme de collecte et de traitement.

Le PLU n'a pas vocation à accompagner les politiques de gestion des déchets. Les dispositions prises dans un PLU peuvent cependant permettre l'implantation des équipements nécessaires à la poursuite de la politique communautaire d'optimisation de la valorisation des déchets.

Le PLU intègre l'obligation de créer un local des ordures ménagères dans toute opération de création de logements collectifs ou semi-collectifs notamment dans la zone 1AU.

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) publié le 16 juillet 2001 s'impose.

Pour parvenir aux objectifs de valorisation fixés par les textes (loi sur les déchets de 1992, circulaire d'avril 1998, directives européennes), le PDEDMA impose aux collectivités du département la collecte sélective.

Seuls les résidus ultimes pourront être stockés en décharge à compter de 2002 dans des conditions de sécurité ne présentant aucun risque pour l'environnement et dans les centres situés à des emplacements judicieusement choisis.

D. La préservation des espaces agricoles

1. La consommation de terres agricoles

1.1. La consommation par rapport au POS

Le projet de révision du PLU n'entraîne pas de consommation de terres agricoles. Globalement, les anciennes zones NC correspondent dans le projet de PLU à la zone A (agricole). Certains secteurs ont été reclassés en zone naturelle (N), ce qui n'affecte pas l'usage agricole des terrains concernés.

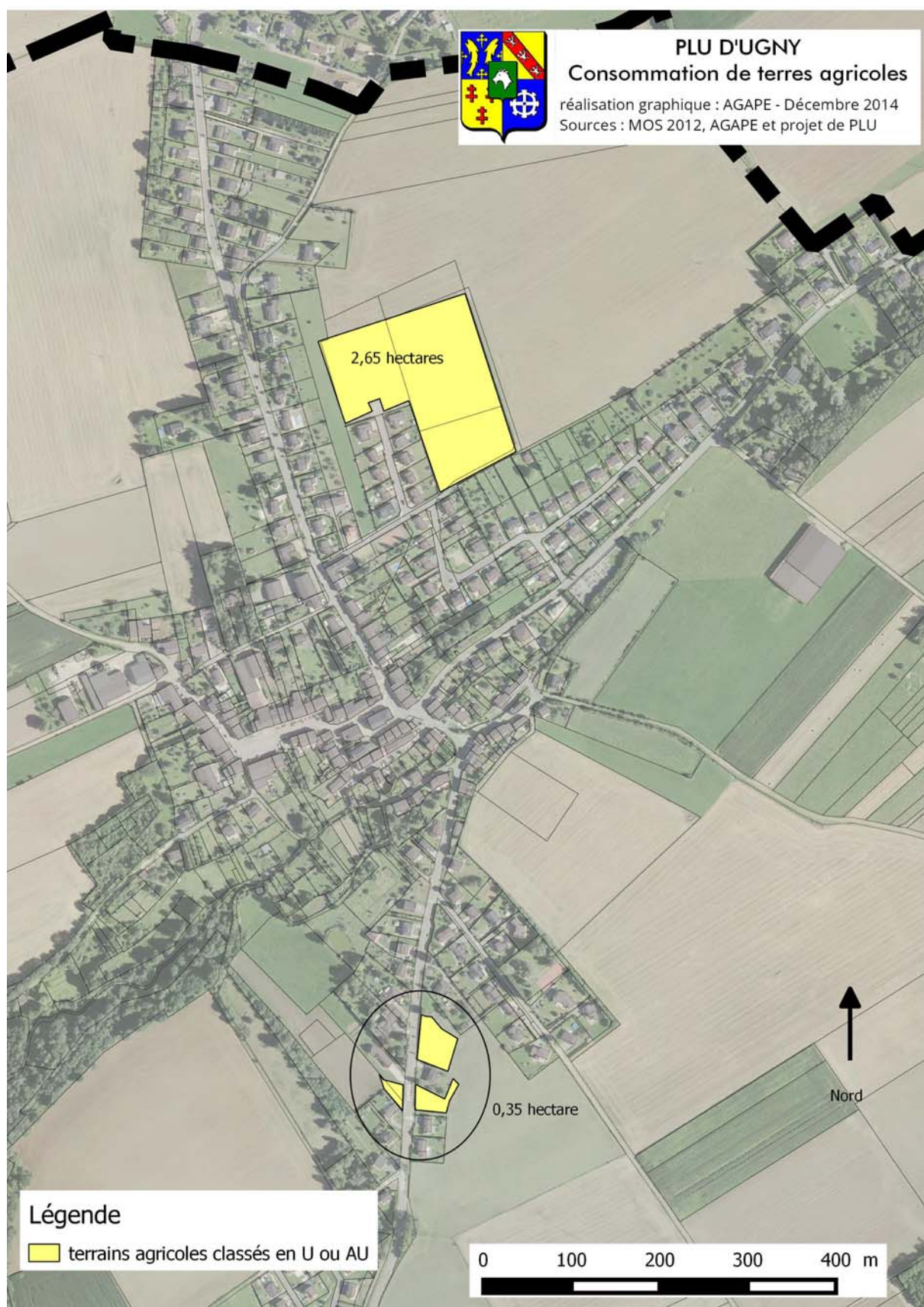
Le projet de PLU reclasse la zone 2NA du POS en zone A, ce qui contribue à réduire la consommation des terres agricoles dans le document d'urbanisme.

La cartographie de la page 123, montrant les évolutions et les transferts de terrains entre les zones du POS et le projet de PLU **montre un gain net de 4,58 hectares des espaces agricoles sur les zones urbaines et à urbaniser, le PLU contribue ainsi à protéger l'activité agricole et à lutter contre la consommation de terrains agricoles.**

1.2. La consommation réelle du PLU

Cette consommation réelle s'appuie sur le croisement de l'occupation des sols (à partir du Mode d'Occupation des Sols) et le projet de zonage du PLU (zones U et AU).

La carte ci-après montre que cette consommation réelle du projet de PLU est de 3 hectares, dont 2,65 hectares correspondent à la zone 1AU et 0,35 hectare à des terrains classés en zone UB occupés par des prairies et desservis par les réseaux (il s'agit de dents creuses), le POS classait déjà ces terrains en zone UB. A noter qu'une partie des terrains de la parcelle 155 ne sont pas déclarés à la PAC, il s'agit de la partie accolée à la parcelle 141 (voir carte à la page suivante).



IV. La prise en compte des risques

A. Les risques naturels

Comme l'a montré le diagnostic, le ban communal est également concerné par de nombreux risques naturels (inondation, mouvements de terrains....). Le PLU prend en compte les risques naturels (inondation, chute de blocs, cavités) en rappelant dans le chapeau des zones concernées par ces risques que les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions, la municipalité prend en compte ces risques et préserve ainsi les habitants et les biens.

Pour l'aléa retrait gonflement des argiles, aucune disposition particulière n'a été prise dans le zonage et le règlement. L'aléa retrait-gonflement des argiles n'entraîne pas une interdiction de construire. Il convient cependant aux maîtres d'ouvrage et aux futurs constructeurs de respecter un certain nombre de mesures afin de réduire l'ampleur du phénomène.

Les secteurs concernés par les risques d'inondation de la Chiers, de chutes de blocs et de cavités se trouvent en dehors des zones urbanisées et à urbaniser.

Le rapport de présentation mentionne l'existence de débordements du ruisseau du Royat, dans la partie Est de la commune (lieu-dit la Volette). Ces débordements ont impactés les jardins de ce secteur. Le PLU prend en compte le risque d'inondation du Royat en délimitant un sous-secteur inconstructible au sein de la zone agricole (Ai) et en limitant les surfaces constructibles aux parties de terrains situés en alignement des constructions existantes qui ne sont pas impactées en cas de débordement du Royat, dont le lit mineur est situé à une distance comprise entre 50 et 70 mètres des constructions actuelles et futures.

Concernant les écoulements d'eaux ponctuels identifiés au niveau de la rue de la Source (parcelle 155), le PLU intègre des mesures garantissant la constructibilité des dents creuses en conditionnant l'urbanisation des terrains à la réalisation d'aménagements de drainage et à l'interdiction des sous-sols. Ces mesures visent à protéger les habitants futurs ainsi que les constructions existantes qui ont déjà été impactées. Ces aménagements compléteront ceux existants qui ont été créés par la commune après les différents événements ayant conduits à des écoulements d'eaux importants.

Un permis de construire a été déposé, l'urbanisation de ces dents creuses est, à la date de l'approbation du PLU, en cours.

B. Le risque sismique

La commune d'Ugny est concernée par de l'aléa très faible (zone 1), pour laquelle aucune contrainte en matière de construction ou d'urbanisme n'est imposée par la nouvelle réglementation. Aucune disposition spécifique n'a été prise dans le PLU.

C. Les nuisances

1. La qualité de l'air

L'augmentation de la mobilité et l'usage de la voiture a des conséquences sur l'environnement, notamment en termes de pollution atmosphérique. Il en est de même pour la consommation énergétique.

L'émission de gaz à effet de serre est directement liée à la consommation énergétique et donc par le domaine des déplacements aux distances parcourues, aux vitesses pratiquées. Les politiques de déplacement et de consommation d'énergie nécessitent une prise en compte à toutes les échelles, y compris dans le PLU.

Le développement de nouvelles zones s'accompagnent toujours par une augmentation des déplacements. Le projet de PLU implique l'augmentation de la circulation au sein du village et en particulier autour de la zone 1AU.

L'augmentation de la densité de population permettra de mener une réflexion sur la desserte possible de la commune par les transports en commun.

Des chemins et sentiers piétonniers ont été répertoriés dans le plan de zonage pour assurer leur préservation. Des nouveaux cheminements doux seront créés sur la zone 1AU.

2. - Les dispositions législatives qui s'imposent

La loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996 fixe comme objectif la prévention, la surveillance, la réduction ou la suppression des pollutions atmosphériques, la préservation de la qualité de l'air et à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie.

Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air approuvé par le Préfet le 21 août 2001 s'impose. Il fixe les orientations permettant de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. Ces orientations portent notamment sur l'organisation de la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé humaine et les milieux, la maîtrise des pollutions atmosphériques dues aux sources fixes et aux sources mobiles ainsi que des actions d'information et de communication.

D. Le bruit

Au regard du diagnostic, il n'y a aucune voie bruyante sur la commune.
Aucune mesure particulière n'a été prise car aucune nuisance n'a été identifiée.

V. Suivi de la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme : les indicateurs de suivi

Le code de l'urbanisme (article L.123-12-1) prévoit que neuf ans au plus après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, un débat soit organisé au sein du Conseil Municipal afin d'analyser les résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L. 121-1

Il stipule par ailleurs (article R 123-2) que le présent rapport doit « *préciser les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L. 123-12-1.* ».

Pour effectuer l'analyse de ses résultats, il est proposé de développer plusieurs indicateurs, qui permettront, dans le temps, de vérifier si le PLU a réussi progressivement à inverser sinon à ralentir les dynamiques aujourd'hui en cours sur le territoire d'Ugny, liés notamment aux risques présents sur le territoire: diminution de la population, hausse de la vacance de logements...

Pour ce faire, un certain nombre de questions sont posées. Les indicateurs permettront d'y répondre. Plusieurs indicateurs pourront répondre à un seul enjeu (exemple la diversification de l'habitat).

L'objectif est que la commune soit en mesure de réaliser en interne le traitement d'un maximum de données et leur interprétation. Certaines analyses pourront cependant être externalisées (agence d'urbanisme, bureau d'études,...).

- Mesures mises en œuvre dans le PLU en faveur du logement

Dans l'élaboration de son PLU, la commune d'Ugny s'est engagée à garantir la qualité et la diversité de l'habitat.

Afin de poursuivre le développement démographique et d'attirer de nouveaux ménages, la municipalité a souhaité prendre les dispositions suivantes au sein du PLU :

- combler les dents creuses ;
- favoriser la mixité au sein des zones urbaines et à urbaniser ;
- définir une orientation d'aménagement et de programmation sur la zone à urbaniser ainsi que sur une dent creuse en fixant une densité moyenne et minimale de 14 logements à l'hectare sur l'ensemble des projets communaux

La grille d'indicateurs définie à la page suivante a pour unique objet d'apprécier l'atteinte des objectifs du PLU.

Problématiques à suivre	Objectifs du PLU	Indicateurs de suivi	Source
Le PLU a-t-il permis de poursuivre le développement démographique ?	Poursuivre le développement démographique	Evolution de la population	INSEE
Habitat suffisamment diversifié ?	Renforcer la diversité de l'habitat	Evolution des typologies de logements	INSEE, SITADEL, DREAL, permis de construire
Est-ce que les objectifs d'urbanisation ont été atteints ?	Densification du tissu urbain Favoriser une densité de 15 logements à l'hectare	Evolution du nombre de logements commencés en zone urbaine et à urbaniser par rapport aux surfaces urbanisées	Cadastre numérisé, fichier SITADEL, permis de construire, MOS AGAPE.
Utilisation économe des espaces naturels, protection des sites, des milieux et des paysages naturels	Assurer la protection des espaces naturels	Evolution des zones naturelles, création de haies ou de zones protégées	MOS AGAPE, surface des zones protégées
Préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières	Pérenniser les activités agricoles	Evolution des surfaces agricoles, nombre d'exploitations	MOS AGAPE, Recensement agricole
Sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables	Protéger le patrimoine architectural de la commune	Protection des éléments patrimoniaux identifiés dans le PLU et respect des règles mises en place	CAUE, analyse de terrain, retour d'expérience des élus, déclarations de travaux
Besoins en matière de mobilité	Favoriser les mobilités douces	Création de cheminements doux	Evolution des linéaires de chemins
Entrées de ville	Protéger la qualité paysagère des entrées de village. Améliorer l'entrée depuis la RD18 (stade de foot)	Evolution des différentes entrées de village. Surfaces aménagées	MOS, photographie, respect des règles du PLU.
Diversité des fonctions rurales	Pérenniser et conforter les activités, les services et les équipements de la commune	Evolution globale des activités	BPE, INSEE, Effectifs scolaires, évolution du tissu associatif, des commerces et des services
Réduction des gaz à effet de serre, maîtrise de l'énergie, préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des espaces verts, préservation et remise en bon état des continuités écologiques, prévention des risques naturels.	Préserver les espaces forestiers. Protéger les vergers et la ceinture verte. Renforcer la Trame Verte et Bleue. Protéger la ressource en eau Favoriser les énergies renouvelables. Agir contre le risque d'inondation. Mobilités Assurer une bonne desserte en matière de numérique.	Evolution des surfaces forestières. Maintien des vergers. Amélioration des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité. Indicateurs de qualité des eaux. Développement d'énergies renouvelables. Réduction des risques Evolution de la part modale Amélioration de la desserte numérique	MOS AGAPE, TVB locale AGAPE Données qualitatives des rivières, SIAC. Production d'énergies renouvelables. Arrêté de catastrophes naturelles INSEE. Evolution de l'offre internet et débit

